

NOUVELLE SÉRIE - N° 11

MAI - JUIN 1970 - 8,50 F

LE CRAPOUILLOT



LES COMMUNISTES

Nous préférons les amateurs difficiles

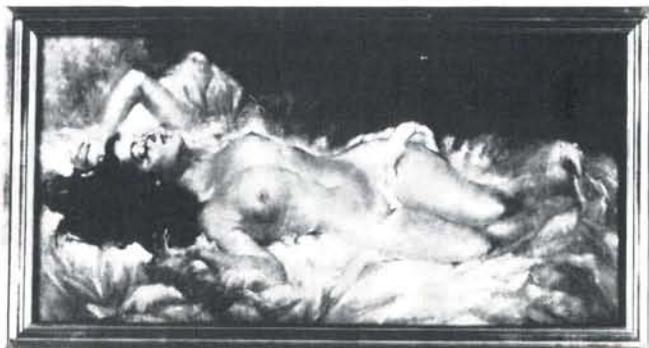
- LEUR GOUT INSIGNE
pour les choses les plus belles
- LEUR DÉSIR PROFOND
d'une certaine distinction
- LEUR QUÊTE INCESSANTE
d'un univers chaleureux
- LEUR SENS CRITIQUE,
leur intuition

les conduisent inmanquablement

A CHOISIR

pour décorer leur intérieur en le personnalisant

LES REPRODUCTIONS ALT procédé
breveté
des plus beaux tableaux du monde



RITTER « modèle 1 »

Exécutées sur toile de lin, montées sur châssis, parachevées au pinceau par des spécialistes qualifiés, dûment estampillées, assorties de cadres élégants, elles sont, on le sait,

**D'UNE FIDÉLITÉ CONFONDANTE
AUX ŒUVRES ORIGINALES ELLES-MÊMES**

et tout y est : l'aspect de la matière picturale, le relief,
les nuances les plus subtiles.

CHOIX ILLIMITÉ : DE 70 A 1500 F - FACILITÉS DE PAIEMENT

BOIS et TAPISSERIES

Envoi du luxueux album couleurs n° 58 C
contre 2 F en timbres-poste

arts lettres et techniques
S.A. au Capital de 200.000 F

61, rue de Vaugirard, PARIS VI^e

Téléphone : 548.21.18 et 222.71.97 - Métro St-Placide ou Rennes

LA GALERIE EST OUVERTE SANS INTERRUPTION
de 9 h 30 à 19 h (sauf dimanches et fêtes)

BON A DÉCOUPER OU A REPRODUIRE

Je désire recevoir votre album couleur n°58C sans engagement de ma part

Nom

Adresse

..... Dpt.....

Date..... Signature

EDITIONS NATURISTES

EXCLUSIVES



Documentation illustrée
contre une enveloppe
portant vos nom et adresse



C. HARVEST

44, rue des Pyrénées
Paris-20^e

LE CRAPOUILLOT

Nouvelle série n° 11

Société d'Éditions Parisiennes Associées
R.C. Seine 63 B 5039

Direction - Rédaction - Administration - Publicité
49, avenue Marceau, Paris (16^e). Tél. : 553-65-09

CONSEIL DE DIRECTION

Jean BOIZEAU
Jean-François DEVAY
Roland LAUDENBACH

REDACTEUR EN CHEF

Michel EBERHARDT

REALISATION TECHNIQUE

Guy PIAULT
Pierre GATINOL

Abonnements

5 numéros : FRANCE 32 F

ETRANGER .. 35 F (Taxes aériennes en sus)

C.C.P. : SEPA, Paris 25-391-74

(Pour changement d'adresse, joindre 1 F et la dernière bande)

Imprimerie Lang Grandemange
36 à 42, avenue Marc-Sangnier
92 - VILLENEUVE-LA-GARENNE



Le directeur de la publication : J.-F. DEVAY
Dépôt légal : 2^e trimestre 1970

LES COMMUNISTES



SOMMAIRE

● LEUR DERNIERE TROUVAILLE, par Jacques Soustelle : page 5 ● LES COMMUNISTES ET LA Vème, par J.A. Faucher : page 7 ● LE P.C. DANS L'ADMINISTRATION ET DANS L'ARMEE, par Camille Galic : page 25 ● LE P.C. DANS LES SYNDICATS, par Jean François-Vincent : page 31 ● LE P.C. DANS L'UNIVERSITE, par François Chotard : page 37 ● LE P.C. DANS L'AGRICULTURE, par Adrien Bréhat : page 43 ● LE P.C. DANS L'EGLISE, par Roland Gaucher : page 48 ● LE PARTI FRERE ? ET TA SŒUR !, par Henri Jeanson : page 53 ● LES FINANCES DU P.C., par Michel Laffitte : page 57 ● LA POLICE DU P.C., par Jean Heyras : page 64 ● LES NOUVEAUX VISAGES DU P.C. : page 69 ● COMMENT ON DEVIENT COMMUNISTE, par M. Waquiez : page 76 ● LES CRYPTOS, par Michel Déon : page 81 ● LA DROLE DE RESISTANCE DES COMMUNISTES, par Hugues Saint-Cannat : page 85

Avant-propos

Nous entendons d'ici ceux qui s'emploient, avec un ravissement ingénu, à méconnaître des évidences irritantes. Toujours enclins à voir dans la première birondelle l'assurance d'un printemps de Prague, ils vont se récrier :

« Qu'est-ce qu'il leur prend au CRAPOUILLOT de consacrer un numéro aux communistes? Pour quoi faire? Il y a belle lurette que ces gens-là ne sont plus dangereux. Le Grand Soir, l'Homme au couteau entre les dents, le chambardement de la société, c'était hier. Aujourd'hui, le parti de la révolution universelle est devenu un parti comme les autres, travaillant au bonheur de l'homme, à la paix des nations... N'a-t-il pas fait mille fois la preuve de sa sagesse, de son sens civique, de son patriotisme? De Gaulle lui-même l'a reconnu et l'Eglise, qui naguère le condamnait, lui fait risette. Non, croyez-nous : à moins d'être de mauvaise foi, il est inutile de s'inquiéter des communistes. Ils ont bien changé... »

Laissons là ces amateurs de pastorales. Au balcon de l'Histoire, il y aura toujours des sœurs Anne pour ne voir jamais rien venir.

Et regardons plutôt les choses en face. C'est l'objet de ce numéro, peut-être moins souriant que d'autres, mais précis, fouillé, solidement documenté et argumenté. Au fil des enquêtes rédigées par des spécialistes qui ont accès aux meilleures sources d'information, vous verrez se confirmer ce qui reste, à travers leurs palinodies, leurs subtilités et leurs métamorphoses, le grand dessein des enfants de Lénine : la prise du pouvoir, par la ruse ou la brutalité, au nom du plus impitoyable des systèmes qu'enfanta jamais l'esprit humain.

Non, les communistes n'ont pas changé. Isolés mais présents dans tous les rouages essentiels du pays, à l'écart mais puissants, passés maîtres dans l'art de l'échappatoire et de l'amalgame, ils attendent que viennent leur heure.

Ils se drapent à l'occasion de tricolore. Mais ils demeurent le parti de la fidélité inconditionnelle à l'U.R.S.S. Ils se font volontiers les défenseurs de l'ordre. Mais leur ordre, c'est celui qui règne à Prague et à Budapest. Ils ont remplacé les couteaux par les sourires, dînent en smoking à l'Elysée et jurent qu'ils n'ont pas d'autre objectif que l'amélioration de l'ordinaire. C'est qu'ils savent qu'un mensonge mille fois répété a des chances de passer pour une vérité.

Vous allez voir comment s'exerce, dans tous les domaines, la mortelle fascination des communistes. Car il se trouve encore des gens assez inconscients pour souhaiter faire avec eux ce qu'ils appellent « un bout de chemin ». C'est la fameuse « alternative démocratique » de M. Séguy.

Un bout de chemin jusqu'où?

Jusqu'à ce mur qui coupe l'Europe d'un trait de bonte et de sang? Jusqu'à ces « paradis socialistes » replongés dans le Moyen Age et d'où ne parvient qu'assourdie la plainte des peuples bâillonnés?

Merci! Quand les communistes tendent la main, les menottes ne sont pas loin.

Mais lisez plutôt. Vous allez comprendre...

LEUR DERNIÈRE TROUVAILLE

par Jacques SOUSTELLE

DANS un pays tel que la France, qui partage avec l'Italie le douteux honneur de posséder un des plus forts partis communistes à l'Ouest du rideau de fer, il est salubre de donner de temps à autre un coup de projecteur sur ce parti, ses hommes et ses méthodes.

Certes, le P.C.F. a vieilli et s'est sclérosé au cours des dernières vingt années. Il n'en reste pas moins, avec une fraction du corps électoral comprise entre 20 et 25 %, avec ses cellules et ses cadres, son organisation monolithique et la courroie de transmission de la C.G.T., puissant et dangereux.

La plus grave confusion que l'on puisse commettre, et que commettent souvent des Français de bonne foi, c'est de le tenir pour un parti comme les autres, simplement « plus à gauche » que d'autres, tel le parti socialiste par exemple. Ou bien le mot « gauche » n'a pas de sens, ou bien il implique l'attachement aux libertés politiques, le respect des opinions dans leur diversité, bref le choix fondamental de la démocratie contre toute formule totalitaire. Comment, dès lors, peut-on situer « à gauche » une formation dont toute la doctrine et toute l'action ne tendent qu'à la domination exclusive du parti unique, à l'asservissement des consciences, à la tyrannie implacable de l'appareil d'Etat ?

Le communisme n'est pas un parti comme les autres, mais plutôt une secte, avec son dogmatisme quasi religieux, ses prophètes — Marx, Engels, Lénine — ses livres saints et son hagiographie, ses conciles et ses pèlerinages, ses excommunications et son Inquisition. Des hérésies massives comme celle de Mao, ou mineures comme le trotskysme, parfois ébranlent l'orthodoxie. Le P.C.F. a toujours su demeurer dans la ligne, en épousant tous les virages depuis 1920, quitte à laisser de loin en loin au bord du chemin un Marty, un Marcel Prenant, un Garaudy. Quel que soit, en chaque occasion, le problème posé à la conscience des militants, c'est en fin de compte Moscou qui tranche.

Aussi a-t-on pu voir le parti, anti-hitlérien de 1936 à 1939, favorable à une entente avec l'Allemagne nazie en 1940, de nouveau anti-hitlérien après l'invasion de l'U.R.S.S. par la Wehrmacht. Il s'est montré hostile au nationalisme algérien en 1945, pour

soutenir à fond le F.L.N. dix ans plus tard. Il a applaudi en 1948 à la renaissance d'Israël, qu'il voue aujourd'hui à la destruction.

Entre toutes ces attitudes ondoyantes et contradictoires, un seul lien : l'adhésion, en toute circonstance, à la politique du P.C. de l'U.R.S.S., elle-même expression des intérêts nationaux et impériaux de l'Etat soviétique.

Il va de soi qu'à tenir ce propos je me verrai taxé de laquais des trusts et d'anticommuniste systématique. Je suis de ceux qui se moquent éperdument des trusts, dont je ne dépends ni de près ni de loin. Je cesserai d'être systématiquement anticommuniste le jour où le parti communiste cessera de se placer systématiquement au service d'une puissance étrangère.



Lorsque le coup de tonnerre du pacte Hitler-Staline éclata en 1939, la presse communiste française — que le Kremlin avait négligé d'avertir — titra : « Le dernier bobard de la propagande anti-soviétique : un prétendu pacte germano-russe ».

Le lendemain, dûment édifiée, elle titrait : « Un grand pas vers la paix : le pacte germano-soviétique ».

Je me souviens de la réaction de Paul Langevin devant cette cynique volte-face. Le grand savant, que j'avais connu au Comité de Vigilance des intellectuels antifascistes avec Paul Rivet, puis à l'U.D.I.F. avec Albert Bayet et Victor Basch, ne cachait pas sa tristesse et son indignation. Louis Aragon, lui, expliquait dans *Ce soir* que la paix était sauvée : on sait ce qu'il en advint.

Chacun connaît la politique adoptée par le parti avant et après la défaite de la France : il condamnait la « guerre impérialiste » menée par la France et la Grande-Bretagne et, loin de sembler gêné par la collusion hitléro-stalinienne dans le dépeçage de la Pologne, exaltait la « politique de paix » du dictateur russe.

Quand les Allemands s'installèrent à Paris, *l'Humanité* clandestine invita les *prolos* à fraterniser avec eux, et s'efforça d'obtenir des autorités d'occupation

l'autorisation de reparaitre librement... sous le contrôle de la Propagandastaffel. L'incompréhension des Allemands, seule, permit au journal communiste de conserver une virginité patriotique dont il aurait volontiers fait bon marché.

L'agression déclenchée par Hitler contre son allié Staline força le P.C.F. à un nouveau virage. Du jour au lendemain, la guerre impérialiste devint la croisade des démocraties, la Grande-Bretagne une alliée, de Gaulle — valet de l'impérialisme en 1940-41 — un véritable résistant.

Nul ne songe à nier que de nombreux communistes prirent part avec énergie et abnégation à la lutte contre l'occupant. Beaucoup, à la base, endurèrent souffrances et sacrifices et coururent les plus grands risques dans un esprit purement patriotique. Mais, dans ses sphères supérieures, le P.C. ne perdit jamais de vue ses objectifs particuliers ; noyant le Conseil national de la Résistance, le « COMAC », les Comités de Libération, utilisant ses agents tels que Pierre Ginsburger-Villon ou des « compagnons de route » comme Emmanuel d'Astier, maintenant à part ses troupes de choc, F.T.P. et Milices Patriotiques, multipliant les groupements à façade non-communiste comme le Front National, l'Union des Femmes de France, etc., qu'il contrôlait par personnes interposées, il ne cessa pas de mener « sa » guerre, contre l'occupant certes, mais aussi en vue de prendre lui-même le pouvoir.

Ceux qui ont vécu cette période de notre histoire n'ont pas oublié les manœuvres tortueuses, les campagnes frénétiques de calomnies, l'intolérance et les exactions dont le parti se rendit coupable à la fin de la guerre. Se prévalant abusivement de ses « 75.000 fusillés », il prétendit confisquer à son profit le combat de tous les résistants. S'il n'y parvint pas, et si la rupture du tripartisme P.C. - Parti socialiste - M.R.P. en 1947 marqua son échec, il n'en avait pas moins réussi à faire régner son influence, et parfois la terreur, sur certaines régions, notamment dans le Sud-Ouest.

Les méthodes communistes n'ont pas changé. Le drame de la Tchécoslovaquie, l'anathème contre Garaudy en constituent deux exemples. Le Moyen-Orient en fournit un autre : les Soviétiques ayant décidé

de soutenir les boute-feu bellicistes pan-arabes afin de pénétrer en Méditerranée, le parti communiste se fait le porte-parole d'un « anti-sionisme » sous lequel perce l'antisémitisme russe, aujourd'hui officiellement réaffirmé en Union soviétique. Le mensonge, la calomnie, la falsification historique demeurent les moyens habituels de la propagande et de l'action psychologique du communisme, en France comme ailleurs.



Deux escroqueries intellectuelles fondamentales sont à relever : celle qui s'exprime par le mot « socialisme » et celle que reflète le slogan « démocratie avancée ».

Socialisme ? L'appropriation collective des moyens de production conforme au dogme marxiste se ramène en fait à leur appropriation par le parti. Les chefs du parti, cumulant pouvoir économique et pouvoir politique, prélèvent à leur profit une large part du produit social. Capitalisme d'Etat et trusts d'Etat, c'est le capitalisme et les trusts avec, en outre, le pouvoir absolu des dirigeants, pas de droit de grève, aucune contestation possible.

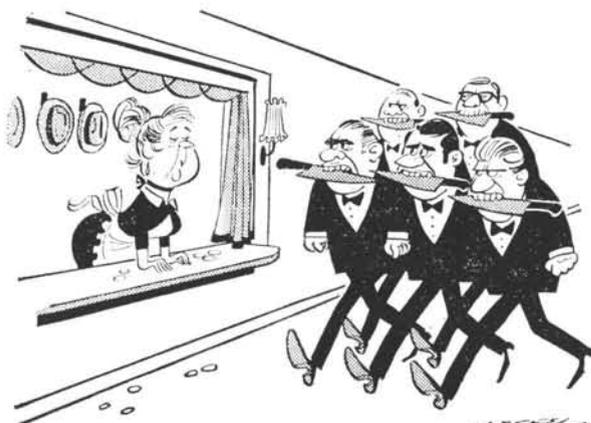
« Démocratie avancée » ? Ce terme est la dernière trouvaille de la propagande communiste. Il s'agit de faire accroire aux naïfs que le régime soviétique ou celui des pays de l'Est colonisés par les Russes, c'est la démocratie au sens où nous l'entendons, mais meilleure, plus perfectionnée.

En réalité, c'est le contraire. Quand un intellectuel non-conformiste est envoyé au bagne pour délit d'opinion, la « démocratie avancée » se démasque : il s'agit purement et simplement de la dictature policière.

Ce n'est même pas la « dictature du prolétariat », mais la dictature de la caste dirigeante sur le prolétariat comme sur l'ensemble de la société.

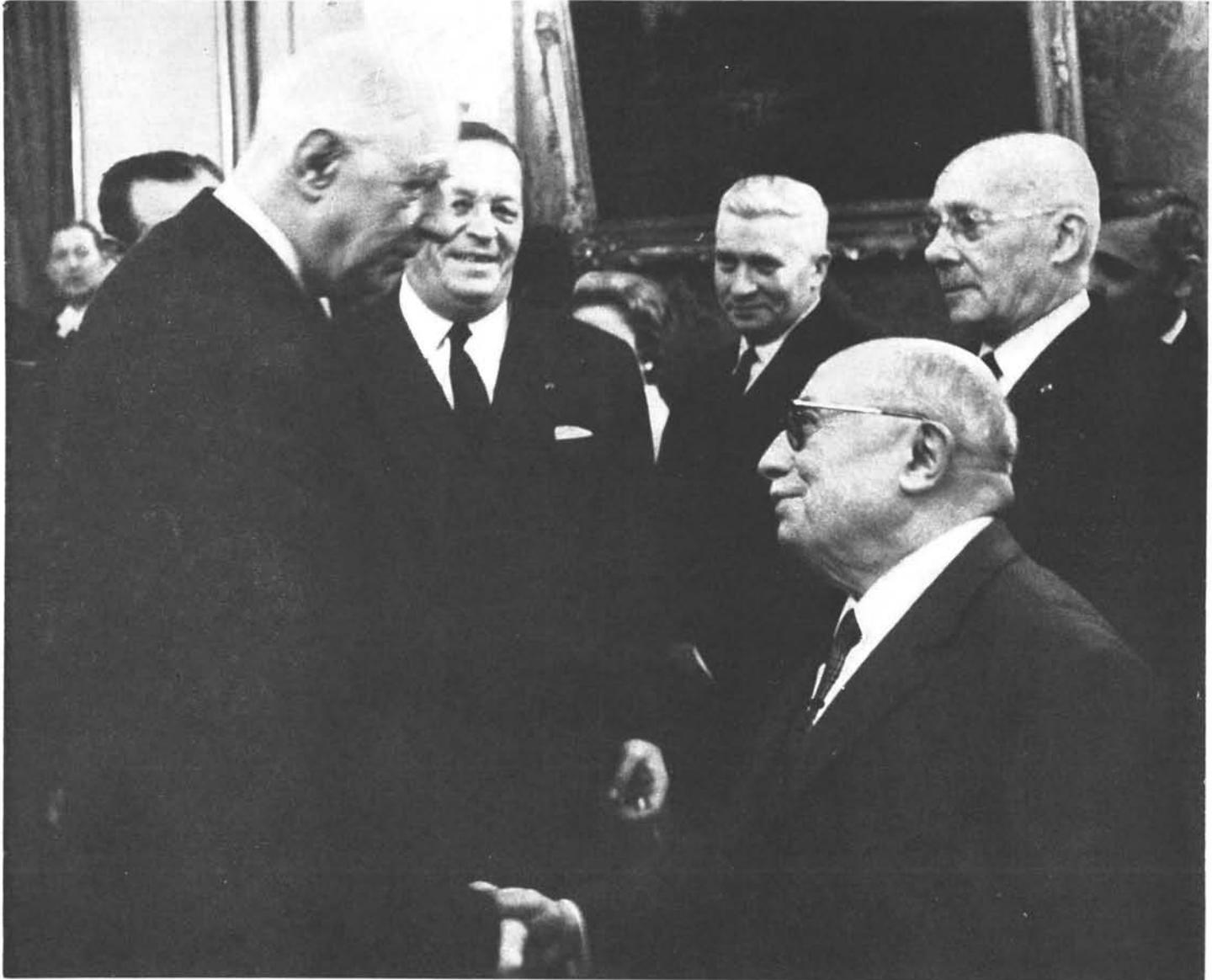
Aussi les démocrates sincères commettraient-ils une erreur mortelle s'ils se laissaient prendre au piège : qu'ils n'oublient pas comment est mort Jan Masaryk.

Jacques SOUSTELLE



— Les couteaux, au vestiaire !

(Dessin de Leffel paru dans « Le Canard Enchaîné »)

I. - LES COMMUNISTES ET LA V^e

A l'ambassade d'U.R.S.S. en 1966 : « Heureux de vous voir, Monsieur Duclos ! ». Sous la poignée de main historique du général au leader « séparatiste » toutes les finasseries de la politique gaullienne avec le P.C.

DOUBLE JEU POUR LE GRAND “ JE ”

1. - Le plan Malraux

AU début de 1958, la direction du P.C. a fait la preuve de son inefficacité. Elle n'a pas su exploiter la fin de la guerre d'Indochine. Elle n'a pas su profiter de la guerre d'Algérie pour durcir son appareil militant. Il paraît fort improbable qu'elle réussisse l'exploit de reconstituer le Front populaire.

De Gaulle reçoit beaucoup à Colombey. Dès février 1958, des anciens dirigeants du R.P.F. viennent lui répéter à La Boisserie :

- Refaites votre gouvernement de 1944 et reprenons l'expérience à zéro.
- Communistes compris ?
- Communistes compris, affirment Capitant, Vallon et leurs amis.

On lui explique que, s'il revient au pouvoir, il devra donner leur chance à quelques jeunes chefs communistes issus de la Résistance qui inventeront pour lui les formules d'un communisme national.

Le 13 mai, le P.C. et la C.G.T. essaient timidement d'exploiter l'événement. Ils ne parviennent pas à mobiliser les masses ouvrières. Bien au contraire, leurs efforts pour réaliser la résistance des forces populaires n'aboutissent qu'à rejeter les chefs socialistes sur la route de Colombey. Pierre



Désormais, Kroutchev n'est plus le diable. En visite à Paris, il ouvre ses bras au chanoine Kir.

Commin, secrétaire général adjoint de la S.F.I.O., interdit toute forme d'action avec les organisations communistes dans une circulaire adressée aux secrétaires fédéraux.

En réalité, dès le mois de juin, il apparaît clairement que l'agitation anti-gaulliste du P.C. n'existe qu'en surface. L'ambassadeur Vinogradov est intervenu auprès de Thorez et de Duclos et leur a donné l'assurance que de Gaulle n'envisageait de prendre aucune mesure d'exception à l'égard de leur parti. Vinogradov, en plein accord avec Couve de Murville, se rend même à Moscou pour expliquer à Kroutchev à quel point il est regrettable que Duclos ne tienne pas davantage compte de ses recommandations dans la bataille du référendum constitutionnel.

Un attentat commis à Lorient contre la permanence locale du P.C. permet aux policiers d'établir que le matériel expédié de Paris pour la propagande du « non » est resté entassé dans un coin et n'a pas été distribué aux militants. Le coup de barre est donné, et Duclos rend publiquement

témoignage aux gaullistes de leur désir de mettre fin à la guerre d'Algérie. Il déclare :

— Je reconnais volontiers que les hommes des monopoles au pouvoir, et particulièrement les pétroliers, voudraient bien que la guerre d'Algérie cesse pour mieux pouvoir exploiter les richesses du Sahara.

Un plan se développe qui tend à faire du P.C., en face de l'U.N.R., la seule force « crédible » de l'opposition. C'est le plan de Malraux. Entre le gaullisme et le communisme, tout doit s'effacer. La tactique consiste à laisser croire aux Français que refuser de Gaulle c'est choisir Thorez.

Dès mars 1959, Mitterrand constate que la V^e République a permis au P.C. de sortir de son isolement et il s'apprête à en tirer ses conclusions personnelles.

La C.G.T. organise des grèves locales mais évite de donner le grand assaut. De Gaulle, à ce moment, a encore l'espoir de faire entrer un jour les communistes dans sa majorité. Emmanuel d'Astier et Pierre Le Brun l'y encouragent discrètement. Confiant à Louis Vallon, Jean de Lipkowski, Jean-Claude Servan-Schreiber et Roger Barberot la mission de regrouper les gaullistes de gauche, de Gaulle leur fait cet aveu :

— Je n'ai jamais cru à l'efficacité de l'anticommunisme.

Les ministres en place retiennent l'avertissement. On voit Roger Frey prendre la peine de téléphoner personnellement au journal communiste *France d'Abord*, organe des anciens F.T.P., pour lui faire savoir qu'il vient d'interdire à la télévision une émission à laquelle devait participer l'écrivain Louis-Ferdinand Céline.

En septembre, un ami de Biaggi interroge quelques gaullistes de gauche :

— Si de Gaulle disparaissait, seriez-vous avec les colonels ou avec le Front populaire ?

— Nous serions ce jour-là avec le Front populaire contre les colonels, lui répondent les amis de Vallon.

Moscou tend alors la main à de Gaulle pour l'inciter à s'éloigner de Bonn. Son projet d'autodétermination du peuple algérien vaut au général les félicitations personnelles de Kroutchev. Aussitôt le P.C. français modère son opposition. Le Bureau politique et Duclos avaient affirmé que le plan algérien du général n'était qu'une manœuvre vouée à l'échec. Kroutchev ayant dit le contraire, Thorez s'incline et le Comité central lui donne raison.

Bien plus, les chefs communistes ne refusent plus les invitations du pouvoir. Les députés du parti se retrouvent au complet autour de Maurice Thorez et de Jeannette Vermeersch dans le salon de Chaban-De'las.

Usant d'une méthode à laquelle il aura souvent recours, le pouvoir gaulliste est intervenu directement à Moscou. Emmanuel d'Astier, gaulliste d'extrême-gauche, a fait observer à Kroutchev et à Souslov qu'il était désagréable de voir les bons sentiments de Vinogradov à l'égard du général démentis par les discours de Duclos et par les articles de Wurmser.

La Nation Socialiste, le journal d'Auguste Lecœur, n'hésite pas à souligner qu'il devient évident que pour les amis de Louis Vallon et de Debu-Bridel, le parti communiste est la seule organisation de gauche valable pour défendre le régime gaulliste contre les « ultras ».

Effectivement, en janvier 1960, quand éclate à Alger l'insurrection qui aboutit à la semaine des barricades, le P.C. et la C.G.T. mobilisent leurs troupes pour défendre le système gaulliste menacé.

Maurice Thorez, qui n'a pas oublié que de Gaulle avait



« L'ambassadeur à la colombe » : tableau allégorique pour S. E. Vinogradov, le plus gaulliste des Soviétiques.

su négociier en Union soviétique, en 1944, son amnistie et son retour en France en échange de la démobilisation des Milices patriotiques, a fort bien compris que le fait communiste n'existe pas aux yeux du général et qu'il ne s'y intéresse pas. Lui, il est la France et il est prêt à inviter à Paris un M. Kroutchev qui incarne pour lui la Russie, exactement comme Nicolas II en face du président Poincaré.

Effectivement, en mars, le voyage de Monsieur K devient une vaste tournée de propagande bolchévique. Le drapeau rouge est hissé au-dessus de l'Elysée où il n'avait pas flotté depuis les journées de la Commune de 1871 et la télévision française se met au service d'une colossale entreprise de glorification de la Russie soviétique.

De Gaulle ne peut cependant ignorer ce que vient faire Kroutchev en France. Il vient d'abord pour essayer de creuser un fossé profond entre la France et l'Allemagne. Il vient aussi pour obtenir du général qu'il lui laisse les

maïns libres en Asie, en échange de quelques concessions en Afrique. Il vient surtout à Paris pour prouver à la face du monde que le communisme russe, qui a triomphé à Moscou, est l'héritier direct des vieux révolutionnaires français qui ont appris à la classe ouvrière de tous les pays les premiers principes du socialisme. Et de Gaulle fait tout pour que Kroutchev puisse efficacement jouer cette partie. Claude Bourdet va même jusqu'à écrire que « le sourire de cet ukrainien trop habile a désarmé pour longtemps l'anticommunisme français ». Et Jean Cau constate dans *L'Express* que, pour des milliers de Français, Kroutchev a soudain cessé d'être le diable.

On observe cependant que le syndicalisme français se montre plus réservé dans son accueil que le grand capital. Bouladoux et Bothereau ne courent pas au-devant du chef soviétique comme le font les Prouvost, les Villiers, les Schneider, les Boussac, les de Vogüé, les Raoul Meyer et autres de Vitry, si souvent dénoncés pourtant dans *l'Huma-*

nité comme les ennemis des travailleurs. C'est sans doute que les syndicalistes non communistes n'ont rien à vendre à Monsieur K et qu'ils ne sont pas clients pour ce qu'il leur offre.

2. - Le P.C. au secours du régime

De Gaulle confie alors au général Grout de Beaufort :

— L'évolution vers le communisme est inéluctable. C'est le sens de l'Histoire. Il serait fou de vouloir s'y opposer. Cependant, pour arriver à son état actuel, l'U.R.S.S. a dû passer par des souffrances indicibles. Cette période de transition, il est possible de l'épargner à la France, à condition que ce soit moi qui y instaure le communisme.

Grout de Beaufort, effaré, ne tardera pas à prendre discrètement ses distances. Plus tard, lorsque ces confidences seront connues grâce à des indiscretions de son épouse, le Maréchal Juin ajoutera son témoignage personnel en déclarant :

— De Gaulle m'a fait la même confiance qu'à Beaufort. Il m'a dit : « Tu comprends, de toute façon, le communisme sera instauré en France dans dix ans. Autant que ça se fasse sans heurt ».

Comment le P.C. pourrait-il vouloir abattre un homme qui a de l'avenir une telle conception ?

D'ailleurs, après le voyage de Kroutchev en France, de Gaulle réussit à se persuader qu'il est devenu le grand arbitre entre l'Est et l'Ouest, le leader d'une troisième force internationale avec laquelle Washington et Moscou vont devoir compter et qui aurait ses succursales à Londres, à Belgrade, à la Nouvelle-Delhi, à Madrid et au Caire.

L'échec de la conférence au sommet va lui prouver que, malgré ses sourires et ses compliments, Kroutchev n'est pas décidé à lui laisser tenir ce rôle. Pour discuter avec les Américains, Monsieur K n'a pas besoin du général de Gaulle.

Pour le P.C. français, la situation est devenue difficile. Sa plateforme de manœuvre est désormais très étroite. D'une part, il doit ménager de Gaulle, dont la politique extérieure, de plus en plus ouverte vers l'Est, est déclarée « positive » ; d'autre part, pour sortir du ghetto, où le socialiste Ramadier l'a enfermé en 1947, il doit éviter de se couper de la gauche non communiste.

Il doit également tenir compte de la volonté, déjà exprimée par les amis de Guy Mollet et par ceux de François Mitterrand, de constituer entre le gaullisme et le communisme une force socialiste.

C'est la raison pour laquelle, en septembre, devant la montée des revendications sociales dans le pays, Benoît Frachon lancera un appel pour la constitution d'un front syndical uni ayant pour objectif la hausse des salaires et la paix en Algérie.

Guy Mollet ne s'y oppose pas, mais il a l'habileté d'ajouter à ces objectifs les impératifs de l'intégration européenne et de l'Alliance atlantique, impératifs que le P.C. ne peut accepter.

A ce moment, Mollet croit encore qu'il est possible d'éviter le Front populaire, que le prolongement du gaullisme rend fatal à ses yeux, en constituant un Cartel des gauches

qui unirait les socialistes, les radicaux, les M.R.P. et les P.S.U.

L'U.N.E.F. offre alors ses services pour faciliter l'union de la gauche, mais le P.C. désavoue ses initiatives unitaires, ce qui vaut aux chefs communistes d'être accusés, à gauche, de freiner l'opposition à de Gaulle.

Le référendum de janvier 1961 sur l'autodétermination du peuple algérien ouvre d'ailleurs une crise grave entre le P.C. et la S.F.I.O., comme il sépare le M.R.P. du parti radical. Cette fois, c'est le parti socialiste qui refuse de désavouer l'initiative du gouvernement. Guy Mollet et Teitgen font voter oui. Duclos se retrouve avec Félix Gailard, Mendès-France et Mitterrand pour faire campagne pour le non.

Cette affaire ouvre même une crise à l'intérieur du P.C. Il a en effet, lui aussi, ses gaullistes, qui se savent soutenus à Moscou. Marcel Servin et Laurent Casanova font valoir que de Gaulle sert fréquemment la politique du parti, notamment lorsque sa diplomatie aboutit à la dislocation du Pacte atlantique, et qu'en conséquence le P.C. doit se garder de provoquer sa chute prématurément.

Il est certain qu'au référendum du 8 janvier, certaines organisations communistes, sous l'influence de Servin et Casanova, ont désobéi aux consignes du parti. Dans plusieurs régions, notamment en Haute-Saône, où Marcel Servin fut député et où il a conservé une influence, des communistes ont ouvertement voté oui.

Mis en cause devant les instances dirigeantes du P.C., Casanova et Servin refusèrent de s'incliner et de faire leur autocritique.

En fait, en refusant de combattre de Gaulle, ils ont voulu incarner le krouchtévisme contre Thorez et Duclos. Casanova avait promis à Servin l'appui de certaines personnalités soviétiques, mais il ignorait que Thorez était passé derrière lui en U.R.S.S. et avait obtenu le feu vert.

Casanova n'a eu que le tort de confondre les rôles. Le gaullisme de Moscou, c'est à l'ambassadeur Vinogradov qu'il appartient de l'incarner. Le P.C. français, lui, doit exploiter le mécontentement provoqué par la politique gaulliste pour sortir de son isolement et gagner sa participation au gouvernement de l'après-gaullisme.

Mais de Gaulle n'est pas un partenaire avec lequel il est possible de faire longue route. Il a mis au point plusieurs diplomaties contradictoires, dont il use à sa convenance. En avril, il donne un nouveau coup de barre. Pour essayer de rassurer la droite des notables, solidaire des partisans de l'Algérie française, il profite de sa tournée dans le Sud-Ouest pour multiplier les attaques contre Kroutchev, auquel il pardonne difficilement de vouloir s'entendre directement avec Washington.

Ces manœuvres n'empêchent pas l'Armée de réagir contre la politique algérienne. C'est le putsch des généraux et Michel Debré s'empare du micro pour demander à la population de descendre dans la rue pour s'y opposer aux troupes aéroportées du général Salan.

Paris vit la folle nuit de la Sainte-Pétoche.

André Malraux veut créer des milices patriotiques et c'est le socialiste Pierre Herbaut qui intervient auprès du gouvernement en lançant un avertissement :

— Vous allez ainsi, explique-t-il, légaliser l'appareil insurrectionnel du P.C.

Dans la cour de la place Beauvau, parmi les 800 volontaires casqués que Frey vient haranguer, on voit Louis Luc, rédacteur à *l'Humanité*, aux côtés de Charles Hernu et de Roger Stéphane.



La folle nuit de la Sainte-Pétoche. Place Beauvau, le soir du putsch des généraux, le régime en péril veut créer des milices patriotiques. Belle occasion pour les cocos !

— Alors, les cocos s'engagent dans les gardiens de la paix ? lui lance un confrère goguenard.

A Neuilly, les militants communistes mobilisés dans leur permanence voient arriver un monsieur fort distingué :

— Je suis le commissaire de police, déclare-t-il. M. Achille Peretti, le maire, m'envoie demander combien vous pouvez nous fournir d'hommes pour défendre la mairie.

— Trente à quarante, lui répond-on.

Un peu plus tard, Peretti envoie un autre émissaire pour remercier les communistes de Neuilly de leur obligeance.

Malgré le démenti qu'il diffuse, les communistes affirment qu'à la Régie Renault, c'est M. Dreyfus lui-même qui a demandé à la C.G.T. d'organiser des milices populaires à la disposition desquelles il met les véhicules de l'entreprise.

En faisant appel à la gauche pour sauver son régime, de Gaulle vient en fait de la réveiller.

3. - Après les morts de Charonne

De Gaulle prend alors prétexte de l'existence de l'O.A.S. pour renforcer son appareil répressif. En principe, ces mesures ne sont destinées qu'à frapper les partisans de l'Algérie française, mais la gauche s'inquiète. Les dirigeants de la C.G.T. notamment redoutent qu'à l'heure des

grands mouvements de grève, elles permettent également de diriger les leaders syndicalistes sur le camp de Thol ou celui de Saint-Maurice-l'Ardoise.

L'agitation sociale reprend. Le P.C. croit qu'ayant aidé à sauver le régime, de Gaulle va désormais compter avec lui.

Or, le communiste Lambotte et son camarade Pierre Courtade, rédacteur en chef de *l'Humanité*, font en mai un voyage discret à Genève pour y rencontrer Krim Belkacem. Et le chef F.L.N. leur explique :

— Le peuple algérien serait reconnaissant au peuple français si la campagne d'agitation sociale qui se développe en ce moment était différée, afin qu'elle ne puisse porter préjudice aux négociations en cours.

Lambotte et Courtade font leur compte rendu au parti et, comme par hasard, la C.G.T. renonce aussitôt à l'épreuve de force qu'elle avait engagée pour répondre aux menaces que le gouvernement fait peser sur l'exercice du droit de grève.

A Moscou, cependant, on s'inquiète des nouvelles directions que prend la politique du Quai d'Orsay. En juillet 1961, il devient de plus en plus évident que le général est bien décidé à s'éloigner davantage encore de Washington, mais ce n'est que pour se rapprocher de Bonn et essayer de rompre l'alliance qui existe entre les U.S.A. et l'Allemagne de l'Ouest. Cette fois, le P.C. est alerté. René Andrieu reproche à la diplomatie gaulliste de « renouer avec la tradition de Munich ».

Or, chaque fois que le P.C. doit accentuer son action contre l'unité européenne, il s'éloigne d'autant de la gauche socialiste et radicale. Celle-ci hésite encore sur le choix qu'elle doit faire. Le 5 octobre, c'est Jean-Jacques Servan-Schreiber qui précise en son nom :

— Deux formules sont en présence : le Front républicain sans les communistes et le Front populaire avec eux.

La première, c'est celle que Maurice Faure va tenter pendant quatre années d'imposer en essayant de marier le parti radical au M.R.P. La seconde, c'est celle sur laquelle va miser François Mitterrand pour s'imposer comme le leader de toute la gauche.

Le développement de l'action menée par l'O.A.S. permet au P.C. de multiplier les appels en faveur de l'unité d'action. Le 27 octobre 1961, dans *l'Humanité*, Yves Moreau reproche au gouvernement de n'être pas suffisamment énergique dans sa répression contre les partisans de l'Algérie française.

Le P.C. et la C.G.T., solidairement avec la C.F.T.C., la F.E.N. et l'U.N.E.F., lancent alors un appel pour l'organisation, le 19 décembre, d'une journée de manifestation nationale contre l'O.A.S.

A cette époque, l'Élysée a toujours ses agents à l'extrême-gauche. Il devient ainsi chaque jour plus évident qu'Emmanuel d'Astier de la Vigerie jouit auprès du général d'une influence croissante. Le P.C. lui-même finit d'ailleurs par s'en inquiéter lorsque le directeur de *Libération* se flatte sans aucune discrétion d'avoir obtenu le départ de M. Vié, directeur des Renseignements généraux. Le P.C., d'autre part, apprécie de moins en moins les démarches directes que d'Astier fait à Moscou au nom du général. D'autant que Thorez et Waldeck Rochet ont appris que le « baron rouge » n'avait pas hésité à critiquer auprès des dirigeants soviétiques le comportement du P.C. français.

Or, le ministre Roger Frey commet à ce moment une

erreur tactique qui va gêner considérablement les manœuvres du général en direction de l'extrême-gauche.

Le 19 décembre, la manifestation contre l'O.A.S., bien que tolérée par le gouvernement, amène la police du préfet Maurice Papon à réagir brutalement et le P.C. compte ses morts au métro Charonne. C'est pour la gauche un événement lourd de conséquences. De nombreux dirigeants radicaux et socialistes, sans oublier les P.S.U. et les amis de Mitterrand, se mêlent aux communistes dans la foule de plusieurs centaines de milliers de personnes qui suit les neuf cercueils de la place de la République au cimetière du Père-Lachaise.

Dès lors, l'U.N.E.F., la F.E.N. et le P.S.U. vont s'employer activement à rapprocher la gauche non communiste du P.C.

La place de Valois et la cité Malesherbes résistent encore à ces manœuvres. Au début de janvier 1962, il est évident que l'entourage de Maurice Faure au parti radical et celui de Guy Mollet à la S.F.I.O. ne veulent pas voir se constituer un nouveau Front populaire dont le front anti-O.A.S. serait le prétexte. Malgré tout, les socialistes parisiens derrière le journaliste Claude Fuzier et les radicaux parisiens derrière l'avocat André Cellard ne refusent plus de participer aux manifestations de rues contre l'O.A.S.

“ Qu'on fusille Jouhaud ”

Un autre piège menace d'ailleurs les dirigeants socialistes et radicaux, posé celui-là par le gouvernement. Le gaullisme cherche, en effet, à se présenter comme la seule force intermédiaire entre l'O.A.S. et le parti communiste. La manœuvre est développée si grossièrement que Guy Mollet, Maurice Faure, Denis Forestier et Robert Botheureau refusent de s'y laisser prendre. C'est même ce refus qui est à l'origine des rencontres discrètes de quelques personnalités politiques que les milieux gouvernementaux accuseront de composer « la conjuration de l'Alma ».

La presse communiste dénonce chaque jour avec force « la menace fasciste ». Waldeck Rochet somme de Gaulle d'accroître encore la répression :

— De Gaulle, déclare-t-il, possède tous les moyens pour briser et liquider l'O.A.S. s'il le veut.

Dans le quotidien communiste *La Marseillaise*, Marcel Carasso trouve que l'exécution du général Edmond Jouhaud tarde beaucoup trop. Dans *Libération*, c'est le communiste Henry Bordage qui exige la mise à mort de Jouhaud et de Salan.

Mais les conditions mêmes dans lesquelles sont jugés les chefs de l'O.A.S. provoquent des réactions au sein de la gauche non communiste. Au grand scandale du P.C., Mitterrand reste farouchement opposé aux juridictions d'exception et il n'a pas refusé d'apporter son témoignage au procès de Salan. Mendès-France lui-même a admis que le général Challe avait droit, comme tous les autres citoyens, aux garanties de la loi. Et chez les radicaux, la tendance s'affirme de ceux qui ne veulent pas tomber dans le piège de Malraux et n'entendent pas être condamnés à choisir entre le gaullisme et le communisme.

— Tant que je serai président du parti radical, déclare Maurice Faure, il n'y aura pas de Front populaire.

Paroles que dément la réalité. En effet, dans la rue, les radicaux et les socialistes manifestent en même temps



Pour les obsèques des victimes de Charonne, le plus imposant cortège (500.000 personnes) rassemblé par la Gauche depuis le « Front Popu ». Frey peut être content de lui !

que le P.S.U. et le P.C. Les communistes en profitent pour proposer aux autres formations de la gauche de confondre le combat contre l'O.A.S. avec le combat contre le pouvoir personnel.

4. - Le grand flirt avec Moscou

De son côté de Gaulle accentue son flirt avec Adenauer. Il sera révélé plus tard que, pour favoriser cette politique de rapprochement avec Bonn, l'Élysée n'aura pas hésité à utiliser les bons offices du préfet Maurice Picard, celui-là même qui sera arrêté sous l'accusation d'espionnage et déferé devant la Cour de Sécurité de l'État.

La visite du chancelier Adenauer en France ne manque pas de provoquer la colère des dirigeants soviétiques. François Billoux accuse publiquement de Gaulle de travailler à l'alliance des grands monopoles capitalistes et des marchands de canons : c'est de Gaulle-Wendel fraternisant avec Adenauer-Krupp.

Est-ce la rupture définitive entre le carrefour Kossuth et l'Élysée ? Pas du tout. Lorsque les députés socialistes, M.R.P. et indépendants décident de déposer une motion de censure contre la force de frappe gaulliste, la presse se demande ce que vont faire les communistes. Ils refusent finalement de s'y associer.

Le projet du général de réformer la Constitution ne les trouve pas plus enthousiastes dans le refus. En septembre, Laurent Salini ne cache pas aux lecteurs de *l'Humanité* que c'est avant tout pour ne pas se couper du parti socialiste que le P.C. a décidé, en fin de compte, de faire campagne pour le non.

Lors de la campagne pour les législatives, les candidats communistes montrent encore fort peu d'agressivité contre leurs adversaires gaullistes. Le P.S.U. Poperen en arrive à reprocher au communiste André Wurmser, candidat dans le XII^e arrondissement, de ménager un peu trop visiblement Roger Frey.

Il devient clair que le P.C. n'a aucune envie de brusquer la chute du général. Non seulement sa politique anti-américaine, malgré les contradictions dont elle est assortie, intéresse Moscou, mais encore, plus le gaullisme se prolonge, plus il augmente les chances d'un nouveau Front populaire.

Or, le parti communiste a plus que jamais besoin de conserver le contact avec la gauche socialiste. Il doit faire face, en effet, au déviationnisme maoïste qui gagne du terrain dans les organisations contrôlées par lui, notamment chez les étudiants et les intellectuels, ainsi qu'au Mouvement de la Paix. Raymond Guyot rédige un rapport anti-chinois sur lequel tous les militants communistes sont mis en demeure de s'aligner. *Le Monde* affirme que Marcel Servin, Laurent Casanova, Maurice Kriegel-Valrimont et Jean-Pierre Vigier ont déjà été écartés du Comité central en raison de leur attachement à Pékin.

La crise est grave car le P.C., qui a déjà beaucoup de mal à concilier les impératifs de Moscou favorables à la diplomatie gaulliste et la politique d'union des gauches, va avoir désormais le souci permanent de ne pas se laisser déborder sur la voie révolutionnaire par les groupuscules extrémistes qui ne manquent ni de moyens financiers ni d'instructeurs politiques.

Pour les dirigeants du P.C. français, le début de l'année 1963 marque donc un tournant. Kroutchev manifeste toujours le même souci de ne point trop gêner de Gaulle, mais il accentue dans le même temps sa politique anti-chinoise et les P.C. occidentaux doivent maintenant s'efforcer de ne pas laisser aux maoïstes le monopole de l'action révolutionnaire.

C'est une politique très difficile à mener et Moscou reproche fréquemment aux dirigeants français de ne pas la respecter.

À la grande satisfaction du Kremlin, de Gaulle ne cesse d'accentuer le caractère anti-américain de sa politique. C'est l'heure du flirt gaulliste avec l'Union soviétique. Moscou gagne alors sur les deux terrains. D'une part, de Gaulle oriente de plus en plus l'action du Quai d'Orsay en direction de l'Est, et, d'autre part, le P.C. français est en train de sortir de son isolement : il réussit à imposer à la base le principe de l'union des gauches. Les états-majors parisiens du parti socialiste et du parti radical commencent à admettre qu'ils ne seront plus longtemps en mesure d'y résister.

Ces contradictions se retrouvent d'ailleurs au sein de la majorité où il est bien difficile de concilier l'anticom-

HUMOUR ROUGE

L'HUMOUR n'est pas monnaie courante chez les « camarades ». Aussi les anecdotes savoureuses, les bons mots, les traits d'esprit sont-ils rares. Ils existent pourtant, telle cette répartie de Jacques Duclos.

Cela se passait pendant la guerre de Corée. Le président Queuille (député de la Corrèze) est à la tribune de l'Assemblée. Ses arguments contre le communisme international semblent convaincre une partie de l'assistance...

Alors, se dressant de toute sa petite taille et provoquant l'hilarité générale, Duclos lance de sa voix de rocaïlle :

— Taisez-vous, Corrèzien du sud !

munisme local des élus U.N.R. et la politique philosoviétique du général.

En novembre 1962, le gaulliste Raymond Schmittlein prête son journal de Belfort à l'U.N.R. Alfred Clerget pour reprocher au radical Jacques Maroselli d'accepter les voix communistes au second tour. Mais le 12 mai suivant, à l'exposition de l'association France-U.R.S.S., le même Schmittlein retrouve son adversaire P.S.U. Dreyfus-Schmidt qui vient de s'opposer à lui dans deux procès en diffamation.

À la télévision gaulliste tous les reportages sur l'Indochine sont de plus en plus favorables au Vietcong. Pour les chancelleries occidentales, la conjonction de Gaulle-Kroutchev est inquiétante et, en juin, dans son discours de Francfort, le président Kennedy reproche au général, sans le nommer, de servir en fait par son comportement les seuls intérêts du bloc soviétique.

Il est indéniable que de Gaulle ferait à ce moment une ouverture spectaculaire vers l'extrême-gauche — ouverture dont il rêve depuis plusieurs années — si la crise sociale qui se développe sur le plan intérieur n'empêchait le

P.C. de s'engager dans une compromission que ne comprendraient pas les ouvriers, dont les grèves « sauvages » débordent fréquemment la direction de la C.G.T.

La grande chance du P.C. est de voir alors de nombreux démocrates de gauche, du centre, parfois même de droite, affirmer que le danger gaulliste est à leurs yeux plus grand dans l'immédiat que le danger communiste. Il s'efforce donc d'exploiter à fond cette situation, dans le temps même où Vinogradov et Emmanuel d'Astier s'efforcent, eux, d'appuyer à Moscou les ouvertures diplomatiques que multiplie le ministre des Affaires étrangères Couve de Murville.

Cependant, cette politique qui tend à reconstituer plus solidement que jamais le pacte franco-soviétique échoue. De Gaulle ne réussit pas à empêcher le rapprochement Kroutchev-Kennedy.

Du coup, il refuse de suivre Moscou dans cette recherche d'une solution qui doit mettre fin à la guerre froide entre l'Est et l'Ouest. L'arrestation de l'espion français Georges Pâques, chef des services de presse de l'O.T.A.N., qui travaillait depuis longtemps pour l'Union soviétique, apparaît comme un règlement de comptes entre services secrets occidentaux.

La gauche socialiste est déchirée entre le désir de devenir efficace dans son opposition au gaullisme et la crainte d'entrer trop profondément dans le jeu du P.C. Elle est sollicitée de plusieurs côtés. Au moment même où Guy Mollet reçoit une invitation à se rendre à Moscou, *L'Express* lance l'opération « Monsieur X », dont l'un des objectifs majeurs, dans l'esprit de certains dirigeants du Club Jean Moulin, est de faire éclater le parti socialiste. C'est aussi le moment que choisit le P.C. pour faire savoir aux autres formations de gauche que l'accord ne pourra se faire que sur la base d'un programme commun.

5. - Edgar Faure, l'éminence jaune de l'Élysée

Bientôt Kroutchev s'inquiète des avances faites par de Gaulle en direction de Pékin. Il croit le moment venu de favoriser en France la naissance d'une opposition puissante avec laquelle le gaullisme devra compter. Moscou ne cache plus à Thorez qu'il souhaite une alliance solide du P.C. et de la S.F.I.O.

Guy Mollet est parfaitement informé de l'évolution des esprits en U.R.S.S. Il a eu un long entretien en tête-à-tête avec Waldeck Rochet, dans un bureau du Palais-Bourbon, et il part à Moscou avec la certitude qu'il va y recevoir de Kroutchev des engagements formels sur la coexistence pacifique, engagements qui permettront à la S.F.I.O. de modifier ses rapports avec le P.C.

Kroutchev croit à ce moment à l'imminence du conflit sino-soviétique et il veut avoir les mains libres pour agir en Asie.

Guy Mollet ne peut cependant exploiter comme il le voudrait les résultats de son voyage. En son absence, l'opération montée par *L'Express* et le Club Jean Moulin sur le nom de Gaston Defferre s'est développée, et il apparaît clairement que le refus du député-maire de Marseille de

discuter avec les communistes du programme de sa candidature à la présidence de la République lui vaudra l'hospitalité formelle du P.C.

— La première loi, observe Jacques Fauvet dans *Le Monde*, veut que, sans les communistes, il n'y ait pas de majorité de gauche possible.

Guy Mollet pousse alors ses pions qui ne sont pas ceux de Gaston Defferre. Un dialogue public s'engage entre le P.C. et la S.F.I.O. De Gaulle ne s'y trompe pas. Le rapprochement du P.C. avec l'opposition de gauche lui fait comprendre que la carte soviétique lui échappe. C'est le moment qu'il choisit pour reconnaître la Chine de Mao-Tsé-Toung.

On ne saurait dire que le P.C., non plus que l'ambassade russe, apprécie cet acte que le radical Edgar Faure, l'éminence jaune de l'Élysée, est allé préparer à Pékin. Kroutchev ne vient-il pas lui-même précisément de dénoncer la facilité avec laquelle les Chinois envisagent un éventuel recours à la guerre mondiale ?

Toutefois, le premier dialogue public entre le P.C. et la S.F.I.O. tourne mal. Guy Mollet est obligé d'exprimer sa déception devant les réponses fournies par *l'Humanité* aux questions qui ont été posées par le socialiste Roger Quilliot dans *Le Populaire de Paris*.

Le journal gaulliste *La Nation* profite malgré tout du résultat des élections cantonales pour affirmer que le Front populaire vient de se reconstituer en France. Devant la campagne menée par les gaullistes sur le thème de la menace communiste, René Capitant s'inquiète :

— Ni l'anticommunisme, ni l'anti-IV^e ne suffiront jamais à donner son contenu au gaullisme.

Le propos lui a certainement été inspiré par des confidences reçues à l'Élysée. En effet, de Gaulle ne désespère pas encore de faire entrer les Russes dans son jeu diplomatique. Edgar Faure se rend à Moscou et fait aux dirigeants soviétiques, au nom du général, des propositions précises, notamment en ce qui concerne l'Asie du Sud-Est. Il marque effectivement des points.

C'est tout d'abord Maurice Thorez qui, devant le Comité central du P.C. réuni à Ivry, fait des compliments à de Gaulle pour sa diplomatie qu'il juge « réaliste ».

Un peu plus tard, c'est Kroutchev qui charge son gendre Adjoubéï d'inviter le chef de l'Etat français à se rendre en visite officielle à Moscou. De Gaulle accepte le principe du voyage mais déclare vouloir en choisir lui-même le moment.

A l'intérieur du P.C. français, une grande mutation s'accomplit discrètement. Le parti a entrepris de rajeunir 40 % de ses cadres, afin de favoriser la promotion d'hommes nouveaux. Les anciens, ceux de l'époque du Front populaire de 1936 et les ex-F.T.P. ne sont pas assez maniables pour diriger et encadrer les troupes du P.C. dans une période où la souplesse tactique est de rigueur. Le communisme doit désormais à tout prix éviter de faire peur.

Un haut-fonctionnaire de la Meurthe-et-Moselle en arrive à confier à un journaliste du *Monde* :

— Que voulez-vous ? L'épouvantail communiste ne produit plus d'effet !

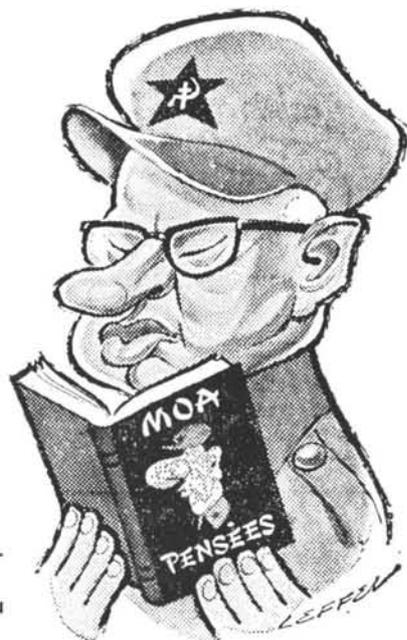
La gauche non communiste est prête maintenant pour une alliance avec le P.C. C'est l'heure de François Mitterrand qui arrive. Le 6 juin 1964, 54 clubs de gauche se fédèrent sous son autorité et donnent naissance à la Convention des Institutions Républicaines. Dans la charte

constitutive, il est précisé que « la lutte contre le régime de pouvoir personnel implique l'alliance de la gauche démocratique avec le parti communiste ».

Maurice Thorez meurt au moment précis où le P.C.F. a besoin de changer de visage. Sans lui, sous la houlette de Waldeck Rochet, il sera désormais plus facile d'accomplir certains gestes, d'utiliser certains mots, d'effacer certains souvenirs.

L'Express, au lendemain de sa mort, titre sur toute sa première page : « Les Français n'ont plus peur du communisme ».

Il est vrai que Waldeck Rochet avec son accent de paysan de Saône-et-Loire, son allure de grand-père timide et bafouilleux, cache assez bien sa personnalité d'ancien



Edgar Faure, le révolutionnaire culturel du général.

(Dessin de Leffel paru dans « Le Canard Enchaîné »)

élève de l'école marxiste-léniniste de Moscou, aligné depuis toujours sur la politique soviétique. Il est vrai également que toute la propagande de la télévision gaulliste en faveur des jeunes gardes rouges de Pékin, des maquisards guévaristes d'Amérique du Sud et des partisans vietnamiens d'Ho-Chi-Minh contribue à effacer chez de nombreux jeunes Français la peur de l'extrême-gauche la plus révolutionnaire.

C'est certainement à partir de ce moment que les reporters gaullistes de la télévision d'Etat recrutent inconsciemment les futurs enragés des barricades de mai 1968.

Un sondage de l'I.F.O.P., effectué à cette époque, indique que 31 % des citoyens seraient favorables à la présence de ministres communistes dans le gouvernement. Et les condoléances adressées par de Gaulle à la famille de Maurice Thorez contribuent à laisser croire que le P.C. est devenu « un parti comme les autres ».

Le P.C. qui doit beaucoup à de Gaulle, ne refuse pas de lui rendre certaines politesses. C'est ainsi que Georges Marchais profite de la fête annuelle de *l'Humanité* pour admettre publiquement qu'il est possible d'approuver les prises de position du général de Gaulle « favorables à une détente internationale ».

Marchais trouve très vite une justification à son propos dans le voyage qu'effectue le président de la République

en Amérique du Sud. A Caracas, en effet, il prêche à la foule la résistance aux U.S.A.

Ainsi l'homme qui a porté les plus rudes coups à l'unité européenne, qui a ouvert sur la Chine communiste les fenêtres du Quai d'Orsay, qui n'a cessé de rechercher l'alignement sur la diplomatie soviétique, conseille maintenant à l'Amérique latine de se révolter contre l'hégémonie américaine. Au parlement vénézuélien, seuls les députés les plus gauchistes applaudissent son discours.

6. - Le communisme au sourire entre les dents

En octobre 1964, le dialogue reprend entre la S.F.I.O. et le P.C. Guy Mollet est cette fois fermement décidé à aboutir. Par malchance la conjoncture ne lui est guère favorable, car Kroutchev, qui a incarné à Moscou la déstalinisation, est chassé du pouvoir.

Guy Mollet s'inquiète des conséquences de ce départ et ne cache pas ses appréhensions aux dirigeants du P.C. français. Ceux-ci décident de demander des explications aux nouveaux dirigeants soviétiques. Une délégation part pour l'U.R.S.S. avec mission de rapporter des informations sur les événements qui ont amené la chute de Kroutchev.

Cette attitude rassure les socialistes. Waldeck Rochet va-t-il devenir le « Numéro Un » du communisme démocratisé ? Certains le croient. Mais à l'heure même où Georges Marchais et Roland Leroy arrivent à Moscou, avant même qu'ils aient pu faire connaître à leurs camarades de Paris les réponses des dirigeants soviétiques, une mise au point de *l'Humanité-Dimanche*, un discours de Duclos et un article de Bordage publié par *Libération* signifient à tous que le P.C. français s'inclinera finalement devant les décisions du P.C. de l'U.R.S.S.

A son retour, lorsque Marchais rend compte de son voyage, il apparaît que Brejnev et Kossyguine sont fermement décidés à favoriser l'action du général de Gaulle contre le Marché commun et le Pacte atlantique.

Lorsque Souslov a expliqué aux délégués français l'intention des Soviétiques de faire route commune avec de Gaulle aussi longtemps qu'il serait possible, Roland Leroy a explosé et lui a crié sous le nez qu'il « se foutait du monde ».

Brejnev a évidemment d'excellentes raisons de vouloir maintenir de Gaulle au pouvoir, puisque la France est prête à offrir ses bons offices pour essayer d'apaiser la querelle Moscou-Pékin. Mais dès l'instant où le P.C. français, malgré la colère de Leroy, s'incline devant le choix de Brejnev, le front commun contre le gaullisme qu'il propose aux socialistes ne peut avoir que des objectifs très limités.

Pour les élections municipales, Roger Frey mijote une loi électorale dont on peut croire qu'elle n'a d'autre but que d'obliger les socialistes à conclure une alliance avec les communistes. Le socialiste Claude Fuzier engage d'ailleurs immédiatement des négociations à cet effet avec le communiste Paul Laurent.

En réalité, le ministre de l'Intérieur n'a cherché qu'à rui-

ner les espérances d'une nouvelle Troisième force, entretenues par Maurice Faure et Gaston Defferre, en coupant la gauche socialiste du centre libéral.

Une fois de plus, il s'agit d'essayer de récupérer tout ce qui ne s'alliera pas au communisme et de rendre impossible la naissance du tiers parti.

René Andrieu répond dans *l'Humanité* par un coup de chapeau poli. En pleine bataille électorale, il rend hommage à de Gaulle d'avoir fait la paix en Algérie, d'avoir reconnu la Chine et de s'être déclaré favorable à la neutralisation du Sud-Est asiatique. Ainsi, avec Brejnev comme avec Kroutchev, le double jeu du P.C. se prolonge.

Vinogradov va même jusqu'à déclarer qu'il sera difficile aux communistes d'oublier, lors de l'élection présidentielle, que de Gaulle reste le plus anti-américain des candidats possibles.

Quelques années plus tard, lorsque le P.C. affirmera avoir toujours été le champion de l'union de la gauche, personne ne lui rappellera son comportement dans ces élections municipales. Pourtant il s'est activement employé à « casser » le parti socialiste à Marseille en provoquant la dissidence de quelques hommes que l'on retrouvera plus tard installés dans le gaullisme de gauche. Il a fait campagne contre François Mitterrand dans la Nièvre. Il est entré à Caen dans le jeu de l'U.N.R. contre le M.R.P. Jean-Marie Louvel, et, à Nantes, il a réservé tous ses coups pour la liste d'André Morice.

Le 4 février 1965, la *Pravda*, qui n'a jamais publié un seul article contre la réélection de de Gaulle, insère un violent réquisitoire contre Gaston Defferre. Raymond

Guyot et Jean Kanapa séjournent précisément à Moscou. Ils y rencontrent Brejnev, Souslov et Ponomarev. Il est beaucoup question entre eux du député-maire de Marseille, dénoncé comme le candidat des Américains et de l'Alliance atlantique — ce qui est fort exagéré, car il est surtout le candidat de Jean-Jacques Servan-Schreiber et de Georges Suffert.

Les chances de Defferre diminuent d'ailleurs rapidement. En juin, l'échec de la négociation qu'il a engagée avec le M.R.P. en vue de constituer « la grande fédération » l'amène à renoncer à postuler la présidence de la République. Il laisse ainsi le champ libre à une candidature d'union des gauches à laquelle le P.C. pourra se rallier.

Maurice Faure espère encore s'imposer comme le candidat de la conjonction des centres, mais Guy Mollet se charge de détruire ses illusions. La S.F.I.O. ne le soutiendra pas.

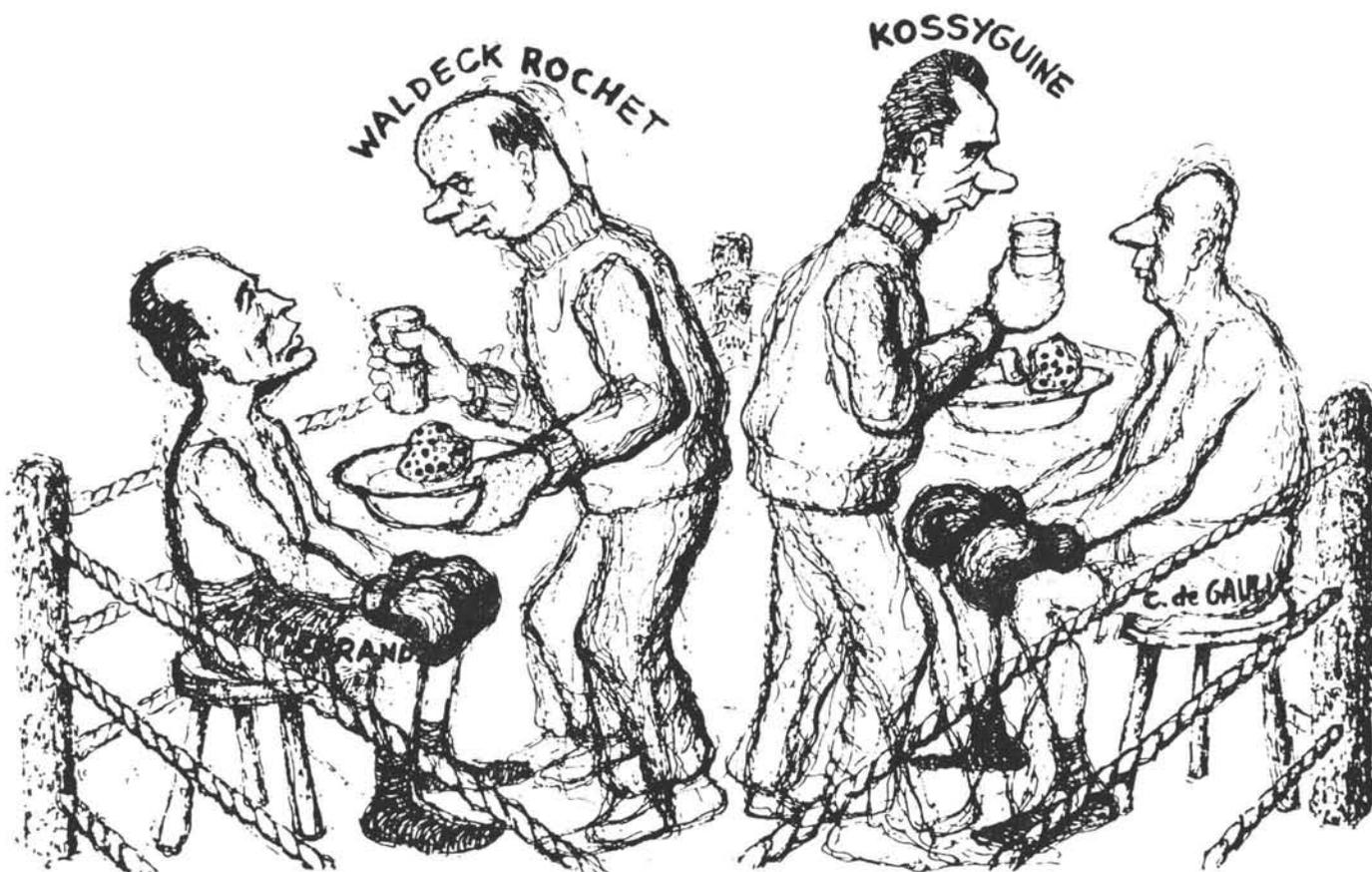
Plus personne à gauche n'a le pouvoir d'empêcher que sorte le nom de François Mitterrand.

De juillet à septembre, les grandes manœuvres vont se poursuivre. Le 23 juillet, les dirigeants du P.S.U. rencontrent ceux du P.C. Waldeck Rochet se déclare prêt à apporter son appui au candidat de la Fédération de la Gauche démocrate et socialiste qui s'organise. Gilles Martinet, lui, s'y refuse et le P.S.U. lance en août, contre Mitterrand, la candidature de Daniel Mayer que le P.C. et la S.F.I.O. récuse.

Le choix de Waldeck Rochet est très discuté dans son parti. Alors que l'avocat Jules Borker, collaborateur du Comité central, assure la liaison entre le carrefour Kossuth



Médiateur officieux des grands dessins gaullistes, d'Astier de la Vigerie manie aussi bien la faucille que la faux.



L'élection présidentielle de 1965 vue par Tim.
(Dessin extrait de l'album « Une certaine idée de la France... par Tim », Tchou édit.)

et l'état-major politique de Mitterrand, les néo-staliniens s'obstinent à réclamer la candidature d'un communiste. A quoi Roland Leroy fait observer que le P.C. ne pourra pas longtemps encore s'opposer au gaullisme sur le plan intérieur et l'approuver dans le domaine de la politique étrangère.

— Si nous laissons la gauche socialiste mener sans nous la bataille pour Mitterrand, souligne Waldeck Rochet, nous allons nous isoler pour longtemps.

Duclos pense autrement. Il a toujours l'espoir d'être le candidat du parti au premier tour. Et Jeannette Vermeersch « la veuve de guerre », comme l'appellent férocelement les jeunes maoïstes de la Sorbonne, l'encourage dans son opposition à Waldeck. Marchais et Billoux, qui ont un instant soutenu le principe de la candidature Duclos, finissent par admettre les arguments de Waldeck Rochet et de Roland Leroy.

Mitterrand se montre malgré tout très circonspect. Dans la lettre qu'il fait porter à Waldeck par son ami Roland Dumas, il se garde bien de prendre le moindre engagement envers le P.C.

Couve de Murville se rend auprès de Brejnev pour essayer de mendier le million de voix communistes grâce auxquelles le général pourrait échapper au ballottage, mais il échoue. Moscou continuera de mener avec de Gaulle son propre jeu, mais il laisse au P.C. français la liberté de faire son choix dans la bataille électorale. Il ne fait aucun doute à ce moment que Longo en Italie et Waldeck Rochet en France ont reçu de Brejnev carte blanche pour reconstituer aussi vite que possible en Europe occidentale l'unité des forces de gauche.

C'est pourquoi le P.C. fait des efforts pour rassurer ses partenaires. Le 18 novembre 1965, au meeting unitaire de Boulogne-Billancourt, c'est le secrétaire de la section C.G.T. de Renault qui empêche la foule d'entonner « l'Internationale » après le discours de Mitterrand.

Le P.C. a bien joué dans cette affaire. Ses liens avec la S.F.I.O. se sont trouvés renforcés et Mitterrand et Mollet ont fait sortir le parti du ghetto où les jeunes cadres communistes ne veulent à aucun prix retourner. C'est sur eux que Waldeck Rochet va s'appuyer pendant trois ans pour résister aux exigences des néo-staliniens.

7. - L'accord avec la F.G.D.S.

Après sa difficile réélection, de Gaulle convoque l'ambassadeur Zorine et lui demande :

— Alors, cette invitation à me rendre à Moscou, quand votre gouvernement va-t-il me l'adresser ?

— Mais il y a quatre ans déjà que vous êtes invité, répond l'ambassadeur quelque peu interloqué.

— Eh bien, si une nouvelle invitation m'était faite en ce moment, il me serait possible d'y répondre favorablement.

Moscou s'empresse de lui donner satisfaction, d'autant plus que de Gaulle lui apporte un gage en décidant le retrait de la France de l'O.T.A.N.

La vieille garde du P.C. reprend espoir. En avril 1966, alors qu'une délégation conduite par Waldeck Rochet assiste à Moscou au XXIII^e congrès du P.C. de l'U.R.S.S., à Paris les amis de Billoux confient :

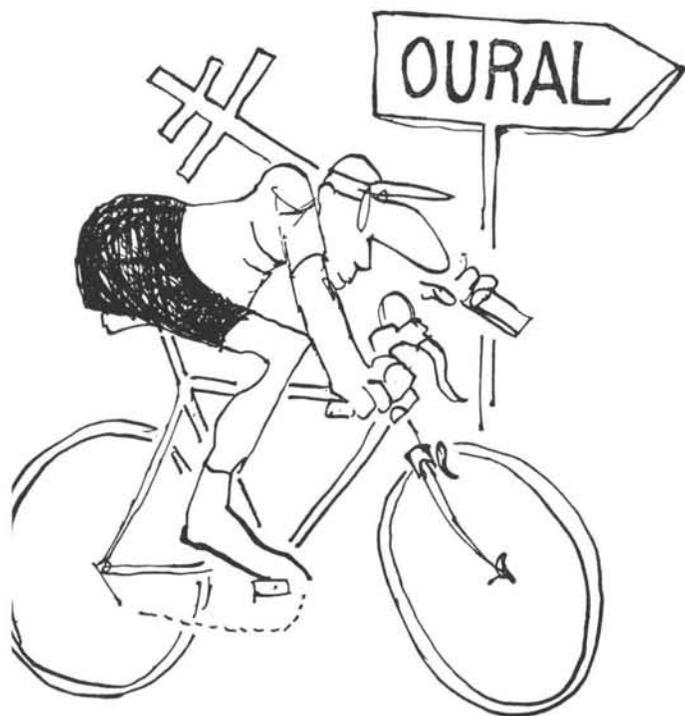
— Les impératifs de politique étrangère vont retrouver la priorité. Brejnev et Souslov vont imposer leur point de vue à Waldeck et nous allons bientôt pouvoir ouvrir le feu sur Mitterrand et la gauche atlantique.

Fajon en profite pour signifier aux socialistes que les communistes ne voteront pas leur motion de censure contre la politique gaulliste de dégageant de l'O.T.A.N. Dans les couloirs Robert Ballanger affirme cependant à Mitterrand qu'il ne s'agit là que « d'une simple erreur de parcours ».

Le 17 mai, 80.000 salariés manifestent dans les rues contre le gouvernement. Waldeck Rochet retrouve à la Bastille Claude Fuzier, Roland Dumas et Charles Hernu. Le P.C. relance son offensive pour arriver à la mise au point d'un programme commun de la gauche que Mitterrand refuse de discuter aussi longtemps que le programme de la F.G.D.S. n'aura pas été publié.

Le 8 juin, le Club des Jacobins vote une motion dans laquelle le P.C. est présenté comme « l'allié privilégié ». Au nom des radicaux, Michel Soulié refuse la formule. Mais, désormais, Jules Borker, Pierre Juquin, Paul Laurent et René Andrieu pour le P.C., Roland Dumas, René-William Thorp, Charles Hernu et Claude Estier pour la F.G.D.S., sont en contact permanent. Les lieutenants de Mitterrand sont convaincus que Waldeck Rochet cherche à créer une situation irréversible à gauche, pour le cas où de Gaulle, à Moscou, réussirait à obtenir des gages de Brejnev.

Malgré tout, dans la perspective des élections législatives de 1967, le P.C. s'emploie à empêcher tout accord local entre la F.G.D.S. et le centrisme, ce qui est une façon d'assurer par la bande la réélection de quelques U.N.R. Et cette tactique, effectivement, empêchera l'op-



Dessin de Cardon

position d'obtenir la majorité dans la nouvelle assemblée.

En face de Mitterrand, les dirigeants du P.C. restent divisés. La vieille équipe des anciens compagnons de Thorez et une partie de la rédaction de *l'Humanité* ne font rien pour faciliter l'accord avec la F.G.D.S. Par contre, Waldeck Rochet engage toute son autorité dans cette affaire.

Mais dès que Waldeck s'éloigne de Paris, Duclos, Billoux, Fajon et Plissonnier compliquent volontairement les problèmes.

Mitterrand traverse alors une période de doute. Il se demande si des raisons de politique étrangère n'amènent pas les chefs communistes à ménager la majorité gaulliste. Billoux ne va-t-il pas jusqu'à menacer la F.G.D.S. de main-

**« C'est un sacré moujik, votre De Gaulle »
nous a dit un passant à Moscou**

Le général est en visite chez les Cosaques : « France-Soir » a fourbi les superlatifs.

tenir partout au second tour les candidats communistes ? C'est le chantage. C'est aussi une manœuvre dirigée par Billoux contre Waldeck Rochet. Entre Mitterrand et le P.C., le point de rupture est presque atteint. C'est Waldeck Rochet qui sauve la situation en obtenant que *l'Humanité* censure le discours de Billoux.

— Billoux est sorti de la ligne du Comité central, déclare Waldeck Rochet.

— Je suis dans la ligne du mouvement communiste international, répond Billoux.

Pour lui, en effet, la victoire du communisme après de Gaulle passe par la victoire du gaullisme sur le centrisme et sur la gauche socialiste. La menace est si précise que Mitterrand est obligé de freiner l'aile gauchiste de sa Convention en mettant en évidence le double jeu du P.C.

Une fois de plus, c'est l'avocat communiste Jules Borker qui s'emploie à recoller les morceaux. Il s'entretient avec Mitterrand, avec Mollet, avec Billères. Il règle minutieusement tous les détails du dialogue entre le P.C. et la F.G.D.S. qui s'ouvre en décembre 1966 et aboutit très vite à un accord. Cette fois, les durs du parti, Duclos et Fajon en tête, s'inclinent devant le résultat obtenu par Waldeck Rochet.

Il est important de souligner que, dans le même temps, les plus modérés des radicaux, tel Félix Gaillard, acceptent les accords de désistement passés avec le P.C. dont ils seront d'ailleurs les premiers à bénéficier.

A l'intérieur du P.C., les rivalités s'apaisent. Kossyguine a arbitré contre Billoux dans le sens de Waldeck Rochet. Chez les amis de Gaston Defferre on observe ironiquement que Moscou fait ainsi payer à de Gaulle les propos favorables à la Chine qu'il vient de tenir.

Les élections législatives de mars 1967 renforcent Mitterrand à la tête de la F.G.D.S. et l'incitent à poursuivre avec le P.C. une politique d'alliance qui a été payante. Jules Borker rencontre Mitterrand, Mendès-France, Billères et Mollet et rapporte à Waldeck Rochet qu'ils sont maintenant d'accord tous les quatre sur le principe de la discussion d'un programme commun.

Cependant, le dépôt au mois de mai par les députés

communistes d'une motion de censure dont ils n'ont pas informé leurs collègues de la F.G.D.S. est le signe d'un nouveau durcissement. Le conflit qui éclate au Moyen-Orient aggrave la situation. Waldeck Rochet et le P.C. s'alignent une fois de plus sur Moscou, favorable à Nasser. Guy Mollet observe alors :

— Je me demande si notre hypothèse de travail concernant le parti communiste n'est pas entièrement fautive à la base.

Une fois de plus, en effet, le P.C. se retrouve d'accord avec de Gaulle contre ses alliés de la gauche socialiste.

Mitterrand se montre tout d'abord prudent. Il ne veut pas que l'incident israélien remette en cause sa politique d'union des gauches. Guy Mollet le trouve trop modéré. A la Convention, plusieurs dirigeants, notamment Pierre Bloch et Marc Valle, lui reprochent de ne pas s'engager suffisamment pour la défense des droits d'Israël. Tant et si bien qu'à Rennes, Mitterrand est amené à durcir sa critique à l'égard du P.C.

Waldeck Rochet unit alors ses efforts à ceux de Mitterrand pour surmonter cette nouvelle crise et les négociations entre le P.C. et la F.G.D.S. peuvent reprendre en juin.

De Gaulle reçoit Kossyguine et, après s'être entretenu avec lui, il tient sur Israël des propos à ce point hostiles que le giscardien Aimé Paquet fait observer à Robert Ballanger :

— On jurerait que ce texte est de vous !

Et le communiste de répondre en éclatant de rire :

— Quand je vous dis qu'il nous copie !

Au début de juillet, Pompidou fait un voyage en U.R.S.S. pour renforcer l'alliance. C'est que de Gaulle voudrait bien se faire reconnaître par Kossyguine comme le porte-parole de l'Europe occidentale ; mais ce n'est pas au lendemain de l'entrevue de Glassboro avec Johnson que l'U.R.S.S. peut sacrifier au président français les cartes de la coexistence pacifique.

De Gaulle va alors se faire applaudir à Varsovie. Il y préconise l'organisation de la sécurité collective entre les deux Europe, reprenant ainsi à son compte une proposition contenue dans le programme de la F.G.D.S. et approuvée par le P.C.

8. - Le coup de Prague

Si le gaullisme joue la carte de l'anticommunisme devant les foules françaises, ce n'est pour lui qu'une méthode électorale. Le 30 novembre 1966, Guy Mollet donne une conférence de presse. On lui demande :

— Que pensez-vous de la campagne anti-communiste de la majorité ?

— C'est un problème de pure tactique, répond-il.

Dans le camp de la gauche, certains clubistes s'obstinent malgré tout à déborder les socialistes, et même Mitterrand, dans leur marche vers le P.C. On en a la preuve avec Claude Fuzier déclarant, le 8 janvier 1968, au Club des Jacobins :

— Si les événements nous devançaient, nous devrions être prêts à mettre le P.C. en face de ses responsabilités : soutenir un gouvernement de gauche auquel il ne participerait pas, ou bien ramener la droite au pouvoir.

Le député conventionnel de l'Isère, Louis Mermaz, lui répond aussitôt :

— La discussion avec les communistes progresse dans



Waldeck Rochet et Mitterrand s'assoient à la même table. Mais le leader de la F.G.D.S. n'a pas l'air rassuré : il se demande à quelle sauce il va être mangé.

d'excellentes conditions. Depuis que le P.C. existe, jamais la gauche n'a eu avec lui des conversations qui aillent aussi loin dans le détail, et sur tous les plans. Nous aurons besoin des communistes au gouvernement de demain, car il ne durera qu'à cette condition.

Waldeck Rochet comprend fort bien que la participation des communistes au gouvernement pose un problème à ses interlocuteurs. Il réagit en s'en prenant violemment à Fuzier, Mitterrand et Mollet.

— Sans notre participation, leur signifie-t-il, il n'y aura pas de gouvernement de gauche.

Cette fois, tout est clair, semble-t-il. L'accord avec la gauche socialiste n'a d'autre raison que de permettre aux communistes de revenir au pouvoir. Or, dans le dialogue engagé à gauche, tout est truqué. On s'en aperçoit une nouvelle fois lorsque le journaliste gaulliste Henri Marque vend la mèche dans *Paris-Presse*, observant que le P.C. feint d'interpeller le gouvernement sur une politique qu'en réalité il approuve.

C'est toujours sur la politique étrangère que l'unité de la gauche trébuche malgré tous les efforts qui ont été faits de part et d'autre pour rapprocher les points de vue. Socialistes, radicaux et conventionnels sont cette fois d'accord pour signifier aux communistes Burles, Denis et Kanapa leur refus formel d'envisager le désengagement pur et simple de l'Alliance atlantique aussi longtemps que la disparition progressive et simultanée du Pacte de Varsovie n'aura pas été admise.

Jules Borker peut rapporter à Waldeck Rochet, dont il est le démarcheur, que sur ce point Mollet, Mitterrand et Billères sont parfaitement solidaires et qu'ils n'en démordront pas.

Waldeck feint de céder et, le 24 février, malgré tout, l'accord entre le P.C. et la F.G.D.S. est rendu public. Les discussions ont été difficiles. Au dernier moment, tout a failli craquer. Mitterrand a en effet jugé bon de corriger de sa main le texte mis au point par le communiste Paul Laurent et le radical Michel Soulié. Billoux, comme toujours, cherche à grossir l'incident et c'est Waldeck Rochet, une fois de plus, qui apaise ses amis.

L'accord secoue sérieusement la F.G.D.S. Les trois familles fédérées ont leurs contestataires. Au parti socialiste, les amis de Gaston Defferre et de Chandernagor n'attendent qu'une occasion pour mettre Mitterrand en accusation. Chez les radicaux, Félix Gaillard est bien décidé à donner un rapide coup de frein. A la Convention des clubs elle-même, un fort courant, que Mitterrand laisse se développer, est décidé à ne pas se laisser entraîner là où la tendance la plus gauchiste, animée par Louis Mermaz et Georges Fillioud, veut l'amener.

C'est dans ce climat que, brusquement, la révolte étudiante de mai 1968 bouleverse toutes les données.

La F.G.D.S. et le P.C. sont débordés par la rue. Cohn-Bendit met en accusation les chefs communistes traités de « crapules staliniennes ». La C.G.T. dénonce les provocations de Jacques Sauvageot et d'Alain Geismar. Waldeck Rochet et Georges Séguy sont décidés à tout mettre en œuvre pour faire échouer le mouvement des étudiants révolutionnaires, alors que Mendès-France n'hésite pas à aller se faire applaudir au stade Charléty par les jeunes enragés.

L'événement provoque une fois de plus des remous dans le parti. Finalement, malgré Roland Leroy, Roger Garaudy, Aragon et Paul Laurent, le P.C. et la C.G.T. sauvent le régime gaulliste en interdisant à la classe ouvrière de rejoindre sur les barricades les étudiants insurgés.

C'est décidément une vocation ! Le P.C. sauve le système gaulliste contre les enragés de Cohn-Bendit comme il l'a déjà sauvé contre les partisans du général Salan.

Mais pour le P.C., c'est une période difficile qui commence. Nombreux sont en effet les intellectuels communistes — et aussi les jeunes ouvriers cégétistes — qui désapprouvent la position de leurs leaders hostiles au mouvement étudiant.

Tout se complique encore par la volonté du général d'exploiter autant qu'il lui est possible la grande peur qu'ont eue les Français devant les excès des barricadiers de la rue Gay-Lussac. Alors que des députés gaullistes comme Pierre Bas et Alain Terrenoire sont allés à la Sorbonne apporter leur salut fraternel aux enragés, on voit les candidats du pouvoir exploiter à fond la menace combinée du drapeau rouge et du drapeau noir.

Aux élections législatives, la fameuse dynamique unitaire de la gauche ne paye plus. La F.G.D.S. se voit reprocher partout son alliance avec le P.C. On en rajoute même. Dans certaines localités de la Haute-Saône, on surprend en pleine nuit des commandos gaullistes venus de Belfort pour accrocher des drapeaux noirs aux monuments aux morts. Les petits notables et les classes moyennes abandonnent les candidats de Mitterrand, tandis que, dans plusieurs régions, une partie de l'électorat communiste trahit comme sur un mot d'ordre les candidats fédérés.

Les dirigeants du carrefour Kossuth misent-ils sur de Gaulle pour que son gouvernement se charge de liquider le gauchisme révolutionnaire devenu un concurrent dangereux ?

L'intervention des chars soviétiques à Prague complique encore la situation. L'affaire amène les fédérés, et surtout

les radicaux, à durcir leurs positions à l'égard du P.C. Et ce sont souvent les plus ardents partisans de l'alliance avec les communistes qui sont les plus traumatisés par la répression soviétique en Tchécoslovaquie. Ainsi, chez les conventionnels, nombreux sont ceux qui pensent qu'après Prague les conditions du dialogue avec les communistes ne sont plus les mêmes.

On comprend vite que tout ne sera plus comme avant quand on voit au Sénat les socialistes et les radicaux assurer l'élection à la présidence du centriste Alain Poher contre le communiste Georges Cogniot.

La défaite de la F.G.D.S. aux législatives ouvre l'heure des règlements de comptes. Tenu personnellement pour responsable de cet échec, Mitterrand abandonne volontairement la présidence de la Fédération.

Au même moment, au P.C., l'affaire Garaudy, qui couvait depuis trois ans, éclate au grand jour. Waldeck Rochet dont la politique d'union des gauches est remise en cause, est attaqué sur sa gauche par les inconditionnels de Moscou qui n'ont partagé son point de vue qu'à contre-cœur et, sur sa droite, par les « communistes à la Dubcek ». Cette lutte de tendances se développe dans plusieurs fédérations du parti.

Chez les socialistes, Defferre laisse se développer les attaques de Chandernagor et de Notebard contre Mitterrand et, chez les radicaux, René Billères est accusé d'avoir conduit son parti trop loin dans la collaboration avec le P.C.

9. - Le P.C. fait élire Pompidou

Bientôt le gouvernement doit faire face à une crise économique et financière très grave. Et l'on voit, en décembre 1968, le Premier ministre Couve de Murville faire des avances à la C.G.T. Il n'hésite pas, en effet, à demander à Séguy de lui accorder une pause dans la revendication pour sauver le franc. Pourtant, il n'a aucune chance d'obtenir satisfaction. Les communistes, menacés à tout instant d'être débordés par les maoïstes, ne peuvent plus s'engager dans une politique trop visible de collaboration avec le gaullisme : ils seraient immédiatement dénoncés comme des traîtres et des renégats.

Aux avances de Couve, Séguy répond donc en invitant les syndicats de la Régie Renault à relancer l'agitation sociale. C'est d'ailleurs Séguy qui devient le véritable leader de l'opposition de gauche et il est indéniable que le pouvoir gaulliste, par ses manœuvres, favorise cette promotion. Sans doute pense-t-il assez justement que Séguy sera plus facile à manœuvrer. Il suffira à l'Élysée de faire, sur le plan diplomatique, au moment opportun, des concessions majeures à Moscou, pour que le chef cégétiste soit mis en demeure de démobiliser la classe ouvrière engagée dans l'action.

En somme, la comédie se poursuit. On s'en aperçoit fort bien quand, au début de 1969, le rebondissement de la crise israélienne amène le P.C. à être le seul parti, en France, à approuver sans réserves l'embargo décidé par de Gaulle. A l'U.D.R., il y a des résistances. Mais au P.C., tout le monde s'aligne comme un seul homme, même ceux des amis de Roland Leroy et de Garaudy que l'on disait « en évolution » depuis l'affaire de Prague.

Cette fois, de Gaulle a une chance sérieuse de couper définitivement le P.C. des socialistes dans une affaire où

Guy Mollet n'est pas décidé à renoncer à sa vieille fidélité envers Israël. Or, voici qu'il prend la décision de lancer une opération qui va tout remettre en cause. Devant les projets du général de supprimer le Sénat et les conseils généraux, le P.C., après avoir beaucoup tergiversé, décide de faire voter non. Il hésite, en effet, à se couper des socialistes, alors que toute la gauche non communiste est en plein désarroi depuis la mort de la F.G.D.S. Et puis, la défaite du général est assez probable pour que le P.C. ne veuille pas partager cet échec.

Le retour à Colombey et l'ouverture de la campagne présidentielle posent à la gauche des problèmes difficiles. La politique de Waldeck Rochet est compromise. L'unité recule. Les orateurs du P.C. s'emploient activement à dénoncer les manœuvres des socialistes pour constituer une troisième force. Ils s'en prennent à Guy Mollet qui a eu l'audace de déclarer au micro d'Europe N° 1 que, dans le contexte tchécoslovaque, il ne pouvait être question d'envisager un gouvernement avec la participation des communistes.

Pourtant le P.C. hésite à compter ses voix au premier tour et espère encore que la gauche non communiste finira par revenir aux schémas unitaires de 1965. Toutefois, il ne peut plus être question d'imposer Mitterrand, que Guy Mollet ne veut pas voir ressortir. Jules Borker propose alors au nom du P.C. une candidature Mendès-France. Robert Buron, ancien ministre du général, entre dans ce jeu, faisant

la navette entre les chefs communistes et P.M.F. Mais l'opération échoue.

En investissant Defferre, le parti socialiste choisit l'homme que le P.C. ne pourra en aucun cas soutenir. Les socialistes qui demeurent partisans de l'alliance avec les communistes le comprennent fort bien et s'efforcent d'obtenir que le maire de Marseille renonce à sa candidature. Ils sont battus au congrès d'Alfortville et le P.C. décide alors de présenter Duclos.

Immédiatement, toute la presse communiste se déchaîne contre le candidat centriste Poher accusé d'être un réactionnaire et l'homme de l'Europe germano-américaine. Si Pompidou est la peste, Poher est le choléra.

Mitterrand est persuadé qu'en présentant Duclos, le P.C. est tombé dans le piège de ceux qui n'ont poussé Defferre que pour relancer la « grande fédération » avec les amis de Lecanuet. Il tente vainement de le faire comprendre à Waldeck Rochet, mais, cette fois, le secrétaire général du P.C., même s'il partage son opinion, n'est plus en mesure de lui donner satisfaction.

Duclos se montre d'ailleurs très habile. Lui, le bolchevik de toujours, l'agitateur clandestin des années révolutionnaires de l'entre-deux-guerres, a reçu mission de profiter au maximum de ses passages à la télévision pour rassurer les populations. Il y réussit fort bien, jouant à la perfection le rôle mis au point pour lui par les services de propagande du parti.

EVOLUTION DU NOMBRE DES SUFFRAGES OBTENUS PAR LES CANDIDATS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS AUX ELECTIONS LEGISLATIVES DE 1924 A 1968

		Inscrits	Suffrages exprimés	P.C.F.	% Inscrits	% Suf. expr.
III^e REPUBLIQUE						
1924 (11 mai)	Scrutin de liste avec R.P. atténuée	11.070.360	9.191.809	875.812	7,09	9,5
1928 (22-29 avr.)	Scrutin uninominal majoritaire à deux tours	11.395.760	9.351.479	1.063.943	9,3	11,3
1932 (1-8 mai)	id.	11.561.391	9.445.903	794.883	6,8	8,4
1936 (26 avr.-3 mai)	id.	11.768.491	9.687.519	1.487.336	12,7	15,3
IV^e REPUBLIQUE						
1945 (21 oct.)	Scrutin de liste avec RP	24.622.862	19.189.799	5.005.336	20,3	26,0
1946 (2 juin)	id.	24.696.949	19.880.741	5.199.111	21,0	26,1
1946 (10 nov.)	id.	25.052.233	19.203.070	5.489.288	21,9	28,6
1951 (17 juin)	id.	24.530.523	19.129.547	4.910.547	20,0	25,6
1956 (2 janv.)	id.	26.772.255	21.490.886	5.532.631	20,6	25,7
V^e REPUBLIQUE						
1958 (23-30 nov.)	Scrutin uninom. à 2 tours	27.244.729	20.492.371	3.882.204	14,2	18,9
1962 (18-25 nov.)	id.	27.535.019	18.329.986	3.992.431	14,4	21,7
1967 (5-12 mars)	id.	28.300.936	22.389.514	5.039.032	17,7	22,5
1968 (23-30 juin)	id.	28.171.635	22.138.657	4.435.357	15,7	20,03

Cependant, au second tour, il faut bien choisir : Pompidou ou Poher. Deux tendances s'affrontent violemment à l'intérieur du parti. L'une, qui regroupe tous les durs, prétend qu'il ne faut pas hésiter à faire élire le « continuateur de de Gaulle », à seule fin d'empêcher la victoire du candidat de l'unité européenne. L'autre, au sein de laquelle se retrouvent les partisans de « la ligne Waldeck » ainsi que des hommes qui ont été sérieusement traumatisés par les événements de Tchécoslovaquie, soutient que cette attitude serait pour le parti communiste aussi difficile à faire oublier que le pacte germano-soviétique.

Pendant quelques jours, Mollet et Mitterrand sont persuadés que Waldeck Rochet va encore une fois réussir à imposer son point de vue aux néo-staliniens. Mais le gaulliste Jean de Lipkowski est allé plaider à Moscou le dossier de Pompidou. Et Brejnev tranche. La consigne qui arrive carrefour Kossuth est catégorique. Le P.C. doit faire battre Poher. Tout le monde s'incline sans murmurer.

L'affaire creuse un fossé profond entre communistes et socialistes. Cité Malesherbes et dans les clubs mitterrands, quelques-uns des plus chauds partisans d'une solution de type Front populaire en profitent pour renoncer à tout contact avec le P.C.

Pour ceux-là, l'élection de Pompidou grâce aux communistes, survenant après l'affaire de Prague et la collusion gaullo-communiste contre Israël, représente la fin de toutes les illusions. Certains, comme Louis Périllier et Paul Alduy se tournent désormais vers le centre. D'autres rentrent chez eux et renoncent à l'action politique.

On peut alors se poser la question de savoir si, pour faire battre Poher, les communistes ne viennent pas de sacrifier tout ce qu'ils avaient gagné depuis 1965 dans l'union de la gauche.

D'autant qu'on ne tarde pas à s'apercevoir que, malgré les promesses faites par Lipkowski à Brejnev et Souslov, Pompidou entend maintenir les contacts avec Bonn et se rapprocher de Washington. Le P.C. commence à penser que Moscou lui a fait conclure un marché de dupes. Sans attendre, il relance en juillet l'agitation sociale, à seule fin de signifier à Pompidou qu'il devra compter avec la C.G.T. La politique d'austérité de Giscard fournit d'ailleurs à Ségué ses meilleurs arguments.

A Moscou, Pompidou inquiète. Brejnev a l'impression qu'on a voulu se jouer de lui et, en septembre, Waldeck Rochet ramène d'U.R.S.S. la consigne d'engager les masses ouvrières dans l'action contre le gouvernement Chaban-Delmas. C'est la réponse au voyage que le président de la République vient de faire à Bonn.

10. - L'heure de Marchais

Waldeck Rochet prend ainsi sa revanche sur le clan Duclos qui avait imposé l'abstention au second tour. Pendant son séjour en Union soviétique, il n'a laissé passer aucune occasion de démontrer à Brejnev que Pompidou allait renier la politique étrangère de de Gaulle. Et il a reçu le feu vert pour donner un coup de barre. A cet égard, son discours de Vincennes est une véritable déclaration de guerre à Pompidou.

Mais Waldeck est revenu très malade. Son état s'aggrave rapidement et les médecins ne cachent pas au Bureau politique du P.C. qu'il ne sera plus jamais en mesure de reprendre son poste.



Dessin de Calvi
(Extrait de l'album « Ah ! quelle année », Denoël éd.).

Privé de toute autorité au sommet, le parti flotte. C'est le moment où Ségué, un peu grisé par la publicité que lui fait la presse gouvernementale, accumule les maladresses et se met à trop parler. Il est évident en effet que, devant la crise de la gauche non communiste qui la condamne au silence, Pompidou et Chaban-Delmas veulent utiliser encore une fois à fond la peur du drapeau rouge pour regrouper derrière eux la petite bourgeoisie. Or, pour cette opération, Ségué est un excellent auxiliaire. On l'accuse de vouloir renverser le régime, oubliant un peu vite que le P.C. l'a sauvé au moins à deux reprises.

En réalité, si Marchais et Ségué jouent ainsi brusquement aux opposants résolus, c'est uniquement parce qu'ils veulent occuper à gauche les positions laissées vides par la disparition de la F.G.D.S.

Pour essayer de démobiliser la lutte de classes, Pompidou lance l'expérience du capitalisme populaire à la Régie Renault, et les conseillers mendésistes de Chaban-Delmas inventent les slogans de la nouvelle société. Le P.C. y répond en faisant des avances aux socialistes. Alain Savary, prisonnier des décisions du congrès d'Issy-les-Moulineaux, ne peut refuser la main qui lui est tendue, bien qu'il ne nourrisse aucune illusion quant à l'issue possible d'une nouvelle négociation.

Le coup de frein vient cette fois des conventionnels. Mitterrand, Hernu et Estier, approuvés par les socialistes de la tendance Pierre Mauroy, font observer que les pourparlers avec le P.C. ne pourront reprendre sur des bases sérieuses que lorsque la gauche non communiste aura refait son unité.

Mitterrand et Mollet prennent acte du refus du P.C.

d'avaliser les thèses de Garaudy. Pour eux, c'est la preuve que le parti refuse d'évoluer. Ils ne désespèrent pas cependant de voir un jour le printemps de Moscou succéder au printemps de Prague. Et cet espoir justifie à leurs yeux leur refus de rompre le contact avec les amis de Marchais.

Quand on y regarde de plus près, on constate cependant que les communistes prolongent avec Pompidou le jeu qu'ils ont poursuivi pendant onze années avec de Gaulle. Chaque fois que Pompidou s'éloigne des grandes lignes de la diplomatie gaulliste, Moscou s'inquiète et le P.C. se durcit : Séguy montre les dents et l'agitation sociale reprend.

Le double jeu prend même à l'occasion des aspects inattendus. Ainsi, tandis que Georges Marchais négocie avec Savary et n'hésite pas à se rendre seul à pied Cité Malesherbes pour bavarder avec Claude Fuzier, tandis qu'il offre à Rocard, à Mitterrand et même à Maurice Faure d'organiser avec eux une table ronde de tous les partis de gauche, on voit Séguy accuser publiquement les syndicalistes de Force Ouvrière et de la C.F.D.T. d'être des traîtres, des complices du gouvernement et de s'engager dans la collaboration de classes.

Séguy ne serait-il plus dans la ligne ? Certains journalistes n'hésitent pas à avancer cette hypothèse. En réalité, Séguy et Marchais se complètent. Ils se sont distribué les rôles. Si Marchais, succédant à Waldeck Rochet, a besoin des socialistes pour ne pas retourner à l'isolement, Séguy est là pour signifier que le P.C. et la C.G.T. n'accepteront jamais de s'intégrer à cette gauche de concertation et de compromis vers laquelle s'orientent Pierre Mauroy, Jean-Jacques Servan-Schreiber, Gaston Defferre et Mendès-France, ni même d'évoluer vers ce « socialisme du possible » que préconise François Mitterrand. Séguy se place également à l'avant-garde de l'opposition pour empêcher les gauchistes de prétendre que le P.C. et la C.G.T. ont abandonné la voie révolutionnaire.

En réalité, la situation du P.C. est la plus difficile qu'il

ait connue depuis 50 ans : secoué intérieurement par l'affaire Garaudy, harcelé par les maoïstes qui engagent contre ses militants « l'épreuve physique », menacé d'un retour au ghetto si la négociation avec les socialistes échoue, il voit se développer en U.R.S.S. une crise économique grave qui menace le tandem Brejnev-Kossyguine.

Même s'il maintient ses positions aux élections cantonales de mars 1970, en particulier dans les secteurs ruraux, il n'a jamais eu autant besoin de la gauche non communiste pour le sauver des menaces qui s'accumulent.

Pourquoi, alors, s'est-il laissé imposer ce Marchais qui inquiète au lieu de Leroy qui rassure les socialistes ?

Seul Garaudy, comprenant les nouvelles conditions sociales imposées par la société industrielle moderne, lui avait offert une chance de se sauver en évoluant et en s'adaptant. Il a laissé passer cette chance à Nanterre.

Marchais se refuse encore à l'admettre. Il cherche à se sauver en exploitant à fond « le mécontentement profond de l'immense majorité de la population et sa volonté de changement ».

Le P.C., en effet, a ménagé de Gaulle parce qu'il croyait à sa durée. Il est plus libre à l'égard de Pompidou, car il se persuade qu'il ne terminera pas son septennat. Et puis, l'immobilisme pompidolien crée dans le pays une situation que le parti compte bien exploiter au maximum pour mettre sur les rails la machine révolutionnaire.

De 1958 à 1969, le P.C. a toujours servi de Gaulle par la bande. Aujourd'hui, à sa manière, Pompidou paye les dettes du général en laissant se développer dans le pays une situation à la faveur de laquelle le P.C. espère bien trouver sa chance.

Dans son colombier de la Haute-Marne, de Gaulle sourit. N'a-t-il pas toujours prédit la victoire du communisme dans l'après-gaullisme ?

J.A. FAUCHER



Dessin de Calvi
(Extrait de l'album
« Ah ! quelle année »
Denoël éd.).

II. - LE P.C. DANS L'ADMINISTRATION ET DANS L'ARMÉE

LES GRANDS CORPS DE L'ÉTAT FONT DE LA « CELLULITE »



Les joujoux préférés de Jacques Duclos : depuis Tillon, les communistes ont toujours eu un faible pour l'armée de l'Air.

Si les gauchistes veulent « remettre en cause la machine étatique », les communistes orthodoxes, eux, préfèrent essayer de la contrôler. A première vue, les desseins des premiers semblent plus ambitieux que l'objectif des seconds. Sont-ils plus dangereux pour la stabilité du pays ? Carrefour Kossuth, la question ferait sourire.

Certes, les effectifs du parti communiste français ont sensiblement diminué depuis l'apogée post-libératoire et, partant, le nombre de leurs militants dans l'Administration. Pas assez, cependant, pour que l'on puisse écarter toute menace de subversion rouge. Mais laissons plutôt parler les chiffres : en 1969, 13,5 % des ouvriers et 10,45 % des employés et cadres affiliés au P.C. travaillaient dans la fonction publique. D'autre part, le parti compte parmi ses membres 4,85 % de chercheurs et d'enseignants. Compte non tenu des militaires et des policiers, cela revient à dire que près d'un tiers des militants communistes sont fonctionnaires.

Encore conviendrait-il d'ajouter à ces communistes déclarés, d'abord les sympathisants, souvent inscrits à l'une des innombrables « organisations de masse » du parti, ensuite les adhérents à la C.G.T., souvent non politisés, mais qui n'en constituent pas moins une force d'appoint importante ; enfin, les « sous-marins ».

Les « sous-marins » sont présents partout, mais c'est surtout dans l'administration, dans l'armée et dans la police, à des postes que ne peuvent occuper d'authentiques communistes, qu'ils sont les plus actifs. Ainsi, en 1951, à la grande stupéfaction des cadres du parti, une très importante réunion de responsables communistes eut lieu au ministère des Colonies, dans le bureau d'un gouverneur. Si ce haut personnage travaillait avec enthousiasme sous la bannière du parti, il n'était pas question qu'il allât risquer de se dévoiler en se rendant au Comité central...

Depuis 1951, les choses ont peu changé, et les « sous-marins » (qui seraient environ dix mille) restent les voltigeurs de pointe du P.C. Quelques-uns sont effectivement inscrits au parti mais, pour des raisons d'efficacité, leur adhésion est tenue secrète et ils sont dispensés des activités obligatoires pour les autres militants. D'autres travaillent bien en sous-main pour le parti, mais pas toujours de leur plein gré. Après la guerre, par exemple, l'Allemagne de l'Est communiqua au P.C.F. les archives du III^e Reich. On recensa dans ces documents les noms des fonctionnaires (du Quai d'Orsay, surtout) coupables de collaboration, mais qui n'avaient pas été inquiétés à la Libération. Contactés, ces diplomates, dont certains occupaient des postes de premier plan, durent accepter de composer et de rendre au parti les menus services demandés.

Ponctuels et rassurants

Il y a donc environ quatre-vingt mille communistes implantés dans la fonction publique. Mais il ne suffit pas d'être dans la place, encore faut-il s'y maintenir, faire de la bonne besogne, croître et se multiplier.

Première règle à observer : le communiste doit être un fonctionnaire modèle. Le parti ne tolère pas la moindre négligence de nature à entraver l'avancement du camarade, voire à causer son renvoi. Au ministère de l'Équipement (tenu par Marcel Paul dans le premier gouvernement de Gaulle), il y a quelques années, un chef de service, affilié au parti, arrivait chaque matin avec une demi-heure de retard. Bagatelle, que personne ne remarquait. Personne,

sauf une dactylo de sa cellule. Le chef de service fut rudement rappelé à l'ordre par l'état-major communiste : il ne devait en aucun cas compromettre par sa paresse une éventuelle promotion qui servirait en premier lieu le P.C.

Seconde règle : créer le maximum de cellules, une par service si possible. Pour cela il faut disposer de cadres. Chaque fois donc qu'une administration recrute du personnel, ouvre un concours, des militants du parti sont désignés pour s'y présenter — et autant que possible réussir.

C'est alors que commence le véritable travail. D'abord auprès des militants de la C.G.T. Plus de 70 % des fonctionnaires sont syndiqués et si, dans les Postes par exemple, Force Ouvrière garde de solides positions, dans la plupart des autres secteurs, la C.G.T., grâce à son organisation, à l'efficacité de ses membres et à leur sérieux, reste prépondérante. Mais de nombreux adhérents demeurent indifférents à la politique et il revient aux animateurs de la cellule locale de les « éduquer ». Pour cela, ils commencent par tenir une « réunion ouverte », sur un sujet banal, avec la perspective alléchante d'une projection de film. Lors de ce premier contact, ils évitent toute terminologie marxiste et toutes déclarations fracassantes. Les « invités » ne doivent pas être effarouchés mais penser, au contraire, que les communistes sont de braves gens, des Français moyens bien honnêtes.

La nouvelle stratégie adoptée par le P.C. facilite l'entreprise. Comme l'analyse avec clairvoyance l'économiste Pierre Marchant (1), « sa plus grande liberté d'action, son attachement à l'indépendance nationale, ses vues souvent conformes à celles des nationalistes, son franc-parler à l'égard de Moscou, ses contacts devenus plus intimes avec les autres forces de la gauche, tous ces facteurs relativement nouveaux renforcent l'efficacité du P.C. ».

Séduits par leurs interlocuteurs, certains des participants à la première « réunion ouverte » reviennent. Peu à peu, le ton devient plus doctrinal, les objectifs plus nettement affirmés. Les communistes savent discerner ceux qui feront de bons militants. Mis en carte, éduqués, encadrés, ceux-là seront bientôt prêts à constituer une cellule-fille... qui

(1) « Entreprise », 14 septembre 1968.

LES AVEUX D'UN « SOUS-MARIN »

ARRÊTÉ en 1963 par la D.S.T. pour avoir communiqué à des diplomates soviétiques des dossiers un peu trop confidentiels, Georges Pâques, chef-adjoint des services de presse de l'O.T.A.N., se justifia en ces termes :

« Les cercles dirigeants du gaullisme connaissaient fort bien mes relations avec les milieux communistes. Ce fut même pour cette raison qu'ils me demandèrent, en 1954, certaines liaisons afin de coordonner les votes des communistes et des républicains sociaux, le groupe gaulliste de l'époque, contre la Communauté Européenne de Défense, enterrée comme l'on sait ».

Et, lors de son procès, le 7 juillet 1964, le « traître » Georges Pâques déclarait calmement à la Cour de Sécurité de l'État :

« Peut-être ai-je trahi ? En mon âme et conscience, je ne le crois pas. J'ai cru, au contraire, travailler à mon échelon à la grande réalisation que voudrait achever le général de Gaulle : l'Europe de l'Atlantique à l'Oural ».



Le vrai patron de la Télé : Stelio Lorenzi, leader cégétiste à l'ORTF tient un meeting impromptu en présence de BB.

à son tour, grâce à une propagande habile, sera à même de former de nouveaux cadres et de nouvelles cellules. Etc.

C'est de cette façon que le parti est présent dans tous les ministères, dans tous les organismes qui relèvent de l'Etat. Au ministère des Transports, par exemple, il dispose d'un « œil » dans toutes les commissions. L'enjeu, il est vrai, est d'importance, car, en cas de conflit, c'est là que l'on pourra obtenir tous les renseignements qui permettront les sabotages. Que l'on se souvienne des « incidents » survenus aux trains de munitions et de transport de troupes (dont les horaires et les trajets étaient pourtant tenus rigoureusement secrets) pendant la guerre d'Indochine. Ce n'est pas un hasard non plus si la section du parti d'Orly est, avec celle de Renault, la plus importante de France. Ses membres, excellents professionnels, d'une compétence irréprochable, sont en mesure d'interrompre tout trafic sur ordre du Comité central.

Aux Affaires étrangères, le parti ne dispose pas seulement des « sous-marins » dont nous évoquions le cas plus haut, mais aussi de militants officiels, jusques et y compris au « Service de la vigilance », destiné à détecter les éléments douteux ! Comment s'étonner après cela si les articles de politique étrangère de *l'Humanité* sont souvent une mine d'indications pour l'observateur attentif.

A l'Assistance publique, même présence massive : dans les hôpitaux, selon les services, on trouve de 10 à 50 % de communistes. Mieux encore, quelques cliniques conventionnées sont de véritables fiefs du P.C. Et les soins que l'on y dispense sont d'une qualité telle que les « bourgeois » s'y pressent en foule, comme dans cette clinique psychiatrique du XII^e arrondissement, dirigée par un médecin qui suit de très près au parti les questions médicales.

De même, dans les municipalités non communistes, la présence de militants dans les divers services de la mairie est précieuse. Grâce à eux, les candidats du parti disposent des listes électorales (2), ce qui leur permet de combler de gâteries diverses les personnes âgées. Tenus au courant de l'état-civil, ils peuvent même, s'ils en ont les moyens, adresser un cadeau aux intéressés, à l'occasion d'un mariage ou d'une naissance. Chose primordiale, ils sont informés, le cas échéant, des trafics auxquels se livre le maire en place.

O.R.T.F. et P.C.F.

Un dimanche soir du mois de mars dernier, « 24 heures sur la deux », le magazine d'information de Mme Jacqueline Baudrier, programmatrice une longue séquence, agrémentée d'interviews, sur l'Union des Femmes Françaises (U.F.F.), l'une des principales « organisations de masse » du parti (3).

Les communistes seraient-ils également présents au sein de l'un des bastions gaullistes apparemment les plus imprenables ? On se doute bien qu'à notre époque de « média », l'information n'a pas été négligée par le carrefour Kossuth et que c'est même l'un des secteurs qui attire le plus ses diligentes attentions.

Fondée en 1944, la R.T.F. compte, dès le départ, parmi son personnel, un fort pourcentage d'employés et de cadres communistes. C'était la belle époque où, dans l'Administration, les militants implantés pratiquaient le plus pur népotisme pour faire entrer dans la place des « amis sûrs ». Le temps heureux où, les réalisateurs membres du P.C. étant tout-puissants dans la « commission d'entrée », les jeunes loups qui voulaient se faire une place au soleil devaient être titulaires d'une carte du parti. Seuls les assistants inscrits au P.C. étaient sûrs de trouver du travail.

Dans la seconde partie des années 60, les communistes orthodoxes virent cependant se dresser devant eux la meute des chrétiens de gauche et des progressistes de tous poils qui les jugeaient trop mous, trop conciliants. Cette opposition atteignit son apogée en mai 1968, quand les communistes, mieux au fait des problèmes syndicaux, se montrèrent irréductiblement hostiles aux grèves sauvages dirigées par les gauchistes.

Les communistes adoptèrent alors une nouvelle tactique. D'une part, la C.G.T., redoublant d'activité dans tous les secteurs, remarquablement informée des multiples problèmes se posant tant aux réalisateurs qu'aux ouvriers de plateaux, s'est acquise une « clientèle » parfois apolitique mais d'une absolue fidélité — sauf parmi les techniciens, dont le Syndicat Autonome reste très puissant.

(2) « Nous aurons un œil dans tous les bureaux de vote », se vantait Jacques Duclos avant le 2^e tour des élections présidentielles de juin 69, où les communistes, pour la première fois, préconisaient l'abstention. Un aveu qui s'éclaire par ce qui précède.

(3) Dans son « Anatomie du parti communiste » (Denoël), Yves Bragance — autrement dit Alain Griotteray — donne sur l'U.F.F. des précisions d'autant plus intéressantes qu'elles s'appliquent aux autres organisations de masse du parti : « La plupart du temps, écrit-il, les principales responsables de l'U.F.F. sont membres du Comité fédéral du P.C.F. Si une femme non communiste est secrétaire départementale, elle est entourée au bureau de femmes communistes en nombre suffisant pour que la ligne générale du parti soit suivie de façon assez stricte. Le P.C.F. s'attache, néanmoins, à faire élire aux organismes responsables des femmes non communistes (catholiques, socialistes, sans parti) auxquelles sont confiés des postes importants : leurs opinions politiques, il va sans dire, ayant été vérifiées au préalable et leur activité suivie de très près par les Fédérations du parti ».

D'autre part, les communistes, toujours sérieux, toujours efficaces, très bons professionnels, ont forcé l'estime des « modérés ». Excédés par la turbulence et l'inconscience des gauchistes, des anti-communistes notoires ont fait table rase des querelles du passé pour se rapprocher des hommes du parti, lesquels peuvent se targuer d'avoir réussi là une très belle opération de noyautage, dont les résultats ne se feront sans doute pas attendre.

Propagande à la caserne

De même que l'arbre ne doit pas cacher la forêt, les facéties des petits copains de Krivine actuellement sous les drapeaux ne doivent pas faire oublier l'action souterraine menée depuis des décennies dans l'armée par les

CURIEUSES LACUNES

L'UN des scientifiques français les plus estimés — à juste titre — est M. Jean Debiesse, dont la carrière, qu'on peut suivre dans le WHO'S WHO, a été très brillante : « Professeur d'école primaire supérieure, Professeur de lycée, Inspecteur d'Académie, Inspecteur général, Directeur du cabinet du Haut-commissaire à l'Energie atomique, Directeur du Centre d'études nucléaires de Saclay, Vice-président du conseil d'administration du Conservatoire des Arts et Métiers ». Jean Debiesse, toujours d'après le WHO'S WHO, est également « Commandeur de la Légion d'honneur et Commandeur des Palmes académiques ».

Cette biographie prestigieuse comporte cependant des lacunes, d'autant plus curieuses que la notice du WHO'S WHO est rédigée à partir d'indications fournies par l'intéressé lui-même et qu'en l'occurrence, ces oublis concernent des péripéties parfaitement honorables de la vie de M. Jean Debiesse. Ainsi on a omis de mentionner :

1° Qu'il fut un résistant courageux, dont la valeur fut récompensée par une décoration ;

2° Que, résidant en Tunisie, il appartint, à la Libération, au Comité de la France Combattante, qui groupait à Tunis des résistants de toutes tendances mais, surtout, des communistes, qui contrôlaient l'appareil de l'organisme. Des Tunisiens se souviennent, d'ailleurs, qu'en de multiples occasions, M. Jean Debiesse prit la parole, en réunions publiques, au côté d'André Marty, devant le gratin du communisme français et tunisien ;

3° Qu'enfin, M. Jean Debiesse, député au titre de la Résistance à la Consultative d'Alger et représentant des Français de Tunisie à la Consultative de Paris, adhéra au M.U.R. (Mouvement Uni de la Résistance), apparenté au groupe communiste.

Tel est l'homme qui, aujourd'hui, dirige Saclay et a la haute main sur les missions scientifiques françaises.

communistes. En mars 1955, Maurice Thorez écrivait : « Nous invitons nos adhérents à pénétrer dans l'armée, afin d'y accomplir la besogne de la classe ouvrière qui est de désagréger cette armée ». Trente-cinq ans plus tard, le mot d'ordre est toujours observé et la « Commission militaire » est la plus importante du parti.

En avril 1967, Guy Besse, brillant agrégé qui vient de prendre au Bureau politique la place d'un autre agrégé (Roger Garaudy), présentait un rapport sur « les classes sociales et la société » et concluait à la possibilité, grâce à la coexistence pacifique, de réaliser la « révolution sans violence ». Toutefois, soulignait-il, il peut se faire que

les « forces de réaction » soient en mesure d'en appeler à la « violence des armes qui assurent leur survie ». « En ce cas, affirmait-il, LES REVOLUTIONNAIRES SERONT SOLDATS. »

Cette menace a été diversement interprétée, d'aucuns estimant que Guy Besse avait voulu parler des « soldats de la révolution ». Mais pour qui connaît la terminologie marxiste, soldat ne signifie pas autre chose que *militaire*, dans l'armée. Et il ne saurait en être autrement, puisque, pour les communistes orthodoxes, l'armée ne doit pas être supprimée (comme le souhaitent les gauchistes) mais *pénétrée*, selon la volonté de Thorez. D'abord, pour savoir ce qui s'y passe ; ensuite, pour y être installé le jour où il faudra s'emparer du pouvoir ; enfin, parce que, quelle que soit la nature de la révolution, l'éventualité d'un conflit, d'une guerre ne doit jamais être écartée. Tant il est vrai que l'édification du socialisme ne coïncide pas toujours avec la paix, comme le croient les gogos...

Pour parvenir à leurs fins les communistes se sont efforcés — presque toujours avec succès — de créer des cellules dans les casernes. En outre, ils inondent ces mêmes casernes de « journaux », parfois ronéotypés, le plus souvent imprimés — et, à cet égard, le camp de Satory, qui s'enorgueillit de posséder un abri anti-atomique à usage présidentiel, n'est pas le moins bien partagé : la littérature qu'y déverse la « Commission militaire » du parti est aussi édifiante que variée.

Ne négligeant rien pour atteindre leur but, les communistes concentrent leurs efforts d'une part vers l'Armée et, d'autre part, vers le ministère de la Défense nationale et les services annexes.

En avril 1967, était diffusé un texte (4) qui ne pouvait étonner que les naïfs. Etudiant « l'armée d'aujourd'hui et de demain », les communistes constataient avec regret : « L'Armée de l'air, pour un effectif total de 111.000 hommes, ne reçoit que 48.000 appelés du contingent, soit 43 %, confinés dans des tâches subalternes d'entretien et de gardiennage ». Un peu plus loin, même ton amer : « Cette politique (du gouvernement) sacrifie les réserves (...) C'est pourquoi les cadres de réserve ne sont plus convoqués à des périodes d'instruction et ne reçoivent plus les cours de perfectionnement par correspondance ».

Répétons-le : au contraire de la « gauche révolutionnaire » qui réclame à cor et à cri l'abolition du service militaire, le parti, lui, s'il se prononce, pour des raisons électorales, pour un service court, souhaite en revanche que le nombre des appelés soit le plus élevé possible. La représentation communiste n'est-elle pas la même (1 sur 5) chez les appelés et les réservistes que dans le corps électoral ?

D'autre part, de même que les fonctionnaires communistes doivent être les plus efficaces, les soldats communistes doivent être les plus disciplinés. En vertu de cette règle, qu'ils soient hommes de troupe ou gradés, les communistes seront bien notés, appréciés de leurs supérieurs qui les placeront à des postes de responsabilité.

Réservistes, ils s'attacheront — grâce à ces « périodes d'instruction » et à ces « cours de perfectionnement », dont la direction centrale du parti regrette tant la disparition — à rester de bons cadres. On se souvient, du reste, du travail de sape réalisé dans le contingent par les rappelés communistes, pendant la guerre d'Algérie.

Mais ce n'est pas seulement aux échelons subalternes que l'on trouve des « hommes de Moscou ». A la Libé-

(4) « Cahiers du Communisme », avril 1967.

ration, des F.T.P. de valeur furent invités à entrer dans l'armée régulière. Certains d'entre eux sont aujourd'hui officiers supérieurs, tel ce colonel qui a accompli ces dernières années, en République fédérale allemande, une besogne particulièrement redoutable, en s'employant à rendre parfaitement inamicaux les contacts entre la population civile et les hommes qu'il avait sous ses ordres.

De curieux marchés

Autre sujet d'insatisfaction pour les communistes : le faible pourcentage des appelés dans l'Armée de l'Air. En effet, depuis que le communiste Charles Tillon fut ministre de l'Air, le parti considère cette arme comme son point d'appui le plus solide dans l'armée. Aussi, de même qu'il a créé un centre de préparation militaire (présidé par le lieutenant-colonel en retraite Roger Landard) à l'intention des futurs appelés, le P.C. a-t-il ouvert un aéro-club : chaque semaine, des jeunes militants inscrits à l'Aéro-club central des Métallurgistes (94, rue J.-P. Timbaud, à Paris) vont s'entraîner à Persan-Beaumont. Ainsi, au moment de leur incorporation, ils ne seront plus affectés à des « tâches subalternes » mais obtiendront des postes plus importants. Les généraux putschistes, qui ne purent faire « basculer » la base aérienne de La Réghaïa, s'en aperçurent en avril 1961...

Au ministère de la Défense nationale le noyautage n'est pas moins minutieux. Il connut pourtant un coup d'arrêt sous la IV^e République, lorsque Max Lejeune, ministre

socialiste, épura les éléments douteux... qui furent réintégré à partir de 1959-60 : la politique algérienne du général de Gaulle contraignait alors à des « unions impures » et, dans la lutte contre les activistes, les communistes se montraient des auxiliaires aussi actifs que précieux. Au point que, le danger O.A.S. écarté, loin de se voir renvoyés à l'étude des grands ancêtres, ils furent parfois promus à des postes enviables, avec tout loisir de poursuivre leur besogne sur une plus grande échelle.

Ainsi, sous l'influence de hauts-fonctionnaires militants ou « sous-marins » du parti, des accords ont été signés, des marchés conclus qui peuvent paraître aberrants : on apprit, par exemple, en mai 1969, que le ministère des Armées avait signé, avec le gouvernement de Pékin, un contrat portant sur l'achat d'importantes quantités de chloropicrine, substance servant à la fabrication d'explosifs. Or, la Hollande et l'Allemagne fédérale pouvaient nous fournir ce produit. Pourquoi, diable, l'avoir demandé aux Chinois ? Tout simplement parce que tout contrat passé avec nos voisins européens, jugés trop occidentaux, est intrinsèquement mauvais aux yeux des communistes, alors que tout accord réalisé avec un état marxiste, fût-il situé au-delà de l'Oussouri, sert la cause socialiste.

Dans la foulée, les contacts entre scientifiques français (dont les recherches ne sont pas toujours étrangères à la Défense nationale) et leurs homologues travaillant de l'autre côté du rideau de fer ont été multipliés ces dernières années. Et tandis que Paris se hérissait de barricades, que la moitié de la France était paralysée par les grèves, le général de Gaulle, en visite officielle en Roumanie, cons-

LEURS AGENTS DANS LA POLICE

DANS son livre « Des policiers parlent » (Seuil), la journaliste progressiste Michèle Manceaux regrette avec amertume : « N'y a-t-il donc plus rien pour contrebalancer l'état d'esprit anti-communiste dans la police ? »

La police française, il faut en convenir, est peut-être le corps d'Etat le moins touché par l'idéologie marxiste et, lorsqu'on parle à des policiers du danger d'infiltration communiste, ils se montrent sincèrement étonnés.

L'ex-préfet de police Jean Baylot est moins optimiste : « Sur les vingt mille policiers parisiens, il y a peut-être une cinquantaine de communistes. Une minorité sans doute, mais agissante et dangereuse, car bien répartie et composée d'excellents professionnels ».

Car, là aussi, le leitmotiv est le même : un bon communiste doit être un bon policier. Etre un bon policier, cela signifie être autant que possible un gradé, inspecteur ou brigadier. C'est-à-dire être en mesure de renseigner le parti ou de contrôler le travail des subordonnés — et l'on a vu quelquefois, lors de manifestations, des inspecteurs « retenir » les gardiens de la paix.

Les informations que recherche le parti sont de trois sortes :

1° Connaître les effectifs — et le Comité central se flatte de posséder le fichier complet de la police ;

2° Connaître, à l'occasion d'une manifestation, les effectifs des forces de l'ordre, les itinéraires qu'elles emprunteront et les numéros minéralogiques des véhicules « civils ». Ne rien ignorer, également, du « moral » des troupes ;

3° Connaître les renseignements qui, au cours des

enquêtes, sont recueillis sur des particuliers, afin de pouvoir, le cas échéant, faire pression sur eux.

Dans cette perspective, le contrôle de la Police économique est également indispensable. Et, de fait, ce secteur (mal connu du public parce que trop rébarbatif pour être exploité par les spécialistes du roman policier) est l'un des points forts du P.C.

A la Libération, grâce à l'activité d'André Tollet, les communistes pénétrèrent en masse la police parisienne. Jusqu'en 1952, ils y furent très puissants. C'est alors qu'arriva à la Préfecture Jean Baylot. Celui-ci entreprit une action d'envergure qui allait aboutir à leur presque totale disparition.

Tout changea en 1961, avec l'entrée en scène de l'O.A.S. Les communistes possédaient sur les activistes de droite des fichiers dont le Pouvoir avait besoin ; les policiers du Parti firent du zèle ; des militants se présentèrent aux concours de recrutement. Bientôt, l'Amicale des policiers communistes reprenait vie. La vigilance des autres policiers fut éveillée et, depuis, la pénétration est très ralentie. Elle est même trop faible aux yeux du parti, qui espère cependant que les excès gauchistes, en faisant apparaître le P.C. comme « le parti de l'ordre », lui seront bénéfiques.

Un dernier mot sur les rapports entre le parti et les militants travaillant dans la police : ceux-ci ne doivent en aucune façon être connus de leurs camarades ; ils n'assistent pas aux réunions de cellules. Ils n'ont de contacts qu'avec des dirigeants fédéraux. Inversement, il est vivement déconseillé aux dirigeants communistes de se montrer trop bavards devant des camarades policiers. On le voit, la confiance règne...



Une proie facile pour les agitateurs du parti : le manoeuvre-balai d'importation africaine.

tatait avec satisfaction, le 18 mai 1968 : « A la suite d'une convention passée l'année dernière entre votre Académie des Sciences et notre C.N.R.S., les missions scientifiques s'échangent en nombre croissant ; nos respectifs commissariats à l'Energie atomique ont commencé à coopérer ; prochainement sera installé chez vous un centre commun de documentation technique ». Et pendant que les enragés défilaient en beuglant : « Ce n'est qu'un début », de Gaulle concluait : « Il n'y a là qu'un début, et nous pouvons faire beaucoup mieux ensemble ».

Partageant l'espoir de l'ancien chef de l'Etat, le parti, qui est fortement implanté dans nos facultés de Sciences et compte des sympathies agissantes parmi nos chercheurs, contrôle en effet toutes les missions scientifiques envoyées dans les pays de l'Est.

André Marty, peu avant sa mort, au cours d'une réunion ouverte seulement aux meilleurs cadres du P.C.F., disait : « Quand, par exemple, la France fabrique un avion nouveau, il ne faut surtout pas s'y opposer. Au contraire, nos camarades employés dans l'usine, à tous les échelons, doivent être les meilleurs. On prétendra que les Soviétiques n'ont rien à attendre de nous. C'est une erreur. Dès que les chercheurs français découvrent un procédé original, ils peuvent aider l'industrie soviétique, même si celle-ci a pris de l'avance sur nous ».

La phrase de feu André Marty est à méditer et, surtout, cette précision : à tous les échelons. Plus réalistes en cela que la plupart des hommes politiques, les communistes

estiment, en effet, que tout renseignement est exploitable, que tout auxiliaire est utile, qu'il soit lampiste ou gros bonnet. Et c'est dans cette perspective que le Bureau politique accorde toute son attention aux firmes qui travaillent pour la Défense nationale : sur les dix plus importants comités d'entreprises de ce secteur, sept sont aux mains des communistes. Le noyautage est aussi actif dans les arsenaux : il convient de pouvoir, le moment venu, « prendre les armes là où elles se trouvent ». Aussi une cellule communiste fonctionne-t-elle dans chaque arsenal, et avec tant d'efficacité que, dans sa profession de foi à l'occasion des dernières cantonales, Daniel Collange, candidat du P.C. à Draguignan, prenait « la défense des arsenaux menacés de liquidation par le Pouvoir ».

Paralyser le pays

Dernier point : le parti accorde également le plus grand soin aux relations avec les « immigrants ». Sait-on que c'est à la direction de la « Section centrale de la main-d'œuvre immigrée » que Georges Marchais sut donner toute sa mesure et qu'il doit aux succès qu'il y obtint sa brillante promotion d'aujourd'hui ?

Nombreux dans les entreprises nationalisées, dans les travaux publics, dans le bâtiment, sur les docks, les travailleurs étrangers, originaires pour la plupart de notre défunt empire colonial, sont sérieusement prospectés par les communistes.

Aux yeux du parti, ils ont une double importance : d'une part, ils constituent une force d'appoint non négligeable ; d'autre part, ils tiennent entre leurs mains des secteurs entiers de la vie économique du pays. La conséquence d'une grève des dockers, par exemple, est incalculable. Et une grève des boueux, donc ! Rappelez-vous Mai 1968 : les rues sales, les poubelles débordantes, les trottoirs envahis de détritrus, les rats effectuant des sorties prudentes... En quelques jours, la rumeur prit corps : la peste allait entrer dans Paris. Imagine-t-on, sur le moral de la population, les résultats que pourrait avoir un ordre de grève de plusieurs semaines lancé par le P.C. et scrupuleusement observé par les boueux, presque tous Africains ?

Aussi le parti est-il fort jaloux de son influence sur la main-d'œuvre immigrée. Cela explique pourquoi, en octobre 1969, des gauchistes ayant manifesté à Argenteuil contre un arrêté d'expulsion visant un millier d'Algériens, *l'Humanité* les prit à partie avec une rare violence, n'hésitant pas à les comparer aux « groupes fascistes (qui) venaient attaquer les militants communistes parce que ceux-ci défendaient les victimes du colonialisme français ».

**

En conclusion, on peut dire que le parti communiste constitue un véritable état dans l'Etat. Mieux encore, grâce aux événements de Mai 1968 qui ont fait de lui un parti de l'ordre et désarmé ses adversaires traditionnels, il étend sans cesse son influence.

Certes, il n'est pas encore en mesure de « prendre le pouvoir ». Mais son implantation est telle, dans la fonction publique, qu'il peut pour le moins paralyser le pays.

Camille GALIC



III. - LE P.C. DANS LES SYNDICATS

LA DANSE DE SÉGUY



Ce n'est pas seulement une image : en matière de cuisine syndicale, Georges Séguy mérite les trois étoiles.

ATTEINT sur sa gauche par l'apparition de forces politiques rivales qui vont du trotskysme à l'anarchisme renaissants, en passant par le maoïsme, menacé sur sa droite par la désaffection d'une partie des classes moyennes, par l'hostilité de nombre de techniciens et par la méfiance de la plupart des organisations de gauche, le Parti Communiste Français n'en conserve pas moins une solide implantation dans le mouvement syndical, grâce à la C.G.T. ; d'autre part, la législation nouvelle sur les sections syndicales d'entreprises, issue des accords de Grenelle, a certainement renforcé ses moyens d'action dans les usines et sur les chantiers. Il y travaille à la réalisation des objectifs qui ont toujours été et qui demeurent les siens.

1. - La C.G.T., cheval de Troie du P.C.

Image de marque

Depuis des années, et plus particulièrement depuis juin 1968, la C.G.T. s'emploie à présenter à l'opinion publique une « image de marque » qui comporte trois traits essentiels :

1) La C.G.T. ne serait préoccupée que de servir efficacement les *intérêts permanents* des masses travailleuses, en cherchant à améliorer durablement leur niveau de vie.

2) Pour y parvenir, elle serait prête à pratiquer la plus *large union* avec toutes les organisations rivales, oubliant généreusement tout ce qui, dans le passé, a pu la séparer des autres confédérations syndicales.

3) Dans cette volonté d'unité d'action, elle mettrait de côté toutes ses préférences idéologiques. Si les militants communistes jouent à sa tête et dans ses organisations un rôle déterminant, cela est dû à leur valeur personnelle.

« Si, au sein de la C.G.T. les militants communistes jouent effectivement un rôle important... ce rôle correspond à la valeur personnelle qu'ils ont manifestée dans l'action », déclarait au magazine *Eh ! Jeunes*, de la Fédération C.G.T. des Métaux, le secrétaire confédéral Jean Moynet (numéro de février 1969).

Ainsi se dessine la physionomie d'une C.G.T. rassurante, libérale, débarrassée d'outrances qui ont pu marquer son action il y a un quart de siècle. Coïncidence paradoxale : certaines de ces affirmations sont cautionnées par des groupes gauchistes qui, en toute occasion, présentent la C.G.T. d'aujourd'hui comme intégrée à l'ordre bourgeois, toujours prête à voler au secours du régime capitaliste le jour où il paraît sérieusement en danger.

Les choses ne sont pas aussi simples. L'écheveau des apparences et des réalités, des faux-semblants et des arrière-pensées est singulièrement plus complexe à dévider que ne le pensent des observateurs novices ou naïfs.

Les antécédents

Je ne sache pas que les communistes syndiqués aient jamais annoncé qu'ils procédaient à une révision de la doctrine de Lénine en matière syndicale.

Cette doctrine, quelle est-elle ?

Pour Lénine, le syndicat est *incapable de se suffire à lui-même*. Laissé seul, il est incurablement voué à subir deux déviations mortelles.

Déviations de gauche : s'imaginer que le syndicat est capable d'opérer par lui-même la Révolution. C'est cette illusion qu'il reprochait aux syndicalistes révolutionnaires.

Déviations de droite : croire que la vie des travailleurs peut être durablement améliorée dans le régime présent. C'est cette croyance qu'il condamnait chez les trade-unionistes.

Le syndicat, pour Lénine, n'est qu'un corps qui a besoin d'une intelligence et d'une volonté. Intelligence et volonté qui, selon lui, ne peuvent lui venir que du parti communiste, assumant un rôle dirigeant, donnant le but, inspirant la stratégie, modelant la tactique.

Pour y parvenir, il est nécessaire que les communistes présents dans les syndicats se groupent en noyaux ou en cellules, recevant leurs consignes du parti, les appliquant scrupuleusement.

En juillet 1920, le second Congrès de l'Internationale Communiste, fixant les conditions que devaient remplir les partis désireux d'adhérer, stipulait une neuvième condition, ainsi libellée :

« Chaque parti qui désire adhérer à l'Internationale doit systématiquement et de façon persévérante mener une action communiste au sein des syndicats et des autres organisations de masse des travailleurs. A l'intérieur de ces organisations, il est nécessaire de promouvoir des noyaux communistes qui, par un travail durable et persévérant, doivent gagner les syndicats à la cause du communisme... Ces noyaux doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du parti ».

La tâche n'est pas aisée. Cette action risque de se heurter



Le « renégat » Barjonet a vendu la mèche : ce sont bien les communistes qui sont les véritables patrons à la C.G.T.

à des résistances. Tous les syndiqués n'accepteront pas que le syndicat devienne « l'Ecole Primaire du Communisme ». Ils voudront réagir.

Dans la « Maladie infantile du communisme », parue en 1920, Lénine donne ce conseil :

« Il faut savoir résister à tout cela, consentir à tous les sacrifices, user même de tous les stratagèmes, user de la ruse, adopter des procédés illégaux, se taire parfois, parfois voiler la vérité, à seule fin d'entrer dans les syndicats, d'y rester et d'y accomplir malgré tout la tâche communiste ».

Texte capital ! Il signifie qu'il ne suffit jamais, pour juger de la conduite des communistes, de se fier à leurs déclarations. Il faut examiner les actes. Les paroles peuvent n'avoir d'autre raison d'être que de masquer la conduite réelle.

Les révélations de M. Barjonet

En mai 1968, un des collaborateurs les plus en vue du bureau de la C.G.T., M. André Barjonet, adoptant une position « gauchiste », abandonnait ses fonctions et rejoignait le Parti Socialiste Unifié. Quelques mois plus tard, il publiait un livre au titre ambitieux qui promettait plus que l'ouvrage n'apportait : « La C.G.T., Histoire, Structure, Doctrine » (Editions du Seuil). A défaut d'une histoire véritable, l'auteur apportait quelques témoignages précieux :

1) Au bureau confédéral, il existe une « parité formelle

entre dirigeants communistes et non-communistes ». Mais la parité, signalait M. Barjonet, a été bannie « des diverses fédérations et des unions départementales où, sauf de rares exceptions, les communistes sont en très grande majorité ». Rectifions le jugement de M. Barjonet : au bureau confédéral, nous le verrons plus loin, la parité est peut-être respectée entre les secrétaires. Mais il n'existe qu'un président, Benoît Frachon, et il est communiste. Il n'existe qu'un Secrétaire général, Georges Séguy, et il est communiste. Comment parler de parité au sommet, alors que les deux postes clés sont entre les mains de communistes éminents, occupant l'un et l'autre une place au Bureau politique, c'est-à-dire au sommet de la hiérarchie du parti ?

2) Selon Barjonet, bien placé pour en juger, « la presque totalité des collaborateurs techniques du bureau confédéral sont communistes. Que faut-il entendre par « collaborateurs techniques » ? Ceux qu'ailleurs sans doute on qualifierait d'experts : économistes, juristes, journalistes. Ils préparent les dossiers, les articles, les interventions, les discours...

3) Comme dans le parti communiste, il existe à la C.G.T. une « Commission d'organisation », chargée de contrôler toute la vie intérieure de la C.G.T. et, en particulier, de dresser un fichier des militants, de juger leur valeur et leur docilité, de mesurer leur dévouement, de proposer leur avancement ou leur éviction. Or, d'après Barjonet, l'homme qui, en 1968, dirige cette commission, est Léon Mauvais, qui, jusqu'en 1950, remplissait la même fonction au parti communiste. Avant Léon Mauvais, c'était Marcel Dufriche, lui aussi membre du parti communiste.

Ainsi, derrière une façade de démocratie syndicale, la réalité du pouvoir dans la C.G.T. appartient au P.C.F. Nul risque qu'il lui échappe. Les opposants virtuels sont condamnés à l'impuissance.

Le Bureau de la C.G.T. après le XXXVIIIème Congrès

A Vitry, du 16 au 21 novembre dernier, la C.G.T. a tenu son 38ème Congrès. On avait annoncé avec complaisance qu'il y aurait 18 candidats pour les 14 postes du Bureau Confédéral. Les délégués au Congrès, laissait-on entendre, auraient ainsi la possibilité de marquer leurs préférences et d'opérer un choix.

Mais, au Congrès, on apprit que 3 des 14 sortants ne se représentaient pas. Restaient 15 candidats. Le choix ne pouvait plus porter que sur un nom. Finalement, il ne porta même pas sur un nom, car on décida d'élever à 15 le nombre des membres du Bureau.

Furent élus :

- Six communistes bien connus : Frachon, Séguy, Krasucki (membres du Bureau politique du P.C.F.), Mauvais, Caille, tous cinq sortants, et un nouveau, Allamy.

- Sept non-communistes ou présentés comme tels : Berteloot, Buhl, Duhamel, Mascarello, Moynot, Saillant, Schaefer.

On manque d'indications sur les deux nouvelles militantes qui sont entrées au bureau : Christiane Gilles et Jacqueline Dhervilly-Lambert. On admet généralement que l'une est communiste, l'autre non. Il y aurait donc sur les 15 membres du bureau sept communistes et 8 non-communistes. Mais :

1) Parmi les non-communistes, il peut y avoir des communistes clandestins ;

2) Les non-communistes se présentent en ordre dispersé, alors que les communistes forment un bloc homogène en toute circonstance ;

3) Les deux postes-clés sont, répétons-le, aux mains de deux communistes.

Quand la liaison du parti communiste et de la C.G.T. est critiquée, c'est d'ailleurs toujours un non-communiste du bureau qui prend la parole pour dénoncer l'anti-communisme comme inconséquent et irréaliste.

André Berteloot a ainsi déclaré au récent Congrès que l'anti-communisme était :

« Inconséquent dans la mesure où cela revient à nier l'apport idéologique important du parti communiste pour la réalisation d'objectifs conformes aux intérêts des travailleurs. »

« Irréaliste, puisque cela conduirait à la mise à l'écart des forces qui, sur le plan politique, sont, et de loin, les plus représentatives de la classe ouvrière et dont la présence est, par voie de conséquence, indispensable dans un rassemblement des forces de gauche réellement imprégnées de la volonté de s'opposer au pouvoir des monopoles et de promouvoir une démocratie digne de ce nom. »

Une étrange révision de statuts

Depuis le Congrès de réunification de 1936, la C.G.T.

COUSU DE FIL ROUGE

C OMBIEN de braves gens croient sincèrement à la petite guerre entre M. Séguy et M. Chaban-Delmas, sans discerner la malice qu'elle cache ! D'un côté, le Pouvoir présente à tout instant le Parti communiste comme la seule grande force d'opposition ; de l'autre, tout naturellement, il s'érige en défenseur des libertés face au totalitarisme marxiste.

Ainsi tout le monde est content : le P.C. voit ses effectifs grandir de par la caution qui lui est ainsi apportée et le parti dit majoritaire espère rafler les suffrages des autres.

Guy-Victor Labat « Paris-Tel »

possédait des statuts, en grande partie hérités, dans leur article 1, de la C.G.T. d'avant 1914.

Cet article était ainsi libellé dans son premier alinéa :

« La C.G.T. régie par les présents statuts a pour but de grouper sans distinction d'opinions politiques, philosophiques et religieuses, toutes les organisations composées de salariés conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat, et désireux de défendre leurs intérêts moraux et matériels, économiques et professionnels. »

Le Congrès récent a remplacé cet alinéa par trois alinéas nouveaux :

« La C.G.T. régie par les présents statuts groupe toutes les organisations rassemblant, sans distinction d'opinions politiques, philosophiques et religieuses, les salariés conscients de la lutte à mener pour défendre leurs intérêts moraux et matériels, économiques et professionnels. »

Ainsi, il n'est plus question de la disparition du salariat et du patronat. Ce pourrait être le signe d'un ralliement au réformisme. L'alinéa suivant montre qu'il n'en est rien. Alors ? Reste la constatation qu'en U.R.S.S. le salariat n'a pas disparu, en dépit de la disparition du patronat privé. La C.G.T. aurait ainsi éliminé de ses statuts ce qui pouvait être considéré comme une invitation à rappeler que la Révolution soviétique n'avait pas rempli tous les

espoirs des révolutionnaires du début du XX^{ème} siècle.

Hypothèse confirmée par la lecture du second alinéa, ainsi rédigé :

« S'inspirant dans son orientation et son action des principes du syndicalisme démocratique, de masse et de classe, qui dominent l'histoire du mouvement syndical français, la C.G.T. s'assigne pour but la suppression de l'exploitation capitaliste, notamment par la socialisation des moyens de production et d'échange ».

Pourquoi parler seulement de suppression de l'exploitation capitaliste ? Pourquoi ne pas réclamer la suppression de toute exploitation de l'homme par l'homme ? La C.G.T. entendrait-elle signifier par là qu'elle admet implicitement l'exploitation de l'homme par une économie où l'Etat-Patron a remplacé le patronat privé ? Ce nouveau libellé constitue en tout cas un ralliement à l'idéologie socialiste ; et ce ralliement officiel est en contradiction manifeste avec l'affirmation que la C.G.T. peut rassembler tous les salariés sans distinction d'opinion politique...

Le troisième alinéa, assez inattendu dans un article consacré aux buts de la Confédération, énonce :

« Dans l'intérêt même de tous les salariés, la C.G.T. se prononce pour la réalisation d'une organisation syndicale unique et agit en conséquence ».

On sait qu'en U.R.S.S., le syndicalisme est unique, non seulement en fait, mais en droit. Dans ces conditions, on peut se demander si cet alinéa ne constitue pas une autre marque de l'alignement de la C.G.T. sur le modèle soviétique...

2. - Les communistes dans les entreprises

Depuis 1936, la législation sociale a mis à la disposition des syndicats toute une série de moyens d'action :

- en 1936 les délégués du personnel ;
- en 1945 les comités d'entreprise ;
- en 1968 les sections syndicales d'entreprises.

A-t-on réalisé qu'en nombre de cas ces moyens d'action sont utilisés par le parti communiste pour couvrir et pousser ses hommes à l'abri du bouclier syndical ?

Il est beaucoup plus difficile pour un employeur de licencier un délégué syndical qu'un travailleur ordinaire.

Dans les œuvres sociales des comités d'entreprises, il est souvent facile pour les syndicalistes communistes de faire embaucher un personnel qui partage leurs opinions. Qu'on regarde les catalogues des bibliothèques d'usines : on y verra figurer en bonne place les œuvres les plus orthodoxes du communisme d'obédience soviétique.

Quant à la section syndicale, son existence assure aux militants la disposition d'un local, la possession d'un panneau d'affichage, un crédit d'heures. Bien entendu, tout cela doit être réservé aux questions syndicales. Mais allez donc faire le départ exact entre le politique et le syndical ! L'employeur, même s'il n'est pas dupe, préfère souvent fermer les yeux plutôt que de risquer un incident qui pourrait dégénérer. Les publications « syndicales » de la C.G.T. s'ouvrent d'ailleurs largement aux questions politiques. Ainsi chemine sans risque majeur, et parfois sans contradiction, une propagande toujours orientée dans la même direction.

L'organe qui sert au parti communiste pour diriger les

syndicats et les sections syndicales et pour imprégner les entreprises, ce sont les cellules d'entreprises.

Le parti repose en effet sur des cellules, non sur des sections. Ces cellules sont de trois ordres : cellules locales, cellules rurales, cellules d'entreprises.

Dans le rapport qu'il a présenté aux Secrétaires fédéraux, le 6 décembre 1969, M. Georges Marchais a fait état d'une diminution du nombre des cellules rurales de 1966 à 1969, mais d'une augmentation du nombre des cellules locales et du nombre des cellules d'entreprises. Celles-ci seraient passées de 4.700 à 5.050.

Dans un document antérieur (Journées d'Etudes de Bagnaux, 22-23 février 1969), il avait donné, pour des dates différentes, des chiffres différents : 3.700 cellules d'entreprises en 1961 ; 5.200 en février 1969.

Ces chiffres ne sont pas contradictoires : parties de 3.700 en 1961, les cellules d'entreprises ont pu monter à 4.700 en 1966, à 5.200 en février 1969, et amorcer un mouvement de recul les ramenant à 5.050 en décembre 1969.

Les progrès auraient été particulièrement importants dans la région parisienne, le Nord, la Meurthe-et-Moselle, les Bouches-du-Rhône et le Rhône. Aucune indication n'étant fournie sur leur implantation industrielle, il est permis cependant de penser que ce sont essentiellement les industries à forte concentration et les gros établissements qui ont présenté le terrain le plus favorable à l'éclosion de nouvelles cellules.

Cellules d'entreprises et grèves sauvages

On a pu se demander, de divers côtés, si les cellules d'entreprises ne jouaient pas un rôle capital dans les grèves dites sauvages. Depuis mai 1968, une des préoccupations principales du P.C.F. et de la C.G.T. est de ne pas se laisser déborder par les mouvements gauchistes. Mais en essayant de les devancer, ils risquent à tout moment de se couper de la masse, dont ils ignorent la température exacte. Lancer par le canal des cellules un mouvement qui n'engage pas la responsabilité du syndicat, c'est un bon moyen de prendre cette température. Si les masses suivent, le syndicat considérant que la masse a manifesté sa volonté, suivra le mouvement, le cautionnera et se présentera comme foncièrement démocratique. Si la grève échoue, l'autorité du syndicat ne se trouvera pas atteinte.

Il y a là une tactique subtile et payante, qui permet à la cellule d'entreprise et à la section syndicale C.G.T. de se relayer alternativement ; tantôt c'est l'une qui va de l'avant, dans une semi-clandestinité, tantôt c'est l'autre qui s'affirme avec son réseau de protections légales. Et, de cette manière, nombre de jeunes travailleurs qui auraient pu être tentés par d'autres formes d'action politique et syndicale se trouvent ramenés vers le complexe cégéto-communiste où des structures d'accueil ont été préparées pour les recevoir, les canaliser, les écarter de toute déviation.

Le cas des entreprises nationalisées

Depuis quelques années, le P.C.F. et la C.G.T. ne cessent de dénoncer les monopoles privés. Mais ils réclament de nouvelles nationalisations, c'est-à-dire la création de monopoles d'état.

Or, dans le secteur nationalisé, P.C.F. et C.G.T. répètent souvent que l'Etat-patron est le pire des patrons.

Si l'Etat-patron est le pire des patrons, pourquoi vouloir donner l'Etat comme patron à ceux qui ont des patrons privés ?



A l'abri du bouclier syndical, des manifestations qui n'ont le plus souvent que des buts politiques.

Ce n'est pas pour utiliser les nationalisations comme un moyen de diriger l'Economie. Car P.C.F. et C.G.T. ne croient pas à une direction de l'Economie dans l'intérêt commun aussi longtemps que le pouvoir n'aura pas été pris révolutionnairement.

Alors, comment résoudre cette contradiction ?

En réalité, le P.C.F. et la C.G.T., à la lumière des expériences faites depuis un quart de siècle, savent que souvent les entreprises nationalisées souffrent d'un manque d'autorité et que ce manque d'autorité favorise la propagande communiste et l'agitation dans ces entreprises.

Si P.C.F. et C.G.T. souhaitent une extension des nationalisations, ce n'est pas pour des raisons économiques, ni pour des raisons sociales ; c'est, encore et toujours, pour des raisons politiques.

La C.G.T. masse de manœuvre du P.C.F.

Au lendemain des entretiens de Grenelle, quelques observateurs avaient cru pouvoir déceler chez Georges Séguy une certaine propension à se montrer plus conciliant que les directives du P.C.F. et de la C.G.T. ne le prévoyaient. A diverses reprises, on l'aurait appelé au téléphone pendant

les négociations, afin de lui faire durcir ses positions... Nous ne savons si cette interprétation est exacte ; mais, si elle l'était, elle est largement dépassée.

Depuis septembre 1969, Georges Séguy paraît avoir eu à cœur de prendre très exactement les positions politiques désirées par le P.C.F.

Celui-ci ne souhaite pas que le plan de redressement financier réussisse. Parlant de la politique du gouvernement, M. Séguy déclarait, le 13 septembre :

— Pour qu'elle réussisse, il faudrait que les organisations syndicales des travailleurs consentent à observer une trêve et notamment qu'elles renoncent à obtenir le règlement des comptes en retard. Eh bien, il n'en est absolument pas question.

Ne cherchez donc pas plus loin ce « chef d'orchestre clandestin » dont Paul Ramadier dit un jour qu'il ordonnait les grèves.

Ce chef d'orchestre n'est plus clandestin.

Le parti communiste français ne souhaite pas plus la stabilité politique que la stabilité économique. M. Georges Séguy déclarait ce même 13 septembre :

— Le pouvoir est sorti affaibli de l'épreuve de mai-juin 1968. Il est aux prises avec de sérieuses difficultés dues aux contradictions dont il est accablé dans le domaine économique à l'intérieur et à l'extérieur. Sa majorité se lézarde de plus en plus. L'anémie politique caractérise le début d'un septennat qui pourrait bien être de courte durée. L'action que nous entreprenons va l'user davantage. Nous pouvons, à plus ou moins brève échéance, connaître à nouveau une situation propice à l'alternative démocratique. Il n'est pas trop tôt pour en définir les conditions.

Ainsi la menace ouverte contre le gouvernement et le régime s'accompagne de pressions à peine déguisées sur les organisations de gauche et sur les autres confédérations pour les amener à accepter un programme commun avec le P.C.F.

Le 23 mars 1970, prenant la parole au congrès du syndicat C.G.T. de l'Enseignement Technique, M. Séguy croit pouvoir se féliciter que l'opération lancée par le gouvernement pour isoler la C.G.T. par des contrats de progrès ait échoué. Une fois de plus il préconise un front syndical commun et l'union des forces de gauche. Si elle se réalisait, « il se créerait une véritable dynamique. Alors, la relève démocratique serait prête. La petite phrase que j'ai prononcée sur l'écourtement (*sic*) du septennat pourrait se trouver confirmée par les faits plus rapidement qu'on ne le pense ».

Chose curieuse : « *l'Humanité* » n'a pas reproduit dans son compte rendu ce passage de la déclaration de Séguy...

Rien n'a changé

Alors même que M. Séguy multiplie les offres d'union aux autres confédérations, la C.G.T. manœuvre pour s'emparer de la direction de la Fédération de l'Education nationale.

Voilà qui en dit long sur la volonté unitaire et conciliatrice de la C.G.T. ! En fait, sa volonté de noyautage et son impérialisme politique sont demeurés ce qu'ils étaient il y a vingt ans. Elle n'a pas changé. Ce qui a changé, c'est le contexte.

Toutefois, en dépit de ses efforts, la C.G.T. n'est pas parvenue à retrouver les effectifs massifs dont elle se targuait en 1946-47. On est loin des cinq à six millions d'adhérents qu'elle déclarait alors posséder. Il est fort probable qu'elle ne dépasse que de peu les deux millions d'adhérents. Il n'est pas certain qu'elle les atteigne.

D'autre part, des organisations qui avaient cru pouvoir faire un bout de chemin avec elle n'ont accepté ni son rôle dans les événements de mai-juin 1968 lorsqu'elle réclamait « un gouvernement populaire », ni son ralliement à la politique tchécoslovaque de l'U.R.S.S. Elles ne veulent pas aider le P.C.F. et la C.G.T. à faire de la France une démocratie populaire.

Car, en définitive, tel est leur but, leur seul but.

Jean FRANCOIS-VINCENT



Pour le bourrage de crânes, l'imagination aussi est squelettique.

IV. - LE P.C. DANS L'UNIVERSITÉ

EN AVANT... MARX!



Marx et Lénine furent pendant vingt ans les deux piliers de l'Université française.

LE grand public a découvert la politisation de l'Université en mai 1968 et, depuis lors, il est effaré par la quantité de tracts, affiches, journaux quotidiennement répandus dans les enceintes mêmes des Facultés. Le travail de sape auquel est soumise l'Université française remonte, en réalité, beaucoup plus loin et il est, pour l'essentiel, l'œuvre du parti communiste.

Comme toute religion, le communisme est fondé sur la prédication. Mais il n'en est pas de plus intéressante pour lui que celle qui est faite gratuitement par des fonctionnaires de l'Etat. C'est pourquoi le parti a toujours accordé la plus vigilante attention au monde scolaire et universitaire (12 millions de Français sont élèves ou étudiants). Un instituteur communiste qui a 30 élèves est 30 fois plus précieux pour lui qu'un ouvrier inscrit au P.C.

1. - Tout remonte à la Libération

Mai 1968 n'a été que le résultat spectaculaire d'efforts de désintégration patients et méthodiques accomplis depuis la Libération.

Dans le domaine universitaire comme dans le domaine politique, le parti communiste s'était parfaitement rendu compte, en 1944, que le climat national — et surtout international — ne se prêtait pas à une prise immédiate du pouvoir, mais que le temps travaillerait pour lui, s'il savait utiliser au maximum ses chances pour l'avenir. C'est donc vers une action à terme qu'il se tourna résolument, un

peu comme le chasseur vise en avant du lapin pour être sûr de l'atteindre.

La guerre, la résistance et la Libération avaient, certes, changé beaucoup de choses, mais le parti, toujours réaliste, n'oubliait pas que l'Université, dans ses profondeurs, n'était pas mûre pour se soumettre à son joug.

En dépit d'une légende tenace, les communistes n'avaient jamais été majoritaires, avant 1939, au Syndicat national des Instituteurs, et cela malgré toutes les tentatives du parti pour s'annexer ce secteur de base de l'Université française. Au moment de Munich, ce syndicat fut même, avec celui des postiers, l'un des principaux noyaux d'opposition à la guerre de croisade que prêchaient alors les communistes.

Mais, dans les autres secteurs de l'enseignement, le parti, jusqu'à la guerre, était encore moins bien placé : les professeurs regardaient les instituteurs avec un certain dédain et Marx ne passait pas la porte des lycées. Le travail à entreprendre était donc de très longue haleine.

Pour l'accomplir, le P.C. disposait, désormais, d'atouts importants, dont il allait jouer avec l'adresse doublée de cynisme et l'opiniâtreté assortie d'opportunisme qui constituent ses principales forces.

Les cadeaux de de Gaulle

On doit, en outre, reconnaître qu'ici comme partout, le général de Gaulle fut, pour lui, l'auxiliaire le plus constant et le plus efficace. Sous son premier comme sous son deuxième règne.

1° L'épuration, indissolublement liée à la Libération, permet aux communistes de se débarrasser de leurs ennemis les plus actifs. C'est le cas, en particulier, dans l'Enseignement primaire, où les militants « pacifistes » d'avant 1939 sont stigmatisés sous les qualificatifs de « traîtres » et de « vendus ».

2° L'ambiance démagogique et les légendes soigneusement entretenues par les « résistancialistes » désarment les tenants de la tradition : craignant d'apparaître comme d'affreux réactionnaires et des suppôts du gouvernement de collaboration, ceux-ci souffrent, pour la plupart, d'un complexe d'infériorité à l'égard du « peuple », présenté comme la seule classe sociale qui ait courageusement lutté contre l'occupant.

C'est ainsi que les agrégés, accusés d'être des « mandarins », renoncent à défendre leurs « privilèges » et se font tout petits garçons devant les agents des lycées, surtout quand ces derniers ont appartenu à la résistance et acquis, par là, le droit de siéger dans des commissions épuratoires.

Le terme d'« enseignant » est créé à dessein pour établir un nivellement par le bas, le professeur au Collège de France se trouvant placé au même rang que la jardinière d'enfants.

3° En septembre 1944, un coup de force rattache le puissant Syndicat (autonome) des professeurs de lycées à la Fédération de l'Éducation nationale (F.E.N.), organisme de la C.G.T. au même titre que la Fédération des mineurs ou celle des métallos. (La F.E.N. devait, d'ailleurs, quitter la C.G.T. en 1948, après que Ramadier eut congédié les ministres communistes.)

4° La puissance de ce syndicat dépasse vite celle qui devrait normalement lui être dévolue. Et (détail caractéristique) avec la complicité du directeur de l'Enseignement du second degré, M. Gustave Monod, membre de la haute société protestante. Ce « bourgeois », dont le fils aîné devient l'un des militants les plus ardents du P.C., déclare

à qui veut l'entendre que la compétence professionnelle d'un « enseignant » lui importe moins que son civisme : il suffit de se rappeler ce que le terme signifiait aux « heures radieuses » de la Libération pour comprendre à quel critère ont obéi nominations et promotions.

M. Monod se fait, d'autre part, le champion fervent de ces « classes nouvelles » qui doivent introduire la « Démocratie à l'École ». Le professeur est déménagé de sa chaire, le tutoiement est recommandé, l'autodiscipline remplace la discipline tout court, les élèves peuvent choisir les matières d'enseignement selon leur bon plaisir (et même n'en choisir aucune). Le mauvais grain est semé...

5° Sous le premier règne du général de Gaulle, la propagande des communistes, réintégré avec tous les honneurs dans la communauté nationale, se donne libre cours. Il en sera de même (avec des nuances) aussi longtemps que durera le tripartisme (M.R.P. - S.F.I.O. - P.C.).

Et, bien entendu, lorsque le général reviendra de Colombie — sous couvert de défendre l'Algérie française — pour pratiquer une politique de décolonisation systématique et de « neutralisme » actif, les communistes trouveront là le terrain idéal pour développer leur action subversive, principalement dans les Facultés, pour la raison que nous signalions plus haut : c'est là que sont formés les « enseignants », dont il faut faire autant de propagandistes pour aider, sitôt que les circonstances le permettront, à la soviétisation de la France.

Le signal est donné

Le 21 février 1948, on put voir le drapeau du Vietminh (qui, au même moment, tuait des Français en Indochine) déployé dans la cour de la Sorbonne en présence du président de l'Union nationale des étudiants de France (U.N.E.F.). Aucune sanction ne suivit ce geste. Le signal était donné pour les vingt années qui suivirent.

Dès 1950, on ne pouvait franchir la porte de la Sorbonne qu'entre deux haies de distributeurs de tracts ou de vendeurs de publications communistes scandant en chœur : « Paix au Vietnam ». Des bulletins de cellule jonchaient les amphithéâtres et, quand on assommait un « fasciste », les appariteurs (cégétistes) feignaient de ne rien voir, et les doyens de ne rien savoir.

Quant à la grande presse, se contentant le plus souvent de recopier les communiqués ou d'assister aux cocktails du ministre, elle a maintenu la masse de ses lecteurs dans l'ignorance, et ses responsabilités ne sont pas minces dans la surprise de Mai 1968.

Durant toutes ces années de « colonisation » intensive, le P.C. « pénétra » toutes les facultés pédagogiques — les autres (Droit, Médecine, Pharmacie) l'intéressant moins. Ce sont des bataillons entiers de professeurs membres du parti qui sortirent de ces établissements et exercent aujourd'hui dans les lycées ou dans les Ecoles normales d'instituteurs et d'institutrices.

2. - "Colonisation" par les "anticolonialistes"

Pour mener à bien ce travail, les communistes furent puissamment aidés par les chrétiens. Tandis que se constituait à Prague — évidemment sous le contrôle de Moscou — l'Union internationale des Étudiants, à laquelle adhéra l'U.N.E.F., les militants de la J.E.C. (Jeunesse Étudiante

diane Chrétienne) apportaient à l'action des stalinien la caution de l'Eglise. Ils ne se comportaient pas, en effet, comme des francs-tireurs n'engageant que leur responsabilité personnelle, mais se recommandaient de l'Eglise officielle et disposaient de la bénédiction de la hiérarchie. Ce qui ne les empêchait pas, en privé, de se gausser des cardinaux et archevêques de France assez stupides pour se laisser manœuvrer par eux. La J.E.C. agit en véritable mouvement missionnaire en milieu étudiant... à ce détail près que ces étranges missionnaires se mettaient carrément au service des athées les plus agressifs.

C'est dans cette atmosphère de « fraternisation » qu'eut lieu, le 21 février 1948, la « Journée internationale anti-colonialiste », où, comme nous le rappelions, le drapeau

COMPLEXÉS PAR LE MARXISME-LÉNINISME

LORS de sa réunion de mars dernier à Amiens, le Conseil national de la J.E.C. (environ 50.000 adhérents lycéens) s'est prononcé résolument pour la politisation de la jeunesse des lycées. « La J.E.C. est morte. Vive une J.E.C. qui est en train de naître ! », s'est écrié un membre de l'équipe nationale. Et un autre : « Le syndicalisme chrétien et la démocratie chrétienne sont des pièces de musée (...) La politique est le lieu où les hommes déterminent le plus nettement les finalités de leur vie sociale ».

Il était précisé dans le rapport d'orientation : « Nous sommes parfaitement conscients que les groupes lycéens dans lesquels s'engagent nombre de chrétiens ont fait leur analyse marxiste. Nous n'avons pas à avoir peur de cette situation. La critique que nous avons à faire du marxisme-léninisme et des groupes qui s'en réclament ne doit pas se faire en deçà, mais au-delà de ce qu'il apporte ».

Rendant compte de cette réunion, l'envoyé spécial du « Monde » Robert Solé notait (n° du 27 mars 1970) : « Deux évêques (NN.SS. Streiss et Lugagne-Delpont), membres de la sous-commission de l'apostolat des laïcs pour le monde scolaire et universitaire, ont assisté à la plus grande partie des travaux. Adoptant une attitude souple et volontairement discrète, ils se sont refusés à juger les rapports votés, émettant cependant des réserves sur plusieurs points au cours de conversations privées. »

Suivant la formule consacrée, tout commentaire ne ferait qu'affaiblir une pareille relation.

de la subversion flotta à la Sorbonne pour la première fois (qui ne devait pas être la dernière !) et où le président de l'U.N.E.F. prononça une harangue en présence de deux représentants du Vietminh. Tout le matériel idéologique avait été envoyé de Prague par l'Union internationale des Etudiants.

Un travail de termites

Il importait peu, dès lors, que l'U.N.E.F. retirât, l'année d'après, son adhésion — par trop voyante — à ladite Union internationale : le travail de termites se poursuivait à la base et, au cours des années 1949-1955, les fils et les filles des bourgeois des beaux quartiers continuèrent de voter pieusement pour les listes communes J.E.C.-P.C. aux

élections de l'U.N.E.F. Chaque amphithéâtre avait sa cellule ou son cercle communiste œuvrant, en plein accord avec les équipes de la J.E.C., contre les tendances strictement syndicalistes et apolitiques, automatiquement étiquetées « réactionnaires ».

On vit même, en 1950, alors que l'U.N.E.F. ne faisait plus partie de l'U.I.E., le dirigeant chrétien de Bernis (aujourd'hui professeur à la Faculté de Droit de Grenoble) reprendre le chemin de Prague pour y retrouver les délégués du Vietminh.

Il n'importait pas davantage que tel ou tel intellectuel ou universitaire en renom quittât le parti. Les communistes misaient, en l'occurrence, sur la quantité. Et la quantité, ils l'ont eue : c'est tout ce petit monde d'« enseignants » formés au cours de ces années de « colonisation » qui s'emploie aujourd'hui, avec zèle et sectarisme, à « intoxiquer » l'Université.

3. - Marivaux avec nous!

On ne peut, en effet, mesurer l'influence du P.C. en milieu universitaire, si l'on ignore la « révision culturelle » qu'il y a introduite. L'étude de chaque matière du programme (... quand il y a un programme) se fait dans des perspectives nouvelles, adaptées aux objectifs du parti : l'histoire n'est plus que lutte des classes ; la philosophie commence avec « Das Kapital » et Ronsard lui-même devient un poète « engagé ». Quand des auteurs sont trop gênants ou trop « réactionnaires », on les passe sous silence. Antoine de Rivarol, Taine et Gobineau n'ont jamais existé. Céline non plus, bien sûr. En revanche, Molière et Balzac — ou même Marivaux — sont présentés comme des précurseurs de la révolution sociale, et le « Descartes » des classiques Larousse cite Maurice Thorez.

Besogne identique en langues vivantes, où les textes d'explication sont volontiers choisis parmi des documents contemporains n'ayant aucune valeur littéraire, mais possédant un « impact » politique favorable aux thèses du parti. Brecht est servi à toutes les sauces, et son didactisme — lourd comme un char Staline — convient à merveille aux pions de l'endoctrinement.

Il n'est pas jusqu'aux mathématiques qui, par un véritable tour de force, ne parviennent à s'aligner. On a pu voir un professeur poser à ses élèves des problèmes où les robinets et les trains de jadis étaient remplacés par les bourgeois, les syndicalistes, les ménagères etc., qui forment la population d'une ville.

Le secondaire particulièrement vulnérable

Ici, une remarque importante s'impose : l'Enseignement secondaire a constitué, pour la propagande communiste, un terrain plus favorable que le primaire et le technique. Bien qu'il soit faux de prétendre que les élèves du secondaire appartiennent tous à la bourgeoisie, c'est pourtant le cas pour bon nombre d'entre eux. Or, contrairement à une opinion très répandue, la bourgeoisie est plus vulnérable que le peuple aux mythes répandus par la littérature subversive. Surtout lorsqu'il s'agit d'esprits jeunes, donc manquant d'expérience et prompts à « s'emballer » pour des idées qui, présentées d'une certaine manière, peuvent apparaître comme justes et généreuses.

Les lycéens aiment à poser à l' « intellectuel » et, quand ils sont maniés par des maîtres habiles à se situer dans le « sens de l'Histoire » — par opposition aux « vieilles barbes » — on devine à quels résultats peut aboutir cette gymnastique de l'esprit.

La situation dans le primaire n'a évidemment rien de comparable — ne serait-ce qu'en raison de l'âge des enfants. Ajoutons que les instituteurs communistes n'avaient pas été en mesure de créer un syndicat distinct du Syndicat national des Instituteurs (S.N.I.), lequel, malgré les profonds changements survenus à la Libération, demeurait de tendance socialiste. Tout au plus parvinrent-ils à former, à l'intérieur du S.N.I., une fraction animée par la revue pédagogique du parti, *L'Ecole et la Nation*. Fraction remuante et qui, certes, peut être demain capable de mettre la main sur la direction du syndicat. Mais enfin, ce n'est pas encore chose faite, alors que, depuis 1967, le Syndicat « national » de l'Enseignement secondaire (S.N.E.S.) est passé, lui, sous obédience communiste.

Dans le technique aussi, les conditions étaient différentes. Ses élèves, en grande majorité, sont davantage tournés vers les problèmes de métier, et c'est bien normal. Ils sont éga-

ON EST TOUS DES GÉNIES

« Il est faux, monstrueusement faux qu'il y ait par nature et indépendamment de la volonté des hommes, des enfants doués pour les études et d'autres qui ne seraient pas doués. La théorie de l'inégalité des dons intellectuels n'est rien d'autre qu'une fable répandue par les idéologues des classes dominantes pour masquer la réalité de l'inégalité des classes. »

Lucien Sève, agrégé de philosophie, membre du Comité central du P.C., dans « L'Ecole et la Nation », octobre 1964

lement plus sensibles aux « choses de la vie » dans ce qu'elles ont de plus concret.

A la Libération, le P.C. avait, cependant, mis « le paquet » pour régler la vieille querelle qui l'opposait à la direction de l'Enseignement technique. Celle-ci, fortement teintée de maçonnerie, ne s'en était pas moins montrée toujours « patriote », à la façon des « grands ancêtres » de l'époque héroïque de la Troisième.

Par là-dessus était passé Vichy, avec les Centres de jeunes travailleurs relevant du Secrétariat général à la Jeunesse. Cette réalisation — destinée à remédier aux insuffisances flagrantes du technique en France — avait été l'une des réussites de l'Etat français. Il fallait donc, pour le P.C., effacer aussi brutalement que complètement ce funeste passé.

Il s'y employa avec ardeur, mais on devait assister à l'étonnante juxtaposition d'un corps professoral aux trois quarts politisé et d'une masse scolaire indifférente, pour les neuf dixièmes, aux affaires publiques, et préférant s'intéresser à la danse, aux sports et aux chaussures italiennes.

De plus, lorsqu'en 1948 la scission se produisit à l'intérieur de la C.G.T., les syndicalistes du technique demeurés fidèles à la Centrale communiste représentèrent 35 % de l'effectif total, cependant que les autres se constituaient en

Syndicat autonome, au sein d'une F.E.N. rattachée à F.O. La C.G.T. ne s'est, d'ailleurs, jamais résignée à cette situation et, depuis septembre 1969, on assiste à une très vigoureuse offensive dirigée par le camarade Séguy en personne.

4. - Face à la surenchère gauchiste

Mais revenons au supérieur et au secondaire pour nous demander comment il se fait qu'après les conquêtes réalisées par le P.C. — de façon, semblait-il, définitive — la grande révolte de Mai 68 se soit accomplie sous le signe du « gauchisme », bien plus que sous celui du communisme.

L'explication est simple, quoiqu'elle ait été souvent négligée par les commentateurs. Le P.C. s'est, somme toute, usé au pouvoir. Lui qui était apparu, au début, comme une force révolutionnaire capable de faire éclater tous les cadres bourgeois, a, les années passant, pris aux yeux des « jeunes » la figure d'une organisation contraignante qui, tournant le dos à la libération de l'Homme, substituait son système de tabous et d'interdits à celui qu'elle travaillait à jeter bas. On avait salué en lui le destructeur des disciplines « féodalistes » et voilà que ses doctrinaires devenaient eux-mêmes l'incarnation d'un autre ordre, tout aussi paralysant que l'ancien, avec son formalisme, ses catégories, ses dogmes.

Il faut aussi tenir compte de tous les événements qui prouvèrent à l'évidence que l'impérialisme soviétique n'avait rien à envier à l'impérialisme capitaliste maudit et abhorré. Les divers efforts de « libéralisation » tentés dans les pays satellites et l'implacable répression qui s'ensuivit produisirent un désarroi certain dans une jeunesse qui n'avait pas su voir le vrai visage du communisme.

Les groupuscules profitent de la situation

Il était donc inévitable que des propagandes bruyantes, claironnantes, plus démagogiques encore que la propagande communiste, prissent progressivement le pas sur celle-ci au cours des années 60. Trotskyistes, maoïstes, anarchistes jouaient sur le velours en proclamant que Staline avait trahi l'esprit de la révolution marxiste-léniniste, et que ses successeurs — révisionnistes et bureaucrates — ne valaient pas plus cher que lui.

D'où la prolifération de groupuscules qui devaient paraître au grand jour lors de l'incendie de Mai. Ne rêvant que de détruire, ils se déchaînaient, certes, contre le « gouvernement de classe » qui opprimait la France, mais ils n'en

A QUOI SERVENT LES FICHIERS SYNDICAUX

AUX élections présidentielles de 1969, le fichier du S.N.E.S. a été mis à la disposition du parti communiste pour la propagande de Jacques Duclos.

(L'affaire a été révélée par le frère de Cohn-Bendit, membre de la commission administrative du S.N.E.S., tendance « L'Ecole Emancipée. »)



Une victime de la chienlit : le camarade-professeur Juquin. Les maoïstes lui ont fait une conduite de Nanterre...

prenaient pas moins violemment à partie les « bonzes » de la III^e Internationale.

Rappelons-nous que les mutins de Nanterre, dès avril 68, n'eurent rien de plus pressé que de défenestrer le camarade-professeur-député Juquin, venu leur porter la bonne parole de Moscou. Et aujourd'hui, le grand succès du chercheur-chanteur « gauchiste » Evariste est une parodie de Moustaki : « Avec ma gueule de Waldeck ». A tout coup, la surenchère était payante et l'on peut dire qu'en minant l'édifice de l'Université traditionnelle, les communistes avaient bien travaillé pour les « déviationnistes de gauche », qui criaient maintenant plus fort qu'eux.

L'Évangile selon saint Marx

Le drame de cette situation est que les jeunes qui ne voulaient plus du carcan communiste ne pouvaient avoir l'idée d'aller chercher ailleurs que dans un marxisme revenu à ses sources, une idéologie et des « valeurs » de remplacement. Pourquoi ? Ici encore, l'explication est toute simple : parce que ces étudiants et ces lycéens avaient été élevés dans un univers marxiste. Il ne leur venait même pas à l'esprit qu'il pût exister « autre chose », et c'est en cela que se sont manifestées les conséquences les plus profondes et les plus durables de la besogne obstinément

accomplie par le parti communiste et ses alliés avoués ou masqués.

Ces jeunes-là n'avaient — et pour cause — aucune notion sérieuse des systèmes religieux, philosophiques, politiques, économiques sur lesquels s'était fondée la civilisation occidentale. Ils ne pouvaient donc y trouver le moindre toit d'accueil. Pour eux, tout avait commencé avec Marx et s'était continué avec Lénine, pour mener à Marcuse, à Mao, à « Che » Guevara.

On ne doit pas non plus perdre de vue la contribution « objective » prise par le gaullisme à cette poussée insurrectionnelle : il n'y a pas loin de la « France de papa » et de l'« Algérie de papa » au « Papa pue » des excités du printemps chaud. M. Pompidou lui-même prenant la parole à Strasbourg, le 12 avril 1968, (notez bien la date) n'avait-il pas salué, en Charles de Gaulle, « le plus grand des contestataires » ?

Bilan de 25 ans d'abandon

Tel fut l'aboutissement d'un quart de siècle de démission. Démission des pouvoirs publics, des partis, des autorités spirituelles, de trop de familles et d'éducateurs, qui profita, au-delà de toute espérance, à la propagande communiste, pour déboucher, en fin de compte, sur la « chienlit » de Mai... et des mois suivants, car le processus se poursuit inexorablement, favorisé — bien plus que canalisé — par la loi d'orientation signée Edgar Faure (dont on serait heureux de savoir ce que pense, au juste, M. Pompidou).

Vu de l'extérieur, ce processus est, certes, moins impressionnant qu'à l'époque des barricades, de la Sorbonne transformé en hôtel (gratuit) de passe, de l'Odéon converti en arène de meeting (permanent) et des autodafés de voitures. Mais il n'en est pas moins dangereux, au contraire, car il ne s'agit plus tellement de secousses ou d'éruptions, mais d'une désagrégation continue, s'attaquant aux structures mêmes de l'Alma Mater.

5. - Les bénéficiaires du désordre

Quelle est, en effet, la situation en cette année 1970 ? L'Université ne s'est pas remise — et ne se remettra jamais — des fameux « événements ». Le désordre y règne d'une façon qu'on peut craindre irréversible. Le ferment de décomposition que représente le nihilisme « gauchiste » n'a rien perdu de sa virulence, et le plus lamentable est que l'Éducation dite « nationale » accepte de s'installer, vaille que vaille, dans le chaos.

Or, le grand bénéficiaire de l'opération pourrait bien être, en définitive, le « parti des travailleurs ». On nous dira que l'Union des Jeunes communistes n'a jamais pu reconquérir les positions perdues. Alors qu'on pouvait croire qu'à la fin de la guerre d'Algérie, l'U.N.E.F. tomberait toute cuite dans la gueule de l'ours moscovite, ce sont les Jécistes du P.S.U. (parti paradoxalement le plus « clérical » de France !) qui s'en assurèrent la direction, et aujourd'hui encore, l'U.N.E.F.-Renouveau, cheval de bataille du P.C., n'est pas parvenue à s'emparer de l'U.N.E.F., car les P.S.U. et les maoïstes lui font barrage.

On nous dira aussi que, dans les lycées, les communistes ont été dindonnés dans l'affaire des « Comités Vietnam de

base », issus d'une initiative du parti, et qui se muèrent en Comités d'action lycéens aux mains des « gauchistes ». Ils essayèrent de contre-attaquer en constituant une « Union nationale des Comités d'action lycéens » (U.N.C.A.L.), mais le résultat n'a pas répondu à leurs espoirs.

En force dans les syndicats

Tout cela est vrai, mais il est vrai également que, si la Fédération de l'Education nationale demeure dans le giron socialiste, seul un des trois grands syndicats (S.N.I., S.N.E.S. et S.N.E.-Sup) qui la composent échappe encore à l'emprise du P.C. Il s'agit, vous le savez, du Syndicat national des Instituteurs, qui revendique 291.000 adhérents (... plus qu'il n'y a de maîtres et maîtresses d'école en France), parmi lesquels les instituteurs communistes et para-communistes doivent être de 50 à 80.000 (leur tendance « Unité et Action » détient le tiers des mandats).

Au Syndicat national de l'Enseignement secondaire, les

UN PRÉCÉDENT

« **Q**UANT au système des examens, on l'abolit pour la raison qu'il entraînerait une inégalité tout à fait incompatible avec l'esprit moderne...

« Dans chaque école, un directoire composé de 10 élèves veillait à la pureté de l'enseignement communiste, proposait au soviet les révocations nécessaires, ou signalait au tribunal comme empoisonneurs de la jeunesse les maîtres qui avaient prononcé quelques paroles imprudentes. Le latin et le grec avaient été rayés des programmes... »

Telle était la Hongrie sous la dictature sanglante de Bela Kun (1919), au témoignage de Jérôme et Jean Tharaud.

communistes sont donc majoritaires depuis 1967 (25.000 mandats sur 40.000 représentés au congrès, pour un effectif de 63.000 cotisants). La tendance socialiste est en perte de vitesse et l'Etat apporte à l'Université syndicaliste — organe de « Unité et Action » — un soutien de fait en y insérant des pages entières de publicité pour Electricité de France.

Quant au S.N.E.-Sup, passé sous contrôle communiste en décembre 1968, il ne doit grouper que le tiers des « enseignants » du supérieur (lesquels sont environ 30.000), mais, le nombre des assistants et maîtres-assistants augmentant sans cesse par rapport au nombre des professeurs, on peut estimer que la tendance « Unité et Action » recrutera de plus en plus.

En résumé, les communistes occupent, dans le monde syndical universitaire, une position de force qu'il serait vain et dangereux de sous-estimer. Et qui n'est contradictoire qu'en apparence avec le fait que l'influence du parti est en régression parmi les étudiants et lycéens, au profit du « gauchisme » : bon nombre des syndiqués actuels appartiennent, en effet, à la génération qui fut soumise au « pilonnage » systématique exercé, comme nous l'exposons plus haut, par le P.C. « colonisateur ».

Avec la bénédiction d'Edgar

Mais là n'est pas l'essentiel, encore que ce soit fort

important. Le danger le plus grave tient à la réputation de « parti d'ordre » que le P.C. s'est faite depuis Mai 68 et qu'il consolide sans cesse.

On n'insistera jamais assez sur l'inappréciable service que le parti rendit à la V^e République en stigmatisant l'action « aventuriste » des « trublions ». Débordé sur sa gauche et un instant décontenancé, il réussit à redresser la barre en se donnant pour une force modératrice qui sait garder, en toute occasion, le sens de l'Etat.

Il n'en alla pas autrement dans le secteur universitaire. Le P.C. avait tout intérêt à ne pas laisser les « gauchistes » pousser plus loin leur avantage. Ici aussi, pour des raisons différentes et cependant convergentes, le gaullisme et le communisme visaient le même objectif : se tirer, sans trop de dommages, d'une passe difficile.

Pour y parvenir, le P.C. possédait un appareil qui, par la grâce du Libérateur, avait pu s'implanter solidement dans l'Université, et sa puissante organisation devait lui permettre de jouer les restaurateurs d'un « ordre républicain » troublé par des « activistes » et autres « irresponsables ».

Tout se passa, en fait, comme si le parti mettait à la disposition de la V^e République cet appareil et cette organisation.

Aussi, malgré toutes ses belles proclamations, serait-il imprudent de faire fond sur le Pouvoir pour s'opposer à une subversion qui se donne les allures d'une police supplétive. Il y a une Faculté où l'ordre règne... comme il régnait à Varsovie : la Faculté des Sciences d'Orsay, pour l'excellente raison que c'est le parti communiste qui y fait la loi. Lorsque les commandos « gauchistes » donnèrent l'assaut au bureau de M. Zamanski (ce doyen revenu de bien des illusions, comme ses collègues Grappin et Ricœur), il ne se trouva personne, quai Saint-Bernard, pour défendre le sanctuaire. En revanche, quand, à l'initiative de Krivine, une opération semblable fut tentée à Orsay, le doyen Poitou eut vite fait de rameuter professeurs, étudiants, agents, membres du parti, et les assaillants furent refoulés *manu militari*.

On comprend, dans ces conditions, que la grande pensée d'Edgar Faure ait été de mettre à profit une force d'appoint aussi efficace. Mais le tortueux personnage se faisait, sans doute, des illusions sur l'issue de la manœuvre. Le P.C. en connaît un rayon dans l'art d'utiliser ceux qui croient pouvoir se servir de lui. Et ce ne sont pas les « astuces subalternes » du parti majoritaire qui l'empêcheront de s'y appliquer une fois encore.

Le gaullisme juge malin, en la circonstance, de miser sur deux tableaux en éditant deux bulletins : l'un, *L'Université française*, qui est gaulliste de droite ; l'autre, *L'Université moderne*, qui est gaulliste de gauche (sous le haut patronage de M. Léo Hamon et avec la collaboration de M. F.-G. Dreyfus, professeur d'Histoire à Strasbourg). Dérisoire précaution ! Ce n'est un mystère pour personne que des « sous-marins » communistes naviguent dans les eaux théoriquement contrôlées par les responsables de *L'Université moderne*. Mais les apparences sont sauvées, et cela suffit pour donner bonne conscience à nos mini-Machiavels.

Le réveil n'en sera que plus cruel ?

Bah ! comme aimait à dire le Guide, « on verra bien »...

François CHOTARD

V. - LE P.C. DANS L'AGRICULTURE

SAVEZ-VOUS PLANTER LES CHOUX, A LA MODEF, A LA MODEF...

QUE le parti communiste ait pu trouver une implantation dans la paysannerie française paraîtra sans doute paradoxal à bien des égards. Les agriculteurs n'ont-ils pas la réputation d'être politiquement plutôt conservateurs ? Dans l'esprit de beaucoup de Français, le paysan apparaît comme un petit propriétaire attaché à sa terre et très éloigné, de ce fait, d'une mentalité collectiviste.

En vérité cette image de la paysannerie est par trop simpliste. La réalité psychologique et sociologique de l'agriculture française est beaucoup plus nuancée que ne le laissent croire les images d'Épinal.

D'abord, tous les agriculteurs ne sont pas propriétaires. Une forte proportion d'entre eux sont fermiers ou métayers pour la totalité ou pour une partie de l'exploitation. On considère à l'heure actuelle que près de 60 % des agriculteurs cultivent des terres qui ne leur appartiennent pas.

D'autre part, l'agriculture n'échappe pas au morcellement politique qui caractérise depuis longtemps la société française.

Il n'en demeure pas moins vrai que s'il est simpliste d'attribuer systématiquement à tout agriculteur une mentalité de petit bourgeois attaché à sa propriété, le paysan français présente, en général, des traits de caractère qui devraient l'éloigner des filets du P.C.

Plus encore que son attachement à la terre, c'est son amour de la liberté qui devrait l'en écarter. On dit souvent que les agriculteurs sont individualistes. Affirmation discutable, car il ne semble pas qu'ils le soient plus que la moyenne des Français. Ils le seraient même plutôt moins, si l'on en juge par le nombre et l'importance des groupements de type coopératif qui ont été créés — depuis près d'un siècle pour certains d'entre eux — par les agriculteurs et qui ne cessent de se développer. Par contre, il est certain qu'un grand nombre de paysans placent parmi les avantages de leur profession le fait d'être « son maître » et on les voit mal devenir de simples rouages à l'intérieur d'un kolkhoze.

On peut donc se demander combien il y aurait de paysans communistes s'ils connaissaient avec précision le vrai programme du parti dans le secteur agricole. Mais le parti se garde bien de diffuser largement sa pensée en la matière. Elle n'est cependant pas inconnue, car elle s'exprime dans des rapports présentés, soit devant le Comité central, soit dans des journées d'études spécialisées. Toutefois, même dans ces rapports, les modalités du système socialiste sont

suffisamment édulcorées pour que, seul, un lecteur averti puisse en saisir toute la portée.

Leurs champs de bataille

Quelle est la position du P.C. en matière d'agriculture ? Elle est en tout point conforme à ce qu'ont mis en application les communistes d'U.R.S.S. Dans un rapport présenté en novembre 1968 et publié sous le titre « Avec les travailleurs des campagnes », Fernand Clavaud, l'un des spécialistes agricoles du parti, décrit assez bien le passage de l'actuelle exploitation individuelle à un développement « coopératif » et préconise que la coopérative agricole devienne « une unité économique totalement intégrée, où chacun recevrait une rémunération proportionnelle à sa contribution à la coopérative ». A quoi il ajoute qu'on ne serait pas encore là dans une économie de type socialiste, mais que, pour les paysans, le socialisme sera d'abord « la réforme agraire et la terre à ceux qui la travaillent, l'épanouissement de la coopération et l'organisation du travail collectif ». Voilà, n'est-il pas vrai, une phrase qui ne laisse place à aucune équivoque quand on sait ce qu'est l'agriculture des pays de l'Est et la manière dont les paysans ont été contraints de s'intégrer au système.

Il y a fort à parier que si, demain, Waldeck Rochet et ses amis se trouvaient au pouvoir, la quasi-totalité de la paysannerie française passerait vite dans l'opposition — et même dans une opposition virulente.

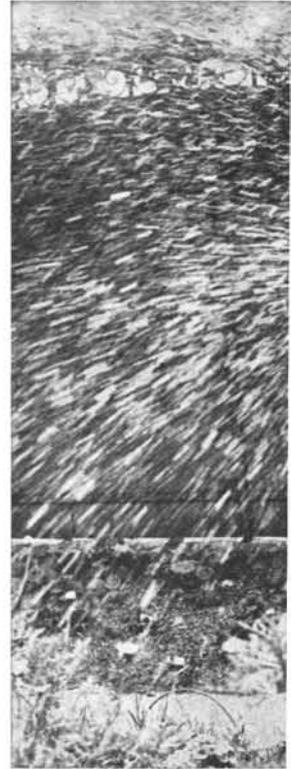
Et pourtant, incontestablement, il y a des paysans communistes et, dans certaines régions, depuis longtemps.

La carte de l'implantation communiste en milieu agricole fait apparaître l'existence de bastions. C'est essentiellement le Midi et le Sud-Ouest qui fournissent au P.C. son contingent paysan.

Dans le Midi, les départements provençaux comportent de multiples îlots favorables au P.C. L'audience de ce dernier est également sensible dans la plaine viticole du Languedoc.

Dans le Sud-Ouest, le fief le plus important du parti se situe dans la forêt landaise mais on note également une implantation très forte dans le Lot-et-Garonne, et une présence non négligeable dans l'Ariège, la Haute-Garonne, le Lot, la Dordogne et le Tarn-et-Garonne.

Le Massif Central apporte, lui aussi, sa contribution au P.C., en particulier dans le Limousin. L'Auvergne est moins touchée, sauf dans quelques régions du Puy-de-



C'est dur, la culture ! Mais, le cas échéant, les grands ténors du parti (de gauche à droite : Waldeck Roche

Dôme. Le Bourbonnais l'est bien davantage, de même que certaines contrées du Berry.

Le parti exerce encore son influence dans la moyenne vallée de la Loire et possède de solides positions dans les Charentes.

Enfin — qui l'eût cru ? — la Bretagne catholique et traditionaliste a, elle aussi, ses îlots d'extrême gauche, situés principalement dans les Côtes-du-Nord et dans le Morbihan.

Les damnés de la terre

Si l'on admet que, par tempérament, le paysan français n'est pas naturellement porté vers le collectivisme et qu'en conséquence le programme du parti n'a rien d'attirant pour lui, on se pose inévitablement la question suivante : mais alors quelle est l'origine de ces implantations ?

Il est difficile, à l'intérieur d'un tel article, d'y répondre avec précision dans tous les cas. Il faudrait, pour expliquer l'implantation du P.C. dans certaines zones, procéder à des études sociologiques très poussées et, parfois, remonter loin dans le temps.

On peut cependant avancer un certain nombre d'explications d'ordre général qui donnent la clé de quelques-unes de ces implantations.

Nul doute que l'une de ces explications soit le vieux réflexe d'opposition méridionale. Tout le monde sait que le Midi a plutôt tendance à « voter à gauche ». On peut penser qu'il s'agit là d'une vieille réaction des pays de Languedoc qui n'ont jamais pardonné au pouvoir parisien l'écrasement de la civilisation méridionale par les « barons du Nord » aux temps lointains de l'hérésie albigeoise. Le Méridional — et spécialement l'agriculteur méridional — est très « anti-parisien ». Il a toujours le sentiment que

Paris est un monstre aveugle qui dirige le pays sans tenir compte des réalités régionales. Il faut bien reconnaître, d'ailleurs, que cette façon de voir les choses n'est pas dénuée de fondement.

Dans la mesure où le P.C. est toujours apparu comme étant, par définition, « l'Opposition », il était normal qu'il attirât les rebelles au pouvoir centralisateur. Dans la mesure aussi où il s'est toujours présenté comme le plus pur et le plus authentique champion de la gauche, il a séduit des hommes qui, par tradition, estiment qu'hors de la gauche il n'est point de salut.

Les relations entre fermiers et propriétaires du sol peuvent également, dans plusieurs régions, fournir l'explication de l'implantation du parti communiste. C'est notamment le cas pour les Landes, le Limousin, le Bourbonnais et le Berry.

Les propriétaires fonciers français ont eu, en effet, des comportements très différents depuis cent ou cent cinquante ans, selon la région à laquelle ils appartenaient. Alors que le bailleur de l'Ouest, par exemple, résidait souvent sur ses terres, se souciait de la marche des fermes et savait collaborer à la mise en valeur des territoires qu'il possédait — ce qui ne veut pas dire pour autant qu'il n'y ait pas de problèmes dans ces régions — dans d'autres départements le propriétaire foncier a, très tôt, quitté son « fief » pour aller s'installer au chef-lieu ou, plus souvent encore, dans la région parisienne. Il s'est vite désintéressé de la marche quotidienne de ses fermes qui sont devenues, en quelque sorte, anonymes, et n'ont plus représenté pour lui que des sources de revenus, au même titre qu'une action industrielle. Le contact humain ayant disparu, il n'est resté du propriétaire que l'image d'un homme à qui l'on doit verser régulièrement son fermage, même les mauvaises années, sous peine d'être chassé. Qui plus est, les propriétaires, dans bien des cas, ont fait confiance, pour les représenter,



nclos, Séguy) n'hésitent pas à donner l'exemple. Et l'on dira après cela que l'agriculture manque de (gros) bras !

à des personnes qui ne justifiaient pas toujours cette confiance. Certaines d'entre elles ont pressuré le fermier ou le métayer, tout en volant d'ailleurs allègrement le propriétaire.

Ainsi, dans ces départements, le paysan en est venu à haïr le propriétaire et à le haïr d'autant plus facilement qu'il n'était pour lui qu'une abstraction.

Le P.C. ne pouvait que bénéficier d'une telle disposition d'esprit. Il a su organiser la défense des fermiers contre les propriétaires abusifs. Il est d'ailleurs souvent allé plus loin, prenant systématiquement la défense du fermier, même lorsque la position de celui-là était plus que contestable.

Ouvrier et... paysan

L'anticléricalisme est encore une explication de l'implantation communiste. Aujourd'hui que le parti radical a perdu bien de sa virulence en ce domaine, que les diverses nuances du socialisme ne font plus de l'anticléricalisme l'un de leurs chevaux de bataille, le P.C. apparaît à certains comme le seul véritable champion de la laïcité.

Car il faut, là aussi, détruire l'image d'Épinal qui consiste à représenter le paysan comme fort attaché à la religion catholique. Si cela est exact pour une large majorité d'entre eux, il n'en reste pas moins qu'il existe, en milieu agricole, des enclaves très marquées par l'anticléricalisme. Il est quelquefois nécessaire de remonter assez loin dans le temps pour trouver l'origine de cet état de choses. Citons un cas assez exemplaire pour valoir d'être noté : dans un département de l'Ouest, qui est pourtant l'une des forteresses de la foi traditionnelle, existe une commune qui, depuis deux siècles, demeure farouchement anticléricale. Explication : il y avait au 18^e siècle sur ces

terres une abbaye, dont les religieux avaient quelque peu oublié le vœu de pauvreté. Les redevances dues par les paysans étaient réclamées avec âpreté, et, lors d'une sécheresse mémorable où le fourrage était devenu fort rare, les moines avaient, dit-on, revendu à prix d'or le foin qui leur avait été livré à titre de fermages. Le souvenir de ce comportement peu charitable a survécu aux siècles.

L'implantation communiste trouve également sa source dans les contacts entre agriculteurs et salariés industriels. Dans certains départements, les villages sont d'activité mixte : une partie de la population travaille en usine, tandis que l'autre cultive les champs.

On peut retrouver cette double activité dans une même famille. Il arrive aussi que le petit agriculteur travaille en usine, tout en conservant son exploitation, dont la marche journalière est assurée par sa femme, lui-même n'effectuant que les gros travaux saisonniers.

Dans tous ces cas, la pénétration communiste en milieu ouvrier a forcément déteint sur l'ensemble du milieu rural.

Enfin, il ne faut pas négliger l'influence déterminante de certaines personnalités marquantes. Ces hommes, parce qu'ils étaient de valeur et avaient des qualités de meneurs de foule, ont transformé en électeurs communistes, et même en adhérents, des paysans qui, sans eux, seraient sans doute restés éloignés du parti.

Renaud-Jean est de ceux-là et c'est à lui que l'on doit la forte implantation du P.C. dans le Lot-et-Garonne. Communiste convaincu, orateur remarquable, homme intègre, il était avant guerre l'animateur de la Fédération des Paysans Travailleurs, dont les liens avec le P.C. étaient de notoriété publique.

Le refroidissement de ses convictions politiques, à la suite du pacte germano-soviétique, ne l'avait cependant pas amené à quitter le P.C. et, après la guerre, militant dans les

organisations professionnelles, il fut pendant plus de dix ans le porte-parole de la tendance communiste et affermit l'influence de celle-ci dans son département.

Mais il est aujourd'hui une cause plus générale qui facilite la pénétration communiste en milieu agricole : c'est la situation économique et sociale difficile d'un très grand nombre d'agriculteurs, situation que le parti tente d'exploiter, soit directement, soit par le canal d'une organisation qui est, en fait, un de ses satellites : le MODEF.

La tactique du MODEF

Si le P.C. a réussi à rallier un certain nombre d'éléments, il n'en demeure pas moins que l'immense majorité des paysans tourne le dos aux hommes de Moscou. Les théories collectivistes, le comportement passé et présent du parti dans la vie politique française rebutent bon nombre d'agriculteurs.

C'est pour tourner cette difficulté que, depuis quelques années, le P.C.F. a suscité et soutient de la coulisse le « Mouvement de Défense des Exploitations Familiales ».

Créé dans les années 60, sous l'appellation de « Mouvement de Coordination des Exploitations Familiales », le MODEF s'efforce de regrouper les agriculteurs mécontents. Il n'est pas officiellement communiste et se défend même énergiquement de l'être, car il sait bien que, s'il était trop marqué politiquement, il se heurterait à des difficultés semblables à celles que rencontre le P.C. lui-même.

Son président, M. Alfred Nègre, n'est pas membre du parti. Le secrétaire général, par contre, est connu comme un militant communiste. Or, c'est lui le véritable animateur du mouvement. Cet ingénieur agricole se prétend agriculteur, mais la ferme qu'il exploite est, en réalité, louée à un autre. C'est pourquoi certains laissent entendre que M. Raymond Mineau est appointé par le parti.

Le Bureau du MODEF ne comprend pas que des communistes, mais, dans tous les départements où le MODEF essaie de s'implanter, c'est à partir des éléments communistes que le travail initial est entrepris.

La véritable figure du MODEF, même si elle est soigneusement dissimulée, est donc parfaitement claire. Le parti, du reste, ne cache pas ses sympathies pour le Mouvement et invite ses militants à le considérer comme la véritable expression de la paysannerie dite laborieuse.

La tactique du MODEF est simple : elle consiste à reprendre à son compte toutes les revendications des agriculteurs, même les moins défendables. Or, si l'agriculture française a un lourd dossier contentieux qui ne manque pas d'arguments solides pour l'étayer, il arrive parfois, en milieu agricole comme dans d'autres milieux, que des individus ou des groupes d'individus formulent des exigences plus ou moins aberrantes. Ces prétentions abusives proviennent, d'ailleurs, le plus souvent, d'une mauvaise information ou des maladresses du gouvernement ou de l'administration.

On peut être sûr, par exemple, que si des difficultés surgissent dans une commune au moment du remembrement, le MODEF s'empressera de crier au scandale et de prétendre que les agriculteurs les plus méritants ont été spoliés dans l'opération, même si c'est aller contre le plus simple bon sens. Il est évident que, dans la mesure où des revendications ne sont pas raisonnables ou pas même fondées, les organisations professionnelles représentatives de l'agricul-

ture refuseront de les soutenir et de les prendre à leur compte. La tactique du MODEF consiste alors à expliquer aux agriculteurs qu'ils sont trahis par leurs dirigeants et que, seul, le MODEF les défend.

L'un des chevaux de bataille du MODEF est la défense de la petite exploitation. Bien que les organisations professionnelles, tout en sauvegardant les intérêts de ces exploitations, préconisent des mesures tendant à faciliter leur agrandissement et leur insertion dans un type d'agriculture moderne, l'insuffisance de la politique agricole depuis vingt ans a fait qu'un certain nombre d'exploitants ne sont pas arrivés — ou sont arrivés insuffisamment — à progresser et qu'ils ont le sentiment d'être abandonnés à leur sort. Le MODEF utilise astucieusement et assez cyniquement, il faut bien le dire, cette angoisse pour se créer une clientèle.

Comme à toutes les organisations démagogiques, il arrive au MODEF de trouver une certaine audience ; celle-ci s'est surtout manifestée lors des élections professionnelles aux Chambres d'Agriculture. Dans quelques départements, le MODEF a réussi à faire élire une partie de ses hommes et, dans plusieurs autres, il a rassemblé un nombre de voix non négligeable. Ces succès électoraux donnent toutefois du MODEF une image inexacte. Dans bien des cas, en effet, les électeurs du Mouvement n'étaient pas des adhérents ni même des sympathisants. C'étaient tout simplement des électeurs qui voulaient combattre les hommes en place et utilisaient pour ce faire la seule opposition qui se manifestât. Cela est si vrai que, dans certaines circonscriptions où, lors des avant-dernières élections, le MODEF était seul à représenter l'opposition et avait obtenu un assez joli succès, il s'est pratiquement effondré lorsqu'aux élections suivantes, un troisième liste est entrée en lice donnant aux électeurs le choix entre deux oppositions.

En fait, le MODEF a peu de sympathisants réels et encore moins d'adhérents, l'adhésion se matérialisant d'ailleurs uniquement par l'abonnement au journal mensuel *L'Exploitant familial* dont le prix est de 5 F par an.

Une enquête précise faite récemment dans un département du Sud-Ouest traditionnellement gauchisant et où le MODEF s'était beaucoup manifesté, a montré que, dans les trois cantons les plus touchés par le Mouvement, les organisations syndicales professionnelles regroupaient 58 % des agriculteurs, alors que le MODEF n'en rassemblait que 2 %. C'est dire que l'impact réel du MODEF est relativement restreint. Il n'en demeure pas moins vrai que, par les thèmes qu'il exploite et par sa propagande sans cesse renouvelée, son influence peut s'étendre et qu'il suffirait, dans bien des départements, d'une crise sérieuse ou d'une faute gouvernementale grave, pour que se réveille une flambée favorable au Mouvement et qu'ainsi bon nombre d'agriculteurs soient indirectement manipulés par le P.C.

La véritable propagande du MODEF se fait surtout au cours de réunions, car l'influence du journal du Mouvement n'est pas considérable. Il faut, par contre, tenir pour beaucoup moins négligeable l'influence de l'organe agricole spécialisé du P.C., *La Terre*. Cet hebdomadaire, bien fait, consacre ses colonnes à la fois aux problèmes de politique générale et à ceux de l'agriculture. Un intense effort de diffusion est encouragé par des concours — ainsi qu'il est de tradition dans la presse communiste. On ne connaît pas le chiffre exact du tirage, mais il est très probablement de plusieurs centaines de milliers. Sans doute, parmi les lecteurs de *La Terre*, en est-il qui gardent une réserve à l'égard des thèses communistes, mais il faut bien reconnaî-



Agriculteur, importateur, exportateur, maire, mécène du ballon rond, M. Doumeng est un véritable « cumulard » !

tre que le lecteur assidu d'un journal finit toujours par se laisser peu ou prou influencer, surtout si la propagande est présentée avec une certaine habileté.

L'éditorialiste attitré de *La Terre* est Fernand Clavaud, lui-même issu du milieu agricole ; il a succédé en tant que responsable des questions paysannes à Waldeck Rochet qui était le spécialiste de ce secteur avant d'accéder à la tête du parti.

Ce surprenant M. Doumeng

Une galerie de portraits des principaux responsables du P.C. dans le domaine agricole serait incomplète si l'on n'y faisait figurer la pittoresque silhouette de Jean Doumeng, agriculteur de Haute-Garonne, plus connu du public comme dirigeant et mécène du football.

Curieux communiste que Jean Doumeng ! Fils d'un petit agriculteur, âgé aujourd'hui d'environ 55 ans, il a su, comme on dit, « faire sa pelote ». Il est devenu un exploitant important dont la maison moderne et confortable est loin d'évoquer la chaumière. Maire de son village (Noë) qui votait autrefois modéré mais qui s'est, sous sa houlette, converti à l'extrême-gauche, il vient de se faire élire conseiller général du canton de Carbonne.

Mais Jean Doumeng n'est pas seulement agriculteur. Il est aussi commerçant. Il est le P.D.G. d'une société (INTERAGRA) qui paraît bien avoir le monopole des transactions avec les pays de l'Est pour tout ce qui concerne l'agriculture. C'est, en effet, par INTERAGRA que passent les exportations agricoles dirigées au-delà du rideau de fer ou du rideau de bambou. C'est également INTERAGRA qui importe les matériels destinés à l'agriculture, comme les tracteurs tchécoslovaques ou soviétiques. Situation d'ailleurs paradoxale à plus d'un titre, car si le P.C. ne cesse de vitupérer contre les importations de produits agricoles, décidées souvent abusivement par le gouvernement français, c'est un de ses fidèles qui assure certaines de ces importations, comme celle des porcs chinois dont l'arrivée récente dans notre pays a été fort mal accueillie par les producteurs. Cette contradiction, semble-t-il, ne gêne guère Jean Doumeng, qui pense sans doute que dans le cochon tout est bon, pourvu que cela serve la bonne cause.

De même ne paraît-il guère embarrassé pour concilier son mode de vie et ses idées politiques. Se déplaçant en Mercedes, il aime à expliquer qu'il traite ses affaires dans quelque grand restaurant parisien et ne manque pas d'étaler ses relations avec MM. de Rothschild.

Aussi murmure-t-on que si Jean Doumeng peut se permettre un comportement aussi désinvolte sans encourir les foudres du parti, c'est qu'INTERAGRA compte parmi les sociétés qui ne sont pas étrangères à l'alimentation du budget du P.C.

Quoi qu'il en soit, Jean Doumeng détient des postes importants dans diverses organisations professionnelles, en particulier dans les coopératives du Sud-Ouest, où son influence est certaine, sans suffire cependant à transformer la majorité des agriculteurs de la région en adhérents du parti.

**

En résumé, on peut dire que si l'influence communiste n'est pas négligeable dans la paysannerie, elle n'est pas encore dominante, ni même vraiment importante. C'est sans doute pourquoi, lors des réunions des instances du parti, il est très souvent rappelé que le travail dans les campagnes doit être renforcé.

Si les handicaps de la propagande communiste demeurent sérieux, il n'en reste pas moins que l'expansion du P.C. est possible dans le cas où, faute d'une politique adaptée, toute une masse d'agriculteurs se verrait dans une situation désespérée et, le dos au mur, ne trouverait pas d'autre issue que de se jeter dans les bras du parti.

Il ne faudrait pas non plus tenir pour sans importance l'actuelle pénétration du P.S.U. dans les milieux agricoles, pénétration qui pourrait par la suite se révéler être une bonne courroie de transmission pour le P.C. Mais cela est une autre histoire.

Adrien BREHAT

VI. - LE P.C. ET L'ÉGLISE

LES RÉVÉRENDIS PÈRES DU PEUPLE



Le gendre de Kroutchev et Mme Adjoubeï quittant le Vatican après avoir été reçus par Jean XXIII : une visite qui allait avoir des conséquences incalculables.

SI Maurice Thorez qui, dès avril 1937 au micro de Radio-Paris, tendait sa large main aux catholiques, ressuscitait aujourd'hui, il serait partagé entre l'effarement et la jubilation.

L'effarement d'abord, car si, pour les manifestations du parti ou du Mouvement de la Paix, il ne dédaignait pas à la tribune la présence « signifiante » d'une soutane, en revanche, il ne prisait guère les prêtres-ouvriers.

— Les camarades les confondent avec le plombier-zingueur, confiait-il à Pierre Debray. Si un curé n'a pas l'air d'un curé, à quoi sert-il ?

Il faut avouer que, de nos jours, Thorez aurait bien du mal à découvrir un ecclésiastique progressiste encore « en-soutané ».

Le secrétaire général du P.C.F. célébrait également volontiers la beauté des cathédrales

— C'est la preuve, déclarait-il, que le Moyen-Age n'était pas une époque obscurantiste (1).

De quoi faire s'étrangler des escouades de jésuites modèle 70 qui prennent Saint-Thomas pour un attardé et sont prêts à transformer Notre-Dame en musée, voire en bowling !

Autre fait significatif : Thorez piqua une terrible colère le jour où il apprit que le père Montuclard (2) venait

(1) *Discours aux cadres du parti* : 31 octobre 1937.

(2) *Célèbre prêtre-ouvrier, fondateur du mouvement progressiste « Jeunesse de l'Église ».*

d'épouser sa secrétaire et qu'il continuait à parader au Mouvement de la Paix.

— Si on se met à recevoir chez nous les curés mariés, vous voyez les histoires avec les catholiques !

En ce temps-là — dans les années 50 — le mariage des prêtres faisait encore scandale...

Bref, s'il revenait en 1970, Maurice Thorez devrait procéder à un sérieux « aggiornamento ».

En compensation, les sujets de satisfaction ne lui manqueraient point. Il aurait vite fait, par exemple, de mesurer les heureuses conséquences de Vatican II pour l'amélioration des rapports entre catholiques et communistes.

En effet, jusqu'au dernier Concile, l'Eglise de France, comme toutes les Eglises du monde, avait pour ligne de conduite ce passage de l'Encyclique de Pie XI, *Divini Redemptoris* (19 mars 1937) :

« Le communisme est intrinsèquement pervers. On ne peut admettre sur aucun terrain la collaboration avec lui, de la part de quiconque veut sauver la civilisation chrétienne ».

Après Vatican II tout est changé. Certes, les condamnations formulées par Pie XI — et plus tard par Pie XII — ne sont pas abolies. Elles subsistent, *mais dans une note en bas de page*.

« Il a en effet été entendu dans les sphères dirigeantes du Concile, écrit Baruch le chroniqueur religieux de *Combat*, que le mot « communisme » ne figurerait dans aucun texte officiel de ce Concile. La note en bas de page se garde, elle aussi, de le citer ; mais elle renvoie aux documents pontificaux antérieurs... Procédé curieux » (3).

Procédé curieux, en effet, mais surtout aux conséquences incalculables. Si l'on n'ose plus faire état d'une condamnation qui est reléguée aux archives, c'est donc que l'on peut causer avec les communistes et, au besoin, agir avec eux. Jean XXIII reçoit Adjoubéï, le gendre de Kroutchev, et l'Eglise jette un voile pudique sur les persécutions qui ont lieu en U.R.S.S., en Chine et dans les démocraties populaires.

Si, de surcroît, on tient compte de la crise interne de l'Eglise et des doutes qui en résultent, les camarades peuvent s'attendre à des lendemains qui chantent !

Disparu en juillet 1964, Thorez n'a pas eu le temps de les vivre. Il faut cependant reconnaître qu'entre la Libération et Vatican II, sa politique de la main tendue connut quelques beaux succès. Et d'abord auprès des prêtres-ouvriers. Circonvenus par les communistes dans les entreprises, certains d'entre eux ne tardèrent pas à transformer l'Evangile en manifeste révolutionnaire. Quand Rome, alarmée, mit fin, en 1954, à l'expérience, soixante-dix à quatre-vingts d'entre eux (sur cent cinquante) refusèrent d'obéir et quittèrent l'Eglise. Terrible déroute !

D'autres collusions se nouèrent à la même époque. Ainsi vit-on nombre de catholiques prendre position aux côtés des communistes contre la bombe atomique, contre la C.E.D. ou contre les Américains (jamais contre les Soviétiques...). On trouvait également ces catholiques de choc au *Mouvement de la Paix* avec l'abbé Boulrier, à l'*Union des Chrétiens Progressistes* avec Moiroud, à *Témoignage Chrétien* avec Montaron, Hervé Bourges, le père Biot, à *La Quinzaine*, avec Jacques Chatagner, André Mandouze, le père Roqueplo et Max Stern.

(3) Baruch : « Mon Pêché » - Confession de théologie socialiste. (La Table Ronde). Baruch est le pseudonyme du père Raymond.

La Quinzaine n'était qu'un brûlot, mais redoutable. A sa barre, un capitaine invisible, le père Chenu, thomiste distingué et dominicain aux allures de conspirateur. C'est lui qui, sous un pseudonyme, signait la dernière page. A l'arrière-plan se profilaient le père Boisselot, directeur des Editions du Cerf, et Mme Ella Sauvageot, administratrice du puissant trust de presse Georges Hourdin (*La Vie Catholique Illustrée, Panorama Chrétien, Les Informations Catholiques Internationales, etc.*) (4). Ils fournissaient les cautions et procuraient les renforts (financiers).



Priez pour nous, pauvres pêcheurs ? Non, ce n'est pas Jeannette Vermeersch qui va vers l'Eglise, c'est plutôt l'Eglise qui vient vers elle.

Tout ce beau monde se retrouve aux côtés des communistes contre la guerre d'Indochine, puis contre la guerre d'Algérie. On signe des pétitions ; on tient des meetings ; on s'engage même parfois dans des actions concrètes (planches, transports de fonds, faux papiers) (5). S'illustrent alors des ecclésiastiques comme les abbés Boudouresque

(4) Sur le rôle important du père Boisselot, de Mme Sauvageot et de Georges Hourdin, on lira avec profit les livres lumineux de Jean Madiran : « Ils ne savent pas ce qu'ils disent » et « Ils ne savent pas ce qu'ils font » (Sorlot éditeur).

(5) Toutefois, le P.C.F. ne voit pas toujours d'un très bon œil les entreprises de certains chrétiens. Il trouve que ceux-ci vont trop loin, en particulier les étudiants de la J.E.C. qui participent aux réseaux d'aide aux insoumis, alors que le P.C. ordonne à ses militants, conformément à ses principes, d'agir à l'intérieur du contingent.

et Scotto, des séminaristes du Prado et des prêtres de la Mission de France. L'abbé Davezies va plus loin : il convoie les mitraillettes qui serviront à l'attentat contre Jacques Soustelle.

Toutes ces activités, souvent tapageuses, différaient cependant sensiblement de ce qui se passe aujourd'hui. Elles ne s'exerçaient, en effet, qu'avec la tolérance de l'Episcopat et au prix d'un évident malaise et d'une certaine mauvaise conscience. Aujourd'hui, Vatican II a levé toutes les barrières. Désormais, c'est sans crainte et sans honte que les catholiques français peuvent s'afficher avec les communistes.

S'il subsiste une gêne, elle réside plutôt dans la peur qu'ont les chrétiens progressistes de paraître trop ouvertement chrétiens. La croix disparaît du journal qui porte encore — on ne sait trop pourquoi — son nom. La C.F.T.C. (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens) se rebaptise très laïquement C.F.D.T. (Confédération

Française et Démocratique du Travail). La doctrine sociale des Papes — une « vieilleries » — est mise au rancart. *Témoignage Chrétien*, *Esprit*, *Frères du Monde* (6), *Terre Entière* prônent carrément le socialisme, encouragent l'agitation en Espagne et au Portugal, soutiennent le castrisme et la lutte des Noirs américains, condamnent avec une violence à sens unique la guerre impérialiste du Vietnam.

L'Action Catholique Ouvrière en vient à fonder son combat sur la lutte des classes. Tout récemment encore, elle a refusé de participer à une instance du laïcat prévue par l'Episcopat. Motif : elle ne veut pas se compromettre avec des mouvements catholiques jugés trop « bourgeois ».

Oui, les dirigeants communistes peuvent se frotter les mains. Leurs affaires sont en bonne voie. S'il s'agit de réaliser l'unité d'action sur un point précis, ils ne trouvent plus guère de résistance à l'A.C.O., à la J.O.C. (Jeunesse Ouvrière Chrétienne) ni à la J.E.C. (Jeunesse Etudiante Chrétienne). Encore moins chez les Amis de *Témoignage Chrétien*. S'ils veulent pénétrer les milieux modérés, ils peuvent compter sur une association discrète, « Vie Nouvelle », dont le patron, André Cruiziat, un ancien scout, est toujours bien disposé à leur égard.

Le P.C. de 1970 a si peu à redouter l'antique malédiction chrétienne qu'on peut voir aujourd'hui, installé au Bureau confédéral de la C.G.T., avec mission de s'occuper des cadres, un catholique : Jacques Moynet !

Des curés à leur goût

Voilà pour les laïcs. Mais, aux yeux des dirigeants du parti, les laïcs ne sont que la « piétaille » de l'Eglise. Le plus titré d'entre eux ne fait pas le poids comparé aux Révérends Pères. Pour engager le dialogue avec ces derniers, la direction du P.C. délègue deux hommes, Roger Garaudy, un philosophe membre du Bureau politique, et Gilbert Mury, un sociologue qui passait pour rédiger les articles de Waldeck Rochet (7).

C'est à eux que le parti confie le Centre des Etudes Marxistes, qui invite cordialement chaque année les ecclésiastiques à participer à la Semaine de la pensée marxiste. En janvier 1964, deux religieux de choix, les pères Jolif et Dubarle, viennent y babiller doctement. Le père Jolif va même jusqu'à remercier le P.C. de lui avoir offert « le plus bel auditoire qu'il ait jamais eu ».

C'est ce même père Jolif que l'on reverra faire surface en 1969, en compagnie du père Lintanf, dominicain de l'Arbresle, en pleine campagne présidentielle. Dans *l'Humanité*, ces deux éminences grises du parti rouge annonceront la couleur : ils voteront Duclos, invitant tous les bons citoyens à les imiter. Voilà des « curés » comme le parti les aime !

Il est fort probable que les dirigeants communistes suivent également de très près les activités du groupe d'ecclésiastiques *Echanges et Dialogue*. Fondé en novembre 1968, *Echanges et Dialogue*, qui se targue de compter sept cents adhérents, a fait du mariage des prêtres son thème favori.

Deux de ses dirigeants, les abbés Davezies et Trillard, sont, pour le moins, des sympathisants actifs du P.C. Le premier, dans son livre sur le F.L.N. (8) n'a jamais eu un mot de critique à l'égard du P.C.F. et du Parti Com-

APPEL DU PIED...

DE même que les éléments libéraux, les travailleurs chrétiens et, en général, les démocrates de conviction chrétienne ont leur place dans l'action commune. Sur le terrain des luttes revendicatives immédiates, les syndiqués chrétiens sont poussés par des faits, par les nécessités de la bataille, à pratiquer le front unique avec les ouvriers groupés dans la C.G.T. L'action commune n'est pas moins nécessaire que le plan politique, dans la lutte pour la liberté et pour la paix. Toujours, les ouvriers communistes ont tendu la main aux travailleurs chrétiens, leurs frères de misère. Aujourd'hui encore, ils les appellent avec confiance à rejoindre le front unique de tous ceux qui veulent repousser l'attaque de la réaction et restaurer la République. »

Thèses du XV^e congrès du P.C.F. (juin 1959)

... ET MAIN TENDUE

C'EST en mai 1964, au dix-septième congrès, que le parti remet officiellement à l'ordre du jour la politique de la « main tendue » aux travailleurs chrétiens. « Les changements, dit la résolution, qui se sont produits dans la conscience d'un grand nombre de chrétiens vérifient la justesse de notre politique de la main tendue aux travailleurs catholiques et créent des possibilités nouvelles d'union. Le Parti communiste considère nécessaire que croyants et incroyants marchent la main dans la main vers le progrès et la paix. »

En mars 1966, à la session du Comité central d'Argenteuil, la politique de la main tendue est confirmée, après qu'eurent été longuement discutés les problèmes de la religion et les rapports entre communistes et chrétiens : « Parce que les travailleurs croyants et non croyants ont les mêmes intérêts de classe et le même besoin du socialisme, parce que les démocrates croyants et non croyants ont le commun souci des libertés, parce que les partisans de la paix croyants ou non croyants ont la même passion de préserver la vie, ils peuvent et doivent s'unir. »

« *Le communisme en France* »
Cahiers de la Fondation nationale
des Sciences Politiques (Armand Colin)

(6) *Revue des Franciscains de Bordeaux.*

(7) *En outre, Mury a été professeur au Collège Stanislas, une institution libre, ce qui facilite les contacts.*

(8) « *Le Front* ».

muniste Algérien. Oubli significatif. C'est lui qui, à *Echanges et Dialogue*, s'occupe des relations internationales, aussi bien avec les démocraties populaires — où il se rend régulièrement — qu'avec l'Amérique latine.

Quant à l'abbé Trillard, c'est un gaillard doué pour les meetings. Il possède une solide technique de « meneur » qui, de toute évidence, ne s'apprend ni à matines ni à vêpres.

A condition d'être manipulé avec prudence, *Echanges et Dialogue* constitue un bon moyen de pression sur la Hiérarchie.

Autre centre d'intérêt pour les tacticiens du parti : *La Lettre*. En apparence, un pauvre bulletin mensuel, format 21 × 27, qui avoue 3.000 abonnés. En fait, *La Lettre* est un organe de contact et de ralliement où se retrouvent des religieux comme les pères Jolif, Liégé, Roqueplo, Cardonnel, des agitateurs politiques et religieux d'Amérique latine, d'Amérique du Nord, d'Espagne et du Portugal,

TEILHARD AVEC NOUS !

« **G**RACE au Père Teilhard un marxiste peut plus aisément prendre conscience de l'héritage chrétien. Le marxisme s'appauvrirait, si saint Augustin, saint Jean de la Croix ou le Père Teilhard lui devenaient étrangers. »

Roger Garaudy, « *Le Monde* », 11 avril 1965

le groupe hollandais *Shalom*, le groupe polonais *Pax* et le *Cercle Jean XXIII* de Nantes (9).

A la tête de *La Lettre*, Jacques Chatagner, qui opérait déjà à *La Quinzaine*. C'est un homme qui a des opinions sur tout. Il n'est qu'un point sur lequel il reste imperturbablement muet : la funeste division qui sépare les frères communistes.

Ainsi, au congrès international de *La Lettre*, qui s'est déroulé en février 1967 en un lieu demeuré secret, M. Chatagner a été très net :

— Nous n'avons pas à intervenir dans ces querelles internes.

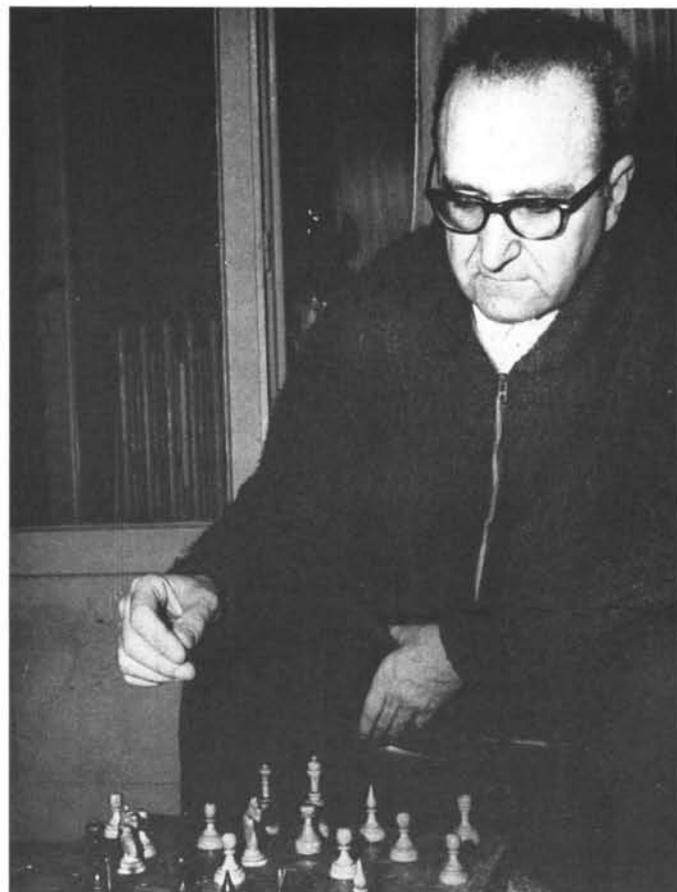
Un agent du communisme international n'aurait pas agi autrement !

A ce même congrès, André Mandouze, autre rescapé de *La Quinzaine* et familier de *La Lettre*, eut cet aveu intéressant en prononçant l'oraison funèbre de Mme Sauvageot et du père Boisselot, récemment décédés :

— Nous n'existerions pas si nous n'avions pas eu pour nous Ella Sauvageot. *La Lettre* lui doit son existence.

Faut-il comprendre que *La Lettre*, qui prit en 1959 la suite de *La Quinzaine*, a également bénéficié des générosités de la bonne Mme Sauvageot ?

Mais il nous faut aborder un autre aspect des entre-



Paradoxe : à trop fréquenter les catholiques, Garaudy a été excommunié... Mais par le parti.

prises communistes auprès des catholiques : les activités secrètes. Ce qu'on en peut connaître n'est guère que la pointe émergée de l'iceberg, l'essentiel demeurant dans les profondeurs.

Ainsi, dès 1937, un envoyé spécial de Maurice Thorez, un journaliste qui a depuis rompu avec le parti, prit discrètement contact avec Mgr Verdier, afin de négocier un *modus vivendi*. L'entreprise tourna court.

Il y a quelques années, *Le Figaro* publiait une rubrique consacrée aux menées communistes et signée d'un énigmatique « Trois X ». Or, dans le numéro du 30 octobre 1958, « Trois X » affirmait qu'avant guerre le secrétariat du P.C. avait fait entrer dans les séminaires d'anciens membres des jeunesses communistes.

Roman-feuilleton ? Ce n'est pas évident ; qu'il suffise de se rappeler l'aventure de Philby, devenu l'un des chefs du contre-espionnage anglais. En tout cas, l'identité du mystérieux « Trois X » ne peut que donner du poids à cette information « sensationnelle ». Nous pouvons révéler, en effet, qu'il s'agissait d'Henri Barbé, ancien secrétaire du parti, aujourd'hui décédé, mais qui fut toujours très au fait des secrets de « l'appareil ».

Quoi qu'il en soit, le travail d'infiltration mené par le P.C.F. n'a rien de comparable à l'action menée par *Pax*, pseudo-mouvement catholique polonais, mais véritable réseau soviétique, dont le chef, Piasecki, fut recruté en 1945 par le général Serov.

Selon un rapport du Vatican, en date du 6 juin 1964, (rapport soit dit en passant soigneusement étouffé par l'Episcopat français), *Pax* disposait en vue du Concile

(9) Le *Cercle Jean XXIII* est dirigé par un professeur de Nantes, Guy Goureaux, qui est également président de la section française de l'IDOC (Centre de Documentation internationale très progressiste et qui dispose de puissants moyens). Notons aussi qu'on retrouve à *La Lettre* l'abbé André Laurentin, frère du chroniqueur religieux du *Figaro*, et le docteur Retel qui a épousé une sœur des Laurentin. C'est chez les Retel, rue de Vaugirard, que se déroula le premier « repas eucharistique » qui réunissait des catholiques et des protestants, dont l'abbé Davezies et le doyen Ricœur.

d'un crédit de propagande de 100 millions de zlotys. Une partie de cette manne a certainement été utilisée en France, où *Pax* possède des ramifications étendues.

LE K.G.B. DANS LE BÉNITIER

LA crise tchèque a eu d'importantes répercussions sur les rapports entre communistes et chrétiens. Pas seulement sur le plan français (affaire Garaudy) mais même à l'échelon international.

Tous les ans, en effet, se tenait à Prague une conférence internationale, où se rencontraient chrétiens et athées de l'Est et de l'Ouest. Elle avait pour président le professeur tchèque Hrodzka. Or, avant de mourir, celui-ci avait vigoureusement protesté contre l'occupation de son pays par les troupes soviétiques.

Depuis lors, à Moscou, on s'est sérieusement préoccupé de reprendre la situation en mains. La conférence de Prague a désormais pour président Mgr Nicodème, métropolitain orthodoxe de Léningrad, qui doit toute sa carrière à la bienveillance des autorités communistes et, dit-on, du K.G.B. (Services de sécurité soviétique). Quant au vice-président, c'est le député catholique polonais Jan Makowski, créature de « Pax ».

Avec eux, Brejnev peut dormir sur ses deux oreilles. Même à « Témoignage Chrétien », où pourtant on a l'habitude d'avalier bien des couleuvres, on n'a pu s'empêcher de faire la grimace devant l'apparition de ces deux « apparatchiki ».

En résumé, nous pouvons dire qu'avec de pareils atouts dans leur jeu, les dirigeants communistes peuvent regarder l'avenir avec un certain optimisme.

Bien sûr, il leur arrive aussi de connaître des déboires. A force de dialoguer avec les catholiques, Garaudy a quelque peu perdu la rigueur de sa foi marxiste et le paye aujourd'hui. Avant lui, Gilbert Mury avait été pris d'une crise de gauchisme galopant. En novembre 1966, claquant la porte du parti, il s'en alla rejoindre avec ostentation le parti marxiste-léniniste (pro-chinois) aujourd'hui dissous.

Pour maintenir le contact avec les catholiques, l'un et l'autre ont été remplacés par Antoine Casanova et André

Moine, deux bureaucrates sans grand relief, mais présumés sûrs.

A ces difficultés internes s'ajoutent les séquelles du grand orage de Mai 68. Certes, la révolution et l'émeute ont contribué à saper l'autorité dans l'Eglise. Certes, les séminaristes ont fait le mur pour aller lancer le pavé de la foi nouvelle. Tout cela est positif. Mais, en contre-partie, des groupes gauchistes prolifèrent maintenant en marge de l'Eglise officielle. Des hirsutes viennent faire du bruit dans les paroisses. Or, le catholique modéré n'aime pas cela. Il s'inquiète, et les dirigeants communistes n'aiment pas que le catholique moyen soit inquiet. *Ils veulent avant tout rassurer.*

C'est pourquoi le P.C. n'apprécie pas le père Blanquart (10) qui, après un voyage à Cuba, ne jure plus que par Castro et le « Che ». Ni le père Cardonnel qui chante la gloire du guerillero et annonce la mort de Dieu. Encore moins les R.R.P.P. Hervé Chaigne et Domergue, franciscains de Bordeaux, qui, dans leur revue *Frères du Monde*, célèbrent les vertus de Mao.

D'autant que ces derniers « travaillent » très sérieusement, en liaison avec les maoïstes, les milieux paysans pauvres, où ils tentent d'implanter des comités de base.

Au diable ces compromettantes soutanes qui troublent les belles entreprises que les communistes entendent mener avec les catholiques bon teint sur des points précis et limités !

Pour le reste, la stratégie à longue portée du P.C.F. consiste à accélérer, avec les divers moyens dont il dispose, les contradictions internes de l'Eglise : celles qui opposent les évêques au Pape, les églises nationales à la Curie romaine, les prêtres aux évêques, les laïcs aux clercs.

Avec pour objectif final une Eglise « démocratisée », où le pouvoir n'appartiendrait plus à la hiérarchie mais à un laïcat baptisé « peuple de Dieu », et préalablement noyauté par les agents du P.C.

C'est ce processus qui est en marche au sein de l'Eglise de Hollande. Par rapport à celle-ci, et d'un point de vue marxiste, la nôtre accuse un retard certain. Mais la direction du P.C.F. est patiente. A défaut de Dieu, elle compte sur deux alliés : le temps et l'énorme naïveté des croyants soucieux d'être « dans le vent de l'Histoire ».

(10) Professeur à l'Institut Catholique de Paris.

Roland GAUCHER



Dessin de Jacques Faizant paru dans « Le Figaro ».

LE PARTI FRÈRE ? ET TA SŒUR !

par Henri JEANSON

« **L**E problème communiste n'est pas si simple à résoudre, mais il est simple à poser : les communistes sont-ils des réformateurs ? Pourrions-nous nous entendre avec eux sur la liste essentielle susceptible de faire progresser la société française ? (...) S'ils y sont prêts, l'intérêt général serait alors qu'ils appartiennent au gouvernement. »

Voilà comment raisonne, en 1970, après cinquante années de palinodies communistes, d'esclavagisme communiste, d'assassinats communistes, d'enlèvements communistes, de complots et de génocides communistes, après la déportation de millions d'individus dans ces bagnes staliniens qui servirent de modèles aux Buchenwald hitlériens, après cinquante années de reniements en tous genres, de volte-face cyniques, après Budapest, après Prague, après le Mur de la Honte, voilà, dis-je, comment raisonne M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, espoir suprême et suprême pensée d'un parti radical jeune et dynamique.

Trois mots qu'on ne peut prononcer à la suite sans soulever l'hilarité générale.

Et les socialistes si souvent dindonnés, plumés, arnaqués, passés à la moulinette, désossés et châtrés comme le chat de ma concierge — en attendant de finir avec une balle dans la nuque, comme de sales mencheviks qu'ils sont — raisonnent comme M. Jean Schreiber-Servan Jacques...

Et M. Mitterrand, dont Mauriac dit quelque part qu'il « fait confiance même à l'homme taré et perdu », se demande, lui aussi, comme Schreiber-Servan Jacques-Jean, si les communistes ne seraient pas, par hasard, de sages réformateurs et pourquoi dans l'intérêt général ils n'appartiendraient pas au gouvernement, ces membres virils du parti frère.

Et ta sœur ?

Ces messieurs ont le complexe de Boubouroche. Georges Dandin est leur théoricien et Sganarelle leur prophète.

Ils nous font penser aussi à ce merveilleux conte d'Alphonse Allais qui raconte l'édifiante idylle de Madeleine et de Jean Passe (de la maison Jean Passe et des meilleures).

Peut-être vous en souvenez-vous : « La première fois que Madeleine trompa Jean... La deuxième fois que Madeleine trompa Jean... La cinquantième fois que Madeleine... », etc., etc.

Et chaque fois Jean se demande à sa manière si Madeleine ne serait pas réformiste.

Réformistes, ils l'ont été en 1936, les chers cocos ; ils l'ont été en sabotant le Front populaire, en organisant des grèves sur le tas, pour tenter d'assurer non la « dictature du prolétariat » — c'est là une formule croquemitaine dont il faut se méfier — mais pour édifier une « rassurante Démocratie Populaire ». On ne savait pas alors ce que c'était qu'une démocratie populaire ; les Tchèques le savent maintenant.

Et tous ceux qui ne jouissent pas de la belle intelligence de M. Serber Jean Jacques Schreivan, en ont comme une vague idée...

Ah ! les loyaux réformistes que c'étaient là ! Ils manœuvraient le parti socialiste par le dedans et par le dehors, promettaient à Blum un « soutien sans éclipse », défilaient fraternellement de la Bastille à la Nation, paralysaient la vie économique du pays (le soutien avec éclipse), tandis que Benoît Frachon naufrageait l'Exposition de 37 (l'éclipse du soutien) au cri de : « Les Soviets partout ! »

Ah ! ces réformistes !

Dans la même période, tandis qu'à l'issue des procès-express de Moscou, Zinoviev, Kamenev, Ivan Smirnov et tous leurs co-accusés étaient liquidés (Staline, la bonne lessive), les réformistes russes décapitaient la révolution espagnole qu'ils faisaient mine de servir. Ils commençaient par s'emparer des réserves d'or de la Banque d'Espagne de Madrid et les convoiaient à Odessa. Un demi-milliard de dollars ! De quoi rendre rêveur Pierrot le fou, autre réformiste...

Là-dessus les mercenaires staliniens, sous prétexte de lutter contre le fascisme, exterminèrent tous les anarchistes, d'Arthur Nin à Berneri. M. André Marty, le « boucher d'Albacete », dont Hemingway nous a tracé le sanglant portrait, se distingua tout particulièrement dans cette besogne d'abatage.

A Paris, histoire de donner le change, M. Pierre Cot, agent du Kremlin, demandait à tue-tête des avions pour l'Espagne.

Encore une belle figure de réformiste ce Pierre Cot, devenu au fil des ans un respectable petit vieux bien propre...

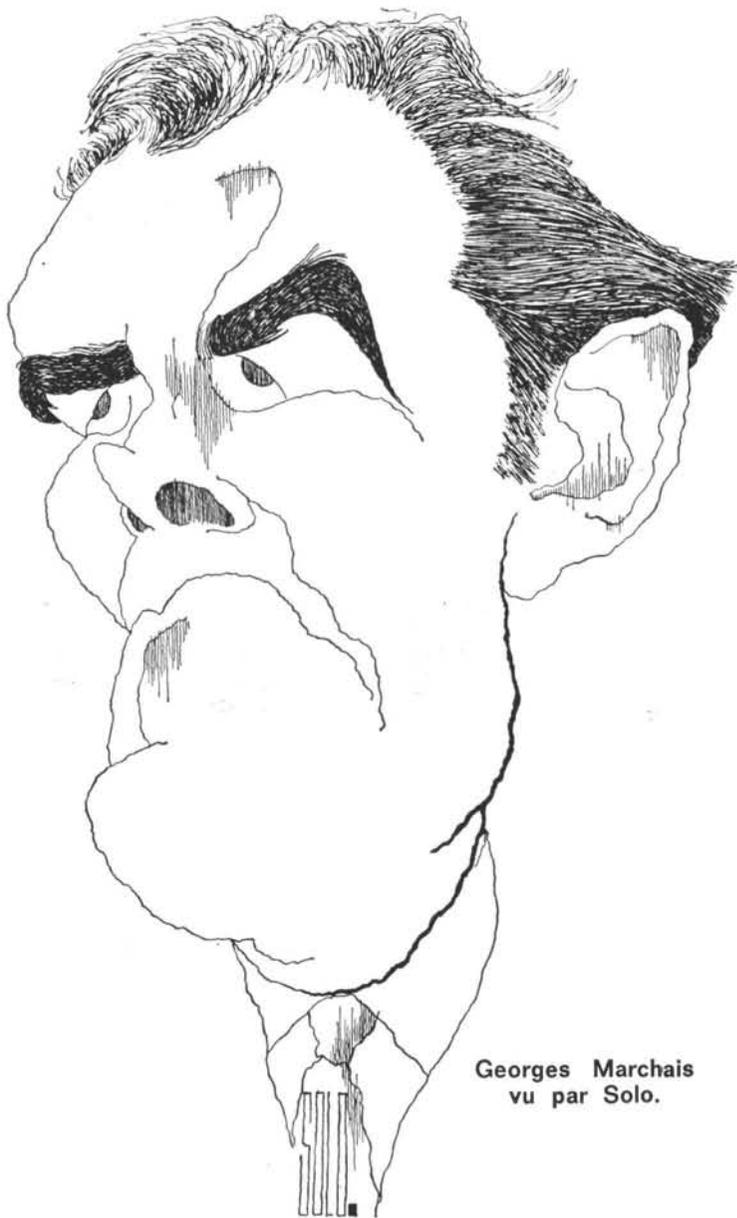
*
**

« Dans l'intérêt général il serait utile qu'ils appartiennent au gouvernement ».

Mais, cher Jean-Jacques et caetera Schreiber, ils ont déjà appartenu au gouvernement...

En 1945, pour remercier le loyal Thorez d'avoir déserté, de Gaulle lui offrait un portefeuille de ministre d'Etat. Il confiait par la même occasion le ministère de l'Air au camarade Tillon — un vrai dur, qui s'était, lui aussi, distingué en Espagne dans l'expédition des affaires courantes —, le ministère de la Production Industrielle au camarade Marcel Paul, lequel, en bon réformiste, forma un cabinet qui comprenait dix fois plus de membres qu'il n'est d'usage : cent-dix-sept exactement. Tous inscrits au parti, et à chacun sa voiture.

Avec François Billoux au ministère de l'Economie nationale et Ambroise Croizat au Travail, les communistes peuvent voir venir le Grand Soir. M. Marcel Paul confie au camarade Victo-



Georges Marchais
vu par Solo.

rin Duguet la présidence des Charbonnages de France et au camarade Thibaud, maire communiste de Liévin, la présidence des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais.

On affiche complet. On se prépare sans vergogne au grand chambardement. Le dispositif est en place. Au ministère de l'Air, le camarade Tillon a licencié tous les dirigeants non communistes pour les remplacer par des hommes sûrs qui n'attendent qu'un signe de leur patron pour déclencher le mécanisme. M. Tillon, lui, ne se refuse rien. Il s'est installé à nos frais dans un luxueux hôtel particulier de Boulogne, un petit Kremlin personnel (coût 1.442.000 francs 1945). La Cour

des Comptes découvrira postérieurement que, sous Tillon, les effectifs du ministère de l'Air sont passés de 800 à 1.500... M. Tillon n'a pas son pareil pour encelluloter nos administrations.

Un vrai réformateur !

Déjà on affiche un peu partout ce slogan : « La France n'est que notre pays mais l'U.R.S.S. est notre patrie ».

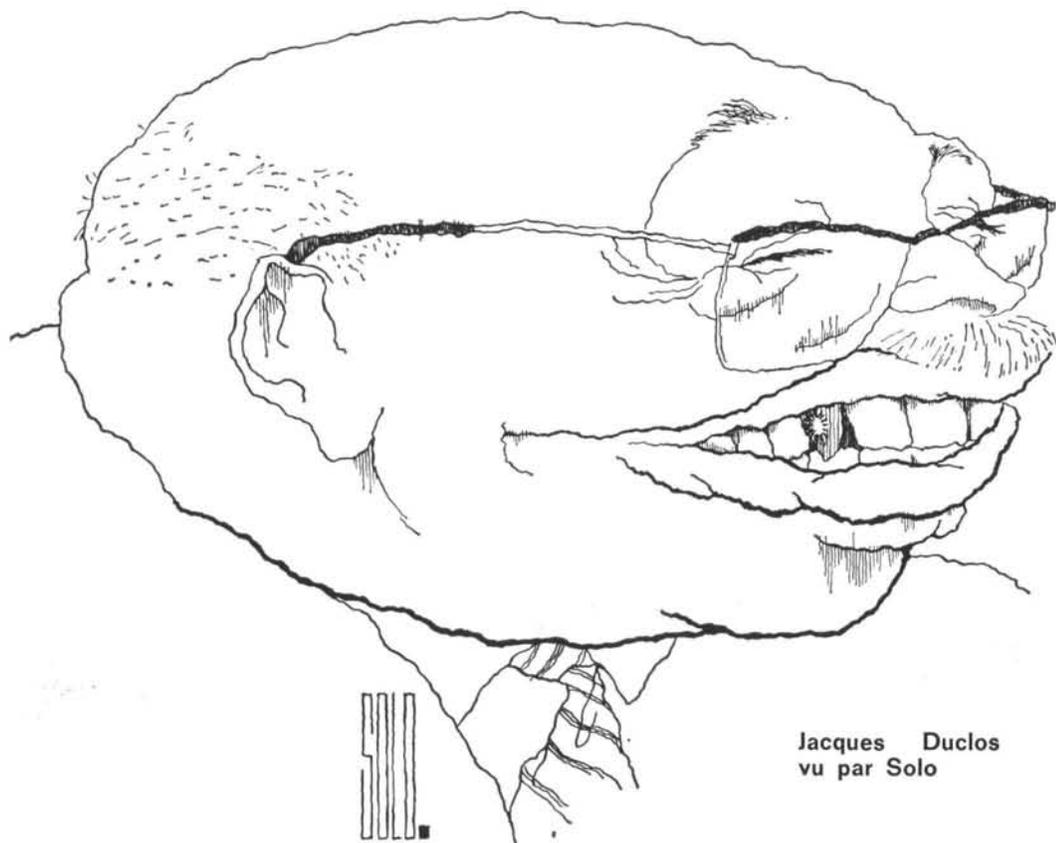
Nuance cousue de fil rouge !

Et la patrie commande...

On s'est demandé longtemps pourquoi, alors que tout le contrôle de notre production était entre ces mains fraternelles, la révolution n'avait pas eu lieu.

Le camarade Thorez s'en est expliqué.

« Il fallait tenir compte, a-t-il-dit, de la



Jacques Duclos
vu par Solo

responsabilité du communisme français par rapport à la situation internationale. Déclencher la révolution, c'eût été ignorer la réalité».

Oui Toto!

Comme l'observe M^{me} Georgette Elgey, ce que le beau Maurice désignait par cet euphémisme « la situation internationale » signifiait en clair que l'URSS, « notre patrie », était alors repue et à bout de forces. Elle avait conquis ou soviétisé l'Albanie, l'Allemagne Orientale, la Bulgarie, l'Estonie, la Hongrie, Kœnigsberg et un lambeau de la Prusse orientale, la Lettonie, la Lithuanie, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie... L'ogresse voulait souffler un peu, digérer toute cette boustifaille. Staline criait «pouce, j'étouffe ! », se rappelant brusquement que la zone d'influence soviétique avait été arrêtée en accord avec Roosevelt et Churchill...

Prudent, le satrape préférerait éviter tout affrontement avec les Anglo-saxons...

Donc pas d'histoire jusqu'à nouvel ordre. Jusqu'à nouvel ordre, tenez-vous peinarde et restez en place comme le loup dans la bergerie.

N'est-ce pas, en effet, comme l'affirme J.-J. Schreivan Serber, l'intérêt général que ces réformateurs appartiennent au gouvernement.

Ils sont donc sept qui acceptent des portefeuilles dans le ministère Gouin vice-présidé par le camarade Thorez.

Infiltrage et noyautage sont les deux mamelles du P.C.

Les brillants sujets en profitent pour embouteiller les circuits en distribuant démagogiquement quarante mille licences commerciales à tort et à travers, tandis que Molotov et Vychinsky, ministres de « notre vraie patrie », sèment la zizanie parmi les alliés et déclenchent la fameuse guerre froide, etc., etc.

Sautons trois ministères qui permirent au

«parti frère» de besogner utilement et arrivons au ministère Ramadier.

Vincent Auriol est à l'Elysée, où, en véritable homme d'Etat, il se manifeste comme le chef réel de la République, remettant vertement à sa place M. Pierre de Gaulle qui s'était permis une tentative d'insolence.

Les ministres communistes font voter les députés communistes contre le ministère auquel ils appartiennent, provoquent toutes sortes de grèves et de désordres ; paradoxalement, M. Billoux, ministre de la Défense nationale, est chargé d'administrer les crédits militaires que son parti a refusé de voter.

M. Maurice Thorez, téléguidé par Moscou, prend n'importe quel prétexte pour menacer de démissionner avec ses amis, persuadé qu'on le retiendra...

M. Ramadier, excédé, estime non pas que «l'intérêt général est que les communistes appartiennent au gouvernement » mais qu'au contraire, « l'intérêt général est que le gouvernement n'appartienne pas aux communistes ».

Après avoir consulté ses amis, il prie donc M. Thorez et sa bande de vider la place.

Le fils du peuple n'en revient pas :

— Vous n'avez pas le droit de me révoquer ! Vous devez démissionner.

— Jamais de la vie! Il n'y aura pas, comme Moscou le désire, de crise ministérielle. Mon équipe sera remaniée et la République continuera.

Ainsi furent chassés, sans tambour ni trompette, les valets du Kominform.

*
* *
*

A l'heure où j'écris cet article les communistes se balladent partout dans le monde en allumant des foyers d'incendie.

Leur tactique ne varie pas...

C'est celle de Tartuffe.

On s'introduit chez les gens, et on s'empare de leurs biens.

— Cette maison est à moi... C'est à vous d'en sortir.

Le plus souvent d'ailleurs on ne les laisse pas sortir, on les abat sur place.

Que ce soit au Vietnam, en Corée du Nord, au Laos, au Cambodge, ils massacrent, assassinent et satellisent, au nom, sans doute, du droit qu'ils prennent de disposer des peuples...

Quand on leur rappelle leurs trahisons, ils ont toujours une bonne justification...

Ils vous diront, par exemple, qu'ils ont signé le Pacte germano-soviétique pour gagner du temps.

Mais ils se gardent bien de préciser qu'en 1940, conformément à cet accord, les communistes ont livré 900.000 tonnes de produits pétroliers, 100.000 tonnes de chrome à l'Allemagne et qu'ils portent ainsi la responsabilité de milliers de morts de femmes et d'enfants français, polonais, anglais et belges...

Ce n'est pas, rappelons-le, Staline qui a rompu le Pacte germano-soviétique.

C'est Hitler.

*
* *
*

M. Aragon, dans l'un de ses premiers ouvrages, écrivait : « Un jour, je compris que je nourrissais en moi ce démon : le besoin de trahir ».

Il sera au moins resté fidèle à ce démon-là.



Waldeck Rochet
vu par Solo

Trente ans durant, lui et ses pareils auront sciemment ignoré les crimes de Staline et de ses successeurs...

J'entends encore M. Baby, professeur d'Histoire aux Sciences politiques, déclarer au procès Kravchenko :

— Personnellement, je considère qu'il n'y a jamais eu de persécutions en U.R.S.S.

Et cet autre, le général de réserve Petit :

— Je n'ai jamais entendu dire qu'en Russie quelqu'un n'ait pas le droit de parler comme il l'entendait.

Et feu d'Astier de la Vigerie :

— Je ne doute pas de l'excellence du régime soviétique.

Mais aujourd'hui que vous êtes en enfer, s'il y a une justice et un dieu, aujourd'hui, d'Astier, doutez-vous de l'excellence du régime de Satan ?

Henri JEANSON

VII. - LES FINANCES DU P.C.

D'OÙ VIENT L'ARGENT ?



La traditionnelle Fête de « l'Huma » : chaque année, les camarades en goguette laissent plus d'un milliard de francs dans les caisses du P.C.

« NOTRE parti est une maison de verre. » Telle est la formule qu'emploient volontiers depuis quelque temps les dirigeants communistes. En réalité, ce verre est sérieusement fumé, teinté, opacifié. Car aucune formation politique n'a autant de secrets que le P.C. Et l'argent est peut-être le plus grand secret de l'organisation sise carrefour Kossuth.

Tout grand parti moderne est, à notre époque, un terrible gouffre financier. Le P.C.F. étant incontestablement le plus grand et le plus puissant parti actuel, ses besoins sont énormes. Voyons quelles peuvent être ses ressources. Et d'abord les ressources avouées.

1 La première source de revenus est constituée par les cotisations. En calculer le montant exact pose déjà un pro-

blème. En effet, les militants paient une cotisation proportionnelle à leurs ressources, donc variable. D'autre part, les règlements se font sous forme de timbres payables mensuellement et l'on enregistre souvent des retards dans les versements. Enfin, le nombre des cartes prises par les fédérations, au début de l'année, ne correspond pas à celui des cartes *réellement* acquittées par les militants.

Au dernier congrès du P.C.F. (1), Georges Marchais annonça que la trésorerie du Comité central avait distribué aux fédérations 454.350 cartes. Mais le déchet est très important et le nombre des cotisants réels doit tourner autour de 280.000. Ceux-ci ont payé au cours de l'année

(1) XIX^e congrès, 4-8 février 1970.

1969 une cotisation mensuelle calculée selon le barème suivant :

Salaire ou revenu mensuel	Cotisation
Sans ressources	0,20 F
Jusqu'à 350 francs	1,00 F
De 350 à 500 francs	2,00 F
De 500 à 700 francs	3,00 F
De 700 à 1.000 francs	5,00 F
1.000 francs et plus	10,00 F

Au dernier congrès, ce barème a été modifié par la création de deux catégories supplémentaires :

- Une cotisation de 15 F pour les salaires s'échelonnant entre 1.500 et 2.000 francs par mois ;

- Une cotisation de 20 francs pour les salaires supérieurs à 2.000 francs.

Donc la cotisation de 10 francs ne concerne plus que les salaires se situant entre 1.000 et 1.500 francs.

Cette modification est entrée en vigueur en avril 1970.

En 1969, combien la caisse du parti a-t-elle perçu des



Le véritable grand Argentier Georges Gosnat : lui seul connaît les secrets du trésor.

280.000 cotisants à taux variable ? Probablement entre 15 et 20 millions de francs (1 milliard 500 millions à deux milliards d'anciens francs).

Ces sommes ont été réparties par quarts entre le siège central, les fédérations, les sections et les cellules.

2 Deuxième source de revenus — parfois la plus importante : la *souscription nationale permanente*. D'une façon constante, en effet, l'organisation du parti invite ses militants et sympathisants à contribuer à son effort financier. Les sommes ainsi collectées dépassent depuis plusieurs années le milliard d'anciens francs.

En 1969, cette souscription a rapporté environ 15 millions de francs (1 milliard 500 millions d'anciens francs) dont environ 40 % ont été fournis par la région parisienne (2).

(2) Exactement 1 milliard 517 millions. Rapport de Pierre Doize, président de la Commission de contrôle financier. L'Humanité, 9 février 1970.

3 Les fêtes représentent également autant d'occasions de faire rentrer de l'argent frais. Au premier rang se situe la colossale kermesse organisée chaque année à Vincennes : la *Fête de l'Huma*.

Un million de visiteurs participent à ce rite collectif, dont beaucoup ont, au préalable, acheté la vignette de la fête. Fédérations, sections, cellules ont été mobilisées plusieurs mois à l'avance pour organiser les réjouissances. Des sociétés commerciales ont versé des redevances pour avoir le droit de tenir un stand.

Rapport : 10 millions de nouveaux francs en moyenne — quinze millions en 1969, année où le rendement fut exceptionnel.

A quoi il faut ajouter le produit des fêtes régionales ou locales, des tombolas diverses organisées par les fédérations, les sections ou même les cellules. Car on ne perd aucune occasion d'inviter les camarades et les sympathisants à ouvrir leur portefeuille. Soit encore deux ou trois millions de nouveaux francs qui tombent chaque année dans la caisse du parti.

4 *Les indemnités des élus*. Si la « pompe à phynances » connaît parfois des déboires auprès des militants, avec les élus du parti, et d'abord avec les députés, elle fonctionne sans à-coups. En effet, c'est le parti qui encaisse à leur place le montant de leurs indemnités (8.000 francs par mois pour un député). Ponction faite, la caisse du parti reverse à ses parlementaires une somme mensuelle de 1.500 francs (le montant approximatif de ce que gagne un ouvrier qualifié).

A ce chapitre, les rentrées sont évidemment fonction du nombre des élus. Actuellement, les 34 députés communistes ne rapportent guère plus de 2,6 millions de N.F. par an.

Mais sénateurs, maires, élus municipaux sont ponctionnés de la même façon, ponction qui peut se chiffrer à quelque 2,5 millions de N.F. par an.

Au total, donc, les différents élus produisent un peu plus de 5 millions par an.

5 *Divers*. A ces rentrées officielles, il faut ajouter quelques menus suppléments. Par exemple, la vente du muguet du 1er mai, qui rapporte environ 700.000 N.F. Il y a aussi les souscriptions exceptionnelles : celle qui a été lancée pour financer la construction du nouvel immeuble du parti aurait rapporté jusqu'à présent 1.330.000 N.F. (3).

Enfin, il arrive qu'on « tape » les camarades qui ont brillamment réussi dans la société bourgeoise : des artistes, des industriels, des hommes d'affaires répondent à ces affectueuses pressions et rapportent entre trois et six millions de nouveaux francs par an.

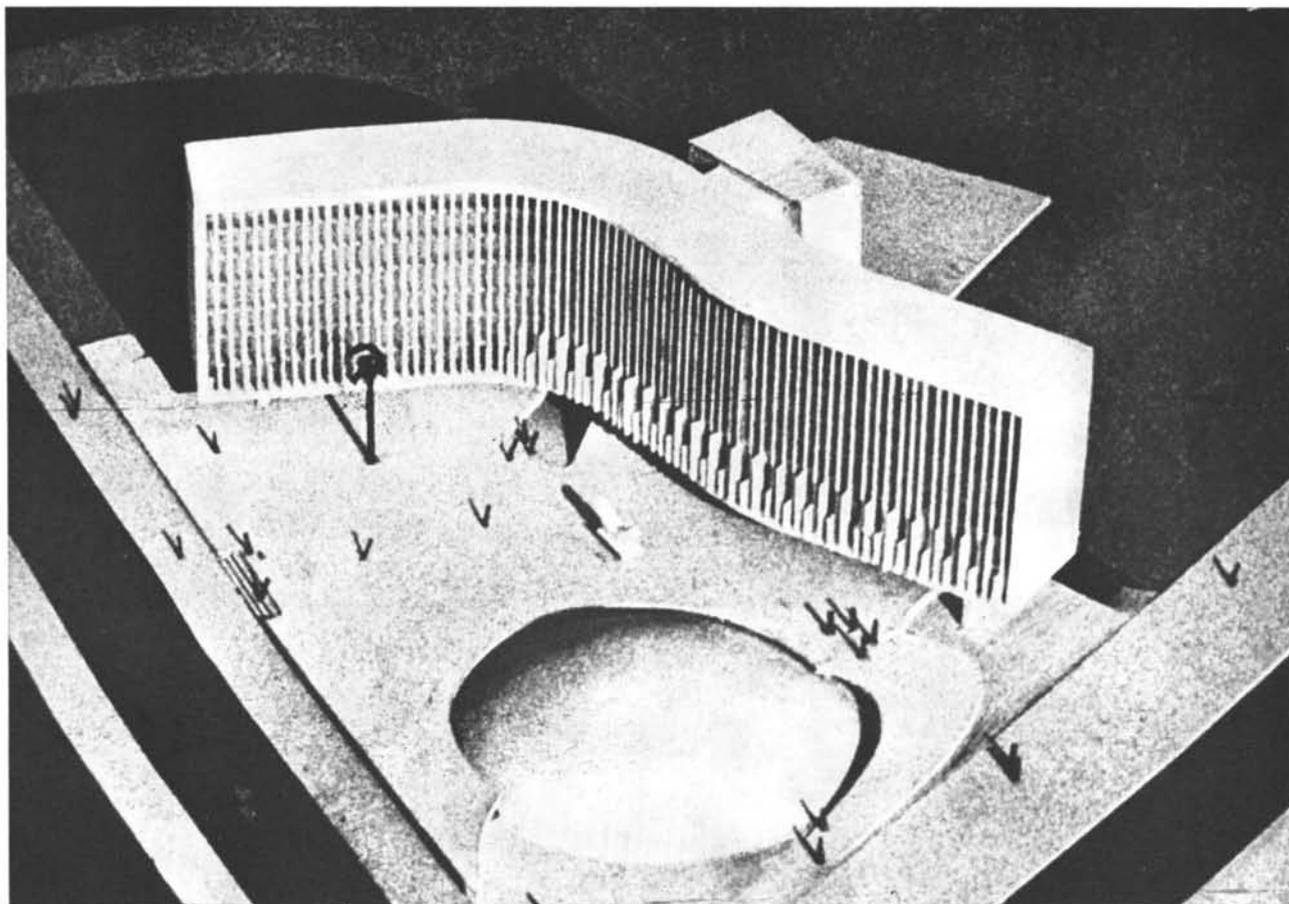
Additionnons maintenant toutes ces ressources en adoptant dans chaque cas l'hypothèse la plus favorable : cela donne pour l'exercice 1969 une recette totale d'environ 65 millions de francs (6 milliards 500 millions d'anciens francs).

La somme peut paraître considérable : elle ne l'est qu'apparemment.

Un trou de 2 milliards

Le responsable de la Commission de contrôle financier du parti s'appelle Pierre Doize. C'est un ancien ouvrier du bâtiment. Mais les initiés savent que le brave Doize, qui

(3) 133 millions 759.056 A.F., selon l'Humanité, 9 février 70.



On ne se refuse rien avec l'argent des travailleurs. Pour remplacer la vieille forteresse du carrefour Kossuth, les communistes vont s'offrir ce luxueux immeuble conçu par l'architecte de Brasilia.

ne passe pas pour avoir inventé le fil à plomb, a été hissé à ce poste précisément pour ne rien contrôler. Le véritable Grand Argentier est, depuis la Libération, Georges Gosnat, fils de l'ancien adjoint au maire d'Ivry, Ernest Gosnat.

Parmi les dirigeants du parti, Georges Gosnat est loin d'être l'homme dont on parle le plus. Il présente pourtant une caractéristique tout à fait remarquable : la permanence.

Marty et Lecœur ont été exclus ; Garaudy est sur le point de l'être ; Tillon a été mis à l'écart ; Prenant et Chaintron sont partis ; Servin et Laurent Casanova sont rentrés dans l'ombre. Les hommes passent ; Georges Gosnat, lui, reste. Et toujours au même poste de confiance : celui de trésorier.

Gosnat est sans doute l'homme le mieux placé pour juger que 1969 n'a pas été une mauvaise année sur le plan financier. Mais il est aussi le mieux placé pour savoir que la recette, si bonne soit-elle, est toujours insuffisante, car les besoins du parti sont considérables. D'autant qu'au chapitre des dépenses, il n'y a pas, nous le verrons, que le seul parti.

Gosnat, évidemment, n'a pas pour habitude d'étaler sur la place publique les comptes secrets de la maison. C'est lui, cependant, qui, en 1966, fournissait cette indication intéressante : il fallait en moyenne 2.000 N.F. par an pour faire fonctionner correctement une cellule.

Or, selon Georges Marchais, ces cellules étaient, en 1969, au nombre de 19.250. Chiffre certes théorique, car certaines n'existent que sur le papier. Admettons tout de même que

15.000 d'entre elles aient eu une véritable activité. Si l'on retient le chiffre donné par Gosnat en 1966 (il a dû augmenter depuis) le fonctionnement de ces 15.000 cellules a coûté l'an dernier au parti plus de 30 millions de N.F. (3 milliards d'anciens francs).

D'un seul coup, voilà près de la moitié du budget englouti.

Mais il y a bien d'autres postes de dépenses : salaires et indemnités des permanents (4) ; frais généraux ; tracts, affiches, brochures ; meetings, conférences, congrès ; écoles du parti (5) ; subventions et prêts ; gestes de solidarité (pour les camarades emprisonnés, pour le Vietnam, etc.).

Comment se ventilent ces différentes dépenses ? Seul le camarade Gosnat le sait. Un bilan (très sommaire) a toutefois été publié pour les années 1945 et 1946 (6). On constate ainsi que la rétribution des permanents et les frais de

(4) On appelle « permanents » les membres de l'appareil bureaucratique du parti rétribués par celui-ci, ou ceux qui, payés par une autre source, peuvent consacrer l'essentiel de leur temps aux activités communistes.

(5) Les écoles du parti comprennent :

— Les écoles fédérales permanentes : ouvertes dans chaque département, elles donnent à leurs élèves une formation politique au cours de stages d'une durée de quinze jours.

— L'école centrale de Choisy-le-Roi, installée dans une ancienne demeure de Thorez et destinée aux futurs cadres du parti. Durée du stage : un à quatre mois.

On peut y ajouter le Centre d'Etudes et de Recherches marxistes ; l'Institut Maurice Thorez (sorte de fondation historique) et l'Université Nouvelle (qui organise, à Paris, des cours du soir de formation politique et sociale).

(6) Cf Rapport du Comité central pour le XI^e Congrès du P.C.F. Strasbourg, 25-28 juin 1947.



Sans cesse, l'appel aux poches ! Pour l'armée des militants, la souscription a remplacé la conscription.

propagande (affiches, brochures, tracts) constituent les deux postes les plus importants (en 1946, 46 millions et 40 millions de francs de l'époque), et représentent environ 65 % du total des dépenses. Viennent ensuite les subventions et prêts (12 millions), les frais généraux (9 millions), les meetings et réunions (7 millions), etc.

Voilà qui nous renseigne sur l'importance relative des différents postes de dépenses, mais ne nous permet guère d'en fixer les montants actuels. Il est impossible, par exemple, de calculer le prix de revient annuel des campagnes de propagande, les inconnues étant trop nombreuses. On peut estimer qu'une campagne d'affiches à l'échelon national coûte aujourd'hui entre 5 millions et 10 millions de nouveaux francs, selon que l'on utilise des emplacements réservés, que l'on rétribue les afficheurs, etc. Mais le P.C., lui, affiche n'importe où et fait appel au dévouement de ses militants. Ainsi, une campagne lui revient beaucoup moins cher (peut-être deux millions de nouveaux francs). S'il y en

a trois ou quatre dans l'année, la dépense peut tout de même atteindre 6 à 8 millions de nouveaux francs.

A quoi il faut ajouter les frais d'impression des tracts, papillons, brochures. On a beau tenter de vendre ces dernières, les rentrées sont très médiocres. Si l'on se reporte au budget de 1946, on constate que, pour une dépense totale de 40 millions, destinée à couvrir les frais de propagande, les rentrées ont à peine dépassé un million. Le trou est gigantesque !

La presse du parti est un autre gouffre financier. Certes, depuis la Libération, le P.C. a supprimé quantité d'organes déficitaires. Mais la vente de *l'Humanité* ne dépasse pas 200.000 exemplaires, et les quatre autres quotidiens communistes (7) n'atteignent même pas, à eux quatre, ce chiffre. Malgré l'apport de la publicité et la modicité des salaires versés aux rédacteurs (ils sont payés au-dessous

(7) *L'Echo du Centre* — *La Marseillaise* — *Le Patriote de Nice* — *La Liberté de Lille*.

du barème syndical) ces journaux ne peuvent combler les frais énormes qu'entraîne une parution quotidienne (8).

Enfin, il y a les permanents du parti. Là encore, il est impossible de savoir à combien ils reviennent, car on n'en connaît pas le nombre exact. Sartre, après les événements de Budapest, avait avancé le chiffre de 10.000 permanents. Mais rien ne dit que ce chiffre n'ait pas été lancé à l'aveuglette. En tout cas, même s'il était exact, cela ne nous renseignerait guère mieux, car une partie des permanents communistes, comme nous le verrons plus loin, n'est pas rétribuée par le P.C.F.

Admettons donc de façon très arbitraire que le parti paye directement 1.000 permanents, au taux moyen de 800 francs par mois (ce qui est sans doute au-dessous de la vérité). Le total de ces salaires (augmentés des charges sociales) représenterait environ 13 millions de nouveaux francs par an.

Bien que ces estimations soient trop vagues pour que l'on puisse chiffrer de façon certaine le total des dépenses engagées par le seul P.C.F., il est cependant aisé de voir qu'il excède très sensiblement le total des recettes d'une seule année. Peut-être de deux milliards d'anciens francs. Alors, d'où vient l'argent ?

L'or de Moscou

Poser le problème des finances communistes en termes d'équilibre budgétaire c'est en fausser les données véritables.

Car c'est une grossière erreur que d'isoler le budget du seul parti communiste français. En effet, le P.C.F. n'est que la pièce centrale, la maison-mère d'un gigantesque trust fonctionnant à l'échelle de la nation et profondément enraies des grosses sociétés capitalistes.

La « Maison P.C.F. et Cie » est en réalité un puzzle complexe qui rassemble plus de 220 organisations annexes, d'une extrême diversité. On relève ainsi : des organisations de masse comme la C.G.T., le Mouvement de la Paix, le Secours Populaire Français ; des sociétés de presse et d'édition ; des organisations culturelles (L'Université Nouvelle, le Comité National des Écrivains, France-URSS, France-Hongrie...) ; des sociétés de films ou de disques (Procinex, le Chant du Monde) ; des organismes de tourisme et de loisirs (la Fédération sportive et gymnique du Travail, Transtours, Tourisme et Travail...) ; des organisations d'anciens combattants (les Fédérations des Officiers et Sous-Officiers de Réserve Républicains, les Anciens de la Mer Noire...) ; des organismes d'import-export (Interagra, Fruleda...) ; des banques, des coopératives, des sociétés immobilières, des sociétés fiscales et de comptabilité, etc.

Parmi ces associations, les unes sont déficitaires, et lourdement. Le Mouvement de la Paix, par exemple, ne tire presque rien de ses cotisations. Pourtant, il organise des campagnes d'affichage, des réunions, il envoie des délégations à l'étranger.

D'autres, au contraire, font des bénéfices considérables.

Tout le travail de Gosnat consiste à combler les déficits des uns avec les bénéfices des autres. Opération ardue qui nécessite des comptabilités compliquées, des jeux d'écriture multiples et s'apparente aux délicates manœuvres financières des grosses sociétés capitalistes.

(8) Mêmes remarques pour les hebdomadaires et les revues, dont les frais sont cependant moindres.

Il y eut une époque où les choses étaient beaucoup plus simples, époque qui s'est prolongée un peu au-delà de la Libération : quand le P.C.F. avait des difficultés d'argent, Moscou comblait le trou.

L'opération pouvait se faire de différentes façons. Dans les années 20, l'envoyé de l'Internationale, Abramovitch-Zalewski, se contentait de distribuer des chèques à des camarades français sûrs. Mais il se fit pincer et l'affaire fit scandale. Plus tard, l'Internationale communiste apporta sa contribution par l'intermédiaire de l'O.M.S. (9). Il y eut aussi les ressources provenant de l'or espagnol (10) et les sommes accumulées pendant l'occupation (11).

Mais, surtout, il y avait la célèbre *Banque Commerciale pour l'Europe du Nord*, domiciliée 21, rue de l'Arcade (actuellement 79-81 bd Haussmann). Les comptes du P.C.F. étaient déposés chez elle (ils y sont toujours, ainsi que ceux de la C.G.T., qui semble de la sorte snober les banques coopératives ouvrières) et elle lui consentait les découverts les plus généreux.

Le 16 novembre 1948, à l'Assemblée Nationale, Jules Moch, alors ministre de l'Intérieur, définissait ainsi le rôle et la personnalité de cette banque providentielle :

« Cette banque présente des caractéristiques curieuses, à la fois quant à son organisation et sa gestion. En ce qui concerne son organisation, cette Société Anonyme, régie par la loi de 1867, possède un capital divisé en 100.000 actions dont 99.700 appartiennent à deux banques d'Etat soviétiques... Ainsi la façade de société anonyme française recouvre une réalité purement soviétique... On ne s'étonne plus, dès lors, de constater les découverts que cette banque accorde au parti communiste, à sa presse, à ses filiales, ainsi qu'aux coopératives sous direction communiste. Le découvert de l'ensemble des comptes des organisations communistes s'est élevé, en août, jusqu'à 68 millions de francs, sans que cet aimable banquier soviétique ait semblé s'en émouvoir le moins du monde ».

Quelques années plus tard, *l'Humanité* et *France-Nouvelle* intentaient un procès à Robert Lazurick qui, dans *L'Aurore* (12) avait affirmé que les journaux communistes seraient morts depuis longtemps sans des subsides de l'étranger.

Les plaignants furent déboutés par la 17^e Chambre correctionnelle de la Seine qui, dans les attendus du jugement rendu le 6 mars 1954, constatait que « les renseigne-

(9) « Cette « aide » de l'Internationale était divisée en deux. D'abord une aide mensuelle ordinaire couvrait à peu près les 4/5 du budget mensuel ordinaire : en 1931 par exemple, un peu moins de 200.000 francs sur 250.000. Comme cette aide mensuelle ordinaire était versée trimestriellement, c'est de 550 à 600.000 francs qui étaient ainsi remis — en devises étrangères — par le responsable en France de l'O.M.S. (service technique de l'Internationale). Quant à l'aide mensuelle extraordinaire, elle était destinée à couvrir l'éventuel déficit de la presse ».

Annie Kriegel « Les Communistes français » (Seuil).

(10) Selon le témoignage du général républicain espagnol El Campesino dans son livre « La vie et la mort en U.R.S.S. », une partie de l'or des républicains espagnols fut transmise à Thorez pendant la guerre civile.

Est-ce cet or que détenait Clamamus, ancien maire communiste de Bobigny ? En tout cas, lors de sa comparution devant la Chambre civique de la Seine, les 5, 6 et 7 avril 1948, Clamamus, qui avait rompu avec le parti en 1939, raconta les faits suivants : fin 1938, après Munich, Thorez le fit venir et lui confia le trésor du parti : une caisse de 30 à 40 kilos pleine d'or. Clamamus la restitua, fin 1939, après sa rupture, à un envoyé de Thorez.

(11) Le P.C. aurait constitué un trésor de guerre, principalement avec l'argent parachuté par les Alliés.

(12) Septembre 1953.

UNE PATENTE ÉPATANTE

VOUS connaissez sans doute la chanson : « Les mairies communistes, elles, sont bien gérées. Elles ont des stades, des piscines, des foyers de jeunes... enfin, tout. Monsieur le Curé a remercié en chaire Monsieur le Maire qui lui a permis de faire son clocher. Madame la Préfète est encore émerveillée par les roses qu'elle a reçues pour la nouvelle année... Ah, comment peuvent-ils faire tout cela ? »

Si vous désirez le savoir et, en outre, vous documenter sur une municipalité communiste, rien de plus facile : libérez-vous un samedi après-midi et appelez le 853-12-40. Vous obtiendrez la mairie de Bagnolez qui avec beaucoup de civilité vous dirigera sur son service culturel.

Un employé de la camarade Jacqueline Chovanel, député-maire de Bagnolez, vous proposera alors la visite « commentée » de la ville. Elle durera trois heures et vous pourrez admirer à loisir le parc des sports, le foyer des jeunes, le quartier de la Noué, la station de métro Bagnolez-Gallieni, le parking d'intérêt national, etc. Le tout pour deux francs.

Pourquoi, direz-vous, avoir organisé des visites de ce genre ? Tout simplement pour mieux faire avaler au contribuable curieux sa feuille d'impôt. Car — et c'est là la clef de l'affaire — une municipalité communiste fait payer à ses administrés des taxes généralement plus élevées que partout ailleurs.

Mais voyons les choses de plus près. Sachez que toute municipalité reçoit de l'Etat une subvention qui est loin de couvrir ses besoins. La différence est payée par les habitants de la localité sous forme d'impôts.

Or, les municipalités disposent de quatre sortes d'impôts : la patente, la contribution mobilière, la contribution foncière bâtie et non bâtie. Il est évident qu'une mairie communiste ne forcera pas sur la contribution mobilière, afin de ne pas s'attirer la mauvaise humeur de ses électeurs habitant pavillons ou H.L.M. ; mais elle se rattrapera sur le foncier bâti ou non bâti (les capitalistes) et surtout sur la patente (impôt payé par les commerçants, les artisans et les industriels).

Ainsi, à Bagnolez, un mouleur (il fabrique des moules de précision en acier) paye 1.800.000 francs d'impôts locaux, alors qu'à Pavillon-sous-Bois ou à Paris, dont Bagnolez est limitrophe, il ne paierait que 800.000 et 500.000 francs.

On peut dire qu'en moyenne, un industriel installé sur le territoire d'une municipalité communiste paye 16 % de plus de patente que s'il dépendait d'une municipalité sans appartenance politique.

Devant cet état de fait, certaines grandes sociétés ont préféré déménager. Mais cette solution n'est pas à la portée des petites et moyennes entreprises, dont beaucoup se retrouvent à la limite de la faillite.

Voici, d'ailleurs, à titre d'exemples, quelques taux de patente pratiqués par des mairies communistes et non communistes :

TAUX DE LA PATENTE AU CENTIME LE FRANC

Mairies non communistes	Mairies communistes
Paris : 3,1.	Bagnolez : 11,10.
Neuilly : 2,81.	Bobigny : 11.
Asnières : 4,55.	Noisy-le-Grand : 12.
Clamart : 5,22.	St-Denis : 10,4.
Sèvres : 5,31.	Drancy : 12,2.
Le Perreux : 6,18	Gentilly : 11.
St-Maurice : 5,84.	Orly : 13,80.

ments recueillis par le prévenu aux meilleures sources... ont amené Lazurick à considérer comme patente l'existence d'un lien financier entre les journaux communistes et le gouvernement d'un Etat étranger ».

Le jugement fut confirmé en appel : l'aide de Moscou était pour la Justice française un fait incontestable.

Les bonnes affaires

Depuis lors, cependant, les choses sont devenues plus complexes. Ce n'est plus qu'à titre exceptionnel que la *Banque Commerciale pour l'Europe du Nord* consent des découverts. Son rôle, nous allons le voir, est devenu différent.

L'organisation des municipalités après la Libération, la création de nombreuses sociétés commerciales d'import-export, de sociétés financières, immobilières, voire de banques, constituent autant d'éléments nouveaux qui permettent à Gosnat d'assurer l'équilibre de sa trésorerie.

C'est le fonctionnement de ce mécanisme compliqué que nous allons tenter d'expliquer.

Voyons d'abord les municipalités : elles sont les pièces essentielles de ce nouvel échiquier financier. Prenons le cas des permanents communistes. La plus grande partie d'entre eux n'est pas rétribuée par le P.C. mais par les municipalités communistes, c'est-à-dire par les contribuables locaux. Ces permanents sont salariés comme employés d'administration, cantonniers, moniteurs de colonies de vacances, contractuels, etc. Une grande partie de leur temps, sinon la totalité, est consacrée au parti : distribution de tracts, affichage de l'*Huma*, stands de propagande, préparation des manifestations, etc.(13).

La municipalité met aussi à la disposition du parti des locaux, des ronéos, des véhicules pour les tournées d'affichage, les meetings et les manifestations. Ce qui représente chaque année pas mal d'économies.

Mieux encore : la municipalité communiste ne sert pas seulement à éviter des frais, elle procure des ressources.

Il existe au 140, bd Diderot un organisme para-communiste qui s'intitule le Centre de Diffusion du Livre et de la Presse (C.D.L.P.) Il a pour président-directeur général le communiste André Voguet, assisté de Christian Echard, ancien dirigeant des Jeunesses Communistes.

Qu'est-ce que le C.D.L.P. ? Une sorte de librairie en gros qui centralise toutes les commandes de livres passées par les municipalités (livres pour les bibliothèques, livres de classe, livres de prix) ou par les Comités d'Entreprises. Le C.D.L.P. alimente les unes et les autres avec des ouvrages publiés par différentes maisons d'éditions mais surtout par des maisons communistes ou assimilées. Ainsi, à la bibliothèque du Comité d'Entreprise de Renault ou parmi les livres de prix de la municipalité d'Ivry, on trouvera en bonne place des ouvrages d'auteurs communistes, progressistes ou soviétiques.

L'affaire est triplement rentable, car non seulement les auteurs communistes trouvent un public, mais le parti assure sa propagande et les maisons d'éditions communistes réalisent de confortables bénéfices.

(13) Lors de la manifestation du 28 mai 1952, dirigée contre Ridgway, et au cours de laquelle Ducloux fut arrêté, c'est à la Régie Municipale d'Aubervilliers que fut fabriquée une partie des « pancartes », vissées sur des manches de pioche, qui furent utilisées comme armes par les manifestants.



Le denier du Vietnam. Et l'on dit que le crime ne paie pas !

Autres sources de revenus : toute municipalité est appelée à réaliser d'importants travaux d'aménagement ou d'urbanisme (écoles, piscines, stades, gymnases, etc). Pour cela, elle fera appel à des bureaux d'études et à des sociétés immobilières plus ou moins proches du parti, ou ayant à leur tête un membre du P.C. Un certain pourcentage des bénéfices ainsi réalisés ira dans la caisse de Gosnat.

Mais les municipalités communistes ne peuvent constamment faire appel à des sociétés de ce genre, malgré tout très marquées, et qui ne peuvent suffire à la tâche. Une autre méthode consiste alors à s'adresser à des entreprises capitalistes, sans attaches politiques. Le tout est de leur faire discrètement comprendre qu'un petit cadeau à ce brave Gosnat mettrait de l'huile dans les rouages et faciliterait la bonne compréhension. Oh, il ne s'agit pas de « pots de vin », tout juste d'une « fleur » qu'on se fait entre gens de bonne société.

Naturellement, ces « dons » ne laissent pas de trace. On a des chances de les retrouver dans une des multiples listes de souscription mises en circulation par le P.C. Ils seront attribués à un généreux anonyme ou à un individu dont le nom banal — et l'absence d'adresse — interdiront toute identification. Et ce n'est pas sans émotion que le militant de base apprendra, en lisant Gosnat (14), que

1.846.284 anciens francs ont été versés pour la construction du nouveau siège du parti par « un couple de vieux communistes de Seine-et-Marne qui, par une extrême modestie, nous a priés de leur conserver l'anonymat ».

Mais quittons les municipalités. D'autres ressources occultes peuvent provenir d'organismes bancaires contrôlés indirectement par les communistes. C'est le cas par exemple du *Consortium du Nord* qui a pour président-directeur général Haïm Jaller, dit Igoïn, d'origine roumaine, naturalisé après la guerre, et que l'on voit apparaître en 1943 à Alger, au ministère de l'Air de Charles Tillon.

Grâce au *Consortium du Nord*, créé avec les fonds de *France-Navigation* (compagnie fondée en 1937 pour ravitailler l'Espagne républicaine), Igoïn s'est assuré le contrôle de la *Banque Française* (P.D.G. Denis Fastout) et possède la majorité des actions de la *S.A. Cotax*, société qui exploite quelque 300 taxis (P.D.G. Fernand Tischker).

D'autre part, Jaller-Igoïn joue un rôle très important dans toute une série d'opérations financières menées de près ou de loin pour le compte du P.C. Il ne contribue peut-être pas d'une façon constante aux finances du parti, mais, en cas de besoin, on peut compter sur son concours.

Etant donné l'importance prise par ces structures économique-financières, qui se sont développées surtout après la Libération, on comprend que la *Banque Commerciale pour l'Europe du Nord* ne joue plus que les utilités. Actuellement dirigée par Guy de Boysson (15) qui, malgré sa particule, est un « apparatchik » sûr, et par le soviétique Sergueï Alexeev, la *Banque Commerciale pour l'Europe du Nord* n'en assume pas moins, sur un autre plan, une fonction très importante.

Elle assure, en effet, en même temps que la *Bank Polska Kasa Opieki*, succursale parisienne, sise rue Taibout, d'une banque de Varsovie (16), de très gros mouvements de fonds entre, d'une part l'U.R.S.S. et les Démocraties Populaires, et, d'autre part, un certain nombre de sociétés d'import-export qui commercent avec ces pays.

Or, la plupart de ces sociétés, qui brassent des milliards, sont contrôlées par le P.C.F. Elles ont à leur tête des hommes rompus aux activités commerciales et qui bénéficient de la double confiance de « l'appareil » du parti en France et des « appareils » des partis communistes d'au-delà du Rideau de Fer.

Le plus important de ces « techniciens » est le célèbre Jean Doumeng, P.D.G. de la *Cie Interagra*, spécialisée dans le commerce agricole avec les pays de l'Est.

Michel LAFFITTE

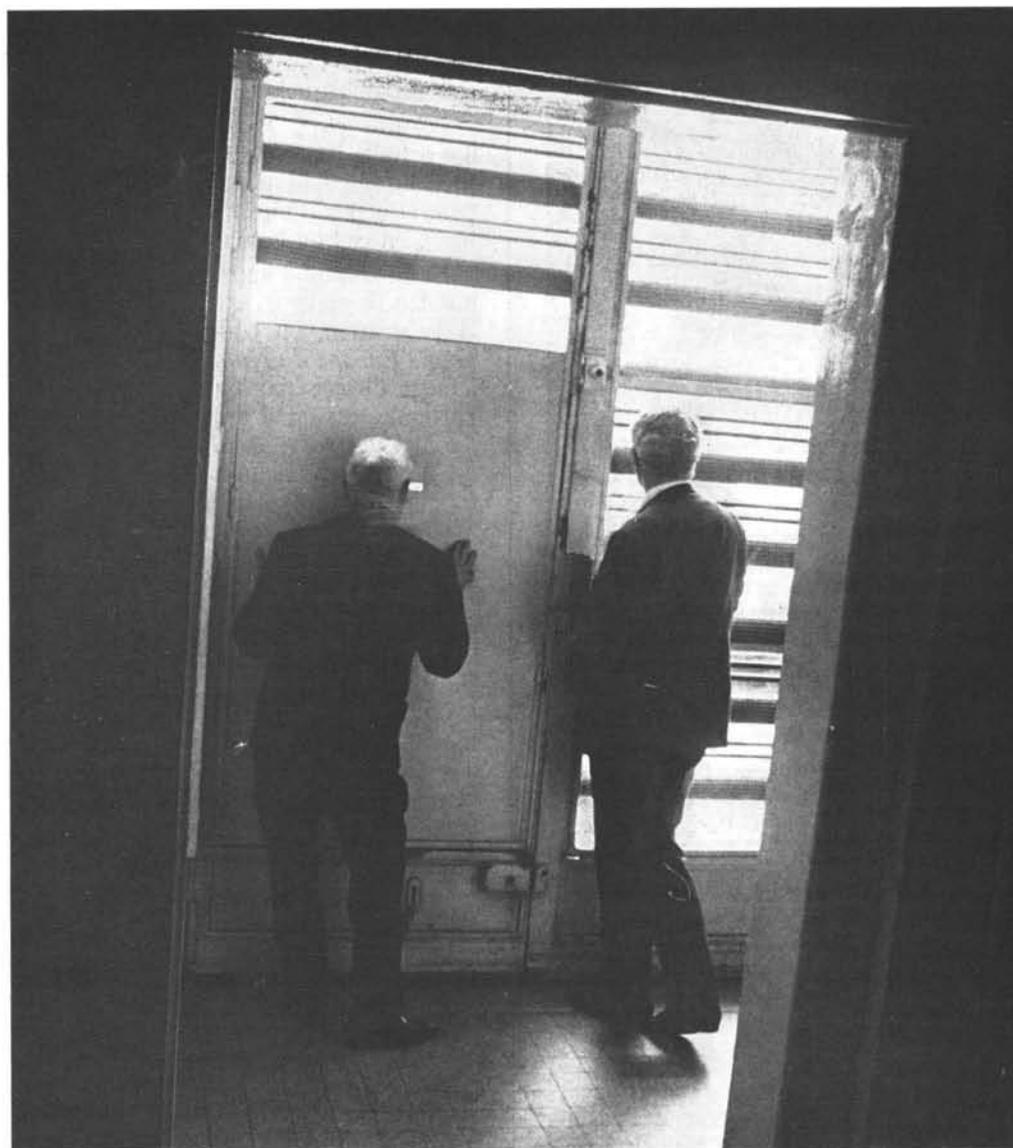
(14) L'Humanité, 1er octobre 1969.

(15) Guy de Boysson qui fut, dit-on, petit page au mariage du Comte de Paris, s'est converti au communisme après la guerre. Il fut président de la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique, association internationale communiste, et, après divers stages à Prague et à Moscou, se vit attribuer le poste de directeur de la Banque.

(16) Cette banque a, en France, pour P.D.G. Léon Berenbaum, dit « Bérent », militant du P.C.F.



VIII. - LA POLICE DU P.C.

L' 
DE MOSCOU

N'entre pas qui veut au «120» : il faut montrer patte rouge.

OFFICIELLEMENT le P.C. n'a pas de police, mais un « service d'ordre ». Quoi de plus normal après tout : chaque parti n'a-t-il pas son service d'ordre chargé de canaliser ses manifestations et de protéger ses leaders ? De Gaulle lui-même n'avait-il pas ses « gorilles » ?

Il est donc exact qu'une section du « service d'ordre » du parti est chargée de la surveillance des réunions, de la mise en place de dispositifs destinés à assurer la sécurité des dirigeants et des militants, et à déjouer les provocations.

Nul ne peut décider, au P.C., de la convocation d'une réunion publique sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation du « service d'ordre ». Waldeck Rochet ou Georges Marchais eux-mêmes sont tenus de respecter cette consigne. Il arrive, en effet, que le « service d'ordre » mette son veto à la tenue de telle ou telle réunion, et ce pour des motifs divers : local mal protégé, impossibilité de disposer, ce jour-là, d'un nombre suffisant de militants pour encadrer la foule, etc.

C'est ce même « service d'ordre » qui dresse les itiné-

raires des dirigeants qui doivent se déplacer en voiture, qui fouille le compartiment du train dans lequel telle personnalité du parti doit prendre place, qui autorise un voyage... ou s'y oppose. Dans certains cas, on n'hésite pas à doubler les effectifs des « costauds » chargés de protéger un camarade en danger, même si le camarade en question ne le souhaite pas.

Car si l'on ne demande pas l'avis de l'intéressé, on exige par contre qu'il se plie à la discipline commune. Ainsi Jacques Duclos fut-il contraint de faire son autocritique parce qu'en mai 1952 il avait jugé bon de se promener en voiture à quelques mètres de la fameuse manifestation dirigée contre le général Ridgway. Arrêté dans les conditions que l'on sait, il fut, dès sa remise en liberté, « invité » à s'expliquer : pourquoi n'avait-il pas demandé une autorisation au « service d'ordre » ?

C'est encore le « service d'ordre » qui, avant les réunions publiques, les réunions du Comité central, les assemblées diverses, les congrès, etc., fouille minutieusement les locaux qui accueilleront les militants : rien n'est négligé et l'on utilise même des appareils détecteurs. Précaution qui ne doit pas être inutile puisqu'à trois reprises, au cours de ces dernières années, des micros — pourtant minuscules — ont été découverts dans les murs ou dans le mobilier, dissimulés par on ne sait qui.

Jusque-là donc rien d'anormal : un parti sérieux se doit d'assurer sa protection.

La France en fiches

Mais cette vocation d'ordre et de protection n'est qu'un des aspects du « service d'ordre », l'aspect public qui sert à camoufler d'autres activités beaucoup plus secrètes et autrement plus importantes. Au premier rang de ces activités : le renseignement.

Assez souvent il vous arrive de lire dans votre journal habituel qu'un espion à la solde d'un pays de l'Est vient d'être arrêté. Il est extrêmement rare que cet espion soit un membre du parti. La raison en est simple :

1° L'U.R.S.S. et les démocraties populaires ne tiennent pas à faire la preuve par elles-mêmes que le P.C. français est à la solde de l'étranger.

2° Il est interdit à tout membre du parti, *sous peine d'exclusion immédiate*, d'entretenir le moindre contact avec un fonctionnaire — même de dixième rang — en place dans une ambassade ou un service des pays de l'Est, sans y avoir été autorisé par la direction du P.C.

Il y a quelques années, un « attaché » de l'ambassade de Pologne qui « utilisait » un militant du parti, a été renvoyé dans son pays à la suite d'une intervention énergique des dirigeants du Carrefour Kossuth. Quant au « coupable » français, il a été exclu.

Est-ce à dire que les communistes ne fournissent aucun renseignement à l'U.R.S.S. ? Certainement pas. Cela signifie tout simplement que la transmission se fait à un échelon supérieur et par des voies qui ne passent pas par les ambassades (la Délégation économique soviétique à Paris, rue de la Faisanderie, jouerait, à cet égard, un rôle non négligeable).

La tactique est habile car, dans une certaine mesure, la découverte d'un réseau où ne figure aucun militant du parti communiste sert de « démonstration » : le P.C. se veut un parti « national » comme les autres et, s'il soutient la politique de Moscou, il ne le fait que sur un plan

idéologique avec le respect qu'un cadet doit à son grand aîné. Argument apparemment logique qui ne trompe pourtant pas les spécialistes du contre-espionnage : tous savent bien que les communistes fournissent au Pacte de Varsovie une masse considérable de renseignements.

Ce service de renseignement, dont le « général » Joinville (1) fut le meilleur organisateur, transmet régulièrement au Kremlin des milliers d'informations dont certaines touchent à la Défense nationale.

Mais qu'on ne s'y trompe pas : un bon renseignement n'est pas forcément un secret d'Etat. Informer cela veut dire aussi permettre de « ficher » tout l'appareil politique, administratif et militaire de la France. La préparation de la révolution exige une connaissance exacte des hommes et des structures.

On l'a vu précédemment (2) : le P.C. a des cellules dans tous les ministères (3) et dans les casernes. Avec le temps, le « service d'ordre » peut juger des qualités de certains militants. Ces militants sont alors invités à fournir de la documentation à un responsable du « service d'ordre ». *A un seul, pas à deux !* Car si ce personnage était « surpris », il n'engagerait que sa propre responsabilité.

Le « service d'ordre » trie les informations qui lui sont transmises, procède aux recoupements indispensables et, vérifications faites, remet ses rapports au secrétariat du parti.

Il arrive que des militants deviennent des « agents » sans même s'en rendre compte. C'est le cas des jeunes recrues à qui l'on donne des consignes. Exemple : on demande à un militaire de se faire employer comme aide du sergent-vaguemestre. Ce qu'il apprendra complètera la documentation du parti : importance et provenance du courrier reçu par les officiers, journaux auxquels ils sont abonnés, etc.

Un autre se fera embaucher au mess des officiers : au hasard des conversations, il apprendra toujours quelque chose. Et c'est ainsi que l'on fichera tous les cadres de l'armée. Bien sûr, ces officiers seront également « surveillés » à d'autres échelons, par exemple par des gradés réservistes membres du P.C. La révélation en a été faite devant le Bureau politique, à la fin de l'année 1969 : le parti connaît pratiquement les opinions de 60 % des officiers français. Ce qui n'est pas si mal !

Tous les renseignements sont utiles : qu'un haut fonctionnaire ait une petite amie ou des mœurs « spéciales », qu'il ait un faible pour les stupéfiants ou qu'il ait des dettes, le parti le sait immédiatement.

(1) *Malleret, dit Joinville, était à la Libération le grand patron des F.F.I. Dans son ouvrage : « La Résistance et les communistes » (Ed. France-Empire), le colonel du Jonchay, seul officier d'active à l'époque dans son Etat-Major, a tracé un savoureux portrait de ce « général », ancien syndicaliste militant et communiste de vieille date.*

« Il a un « violon d'Ingres » : professeur de violon. C'est un doux, qui n'élève jamais la voix, n'est pas contrariant et semble ne devoir faire de mal à personne, même à une mouche. Mais doit-on se fier aux apparences ? (...) Il est deuxième classe dans l'armée et ma première tâche, en tant que directeur du personnel, est de le faire nommer général. Je prépare donc un décret, qui paraîtra à l'Officiel, pour le faire nommer le même jour sous-lieutenant, lieutenant, capitaine, etc. jusqu'au grade de général de brigade. (...) Il a aussi une secrétaire, très jolie fille, qu'il enferme à double tour dans le bureau attendant au sien. Cette belle prisonnière suscite les convoitises des jeunes F.F.I. et provoquera des drames. »

(2) Chapitre « Les communistes dans l'Administration ».

(3) Un exemple : toujours d'après le colonel du Jonchay, Georges Bidault, lorsqu'il était chef du Gouvernement Provisoire en 1946, avait dû accepter la présence à son cabinet d'une secrétaire communiste, Mme Cornu, ancienne rédactrice à « l'Huma », qui renseignait les ministres communistes.



Duclos emmené au panier à salade lors de la manifestation contre le général Ridgway. Il n'avait pas prévu le « service d'ordre ».

Mais, demanderez-vous, comment connaître la situation financière d'un individu ? Sachez seulement que, dans toutes les banques, privées ou nationalisées, le P.C. est présent. On peut même dire qu'actuellement il est informé, au jour le jour, des mouvements de fonds concernant plus de 10.000 Français qui l'intéressent particulièrement. Ne raconte-t-on pas qu'un périodique anti-communiste fut obligé de se saborder quand le parti eut la preuve — qu'il cherchait depuis longtemps — que le journal en question avait reçu des fonds de l'étranger, ce qui est contraire à la loi ?

En outre tous les cadres du P.C. occupant des fonctions importantes dans les ministères, au Commissariat à l'Énergie atomique, dans les usines d'aviation, dans les entreprises travaillant pour la Défense nationale, sont tenus, au moins une fois par mois, de dire tout ce qu'ils ont appris à un représentant du « service d'ordre ».

On estime généralement que le P.C. dispose de plusieurs milliers d'agents. Et, pourtant, aucune perquisition entreprise chez un « cadre » communiste ne donne jamais aucun résultat. C'est que le parti est renseigné à l'avance : il a aussi ses agents dans la police et la magistrature. Qu'une manifestation de rue ait lieu et l'état-major du P.C. se fait fort de mettre les cars et voitures de police « aux écoutes ». Certes, le matériel technique est important mais ne vous attendez pas à le trouver dans un local du parti. Certains Comités d'Entreprises du secteur nationalisé pourraient en savoir long sur ce sujet.

Au service du Kremlin

Plus un régime a besoin des communistes, plus ces derniers s'infiltrèrent partout. A la grande satisfaction des animateurs du « service d'ordre ».

Fin novembre 1968, le communiste Fernand Chatel, se félicitant des bonnes dispositions gouvernementales, déclarait à propos du Commissariat à l'Énergie atomique :

— L'accord cadre reconnaît enfin la section syndicale d'entreprise. En plus de sa valeur générale, cette victoire est d'autant plus importante pour le syndicat C.G.T. qu'il était la seule organisation à ne pouvoir être présente partout au Commissariat à l'Énergie atomique. Il n'avait pas droit de cité dans les établissements aux implications militaires. Il était souvent l'objet de discriminations scandaleuses...

Ce « droit », la C.G.T. l'a maintenant !

Et que l'on ne s'imagine pas qu'un pays comme la France soit trop petit pour intéresser la grande Union Soviétique, que celle-ci n'ait rien à apprendre chez nous. Le communisme international veut tout savoir, et l'U.R.S.S. mise aussi sur la France. Témoins ces directives que le P.C. soviétique a données à tout son appareil, et que le « service d'ordre » du P.C.F. a fait transmettre aux cadres, en juillet 1969 :

« Les cadres du P.C. de l'U.R.S.S., civils ou militaires, désignés par la direction du Parti, devront aussi vite que possible apprendre la langue française.

« Dans la presse soviétique on publiera, fréquemment, des études sur la vie en France, sur les traditions de ce pays. Ainsi les cadres du Parti connaîtront mieux la « mentalité » des Français.

« Les échanges économiques et culturels doivent permettre la présence, en France, et en permanence, d'un contingent important de citoyens soviétiques.

« Grâce aux efforts de l'association France-U.R.S.S., l'enseignement de la langue russe devra se développer en France. En tout état de cause, les camarades du P.C. « français » devront tous parler russe.

« Dans leurs discours ou déclarations, les camarades soviétiques devront toujours approuver la politique d'indépendance nationale de la France.

« Quand des Français visitent l'U.R.S.S., il est indispensable de leur réserver un excellent accueil et de faciliter leurs déplacements.

« Il sera demandé aux Partis frères des démocraties populaires de ne jamais oublier, quand ils attaquent l'impérialisme et ses valets, de souligner que le cas de la France est différent.

« Rappeler, très fréquemment, le rôle de la résistance française dans le combat contre le fascisme.

« Aider le Parti Communiste « français », plus particulièrement ses organisations de masse, France-U.R.S.S. notamment.

« Dans toutes les manifestations qui se déroulent en France — manifestations politiques ou culturelles — la présence de camarades soviétiques est indispensable.

« Les contacts « humains » entre les Français et les Soviétiques devront être plus nombreux : contacts politiques, contacts culturels ou artistiques, contacts sportifs.

« Aider tous les journalistes français qui approuvent la politique étrangère gaulliste et qui se félicitent du rapprochement avec l'U.R.S.S. »

A propos des journalistes, ajoutons qu'il arrive souvent que le « service d'ordre » se serve de certains d'entre eux. Quand, pour des raisons diverses, la presse communiste ne peut diffuser une information qu'elle détient, un confrère du P.C. se charge de renseigner un crédule confrère de la presse bourgeoise. On dit ce qu'il faut dire, rien de plus. L'information lancée, il est aisé de faire savoir à l'intéressé que le parti en sait beaucoup plus long sur son compte — ce qui provoque parfois de curieuses évolutions politiques.

En résumé, le « service d'ordre » du parti, s'il est effectivement chargé de l'ordre et de la protection, joue en réalité un rôle considérable totalement ignoré du grand public.

Encore n'avons-nous pas parlé des fameuses « organisations de masse », où le « service d'ordre » recrute ses meilleurs agents non communistes.

Des filiales camouflées

Des naïfs se sont parfois interrogés sur les raisons d'être de ces organismes parallèles, baptisés par le parti « organisations de masse ». Qu'ils relisent Lénine :

« La tâche la plus importante d'un parti réellement communiste est de rester toujours en contact avec les organisations prolétariennes les plus larges. Pour arriver à cela, les communistes doivent prendre part à des groupes qui, sans être des groupes du parti, englobent de grandes masses prolétariennes... »

Le parti, en effet, a besoin du nombre. Qu'il veuille conquérir le pouvoir en recourant aux mouvements de masse, aux manifestations de rue, à la grève, à l'émeute, à l'insurrection, ou qu'il essaie d'y parvenir par la voie du suffrage universel, le problème reste le même : il lui faut trouver l'appui, soit électoral, soit révolutionnaire, d'immenses quantités de gens qui ne sont pas communistes, qui sont même hostiles aux communistes.

C'est précisément pour mettre au service du parti la force des masses que Lénine a conçu le système des



Même entre super-camarades la méfiance est de rigueur. (Une des célèbres bulles de « Minute »).

« organisations de masse ». Pour agir sur les événements, le parti doit avoir à ses côtés, soumises à sa volonté mais distinctes de lui, des organisations capables de mobiliser les foules quand il le voudra et à son profit.

Point commun : aucune de ces « organisations de masse » n'est officiellement communiste. Juridiquement, elles sont autonomes. Rien dans leurs statuts ou leur programme ne précise qu'elles doivent d'une façon ou d'une autre servir le parti. Elles comptent toujours parmi leurs membres des non-communistes, ceux-ci étant presque partout les plus nombreux (sauf aux postes de direction). Pourtant, toutes ces organisations sont subordonnées au parti par des moyens indirects, les unes en totalité, les autres seulement en partie. Par-dessus la tête de présidents fantoches choisis pour être apolitiques, voire même catholiques, ce sont les communistes qui font réellement marcher la machine (4).

Si l'on prend le terme dans son acception la plus générale, on peut dire que les « organisations de masse » sont aussi nombreuses que les catégories d'individus auxquelles le parti estime devoir s'intéresser : locataires ou anciens combattants, pêcheurs à la ligne ou paysans, femmes au foyer ou pacifistes, etc., etc. Certaines cependant sont plus importantes, plus « massives » : c'est le cas, par exemple, du Mouvement de la Paix, de l'Union des Femmes Françaises, du Secours populaire français ou de l'association France-U.R.S.S.

(4) Lire à ce sujet la remarquable étude : « Le parti communiste et ses organisations de masse », publié par « Est et Ouest », octobre 1969.

L'étude de ces deux dernières organisations est particulièrement intéressante. Organisme extrêmement puissant, le Secours populaire français — sorte de Croix rouge du parti — a pour secrétaire général Julien Lauprêtre, membre du Comité central du P.C.F. Se présentant comme une association à vocation charitable et comptant dans son secrétariat national diverses personnalités apolitiques (dont un pasteur), le Secours populaire donne le change et permet aux communistes de pénétrer certains milieux qui ne leur sont pas acquis ou de s'introduire dans des pays où le parti est exclu ou surveillé.

S'occupant également du monde des prisons, et en particulier des prisonniers politiques, le Secours populaire mène une action de propagande qui est loin d'être négligeable. Sans compter que l'organisation, par ses appels à la générosité publique (ses communiqués passent à l'O.R.T.F. et sur les stations périphériques) dispose de fonds très importants qu'elle dispense au mieux de ses intérêts. Car, à y regarder de plus près, on s'aperçoit vite que sa charité est souvent à sens unique et s'exerce presque exclusivement au profit des communistes ou des « compagnons de route ».

Encore plus insidieuse est l'action de l'association France-U.R.S.S., dont le président-délégué est le général Petit, les co-présidents Léo Hamon, René Capitant et René Schmittlein, mais dont le véritable animateur est Roland Leroy (du Bureau politique du P.C.) et le véritable patron, Valerian Zorine, ambassadeur d'U.R.S.S. en France.

Fondée en 1943, à Alger (capitale provisoire), cette organisation remplaçait l'« Association française des Amis de l'U.R.S.S. », fondée en 1925 par Henri Barbusse. Après la Libération, elle s'installe à Paris et s'implante rapidement en province. Aujourd'hui France-U.R.S.S. possède des sections dans toute la France, les présidences locales étant toujours attribuées à des non-communistes.

Qu'un savant se rende en U.R.S.S., qu'un industriel ou un enseignant soient reçus à Moscou, ils sont dès leur retour sollicités par France-U.R.S.S. : « Même si vous n'avez pas approuvé le régime communiste, vous êtes au moins pour l'entente avec ce peuple qui vous a si bien accueilli ? Alors, adhérez ! ».

Beaucoup se laissent tenter par ces arguments, et l'association compte plusieurs centaines de milliers d'adhérents (il faut préciser toutefois que d'innombrables militants du P.C. y sont inscrits).

France-U.R.S.S. dispose d'une revue mensuelle et, chaque année, offre le voyage en Union Soviétique à de nombreuses délégations. Les non-communistes sont alors encadrés par de vrais militants et l'accueil qu'ils reçoivent là-bas est



Fac-similé d'une fausse piastre diffusée par le Mouvement de la Paix au début de la guerre d'Indochine.

tel que beaucoup reviennent enthousiastes. Par la suite, les plus malléables seront « travaillés » et « endoctrinés » : on n'en fera pas toujours des communistes ; on en fera parfois de bons « agents » d'information.

En 1950, France-U.R.S.S. éditait une brochure (aujourd'hui retirée de la circulation) intitulée *France-U.R.S.S. au Travail*. Evoquant le cas des personnalités qui bénéficiaient d'un voyage, l'auteur de la brochure, Fernand Grenier, parlait des « possibilités d'utilisation au retour ». Il s'adressait, il est vrai, à des communistes !

Principal relais entre l'appareil soviétique et l'appareil du P.C.F., l'association constitue aussi l'un des paravents et l'un des points d'appui légaux de l'activité des agents soviétiques en France.

France-U.R.S.S. est tellement appréciée du Kremlin qu'à l'occasion de ses 80 ans, son président, le général Petit, a reçu un télégramme de Podgorny lui-même : « Les Soviétiques estiment hautement votre travail ».

Un compliment qui en dit long !

Jean HEYRAS



IX. - LES NOUVEAUX VISAGES DU P.C.

CES MESSIEURS DE L'APPAREIL

Qui commande aujourd'hui au P.C. ? Qui sont les « apparatchiki » entre les mains desquels se concentre toute l'organisation compliquée et généralement secrète du parti ?

Autrefois, pour l'homme de la rue, le communisme français s'incarnait dans une trinité familière : « Pépé » Cachin, Maurice Thorez et son visage de Bébé Cadum, Jacques Duclos, le pâtissier cynique et ricaneur. Seul survivant des temps héroïques, ce dernier est aujourd'hui une sorte de Nestor en chapeau mou, écouté, redouté et qu'on ressort pour les grandes occasions, car sa faconde rocailleuse fait merveille sur les gogos.

Qu'on ne s'y trompe pas : Duclos est loin d'être une potiche comme Waldeck Rochet, toujours officiellement le patron, mais qui n'a plus l'once d'une autorité réelle depuis sa maladie compliquée de séquelles hallucinatoires. (Dans sa chambre de clinique, il sursautait au moindre bruit, en criant : « Les Russes arrivent ! »)

Pour remplacer ce bonze hors de combat, c'est Georges Marchais qui a été choisi. Sa personnalité est encore un peu floue. Mais elle peut, demain, s'imposer dans cette galerie des « nouveaux visages » du P.C. que vous allez pouvoir passer en revue. Nous en avons évidemment exclu les ténors cités plus haut.

Georges MARCHAIS “ l'apparatchik ”



Cinquante ans, le sourcil charbonneux, la carrure massive, la taille haute et la voix puissante, Georges Marchais est secrétaire général adjoint du P.C. depuis février dernier. En fait, c'est lui le véritable patron, Waldeck Rochet, malade, ne figurant plus à la tête du parti qu'à titre symbolique.

L'ascension est rapide pour un homme qui a attendu d'avoir 27 ans — en 1947 — pour prendre sa première carte d'adhé-

rent. A l'époque il était tourneur à la Société Nationale de Construction Aéronautique du Centre. Après un passage

à la SNECMA, on le retrouve, en 1951, permanent syndical au centre C.G.T. d'Issy-les-Moulineaux, puis, en 1953, secrétaire de l'Union des syndicats des travailleurs de la métallurgie de la Seine.

Mais c'est à l'intérieur du parti qu'il va donner toute sa mesure. Secrétaire de la fédération Seine-Sud, celle de Maurice Thorez, c'est sous la houlette de ce dernier qu'il va apprendre le « métier ». Il l'apprend d'ailleurs si vite qu'en 1956 il est nommé suppléant au Comité central. Membre titulaire trois ans plus tard, il accède aussitôt au Bureau politique. Secrétaire du Comité central chargé de l'organisation, en 1961, il est désormais « l'apparatchik » par excellence. Rien de ce qui se passe au sein du parti ne lui échappe.

L'ambition, l'ardeur au travail, l'amitié de feu Maurice Thorez et celle de Jeannette Vermeersch ne suffisent pourtant pas à expliquer comment Marchais, hier encore inconnu, est aujourd'hui au sommet de la hiérarchie du P.C.

En réalité, il doit sa prompte montée à quelques-uns de ses défauts qui, dans le monde communiste, sont tenus pour autant de qualités : il a une absence remarquable de personnalité ; il est totalement dépourvu d'imagina-

tion ; enfin, il a autant d'esprit critique qu'un contractuel.

Mais il a la foi. Une foi âpre, vigilante et sourcilleuse. Avec lui, on peut être tranquille : les pendules du carrefour Kossuth seront toujours réglées sur l'heure de Moscou. A l'intérieur du parti, les velléitaires de la déviation n'ont qu'à bien se tenir. A l'extérieur, les alliés éventuels sont déjà prévenus :

— On ne saurait sous-estimer une campagne anti-communiste, écrivait-il en 1967 dans les *Cahiers du Communisme*. D'où qu'elle vienne, elle doit être combattue, en montrant que le P.C. français s'est affirmé le meilleur défenseur des intérêts des travailleurs et des masses populaires...

Le parti au-dessus de tout ! Pour Marchais ce n'est plus une opinion, c'est une idée fixe. Et malheur à tous ceux qui ne partageraient pas cette idée.

Ce que l'on sait moins, c'est qu'il fut — et reste — responsable n° 1 des immigrés en France. Tâche capitale, quand on veut bien se rappeler la thèse du parti à leur sujet :

— Quand viendra le moment d'aller de l'avant, la classe ouvrière ne pourra rien faire sans les travailleurs étrangers qu'elle doit dès maintenant éduquer et organiser.

Georges Marchais ne faisait que reprendre cette thèse lorsque, dans *l'Humanité* du 8 juillet 1969, il écrivait :

— Il est indéniable que, sans une participation active et consciente des millions de prolétaires immigrés, les luttes de mai-juin 68 n'auraient pas connu une telle ampleur et une telle solidité, en particulier dans certaines industries et entreprises-clés. Il en sera de même pour les actions à venir.

Pourtant, en dépit de son ascension, la cote d'amour de Marchais au sein du parti reste assez basse. C'est qu'on redoute plus qu'on aime cet homme qui connaît par cœur tous les rouages de l'appareil communiste français et qui va quatre ou cinq fois par an à Moscou. Primaire, il déteste les intellectuels. Non élu, il méprise les parlementaires, et, en plus, il a reconnu n'avoir pas participé à la Résistance.

Mais, au P.C., la cote d'amour ne signifie rien. C'est un gadget bon pour les bourgeois.

Roland LEROY " le charmeur "



Quarante-quatre ans. Natif de Saint-Aubin-lès-Elbeuf. Député de la Seine-Maritime, membre du Secrétariat. Chargé des relations publiques du parti, c'est-à-dire représentant en marxisme aimable.

Ce révolutionnaire de charme a d'ailleurs le physique de l'emploi : visage sympathique, sourire permanent, cheveux un peu fous et juste ce qu'il faut d'ironie dans le regard pour ne pas paraître intolérant.

Depuis des années, Roland Leroy passe auprès de beaucoup de non-communistes pour un « libéral ». Ce qui

prouve son talent. En fait, il excelle dans les rôles de composition.

Longtemps on a pu croire qu'il remplacerait Thorez, puis Waldeck Rochet. Mais le XIX^e congrès l'a remis au magasin des accessoires. Et c'est Marchais-le-triste, Marchais-le-doctrinaire qui a été poussé sur le devant de la scène. Carrefour Kossuth on ne fait jamais d'erreur de distribution.

Rassurons-nous, Leroy n'a pas fini de servir. Ne s'est-il pas toujours tiré des missions les plus délicates ? N'a-t-il pas remis au pas les étudiants du parti devenus trop bruyants et les intellectuels récalcitrants ? Et cela sans presque se mettre en colère...

A l'occasion du coup de Prague, il a donné une nouvelle preuve de sa prodigieuse souplesse. Au départ, il était plutôt pour le « printemps » de Dubcek, mais l'été ayant mal tourné, il se rattrapa dès l'automne.

Dans *l'Humanité-Dimanche* du 6 octobre 1968, il écrivit ces lignes impérissables :

— La situation en Tchécoslovaquie n'était pas contre-révolutionnaire... les preuves les plus convaincantes en sont l'accueil fait à l'intervention (*sic*), l'unité du pays et du parti autour de sa direction, la discipline du peuple tchèque et le sang-froid du P.C., grâce auxquels l'affrontement sanglant et général ne s'est pas produit.

La « discipline du peuple tchèque » face aux tanks russes, cela ne s'invente pas !

On ne s'étonnera pas que le P.C. ait fait de cet homme qui a répondu à tout son principal représentant à la si utile association France-URSS. Dans cet étrange milieu où l'on trouve des communistes, des gaullistes, des cryptos et des naïfs, Leroy fait merveille.

C'est grâce à lui, par exemple, que la commémoration du centenaire de la naissance de Lénine prend presque en France l'allure d'une fête nationale.

Comment le Pouvoir pourrait-il d'ailleurs refuser quelque chose à cet homme si avenant, si « libéral » ? A Moscou, on est très content de Roland Leroy. Avec lui, le communisme se vend bien.

Gustave ANSART " le dur "

Quarante-sept ans. Membre du Bureau politique, député du Nord, c'est aussi un homme qui « monte ». En avril 1968, il eut pour la première fois l'honneur de présenter le rapport de politique générale au Comité central. Tâche qui n'était pas de tout repos, puisqu'il s'agissait de faire l'autocritique du parti après les premiers revers de l'unité de la gauche.

Inconnu du grand public, Ansart doit ses promotions successives à son action occulte dans les coulisses des grèves. Aucun grand débrayage auquel il n'ait participé ; aucun conflit social d'envergure où il ne soit apparu à un moment ou à un autre. Soit pour entraîner ses troupes, soit, plus opportunément, pour les suivre. Modèle de cette tactique « souple » : la grève des mineurs de 1963 qui n'avait pas été déclenchée par la C.G.T.

Au parti, on le considère comme un « dur » :

— C'est André Marty n° 2, dit-on parfois de lui.

Attention, la comparaison est aujourd'hui péjorative.

Gaston PLISSONNIER “ le gaffeur ”



Membre du Secrétariat, il a la haute main sur l'organisation du parti. C'est lui qui, à longueur d'année, bombarde les responsables des sections de lettres et circulaires demandant une amélioration du recrutement.

Attentif à rester dans la « ligne », sa vigilance a pourtant failli être prise en défaut. En août 1968, évoquant dans *l'Humanité* la politique de l'URSS en Europe Centrale, il écrivait dans un article intitulé :

« Il y a vingt-quatre ans, la Libération » :

— L'Union Soviétique est le seul pays à être fidèle aux traités conclus avec le gouvernement tchécoslovaque !

Or, à l'heure où paraissaient ces lignes, les chars russes entraient dans Prague...

Pour faire oublier qu'il avait quelque peu dérapé au virage, Plissonnier, devant le Comité central réuni au cours du mois d'octobre suivant, devait se montrer particulièrement sévère pour les camarades soviétiques.

— Les faits confirment que les cinq pays du pacte de Varsovie n'ont été appelés ni par la direction du P.C. tchèque, ni par le gouvernement, ni par l'Assemblée Nationale, ni par le président de la République... Ce qui s'est passé a montré qu'il n'y avait pas une situation contre-révolutionnaire, que le parti communiste tchèque, avec l'aide des partis socialistes et le soutien des partis frères, pouvait trouver en lui-même les forces nécessaires pour surmonter les difficultés.

Autrement dit, Plissonnier détruisait la version du Kremlin sur la nécessité de l'intervention soviétique et traitait les dirigeants russes de menteurs.

Toutefois, il nuança son attitude avant le départ de la délégation du P.C.F. pour Moscou :

— Pour le parti communiste français, la solidarité avec le parti communiste soviétique est une question d'importance primordiale... Il nous semble que, sur les événements de Tchécoslovaquie, à propos desquels il existe entre nos partis une divergence, nous pourrions nous en tenir à résumer nos positions respectives...

En fait de « résumé », on sait que la délégation du P.C. français fut gâtée, les camarades Brejnev et Kossyguine s'étant contentés d'expliquer qu'ils n'avaient... aucune explication à fournir !

Guy BESSE “ la tête chercheuse ”

Membre du Bureau politique. Théoricien de la révolution scientifique. Sorte de savant qui étudie en laboratoire les processus révolutionnaires comme d'autres cultivent les

virus en éprouvettes. Se rend souvent à Moscou pour des cours de recyclage.

Agrégé de l'Université, il remplace aujourd'hui au Bureau politique un autre agrégé, le « traître » Garaudy. Inconditionnel du Kremlin à 100 %, au point qu'au moment de Prague, il faillit épouser la thèse approbatrice de Jeannette Vermeersch. S'est ressaisi à la dernière minute pour ne pas compromettre sa carrière.

C'est lui qui est intervenu, en mai 68, contre les « aventuristes » et autres « opportunistes » qui voulaient que le P.C. se rangeât du côté des étudiants en colère. Il n'en a pas renoncé pour autant à élargir le recrutement.

— La France, écrivait-il en août 1968 dans les *Cahiers du Communisme*, est un pays où la contradiction entre le grand nombre et une oligarchie s'approfondit, où se durcissent les conflits de classe. Il est de bon ton de déclarer que la lutte des classes n'est plus de saison. En fait, elle ne s'atténue pas, mais gagne des couches nouvelles. Par exemple, tous ces « cadres » qui se croyaient patrons et qui découvrent qu'ils sont des salariés...

Guy Besse est la « tête chercheuse » de la révolution prolétarienne.

André VIEUGUET “ le mouchard ”



L'un des sept membres de l'omnipotent Secrétariat. Il a été l'ami de Thorez et le secrétaire de Jacques Duclos pendant dix ans. Cassant, sectaire et inébranlable (borné, disent ses ennemis), tout le désignait pour surveiller les camarades du parti.

En fait, il est le préfet de police du P.C. Tapi derrière ses fichiers, entouré de ses mouchards, à l'affût des moindres « déviations » et des plus légères tentatives de « frac-

tionnisme », il n'ignore rien de la vie privée des membres du parti à quelque échelon qu'ils soient. Il en « tient » ainsi un certain nombre dans la plus pure tradition policière. Personne au P.C. — pas même Georges Marchais — ne peut se vanter d'échapper à sa haute surveillance.

Carrefour Kossuth, les petits malins — il en reste ! — vous glissent à mi-voix :

— Vieuguet est tellement méfiant qu'il se fait filer lui-même.

Madeleine VINCENT “ l'appliquée ”

A 49 ans, cette ancienne déportée siège comme suppléante au Bureau politique, après un stage de seize ans au Comité central. Militante aux Femmes Communistes,

puis dirigeante de l'Union des Jeunes Filles de France, c'est le type même de la « camarade » qui, peu à peu, a pris du galon.

Au Bureau, elle remplace Jeannette Vermeersch mais, au sein du P.C., on s'accorde à penser qu'elle est loin d'avoir les qualités de la veuve de Thorez qui savait à merveille, dans les réunions féminines ou à l'Union des Femmes Françaises, jouer les mères de famille bien tranquilles.

Avant le XIX^e Congrès, sa candidature au Bureau fut âprement discutée. Si elle fut finalement acceptée, c'est que, parmi les femmes en vue, le P.C. n'avait guère le choix.

Georges SÉGUY “ l'aiguilleur des grèves ”



Quarante-trois ans. Secrétaire général de la C.G.T. Membre du Bureau politique du P.C. Avec son visage de bébé cadum et son sourire de commis-voyageur, il fait terriblement Français moyen.

— Trompeuse ressemblance qui se dissipe au premier abord. La main est méfiante, le regard glacé, le maxillaire volontaire, la phrase réticente. Le bonhomme a disparu,

faisant place au chef communiste (1).

— Ce père tranquille au visage poupin, à l'expression amène, qui patiente dans les embouteillages — il contribue parfois à les créer — et qui aime la vie de famille, n'a apparemment rien d'inquiétant... et pourtant il inquiète (2).

A juste titre, il est vrai, car cet homme, sur un ordre, peut paralyser tout le pays.

— Le secrétaire général de la puissante C.G.T. peut, s'il le décide, bloquer complètement la France, arrêter les trains, couper l'électricité, le gaz, l'eau, le téléphone, encombrer les autoroutes, étouffer Paris, isoler les préfets, réduire à rien l'autorité de M. Pompidou (3).

Communiste, Séguy l'est depuis les culottes courtes. A Toulouse, c'est son père qui le fait inscrire au P.C. clandestin, sous l'occupation. En 1944, la Gestapo l'arrête. Mauthausen. Quand il revient, il renonce à l'imprimerie où il avait commencé son apprentissage pour devenir électricien. Dès lors, le parti le prend en charge dans ses écoles de cadres. 1947 : grèves des chemins de fer. Le petit Georges apparaît si doué qu'il se retrouve bientôt au Secrétariat de la Fédération des Cheminots. Depuis vingt ans, il est cheminot d'honneur, comme Thorez était mineur d'honneur.

Pourtant, pendant vingt ans, le nom de ce faux cheminot ne dira rien au grand public. Il faudra attendre 1967 pour le voir se pointer à la tête de la C.G.T., où il remplace le vieux Frachon.

Pour le P.C., c'est l'homme idoine. A Moscou, où il a fait de nombreux stages, il a appris que le syndicat n'était

que la courroie de transmission du parti. A la tête de l'un, il reste au service de l'autre.

Ce n'est pas toujours facile, surtout quand on est gouverné par un général dont la politique a des aspects si « positifs ».

A la Bourse du Travail, en 1964, Boiron, délégué des conducteurs autonomes de la SNCF, lance à Séguy :

— Vous êtes tous vendus au pouvoir gaulliste !

Que répond l'interpellé ? Rien. Il est dans la « ligne » du parti, c'est l'essentiel. Mais, trois ans plus tard, il annoncera au cours d'une réunion à Toulouse :

— Nous sommes contre toute précipitation de la lutte d'opposition au pouvoir gaulliste.

Cela, sans doute, à l'usage des camarades qui n'auraient pas encore « compris ».

La suite ne dément d'ailleurs pas cette stratégie.

« En mai-juin 1968, le poids du parti communiste et de la C.G.T., dans leur refus et leur crainte de la déviation « gauchiste », s'était nettement porté vers le maintien de l'ordre, la négociation, la reprise du travail. Sans eux, contre eux, le pouvoir aurait dû probablement céder la place » (4).

Peut-on dire plus clairement que Georges Séguy et ses amis ont sauvé le régime défaillant ?

Depuis l'avènement de Pompidou, changement de décor : Séguy joue les grands méchants loups. Il prédit au président de la République un septennat de courte durée et menace le gouvernement d'un plan de harcèlement par les grèves.

Grèves qui, au demeurant, n'ont pas été depuis six mois un triomphe pour Séguy. A l'E.D.F. l'ordre de débrayage a été rapporté devant la colère inattendue du public. A la S.N.C.F. la paralysie n'a été que partielle.

Au P.C., certains camarades ricanent devant ces demi-échecs. Ceux notamment qui trouvent que Séguy a trop tendance à jouer les « gros bras ». Mais qu'ils se méfient tout de même : le bonhomme n'a pas dit son dernier mot.

(1) Minute, 20 mars 1969.

(2) Le Figaro, 22 septembre 1969.

(3) France Observateur, 22 septembre 1969.

(4) Pierre Viasson-Ponté, Le Monde, 20 septembre 1969.

Henri KRASUCKI “ le diplomate ”



Quarante-cinq ans. Membre du Bureau politique. En 1967, au Congrès de la C.G.T., on attendait sa nomination au poste de secrétaire général. C'est Georges Séguy qui fut élu. Seuls les initiés ne furent pas surpris.

Après la réunion, un journaliste lui lança :

— Vous ne pensez pas que votre nom vous a joué un mauvais tour ?

— Pas du tout, répondit Krasucki, car, en réalité, je suis plus Flamand que Polonais. Dans le Nord, beaucoup de gens portent des noms semblables au mien.

Bien entendu, Krasucki ne pouvait répondre ce qu'il pensait. A savoir que, fidèle à lui-même, le parti avait refusé de mettre à la tête de la C.G.T. un juif d'origine polonaise. L'intéressé s'est d'ailleurs vite consolé : être membre du Bureau politique du P.C. et secrétaire confédéral de la Centrale syndicale, après tout, ce n'est pas si mal !

Pourtant, voudrait-il faire oublier ses origines que les événements se chargeraient de les lui rappeler. N'a-t-il pas dû, récemment, recueillir quelques-uns des membres de sa famille persécutés à Varsovie par les antisionistes du gouvernement ? Le communisme, lui aussi, a ses contradictions internes...

La calvitie élégante, la poignée de main facile, aimant citer les auteurs classiques, Krasucki-le-chaleureux dissimule mal sous son apparence aimable l'étoffe rugueuse du sectarisme.

Le parti apprécie d'ailleurs à sa juste valeur cet homme venu de la Fédération de la Métallurgie après avoir passé deux ans à Auschwitz. Très vite, après la Libération, il s'impose comme théoricien du marxisme et habile diplomate. Cette dernière qualité, en particulier, lui vaut de faire partie des délégations du P.C. chaque fois qu'une négociation difficile s'engage avec le gouvernement.

Aucun titre pourtant ne lui tient plus à cœur que celui de directeur de *La Vie Ouvrière*, le journal de la C.G.T. (tirage 500.000 exemplaires).

Coquetterie : il adore que les journalistes « bourgeois » lui donnent du « cher confrère ».

Un « cher confrère » qui n'est pas n'importe qui pour Moscou, puisque la revue soviétique *Les Temps Nouveaux*, datée du 24 février 1970, écrivait à son sujet :

— Non seulement Henri Krasucki démasque ceux qui cherchent à désarmer idéologiquement les syndicats et les travailleurs pour les pousser à « s'intégrer » au système capitaliste, mais il montre l'inconsistance et la nature aventuriste des mots d'ordre gauchistes.

Les Soviétiques étant avares d'éloges, ceux-ci n'en ont que plus de poids...

René PIQUET

“ le jeune loup ”



Trente-sept-ans. Benjamin du Secrétariat, cet ancien mécanicien responsable des Jeunesses Communistes fait partie des « jeunes loups » du P.C.

A plusieurs reprises, il est intervenu pour remettre de l'ordre dans l'esprit des étudiants du parti, suspects de « fractionnisme ». En mai 1968, il a joué un rôle important en les dissuadant de s'acoquiner aux « gauchistes ».

Le gauchisme, voici

d'ailleurs ce que Piquet en pense :

« La lutte contre le gauchisme dans toutes ses variantes est une des conditions de progrès des luttes de la jeunesse

et de leur insertion dans le mouvement démocratique et révolutionnaire. Cherchant à se situer à l'intérieur même du mouvement révolutionnaire, le gauchisme, par ses actions et mots d'ordre, ne peut que le pervertir, le conduire à l'isolement et à la capitulation » (1).

René Piquet est également responsable de la presse communiste, sous la direction de Fajon. Ce qui ne l'empêche pas d'être parfois en retard d'une *Pravda*. C'est ainsi qu'à la Fête de l'Humanité de septembre 1968, il déclarait :

— Nous nous félicitons que les forces d'intervention russes en Tchécoslovaquie soient progressivement retirées.

Or, le matin même, l'éditorialiste de la *Pravda* écrivait :

— Que personne n'entretienne de doutes sur la détermination des troupes alliées d'exécuter leur noble mission internationale jusqu'au bout.

Au piquet !

(1) *Rapport au Comité central*, 15-10-69.

Paul LAURENT

“ le jésuite ”



Quarante-cinq ans. Membre du Bureau politique. Cet ancien agent technique au visage poupin et à la bouche gourmande, a été longtemps, avec Georges Marchais et Roland Leroy, l'un des challengers de Waldeck Rochet.

En 1967, le parti en avait fait un député, puis son public-relations. C'est ainsi qu'aux élections de 1968, les téléspectateurs eurent l'occasion de découvrir ce personnage verbeux

et un tantinet vulgaire qui déploie une habileté certaine à la tête de l'importante Fédération communiste de Paris.

En novembre 1968, devant le Comité central, il rappelait que le parti avait désapprouvé l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Mais il s'empressait d'ajouter :

— Aussi, lorsque fut adopté le protocole de Moscou, le 26 août, l'avons-nous accueilli comme un fait positif pouvant permettre, par sa réalisation par les deux parties, un retour à une situation normale en Tchécoslovaquie et dans la communauté socialiste.

Une « situation normale », c'est-à-dire l'étouffement d'un pays qui avait eu le tort de croire au printemps.

Le parti communiste a, lui aussi, ses jésuites.

Pierre GENSOUS

“ le tourneur ”

Suppléant au Comité central depuis le dernier Congrès du parti. Age : 45 ans. Profession : tourneur. Type même

de l'homme inconnu du grand public mais dont l'importance est considérable dans le monde communiste.

Depuis le 26 octobre 1969, il est secrétaire général de la Fédération Syndicale Mondiale, sorte de gigantesque Deuxième Bureau qui travaille pour le compte du Kremlin. Au nom de la F.S.M., on le retrouve ainsi en Argentine en 63 ; en Tchécoslovaquie et en Pologne en 64 ; à Leipzig en 65 ; au Japon, à Genève et de nouveau à Prague en 66 ; à Hanoï, au Soudan et à Moscou en 67 ; à Berlin-Est, à Turin, à Sofia et à Budapest en 68 ; à Conakry, à Moscou, encore à Budapest en 69 ; à Tokyo, à Moscou et à Prague en janvier 70. Etc.

En fait, le tourneur Gensous tourne beaucoup autour du monde. C'est l'un des principaux commis-voyageurs de la firme Brejnev and Co.

Claude POPEREN " l'homme de la Régie "



Suppléant au Bureau politique à 39 ans, c'est, entre tous, l'homme qui monte. Pour le P.C., il est vrai, Claude Poperen c'est Renault, un fief de première grandeur.

A la Régie, il a été ouvrier de 1949 à 1958 et dirigeant syndicaliste de 1956 à 1967. Chaud partisan du renforcement du parti dans les entreprises, c'est grâce à lui que :

1) La section du P.C. chez Renault a gagné plus de 35 % d'adhérents en

deux ans ;

2) Le mouvement gauchiste de mai 1968 a été « cassé » à Billancourt ;

3) Le Comité d'Entreprise de la Régie est devenu l'un des plus solides bastions du parti.

Un camarade efficace, comme on voit.

François HILSUM " l'agitateur "

Membre suppléant du Comité central. Fils de l'ancien directeur de la Banque commerciale pour l'Europe du Nord, laquelle est le principal établissement financier du parti.

Secrétaire général du « Mouvement de la Jeunesse communiste », il est spécialement chargé des jeunes du P.C. En 1968, il s'est fait remarquer par son habileté à « isoler » les gauchistes. Passe pour avoir la haute main sur les C.A.L., qui entretiennent l'agitation dans les lycées.

Pierre JUQUIN " le normalien "



Elu député de Longjumeau à 36 ans, battu à 37, membre du Comité central à 39, ce jeune intellectuel au sourire facile fait partie de la « nouvelle vague » du parti. Il est agrégé d'allemand.

— Je suis un des rares enfants d'ouvriers parvenus dans l'enseignement supérieur (1). Je ne l'ai dû qu'à l'intervention d'un instituteur qui a su persuader mon père, cheminot à Clermont-Ferrand, de me faire entreprendre des

études.

Détail : ce père « cheminot » était tout de même employé à l'inspection principale de Clermont, mais, au P.C., un peu d'ouvriérisme n'a jamais gâché une biographie.

— A mon arrivée au lycée Henri IV, je n'ai pas ouvert la bouche pendant trois mois, tant j'étais ébloui par le langage de certains de mes condisciples. Ceux qui avaient reçu héréditairement la culture, les « héritiers » me fascinaient.

Ces complexes initiaux ne l'empêchent pas de réussir brillamment : Normale Sup', l'agrégation. A 28 ans, il est l'un des plus jeunes professeurs de Khâgne de France.

Juquin est inscrit au P.C. depuis sa majorité.

— J'ai adhéré, dit-il, pour protester contre le réarmement outre-Rhin.

Evidemment, cette option politique l'entraîne à bousculer parfois ses élèves de Khâgne.

— Après le bac, il faut mettre à la portée des étudiants toutes les idées qui ont valeur d'actualité.

Mais comment procéder quand on n'enseigne pas la philo ? Qu'à cela ne tienne, on appliquera la dialectique au programme d'allemand !

Le 27 avril 1968, Juquin connaît son jour le plus long. Alors qu'il veut dévoiler aux étudiants de Nanterre « les solutions communistes aux problèmes de l'Université », une vingtaine d'« enragés », brandissant le petit livre rouge de Mao, montent à l'assaut de la tribune. Avec tant d'ardeur que Juquin doit battre précipitamment en retraite en s'enfuyant par une porte dérobée. Depuis ce jour, les jeunes gauchistes n'ont pas d'ennemi plus farouche que ce brillant professeur.

— Ce sont des petits bourgeois, aime-t-il répéter.

Injure grave. Mais Juquin n'oublie pas qu'il a été traité par eux de « Lecanuet du P.C. ». Ce qui, à ses yeux, est tout à fait impardonnab'e.

Chargé par le parti des problèmes d'Education nationale, certains camarades lui prédisent un brillant avenir. Mais son intelligence — un intellectuel est toujours suspect — ne sera-t-elle pas un obstacle à son ascension ?

(1) Paris-Presse, 21 mars 1967.

René ANDRIEU " le haut-parleur "



Cinquante ans. Membre du Comité central. Participe fréquemment aux « tables rondes » politiques de la télé et de la radio, au titre de rédacteur en chef de *l'Humanité*.

Avec lui, le quotidien officiel du P.C. n'a rien à craindre :

— Quand il hésite sur une virgule, il téléphone à Moscou, disent (à voix basse) les intellectuels du parti qui ne l'aiment guère.

C'est à peine exagéré. Les articles de René Andrieu sont toujours l'exacte reproduction des décisions prises carrefour Kossuth. Qu'il écrive ou qu'il parle, il ne fait que répéter ce qu'on lui a appris.

Pas libre, Andrieu ? Il s'en défend bien :

— J'ai l'impression qu'il n'y a pas tellement de rédacteurs en chef qui soient plus libres que moi (1).

Mais avec les communistes, il faut se méfier. Les mots n'ont pas la même signification. « Etre libre », c'est avoir le droit de suivre aveuglément la ligne du parti. Ainsi on a vu Andrieu encenser Staline, puis dénoncer le « culte de la personnalité », applaudir Budapest, puis désapprouver Prague, pourfendre le pouvoir gaulliste, mais noter ses « aspects positifs ». C'est un communiste tous terrains. Résultat : après 28 ans passés sur les montagnes russes du P.C., Andrieu a gardé l'estime de ses chefs. Il est toujours « libre ».

Né à Beauregard, à 40 km de Cahors, il appartient à une famille de petits paysans.

— Mes parents étaient surtout catholiques (2). Mon père était plutôt radicalisant, plutôt un peu de gauche, comme on dit à la campagne. Il était conseiller municipal sur la liste de gauche, mais ses opinions politiques n'étaient pas particulièrement affirmées.

Ce ne sera pas le cas du fils qui, fort en thème, prépare l'agrégation de lettres à Toulouse, entre dans la Résistance, et adhère au parti communiste, en 1942.

— J'ai été amené à me battre les armes à la main, alors que quelques années auparavant j'étais antimilitariste. J'étais contre la peine de mort, et j'ai été amené à présider un tribunal militaire (3).

Jouer un tel rôle à 20 ans, cela vous marque un homme. Du juge implacable, il a gardé le ton tranchant et l'œil inquisiteur. Adversaire redoutable dans les « tribunes », car il met un point d'honneur à parler plus que les autres.

Et s'il adore couper les cheveux en quatre, il déteste qu'on lui coupe la parole.

(1) (2) (3) *Nouvel Observateur*, 16 septembre 1968.

Jacques DENIS " le commis-voyageur "

Membre du Comité central. Le parti lui a donné une spécialité : la politique étrangère. Assiste à tous les congrès communistes dans le monde.

Après le congrès de Karlovy-Vary, en avril 1967, il a été félicité par le Kremlin pour avoir convaincu les partis frères européens de la nécessité de relancer le projet d'un « Pacte Européen de Sécurité ».

Quelques jours plus tard, il écrivait dans les *Cahiers du Communisme* :

— Il saute aux yeux que porter des coups en Europe à l'hégémonie américaine, substituer au Pacte Atlantique (comme au traité de Varsovie, conclu six ans après lui, en réponse) un système de sécurité collective, c'est non seulement faire un pas énorme vers une paix durable, mais c'est porter un grand coup à la politique de force.

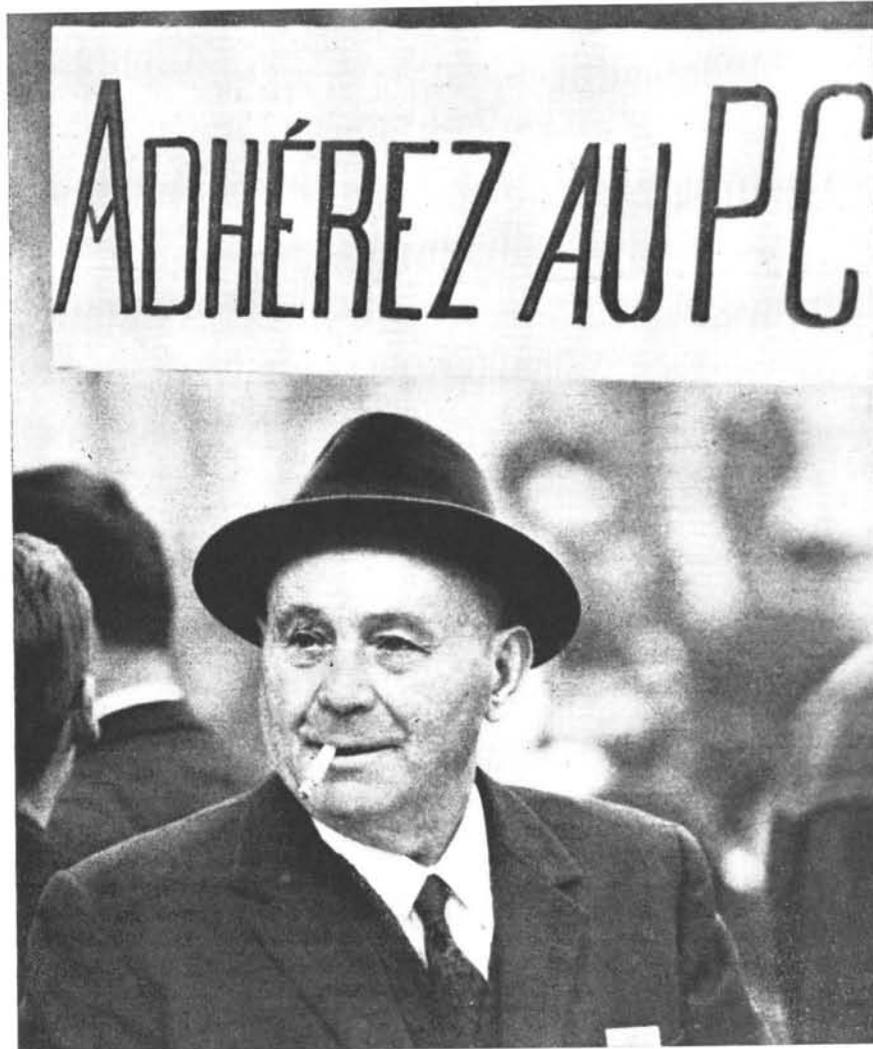
Jacques Denis a donc été investi d'une charge considérable, puisqu'il s'agit rien moins que de faire basculer l'Europe occidentale vers l'Est. Prière de ne pas hausser les épaules trop vite : certains gaullistes sont partisans de ce Pacte.



Le super-Marchais
(Dessin de Moisan paru dans
« Le Canard Enchaîné »).

X. - LE RECRUTEMENT DU P.C.

COMMENT ON DEVIENT COMMUNISTE



— Alors, tu viens ou tu viens pas ? (Air connu)

MALGRÉ quelques millions d'électeurs, des dizaines de députés et un ex-candidat à l'Elysée qui a fait tout son possible, sur le petit écran, pour ressembler davantage à un honnête pâtissier qu'à un inquiétant politicien, il flotte toujours autour des communistes une aura de mystère. On les regarde un peu comme des « initiés » appartenant à on ne sait quelle secte ésotérique et, quand on parle du voisin du dessous, lecteur de *l'Huma*, on se chuchote à l'oreille : « Vous savez, il est communiste », ajoutant avec un froncement de sourcil : « Comment peut-on être communiste » ?

Comment peut-on être ou devenir communiste ? Rien n'est plus simple ! Le parti fait tout ce qu'il peut pour

vous y inciter : il multiplie les appels et les œillades tentatrices. Promenez-vous dans votre quartier : la permanence du parti, loin de se dissimuler, annonce franchement la couleur. Ouvrez les journaux — quotidiens, magazines, organes des « comités d'arrondissement » — vous trouverez toujours, en bonne place, amoureusement encadré, un bulletin d'adhésion qu'il suffit de remplir et d'envoyer à l'adresse indiquée, comme si l'on commandait un catalogue à la Manufacture de Saint-Etienne. Et la « Fête de *l'Huma* » donc, cette réjouissance populaire qui attire bon an mal an un million de saucissonneurs marxisés, croyez-vous qu'elle ne serve qu'au repos du militant ? Que non ! Cette gigantesque kermesse aux étoiles (rouges) est pour

le parti un fameux support publicitaire : chaque année, les cellules, sections et fédérations qui y tiennent salon enregistrent environ deux mille adhésions.

Mieux encore, le parti s'affiche. Et, au bas des placards, en caractères bien lisibles, se détache toujours l'adresse de la permanence la plus proche. Pour un peu, il y aurait un plan...

Pourtant, il y a des scrupuleux, qui préfèrent entamer le dialogue avec Dieu lui-même (c'est-à-dire le Comité central) plutôt qu'avec ses saints. Peine perdue ! Le C.C. renvoie la demande à la cellule, organisme de base.

D'autres, plus directs, vont tout bonnement s'informer auprès du gaillard qui, hebdomadairement, s'enroue au carrefour voisin à vendre *l'Humanité-Dimanche*. De toute manière, les uns et les autres se retrouvent sur le bon chemin, celui de la cellule.

ERREUR SUR LA PERSONNE

LE parti, on le sait, est hostile à la Franc-Maçonnerie. Mais à toutes les francs-maçonneries...

Un artiste d'avant-guerre l'apprit à ses dépens. Chanteur de charme de son état, mais charmé par les théories marxistes-léninistes, il avait voulu s'inscrire au parti. Accueilli à bras ouverts, convié à toutes les réunions de cellule, chouchouté par les camarades qui répondaient patiemment à son insatiable curiosité, il attendait avec allégresse que la Section ratifiât son adhésion et lui adressât sa carte.

Le jour tant espéré arriva... Le secrétaire de cellule, l'air sombre, lui annonça que son adhésion était refusée. Effondré, le chanteur demanda des explications. On lui fit comprendre sans ménagement que sa vie privée ne correspondait pas aux critères fixés par le parti.

Tout simplement, le roucouleur tant aimé des dames, ne les aimait pas précisément.

La cellule, un mot qui évoque la famille et vous fait chaud au cœur. Et, de fait, l'accueil que reçoit le nouveau venu est toujours chaleureux. A peine a-t-il franchi la porte qu'un sonore « Bonjour camarade » crée une ambiance de virile fraternité. Là, pas de chichis ni de familiarité déplacée : le langage est direct et la poignée de main vigoureuse.

Pas question toutefois d'« embaucher » le postulant sur sa bonne mine. L'air de ne pas y toucher, le secrétaire de cellule, par quelques questions adroites, tentera de se faire une première opinion, qu'une enquête plus poussée sera chargée de confirmer.

L'examen de passage

Car le parti, comme la Légion étrangère, n'accepte pas n'importe qui. Selon que le candidat se sera présenté à la cellule de son entreprise ou, si elle n'existe pas, à celle de son quartier, on interrogera ou bien ses camarades et ses chefs, ou bien sa concierge et les commerçants.

Le néophyte est-il un pilier de bistrot ? Bat-il sa femme et brutalise-t-il ses enfants ? A-t-il émis des chèques sans provision ou subi des condamnations ? Non ? Tant mieux ! Exerce-t-il avec conscience une profession régulière ? Oui ? Parfait ! Car le parti a un préjugé défavorable contre les chômeurs professionnels. Pour être un bon communiste,

il faut aimer le travail. Pas de pitié pour les traîne-savates. L'armée de la révolution n'est pas l'Armée du Salut.

Le parti a également un préjugé contre les parents policiers : « Ton oncle est flic, camarade ? Cela change tout !... ». Cela change surtout la situation familiale de celui qui veut servir la Cause. Car il lui faut choisir : ou bien abandonner l'espoir de devenir membre du P.C., ou bien « renier » le tonton compromettant. C'est-à-dire ne plus le voir et, surtout, ne plus lui parler.

Il existe encore d'autres incompatibilités : ainsi le parti ne saurait admettre en son sein un franc-maçon, à quelque obédience qu'il appartienne, pas plus que le transfuge d'un parti proclamé « fasciste ».



Il faudra d'abord franchir la première épreuve : vendre « l'Huma » par tous les temps.

Cependant, Lénine en soit loué, la plupart des candidats sont de bonnes recrues. Reste à tester leur bonne volonté.

On les emploiera donc d'abord à des tâches subalternes : affichage, préparation de la fête de la cellule, vente de journaux. Là, pas de passe-droit ni de régime de faveur : on verra ainsi tel médecin, délaissant le stéthoscope pour le pot de colle, couvrir d'affiches les murs de son quartier, sous la direction d'un commis boucher ; tel cadre supérieur vendre par un froid glacial *l'Huma-Dimanche* à la criée ; telle bourgeoise cossue collecter des bricoles chez les commerçants pour l'arbre de Noël de la cellule. En



Nom, prénom,
adresse... At-
tendez, on vous
convoquera.

toute humilité, car, au parti, l'humilité est une vertu comme l'égalité est un dogme.

Cette période probatoire accomplie, la nouvelle recrue est enfin digne de recevoir sa carte de membre du parti... et de payer sa première cotisation.

La carte lui est délivrée par la section, seul organisme habilité à ratifier les nouvelles adhésions ; les cotisations sont payées mensuellement, selon un barème qui tient compte des revenus de l'adhérent. Mais le chômeur lui-même est tenu de faire un geste : sa quote-part mensuelle est fixée à 20 centimes. Car, adepte de la participation bien avant de Gaulle, le P.C. considère que si, conformément au précepte de Lénine, chacun doit être rétribué selon ses besoins, chacun doit aussi aider le parti selon ses possibilités.

Les cotisations, outre qu'elles alimentent les caisses du P.C., symbolisent le lien étroit qui rattache le militant à « son » parti. De plus, ne pouvant être acquittées qu'à la cellule, elles permettent de contrôler l'assiduité aux réunions.

Cette assiduité est vivement recommandée : tout communiste, siègeât-il au Comité central à la droite de Marx, est tenu théoriquement de participer aux activités de la cellule, locale ou professionnelle, à laquelle il appartient obligatoirement.

Echelon par échelon

Notre nouveau militant de base, dûment confirmé par sa carte toute neuve, se voit confier au fil des jours des tâches de plus en plus complexes, de plus en plus politiques : propagande, action, vigilance. Un soir, insigne marque de confiance, on lui demandera d'assurer la garde de la cellule. Sentinelle de la révolution, il épiera les bruits suspects, consignera les comportements insolites, combattra à coup de café les assauts du sommeil bourgeois.

S'il fait preuve d'aptitudes particulières et d'un dévouement à toute épreuve, rien n'empêche qu'un jour de gloire

il soit élu secrétaire de sa cellule, chargé du même coup de la représenter auprès de la Section.

Dans ces nouvelles fonctions, il peut encore une fois donner sa pleine mesure : il deviendra alors membre du Comité de Section. Lequel Comité, après un temps d'observation, pourra l'élire secrétaire de Section, secrétaire à la Propagande ou à l'Organisation, ou bien encore trésorier.

Aux réunions du Comité de Section assiste traditionnellement un membre du Comité fédéral. Quand ce dernier remarque un élément particulièrement dynamique, il s'arrange pour le faire entrer à la Fédération. De là, s'il montre l'envergure nécessaire, le nouveau venu aura accès au Comité central.

A l'échelon du secrétariat de Section et de la Fédération, tous les militants deviennent des cadres, c'est-à-dire qu'ils sont investis par le parti de responsabilités précises. Le cadre peut, parallèlement à son activité politique, continuer à exercer sa profession. Mais il peut aussi être *permanent* : le parti se chargera alors de le rétribuer directement ou indirectement. Cependant, qu'il ne se fasse pas trop d'illusions : simple secrétaire de Section ou membre du Bureau politique, le permanent ne peut percevoir un salaire supérieur à celui d'un ouvrier qualifié. C'est dire qu'il faut savoir se contenter de peu. Certains murmurent. Très bas.

...ET COMMENT ON EN SORT

L'affaire Garaudy l'a encore montré tout récemment : le parti ne badine pas avec les fortes têtes, les fantaisistes ou les indisciplinés. « *Le parti doit ouvrir largement ses portes... mais aussi ses fenêtres !* » enseignait Ambroise Croizat, ancien ministre du Travail et militant exemplaire. Le conseil était superflu, le parti n'ayant jamais reculé

T.V. CONTRE P.C.

DEVANT les membres du Comité central réunis le 21 mars dernier à Arcueil, André Vieuguet, membre du Bureau politique et « secrétaire de l'organisation », déclare sans embages que la régression du P.C.F. dans la région parisienne « devait retenir la plus vive attention des organisations du parti. »

En effet, dans la capitale et les départements limitrophes, non seulement le nombre des électeurs, mais aussi le militantisme ont enregistré un sensible recul.

Certains communistes, rappelant que la proportion des récepteurs de télévision est plus forte dans la région parisienne que dans le reste de la France, n'hésitent pas à incriminer le petit écran qui exercerait une toute autre séduction que les réunions de cellule !

Ces propos ne sont pas dépourvus de vérité. Voici quelques années, les secrétaires de cellules s'aperçurent que leurs réunions étaient singulièrement clairsemées tous les lundis soirs. Le Bureau politique, informé, fit faire une enquête et le coupable fut démasqué : c'était Elliott Ness qui, avec ses « Incorruptibles », rivait chaque semaine à leur poste de télévision les militants les plus dévoués !

LES EFFECTIFS COMMUNISTES

IL ne paraît pas aventureux de situer les effectifs communistes réels dans une fourchette comprise entre 275.000 et 300.000 adhérents.

On sait en effet que Jeannette Thorez-Vermeersch avait indiqué dans « l'Humanité » du 28 novembre 1961 qu'en 1959, 49.490 femmes étaient membres du P.C.F. Or, Marcel Servin avait déclaré au XV^e congrès (juin 1959) que les femmes représentaient 21,9 % des effectifs du Parti. Il en résultait que, cette année-là, le nombre des adhérents était donc de :

$$49.490 \times 100 = 225.985 \text{ adhérents}$$

21,9

On sait d'autre part que de 1961 à 1967, les effectifs du Parti se sont accrus de 50.000 unités, ce qui a dû les porter pour 1967 à 275.000 adhérents.

Annie Kriegel « *Les communistes français* » (Seuil)

devant les défenestrations (à Prague comme ailleurs). Et s'il tolère, à condition qu'elles ne se renouvellent pas trop souvent, les négligences des militants, il ne passe rien aux cadres.

Un responsable communiste, comme la femme de César, ne doit pas pouvoir être soupçonné. Afin de ne pas risquer de porter le discrédit sur ses camarades, il doit se montrer irréprochable sur tous les plans : professionnel, idéologique, familial. Si rien n'est plus malaisé à connaître que la vie privée des dirigeants communistes, c'est sans doute parce qu'il n'y a rien à en connaître. Généralement, ils sont très bourgeoisement mariés. Quelquefois, ils vivent en concubinage — mais discrètement. Dans un cas comme dans l'autre, d'ailleurs, l'œil de Moscou n'est pas tendre pour les petites amies — ou amis — de passage. De la même manière, la sobriété est fortement conseillée.

On se doute bien que si le parti régleme avec une telle rigueur tout ce qui touche à la chair et à la chère, il est encore plus vétilleux quand il s'agit des Grands Principes. Ainsi, peu après la Libération, alors que les restrictions contraignaient encore les Français à faire maigre, il arriva à un député du Nord de franchir la frontière belge avec un kilo de café : le parti, l'ayant appris, le suspendit, comme un vulgaire Dubcek, pour trois mois. Et, trois mois durant, le député n'eut pas le droit de prendre la parole à l'Assemblée nationale ni de participer aux réunions de son groupe.

Plus récemment, un maire, grand résistant, aussi estimé de ses populations que de ses pairs, lança à un camarade italien, lors d'une réunion de cellule : « Fous-moi la paix, mangeur de macaronis ! ». Chez cet internationaliste exemplaire, l'ascendance corse avait parlé. Mais on ne tint pas compte de cette circonstance atténuante et on le fit comparaître, pour racisme, devant la Commission de contrôle qui lui infligea un blâme sévère.

L'été dernier, un cadre du Midi, parti en vacances sans permission, eut, lui aussi, de sérieux ennuis. Car un bon communiste ne quitte pas son poste sans prévenir. D'abord, parce qu'il s'agit d'assurer la permanence du parti ; ensuite, parce que c'est pendant la période des congés que le P.C. enregistre le plus d'adhésions. Rien d'étonnant à cela :

alors que les autres formations politiques font relâche, le parti, lui, travaille d'arrache-pied et « prospecte » non seulement les citadins mais encore les vacanciers, à la faveur des fêtes organisées par les municipalités communistes, par exemple.

Comme on le voit, il suffit de peu de choses pour se faire mettre à l'index. Quelquefois d'un simple trou de mémoire : dès qu'un communiste devient cadre, il doit remplir à peu près chaque année (et avant chaque Congrès pour les membres du C.C. qui n'échappent pas à la loi commune) une « biographie », sorte de questionnaire hérissé de pièges, de questions insidieuses. Gare à lui s'il oublie un détail mentionné quelques années auparavant, ou en ajoute un autre omis précédemment. Le parti, lui, n'oublie rien.

Après la guerre, et pendant de très longues années, l'homme chargé de centraliser ces « biographies » était un... Soviétique naturalisé Français, le camarade Dobrenine. Dobrenine, devant qui tremblaient les tribuns les plus illustres et les ministres en exercice, vérifiait tout à la loupe

et au premier accroc (qui, en dépit de ce qu'assure la camarade Elsa Triolet, coûte beaucoup plus de deux cents francs !), faisait intervenir la Commission de contrôle. Selon la nature de l'erreur, le « coupable » risquait le blâme ou l'exclusion.

Mais attention : on est démocrate ou on ne l'est pas, et le parti, lui, se targue de l'être jusques et y compris dans ses décisions les plus totalitaires. Aussi, qu'il s'agisse du camarade Dupont ou d'André Marty, est-ce à la cellule, aux militants de base qu'il revient d'exclure l'indésirable. Inutile, d'ailleurs, de faire un dessin, de mettre les points sur les i : lorsque les membres de la cellule ont lu, le matin, dans *l'Huma*, les tombereaux d'injures déversés sur la « vipère lubrique » qu'ils auront à juger, ils savent bien, le soir, quand vient l'instant du vote, où est leur devoir...

Et que Jean Dupont ne s'avise pas de prendre les devants. Au parti, on ne rend pas son tablier. On est exclu. Par la fenêtre.

M. WAQUIEZ



« C'est la lutte finale... » Pour ses opérations de charme, le parti a aussi ses « minettes »

Cryptos et Cie.

LES CAMARADES DES CAMARADES

par Michel DÉON

IL est clair comme de l'eau de roche que le pauvre type qui s'inscrit au parti communiste, reçoit une carte, paye une cotisation, milite à l'usine ou au bureau, organise la résistance au propriétaire dans son H.L.M., assiste avec une vingtaine d'autres abrutis aux réunions de cellule, où l'on discute gravement de revendications de concierges et de marxisme-léninisme, passe une heure par jour à la permanence crasseuse du quartier, vend à des gobe-mouches dans la rue un torchon rédigé par des cafouilleurs sans talent, il est clair que ce pauvre type n'est d'aucun intérêt pour le parti.

Fiché, répertorié, repéré, côtoyant sans cesse des « moutons » glissés dans le troupeau par les Renseignements généraux, il est même plutôt un embarras, une gêne, un empêchement de retourner sa veste, et ne présente guère que l'avantage d'être une tête de Turc désignée clairement pour les jours de répression. Les dirigeants, sacrifiant de gaieté de cœur un bouc émissaire pour assurer leur fuite, ne s'occuperont de lui que si l'occasion se présente d'en faire un martyr.

Tôt ou tard, l'obscur militant payera à son échelon les fautes du parti. Les lendemains du pacte germano-russe, de Budapest, de Prague, il rasera les murs, essuiera les crachats des ménagères et baissera la tête quand les belles consciences associeront son action miteuse à celle des dirigeants du Kremlin. La fameuse clandestinité dans laquelle s'évanouit le parti en cas de coup dur n'est pas pour lui. Seuls, les membres du Comité central ont droit aux voitures blindées, aux wagons plombés et aux filières d'évasion vers les pays de l'Est, via la Suisse, tandis qu'il reste là, planté devant sa permanence saccagée, plus assez vif d'esprit pour voir arriver les flics qui le coffrent. C'est l'otage, il assumera la vindicte publique et s'offrira aux dénonciations des voisins toujours prompts, sous tous les régimes et tous les gouvernements, à retrouver les voies de la délation et à faire payer les lampistes.

Le militant déclaré est tout à fait inutile au parti, sauf pour le beau jour de la Fête de l'*Huma* où, bobonne au bras, il plastronne et court de stand en stand verser son obole aux vedettes milliardaires et aux écrivains de service. Sa cotisation même est une

goutte d'eau dans la mer. Il y a longtemps que le parti serait aux abois s'il ne devait compter que sur ça et la vente des journaux à la criée.

En un sens, le parti devrait même se méfier de ses militants, en limiter le nombre (d'ailleurs bien plus limité qu'on ne croit), car il n'est à l'aise que dans la clandestinité ou au pouvoir. Dans l'opposition officielle, il est trop épais, trop lourd à manier, trop réduit à une poignée de grotesques dont il faut continuellement laver et relaver le cerveau pour les avoir bien au doigt et à l'œil. Qu'un Waldeck Rochet ait pu être pendant des années Secrétaire général donne à peu près le niveau intellectuel auquel le parti en est réduit quand il doit se donner un chef ostensible. Il suffisait à ce chauve rocaillieux d'ouvrir la bouche pour que l'Assemblée s'endorme ou se marre. A l'écouter, ne fût-ce que deux minutes, on se demandait comment le communisme pouvait encore tenter autre chose que des demeurés politiques.

Mais les militants, les Waldeck Rochet de la base ou du sommet, n'ont jamais été que de la frime. Le parti communiste doit sa force et son efficacité à son armée « invisible ». Il lui doit aussi sa souplesse devant les événements, son accommodation à la mode, alors que la sclérose et la rigidité de l'appareil empêchent toute évolution et même tout progrès véritable dans l'opinion.



Pour évoquer cette armée invisible, qui d'ailleurs opère au grand jour, on a trouvé un subtil participe présent : « communisant ». Un tel est « communisant », parce qu'il sympathise avec le communisme, mais, en honnête homme, il a aussi des objections à formuler. Selon la direction d'où souffle le vent, il met l'accent sur l'une ou l'autre tendance, rassurant tantôt le bourgeois, tantôt le militant de stricte obédience. Pour tout ce qui se dit « intellectuel » il n'est pas de meilleure manière de s'asseoir qu'entre ces deux chaises. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, c'est la position la plus confortable pour les belles consciences qui n'ont pas le talent, le culot et la honte bue d'un Aragon.



Le couple Montand-Signoret : le cœur est à l'Est, mais le portefeuille à l'Ouest.

Qu'un procès ignoble et imbécile envoie quelques écrivains soviétiques en Sibérie, et nos intellectuels se donnent du champ et signent des pétitions avec l'air de nous dire : « Vous voyez, quand nous serons au pouvoir, nous serons libéraux et compréhensifs ». Et le badaud réfléchit : « Si nous avons le communisme, ce sera un communisme à la sauce française, bonhomme, frondeur et libéral ».

Domage qu'après la Libération nous ayons vu à l'action un Comité National des Ecrivains truffé d'écrivains de police, pressés de pousser dans les oubliettes les confrères détestés et publiant une liste noire auprès de laquelle la fameuse liste Otto était une plaisanterie. Mais admirez les titres de ce Comité : National, Ecrivains... On pouvait s'y tromper, Jean Paulhan, Gabriel Marcel, François Mauriac ne s'y trompèrent pas longtemps et démissionnèrent. Aujourd'hui, le C.N.E. n'est plus qu'une falote entreprise dont les membres échangent, dans un système d'économie fermée, la rhubarbe et le séné, en rêvant du grand soir où l'on pourra envoyer au poteau tout ce qui n'écrit pas rouge.

La tentative du C.N.E. était un peu trop visible. A la faveur d'une organisation, le parti tentait par la délation, la répression et l'étouffement, de s'assurer le monopole de la pensée. Le pays n'était sans doute pas mûr, et la ficelle de toute façon un peu grosse. Et puis le C.N.E. était encore trop rigide, obligé de maintenir une séance de signature après l'écrasement de Budapest, ce qui fit quand même grincer quelques dents. Des écrivains médiocres, sou-

dain étiquetés, marqués au fer rouge, perdaient toute audience. Mieux valait les disperser.

Un organisme comme l'association France-URSS répond plus sûrement au dessein du parti. Les communistes notoires y coudoient les libéraux gauchissants. On voyage, on distribue des prix, on se congratule, on se décore. Tout cela au nom de la culture, la culture sacrée qui unit les esprits par-dessus les frontières et les idéologies. Le parti est beaucoup plus à l'aise pour télécommander une telle association, y attirer, par la flatterie et les honneurs, des écrivains dont le péché mignon est le goût de la flagornerie.

La force et la faiblesse du communisme, c'est évidemment son idéologie. La force : quelques idées élémentaires datant du XIX^e siècle à la portée de l'intellect de n'importe quel chanteur yéyé, un romantisme révolutionnaire qui n'a plus cours dans les pays asservis, mais se porte bien en Occident. La faiblesse : son ennui doctrinal, ses échecs économiques et sociaux et la découverte par certains aventureux que l'on pourrait aller plus loin encore que de remplacer l'ordre capitaliste par l'ordre marxiste.

Quand on ne s'embarrasse ni d'idées ni de faits, l'idée révolutionnaire est séduisante, si séduisante que désormais on se demande bien qui n'est pas révolutionnaire. Même en 1940, le nouvel Etat français n'hésita pas à baptiser ses réformes de révolution nationale. Ce qui est certain, c'est que l'idée révolutionnaire séduit a priori. On croit voir le triomphe de la jeunesse et de la liberté contre l'ordre établi.

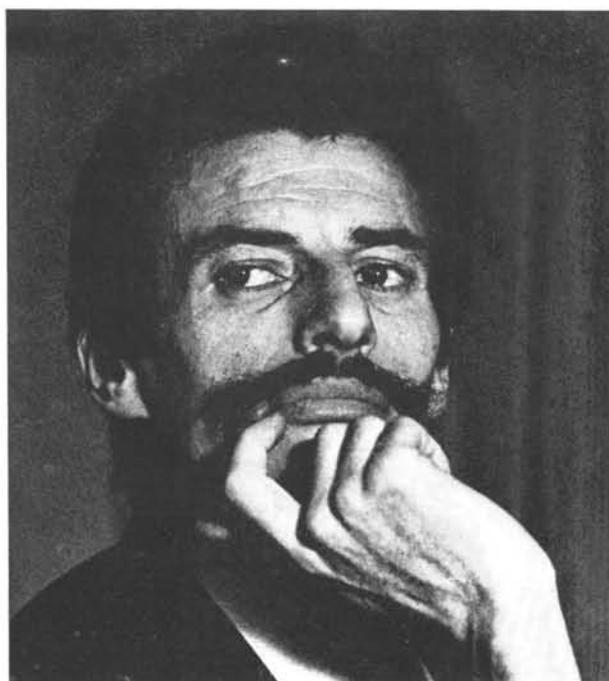
Et puis la révolution commence par détruire, et, depuis l'enfance, l'homme a la passion de casser ses jouets. La tentation est forte autant pour des sans-cervelles généreux que pour des minus gonflés d'importance, de choisir sinon le communisme du moins l'action communiste. Cela explique sans doute depuis de nombreuses années le triomphe des idées de gauche dans le monde du spectacle, des arts et de la chansonnette.

Là, il faut bien le dire, le parti communiste a marqué des points avec les « communistes ». A quelques heureuses exceptions près, tout ce qui se trémousse, trépigne, hurle face à des publics de nantis, tous ces gouailleurs meurent d'amour pour Cuba, le Vietcong, Régis Debray ou la résistance grecque. Des chansons d'analphabètes, amplifiées par les indispensables sonos, nous jurent que Fidel Castro est le nouveau Christ sur terre, Che Guevara le premier de ses martyrs et Giap et Mao les grands libérateurs des peuples. Et l'on écoute, bouche bée, en se glorifiant d'accepter avec tant de largeur d'esprit ce qu'on lirait en rigolant dans *l'Humanité*, si l'on en achetait un numéro — ce qui n'est pas souvent le cas.

La peur du public de paraître rétrograde a permis et favorisé ce surprenant martellement de propagande sous le couvert de l'« art ». Le seul amusement de cette débauche de rose et rouge est que les histrions finissent par se prendre au sérieux. Il faut les entendre interviewés à la télévision, étalant gravement leurs sentiments distingués face à une idiote de service. Je dois dire que, dans le genre, je n'ai jamais rien vu d'aussi comique qu'un certain Ferrat exprimant son admiration pour Castro et son indignation devant l'agression américaine au Vietnam. Mais Ferrat, également auteur d'une chanson lamentable sur les mutins du Potemkine, aime bien préciser qu'il n'est pas inscrit au parti communiste. Pourquoi, « on se le demande », sinon peut-être dans l'espoir d'obtenir un jour un visa américain.



Le visa américain, voilà le frein au zèle de ce petit monde mi-louche, mi-clownesque. Dans le genre, le couple le plus célèbre est le couple Signoret-Montand. Comme il s'agit de deux acteurs de talent, on ne saurait les traiter avec le même dédain, mais leur habileté est cousue de fil blanc. Véritables paranoïaques de la signature de manifestes, ils ne ratent pas une occasion de se faire un peu de publicité en s'engageant derrière le parti, auquel ils assurent n'être pas inscrits. C'est que tous deux ont une carrière largement soutenue par les Etats-Unis. De généreux contrats les attendent là-bas chaque année. Ne confondons pas le cœur et la porte-monnaie. Montand fut si prudent à une époque qu'au contraire de Signoret, il refusa de signer le Manifeste des 121. Après Budapest, il se fit de nouveau un peu de publicité en hésitant à partir pour Moscou chanter dans un music-hall. Hésitation vite corrigée par un départ



Un histrion du marxisme : Jean Ferrat. Ça passe tout de même mieux que la lecture du « Kapital ».

des plus discrets deux jours plus tard. Montand chanta jusqu'en Sibérie. On ne précise pas si c'est dans les camps de concentration.

Ce qui est certain, c'est que le parti communiste tuerait la poule aux œufs d'or en inscrivant sur ses listes un Montand ou une Signoret. Prisonniers du système, ils ne songeraient plus qu'à en sortir, tandis que la position de « communiste » reste d'une infinie souplesse et ne les coupe pas d'un public qui malgré sa badauderie a parfois des sursauts de dégoût.

En liberté, chanteurs, acteurs, metteurs en scène servent à merveille la campagne d'intoxication menée contre l'Occident par le parti communiste. Leur art est engagé, pas leur personne, habile *distingo* qui permet de toucher des deux mains. Si plates soient-elles, les chansons d'un Aufray sont moins ennuyeuses qu'une lecture en commun du *Programme de Gotha*. Elles brossent du communisme une image généreuse et révolutionnaire qui maintient encore à flot une idéologie étriquée et sanglante, si conservatrice et bornée que les démocraties populaires, qui en ont fait l'expérience, ne rêvaient plus que d'en sortir.

Est-il nécessaire de préciser que, passé le rideau de fer, ce mini-monde des planches, de la chansonnette et du théâtre engagé n'a d'audience que s'il tait ses prétentions politiques. Tout ce qu'on lui demande, c'est de chanter « Le p'tit vin blanc » ou de jouer « Occupe-toi d'Amélie ». La politique est une affaire sérieuse qui se traite à l'Est dans le secret, aux réunions du Soviet suprême et non dans des vers boiteux ou des pièces écrites au cours d'un



Le Nobel malgré lui et la « Grande Sartreuse » : plus utiles dehors que dedans.

accès de delirium tremens. L'histrionisme et l'hystérie sont bons pour la société de consommation où l'on s'ennuie et qui, d'ailleurs, tout de suite, fabrique de l'or avec ce qui la détruit.

On se demande toujours comment André Breton a pu rester inscrit pendant dix ans au parti communiste. Il le quitta en 1935 pour un différend bien plus littéraire que politique. Gide, après un voyage célèbre, revint démystifié. Ce fut aussi le cas d'Arthur Koestler. On s'étonne de leur naïveté et de leur manque de logique. Tous ceux qui, après le pacte germano-russe de 1939, la découverte du charnier de Katyn, le procès des médecins juifs, Budapest et Prague, quittèrent le parti avec des cocoricos offensés, ont plus nuï qu'ils n'ont servi, soulevant des crises, forçant les militants à se poser des questions, tandis qu'un Sartre, une Simone de Beauvoir ont largement appuyé la politique communiste en se maintenant à une prudente distance. Leurs « mais » ont été passés sous silence alors qu'on amplifiait leurs « oui ». A l'intérieur du parti, un « intellectuel » inspire toujours une certaine méfiance aux dirigeants. L'exclusion récente de Roger Garaudy n'est que la conclusion d'un long malentendu. Il était le prêtre contestataire d'une église marxiste assez fragile pour ne pas supporter le moindre révisionnisme philosophique.

On citera évidemment toujours le cas d'Aragon qu'il serait à mon sens injuste d'accabler pour ses palinodies. Aragon a décidé de suivre la ligne politique impartie par Moscou. Il a tout approuvé avec ce que l'on croit être du cynisme et qui n'est en réalité qu'une parfaite conséquence. Mais Aragon dépasse l'événement. Si le communisme doit apporter le bonheur à l'humanité, qu'importe en effet la collusion Hitler-Staline, les 10.000 officiers massacrés à Katyn pour la soviétisation future de la Pologne, l'écrasement de Budapest et de Prague. Ce sont là des incidents de parcours sur un long chemin conduisant à des lendemains qui chantent.

Bien sûr, cette attitude n'est pas à la portée de tous. Elle est trop crue, trop visible et, en un sens, le parti déteste le cynisme ou la vérité sans fard. L'article d'Aragon approuvant, en septembre 1939, le pacte germano-russe était un acte courageux mais ce courage a gêné considérablement le parti quand il a voulu se refaire une virginité.

Les intellectuels « communistes » sont beaucoup plus rassurants. Leur effacement, à cette époque, sert la légende dorée d'une résistance héroïque dressée face au nazisme. Ils animent l'armée « invisible », lui prêtent une séduction certaine, créent une mode et un engouement, tirent de la société occidentale tout ce qu'elle peut donner et ne donne d'ailleurs qu'à eux par lâcheté et snobisme autant que par goût du suicide. Ils masquent le gros ventre de Duclos, le gâtisme de Frachon, la belle tête de catcheur de Georges Marchais dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils marquent mal.

Ce qui est vrai pour la France, l'est encore plus pour les pays anglo-saxons où, sagement, les partis communistes n'ont jamais tenté de s'imposer officiellement. Le mac-carthysme en Amérique, vers 1950, la John Birch Society aujourd'hui traduisent l'énervement des anti-marxistes devant une armée invisible qui lutte sournoisement pour les postes-clés et a, souvent, déterminé la politique du pays sans y paraître.

Algier Hiss, membre secret du parti communiste, conseiller privé n° 1 d'un Roosevelt déjà sénile, inspirateur des abandons de Yalta, n'a-t-il pas fait plus pour la cause de l'impérialisme soviétique que le million de soldats sacrifiés devant Stalingrad ? C'est à lui que l'Europe de l'Est doit d'être sous la botte aujourd'hui.

Communiste affiché, il n'aurait jamais pu prétendre à la moindre influence politique. Disons simplement qu'aujourd'hui encore les Algier Hiss ne manquent pas.

Michel DÉON

APPENDICE

La drôle de Résistance des communistes

Raviver la controverse sur la part exacte prise par les communistes à la guerre et à la Résistance peut paraître superflu, voire inconvenant, comme dirait Couve de Murville. Eux-mêmes se montrent sur ce sujet d'une susceptibilité jalouse. Pourtant, lors de l'émission télévisée qui l'opposait à Michel Debré sur « L'idée de Patrie », on a encore pu voir Jacques Duclos monter sur ses grands chevaux pour défendre le P.C. pendant les années noires, en réservant à ses amis l'exclusivité du patriotisme. C'est une imposture et cet article le démontre. S'appuyant sur des témoignages nouveaux, des chiffres indiscutables, il prouve que le « parti des 75.000 fusillés » hypertrophie singulièrement son rôle quand il s'arroge la part la plus prompte, la plus active et la plus meurtrière dans la lutte contre l'occupant.

**« Ce ne sont pas vos morts,
ce sont ceux de la France »
(Charles de Gaulle)**

M Jean Bruller (1), dit Vercors, est sans rancune. Il reconnaît avoir joué, pendant douze ans, les « Potiches d'honneur » au parti communiste, et ajoute : « Mais arrive le jour où, tout ébréchée, toute fêlée, la potiche n'est plus présentable, où il devient déraisonnable qu'elle figure à l'étagère » (2).

Cet aveu ne l'a pas empêché de s'indigner en lisant sous la plume du général de Gaulle : « Les dirigeants communistes avaient, avant 1941, adopté à l'égard de l'occupant une attitude conciliante ». Et Vercors de citer plusieurs noms de membres du P.C.F. qui n'attendent pas l'agression allemande contre l'U.R.S.S. pour faire œuvre de résistance active. Il est navrant, déplore-t-il, de constater qu'en exprimant ainsi, le chef légendaire de la France libre « apporte une sorte de justification historique aux calomnies anti-communistes ».

Le chagrin de Vercors ne devait pas fléchir le général, qui persévéra en ces termes : « Comment contester que, sous réserve de ce que firent des individualités, leur parti, jusqu'en été 1941, ne s'engagea pas dans la lutte ? ».

Cette controverse résume d'autant mieux la question qu'en ayant l'air de se contredire, de Gaulle et Vercors disent exactement la même chose. L'un affirme que le parti communiste, en tant que tel, s'est parfaitement accommodé

(1) Publia, avant la guerre, plusieurs recueils de dessins — dont « Feuilles de température » — outrageusement inspirés de la manière de Gus Bofa. Au point que celui-ci, apprenant que Mme J. Bruller avait mis au monde des jumeaux, s'écria : « Il y en a sûrement un de moi ». Jean Galtier-Boissière aimait à rappeler ce mot.

(2) Vercors. « P.P.C. » (Albin Michel).

de l'occupation allemande aussi longtemps que le pacte germano-soviétique demeura en vigueur. L'autre rappelle des cas de résistance isolés. L'un parle des « dirigeants », l'autre de certains militants. En quoi leurs positions seraient-elles incompatibles ? De Gaulle ne nie pas l'existence des cas auxquels Vercors se réfère... et Vercors se borne à citer ces exemples, sans rien avancer qui puisse « réhabiliter » la direction du parti.

Mais il y a autre chose à quoi les deux interlocuteurs se gardent bien de faire allusion : de quelle résistance s'agissait-il au juste ?

Evoquant cette passe d'armes dans son ouvrage sur « Le communisme et les intellectuels français, 1914-1966 » (3), le jeune Oxfordien David Caute écrit : « Vercors pensait à la résistance contre Vichy ; le général pensait au soutien actif des Français libres contre l'Allemagne. Dans la pratique, le P.C.F. attaqua violemment Vichy, tout en maintenant une attitude neutre et équivoque à l'égard de la puissance occupante ».

Nous ignorons si telle était bien la pensée profonde de Vercors et du général. Mais, puisque David Caute établissait — à très juste titre — cette distinction, il aurait dû ne pas s'en tenir là et se demander si, sur ce point également, les « frères ennemis » n'étaient pas plus d'accord qu'il n'y paraissait à première vue.

Il est incontestable que, pour le P.C.F. — ou plus exactement pour la S.F.I.C. (Section française de l'Internationale communiste) — l'ennemi n° 1 jusqu'au 22 juin 1941 fut le gouvernement « réactionnaire » de l'Etat français. Mais il n'est pas moins certain que la « dissidence » gaulliste, telle qu'elle s'exprimait au micro de la B.B.C., invectivait surtout contre les « traîtres » de Vichy et contre cette bourgeoisie « capitularde », qui, dans les années 30, avait

(3) Gallimard (Collection « La suite des temps »).

commis le crime inexpiable de ne point croire au génie prophétique du colonel Charles de Gaulle (4). Quant à la résistance effective à l'occupant, force est de reconnaître qu'elle ne prit quelque vigueur qu'au moment où les communistes lui apportèrent le concours de leur organisation et de leur détermination.

Telle est la vérité, mais il est bien évident que ni de Gaulle, ni Vercors ne pouvaient en convenir. L'un parce

HEIL STALINE !

« **A** la fin du mois d'août 1939, je déjeunais avec deux amis dans un restaurant de Bagnères-de-Bigorre. Le pacte entre Hitler et Staline venait d'être rendu public. Nous commentions lugubrement les événements quand un groupe d'une demi-douzaine de personnes, conduit par un petit homme gesticulant, prit place à la table voisine de la nôtre. Les nouvelles de Moscou semblaient les avoir portés au comble de l'euphorie. Tous riaient, parlaient haut et fort ; le petit homme avait commandé du champagne. « Qui est-ce ? », demandai-je à mes compagnons. « C'est Jacques Duclos ». Je me levai, attendant qu'il me regarde. Je lui fis alors le salut hitlérien, en fermant le poing au lieu de tendre la main, et lui criai : « Heil Staline ! » Duclos ne goûta pas la plaisanterie. En une seconde, il s'était dressé et m'avait donné une gifle. La seconde d'après il avait reçu sur la joue droite celle que je lui rendis et sur la joue gauche celle d'un de mes amis. Ses compagnons nous entourèrent. Vociférations. Injures. Empoignade. Une Pasionaria de l'entourage de Duclos déchira même, en m'invectivant, mon pull-over. La police intervint. Je portai plainte pour coups et blessures... »

*Hélène Perdrière, secrétaire de la Comédie Française
Extrait de « Histoire de rire et de pleurer »
de Guy Dupré (Editions Fayard.)*

qu'il lui fallait absolument passer sous la seule et unique « incarnation » de la résistance de juin 1940 à août 1944, l'autre parce qu'il lui était impossible d'avouer que le « patriotisme » du parti communiste ne se réveilla qu'à l'heure où la Wehrmacht envahit la « patrie du socialisme ».

Octobre 39 : pour la paix avec Hitler

Là est pourtant le nœud du problème. Lorsqu'on l'a compris, tout s'éclaire et les contradictions apparentes font place à une logique irréprochable. Le parti communiste « français » n'est qu'une succursale de la Mecque rouge. Une succursale docile, obéissante jusqu'à la servilité, qui défend — *perinde ac cadaver* — en toutes circonstances et en tous lieux, les intérêts de l'Internationale communiste, sans hésiter à prendre les virages les plus vertigineux dès qu'elle en a reçu l'ordre.

(4) Nul n'ignore que l'hagiographie gaullienne présente le « Vainqueur de Montcornet », comme le prophète de l'armée blindée, alors qu'il n'avait nullement prévu l'usage combiné des chars et de l'aviation qui permit à la Wehrmacht de mener victorieusement ses « campagnes-éclairs ».

Il peut arriver, la force d'inertie aidant, que les Moscovites francophones suivent un moment les « anciens rails », mais, aussitôt que les « explications » idoines et adéquates leur ont été fournies, ils foncent, sans hésitation ni murmure, dans la nouvelle voie (la subversion restant bien entendu, l'objectif final : les tactiques peuvent changer, la « coexistence pacifique » peut succéder à la « guerre froide », la stratégie demeure la même).

Prenez le cas du pacte germano-soviétique, signé à Moscou le 23 août 1939. Complètement décontenancé, le P.C.F. flotte pendant quelques jours. Sous l'influence de Gabriel Péri, l'un des plus « français » des députés communistes, il vote, le 2 septembre, les crédits de guerre, mais les consignes impératives du Kremlin ne tardent pas à le faire « se ressaisir », comme en témoigne la lettre du « Groupe ouvrier et paysan » (5), rédigée par Florimond Bonte et Arthur Ramette à l'adresse du Président de la Chambre, Edouard Herriot.

Ce document (1er octobre), qui représente, comme le souligne A. Rossi, un « épisode essentiel de la campagne hitlérienne de paix » (6), débutait ainsi : « Monsieur le Président, la France va se trouver incessamment en présence de propositions de paix et, à la seule pensée que la paix prochaine pourrait être possible, une immense espérance soulève le peuple de notre pays qu'angoisse la perspective d'une guerre longue qui ensevelirait les trésors de la culture humaine sous des monceaux de ruines et coûterait la vie à des millions d'hommes, de femmes et d'enfants confondus dans le massacre ». Les membres du « Groupe ouvrier et paysan » sont revoltés en voyant qu'avant même que ne soient connues ces propositions de paix « dues aux initiatives diplomatiques de l'U.R.S.S. », « une presse dirigée a répondu avec ensemble : non ! ». Conscient que « chaque Français veut la paix », le groupe réclame avec insistance des pouvoirs publics la réunion du Parlement en séance publique pour discuter de ce problème et permettre « une paix juste, loyale et durable ».

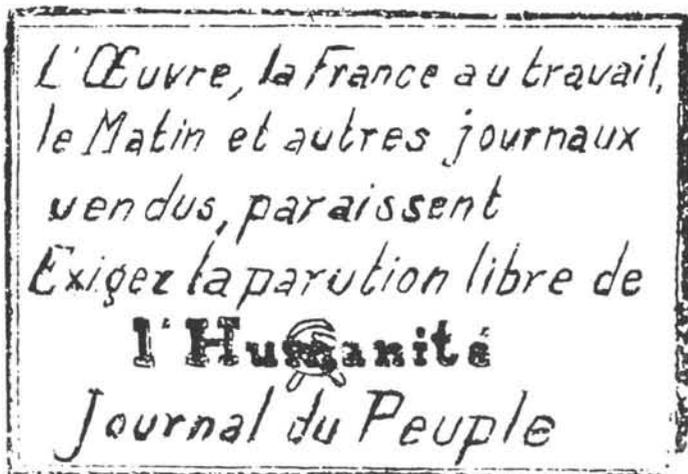
Le premier numéro des *Cahiers du bolchévisme* (2^e semestre 1939 - janvier 1940), diffusé clandestinement, devait rendre hommage à cette lettre, qui avait placé « publiquement et avec éclat le parti dans une attitude d'hostilité à la guerre », tandis qu'il dénonçait la « lourde faute » commise par le groupe parlementaire communiste en votant les crédits militaires — ainsi que les « tendances opportunistes » et « légalistes » dudit groupe — avant de reprocher au Comité central lui-même ses coupables hésitations (7).

Cette autocritique s'inscrit dans la véritable mobilisation — décrétée par Moscou — de tout l'appareil de l'Internationale communiste contre la guerre qualifiée d'« impérialiste » depuis la conclusion du pacte Hitler-Staline. Plus question de croisade des démocraties contre le « fascisme assassin ». Paix immédiate ! suivant les instructions impératives de Molotov et de Dimitrov. Les leaders de l'ex-P.C. allemand (dont Walter Ulbricht) réfugiés à Moscou ne se

(5) Nom pris par le groupe communiste après sa dissolution.

(6) A. Rossi : « Deux ans d'alliance germano-soviétique. Août 1939 - juin 1941 » (Fayard).

(7) « Le Comité central ne comprit pas à temps la signification des changements qui se précipitaient à la fin du mois d'août et au début de la guerre. Sur le plan international, Hitler ayant renoncé bon gré mal gré à la guerre contre l'Union soviétique, les provocateurs de Paris et de Londres s'engagèrent dans la voie du conflit armé avec l'Allemagne. Donc il ne pouvait pas être question ni de front de la Paix (entendez... de la guerre !) ni de sécurité collective, ni d'assistance mutuelle ».



Un des papillons communistes du début de l'occupation, quand le P.C. voulait faire reparaitre son journal.

montrent pas les moins zélés et, si l'on en croit une dépêche Havas du 29 octobre 1939, un journal d'entreprise, publié aux aciéries de Bochum, avait pris pour titre *La Croix gammée, la Faucille et le Marteau*.

Le fait même que la Tchécoslovaquie soit passée sous domination hitlérienne ne gêne pas Moscou, ni les communistes tchèques, qui mettent dans le même sac les « tenants de Hacha » et ces valets du capitalisme occidental que sont les « partisans de Benès ».

Mais c'est, sans conteste, le P.C.F. qui, fidèle à son habitude, s'aligne avec le plus d'empressement. On pourrait en citer vingt preuves. Le 30 novembre, Florimond Bonte est expulsé de l'hémicycle, alors qu'il s'appête à lire une diatribe contre les « impérialistes anglo-français », responsables de la guerre pour « avoir poussé la Pologne à refuser un règlement à l'amiable concernant Dantzig ». Dans un appel lancé en février 1940, Maurice Thorez et Jacques Duclos félicitent le parti d'avoir su faire pénétrer ses « mots d'ordre de lutte contre la guerre impérialiste dans toutes les couches de la population laborieuse, à l'usine, dans les campagnes et jusque dans les tranchées » (*sic*).

Les députés communistes comparaissent en mars-avril 1940 devant le Tribunal militaire de Paris. Le procès a lieu à huis-clos, mais le parti diffuse largement les déclarations des accusés. Celle de François Billoux, notamment, qui en appelle au peuple pour « exiger » la paix.

Plusieurs feuilles créées à l'intention des combattants les exhortent à « fraterniser » et à « en finir au plus vite pour mettre fin au carnage » (*sic*). Comme certains réclament une intensification de l'effort de guerre, cette presse s'insurge : « Il faut, chers amis soldats, que tous ensemble nous arrêtons le bras des assassins qui rêvent d'offensives meurtrières ». Etc., etc...

La *Pravda* décerne, d'ailleurs, plusieurs *satisfecit* aux exécutants français du « plan de paix » soviétique. Ainsi, le 26 janvier 1940 : « Aucune force obscure de la réaction n'arrêtera l'expansion dans le pays de l'état d'esprit antimilitariste et de la haine contre les oppresseurs du peuple français ».

Le terme d'intelligence avec l'ennemi en temps de guerre serait faible pour désigner une telle attitude. Seul conviendrait celui de trahison, s'il n'était vrai que, par définition, les dirigeants d'un parti communiste, à quelque pays qu'ils appartiennent, n'ont d'autre patrie que la patrie soviétique.

Toujours est-il que les Allemands estiment à son juste prix une telle « collaboration ». Nous en voulons pour preuve l'aveu fait par Mussolini à Ribbentrop le 10 mars 1940. Comme le Duce s'étonnait de voir que les journaux communistes continuaient, malgré toutes les interdictions, à circuler en France, le chef de la Wilhelmstrasse lui répondit en souriant : « Mais certains d'entre eux sont imprimés en Allemagne ! » (8).

Juin 40 : alors, on fraternise ?

Dans ces conditions générales et... particulières, il était parfaitement « normal » que, dès l'entrée de la Wehrmacht à Paris, le P.C.F. sollicitât des autorités allemandes l'autorisation de faire reparaitre *l'Humanité* au grand jour.

On sait dans quel embarras cette affaire a mis les diri-

SABOTAGES A LA CHAÎNE

LES consignes de sabotage (du genre : « Une heure de moins pour la production, c'est une heure de plus pour la révolution ») diffusées par le P.C.F. au cours de la « drôle de guerre » furent appliquées en de très nombreux cas. Le ministre de l'Armement, Raoul Dautry, avait déclaré, le 20 décembre 1939, devant la commission sénatoriale de l'Armée : « Il y avait 1.800.000 communistes en 1936. Si tout homme qui a fait acte de communisme ne doit pas travailler, on ne fera pas de munitions ». Maints actes de sabotage dûment constatés eurent lieu chez Farman, aux ateliers de chars Renault, aux usines S.O.M.U.A. de Vénissieux, aux établissements Weitz de Lyon, aux arsenaux de Roanne, de Toulon, à la Compagnie générale de construction à Saint-Denis, à la C.A.P.R.A. de Courbevoie, etc. Le 27 mai 1940, le Tribunal militaire de Paris jugea six militants des Jeunesses communistes travaillant chez Farman. Quatre furent condamnés à mort, et trois exécutés, dont l'ajusteur Rambaud, au sujet duquel A. Rossi écrit dans « Les communistes français pendant la drôle de guerre » (Les Iles d'or) : « Le saboteur, s'il est à la bonne place, peut opérer presque en série. Il a été établi à l'instruction que, dans les débuts, le jeune Rambaud ne sabotait que deux ou trois moteurs d'avion par jour, mais que, par la suite, encouragé par son frère aîné, il alla jusqu'à en saboter une vingtaine par jour ».

geants communistes au lendemain de la victoire. Jacques Fauvet écrit à ce propos : « Le parti voudra oublier et contester, parfois furieusement, cet épisode. Il eut été mieux inspiré en le reconnaissant, mais en le situant dans l'atmosphère et le contexte du moment ; il avait payé assez cher le droit de s'expliquer et de se défendre » (9).

Le directeur du *Monde* est bien bon, car en fait d'« atmosphère » et de « contexte » nous venons de rappeler de quoi il retournait. Quant au « droit » que le P.C.F. aurait acquis d'essayer de justifier une démarche qui reste, pour tout esprit libre, injustifiable, nous voyons mal comment on pourrait le reconnaître à l'état-major du parti version 1944-

(8) « *L'Europa verso la catastrofe* » (*La storia d'Europa dal 1936 al 1942 in 184 colloqui di Mussolini, Hitler, etc.*) Mondadori edit.

(9) « *Histoire du Parti communiste français* » (Fayard).

45, même en tenant compte, comme l'équité l'exige, des sacrifices consentis par les obscurs et les sans-grade.

« Les faits sont têtus ». Il paraît que le mot plaisait à Lénine. Laissons donc parler les faits en la circonstance. Des aveux mêmes passés par Mme Ginollin, arrêtée le 20 juin 1940 par l'inspecteur Cléry près de la station de métro Porte St-Martin avec deux autres militants, Mme Schrott et Maurice Tréand, il résulte que, deux ou trois jours plus tôt, Mme Ginollin avait effectué à la Propagandastaffel une démarche concernant *l'Humanité*. Cela en plein accord avec le camarade Tréand, qui n'était pas n'importe qui, puisque, secrétaire de la Commission des cadres et membre du Comité central du parti, il avait la responsabilité du fichier. Un fichier énorme, comportant des centaines de milliers de noms — de communistes et de non-communistes (10).

La Propagandastaffel avait favorablement accueilli cette demande, mais le préfet de police Langeron rendit le service le plus signalé au parti en faisant appréhender ses négociateurs (... sans s'être douté, avant l'arrestation, de l'importance de la prise). Si l'organe central du P.C. avait été remis officiellement en vente sous contrôle des autorités d'occupation, il eût été difficile, quatre ans après, aux bonimenteurs staliniens de fabriquer leur roman-feuilleton.

En définitive, les négociations n'aboutirent pas, sans doute parce que les Allemands ne tenaient pas à braquer le gouvernement français « sensibilisé » sur cette affaire, et aussi parce que l'état-major de la Wehrmacht ne voyait pas d'un œil particulièrement favorable la « fraternisation » à laquelle les communistes conviaient les troupes allemandes. Mais, à coup sûr, ce ne fut pas la faute des responsables du P.C. ! Dès que, grâce à l'intervention du Militärbefehlshaber en France, Mme Ginollin et ses deux camarades sont libérés (25 juin), les pourparlers reprennent de plus belle. Le lendemain même, un memorandum est adressé à qui de droit :

« *L'Humanité* publiée par nous se fixerait pour tâche d'être au service du peuple et de dénoncer les responsables de la situation actuelle de la France... les agissements des agents de l'impérialisme britannique qui veulent entraîner les colonies françaises dans la guerre, et d'appeler les peuples coloniaux à lutter pour leur indépendance contre les oppresseurs impérialistes... de poursuivre une politique de pacification européenne et de défendre la conclusion d'un pacte d'amitié franco-soviétique qui serait le complément du pacte germano-soviétique et ainsi créerait les conditions d'une paix durable ».

L'ancien ministre communiste Auguste Lecœur, dont on connaît les démêlés avec le parti, assure que ce texte avait été rédigé par Jacques Duclos lui-même (11).

(10) A ce sujet, Saint-Paulien se demande, dans son « Histoire de la collaboration » (*L'Esprit nouveau*) si Ferdonnet, le fameux speaker de Radio-Stuttgart, n'aurait pas utilisé ce fichier ayant eu en mains quelques feuilles d'écoute de Radio-Stuttgart, il fut frappé par certains détails « révélant une connaissance parfaite, intime pourrait-on dire, de certains aspects de la vie française. Des chiffres, des noms, des précisions, étaient distillés, particulièrement démoralisants, car on avait l'impression que l'ennemi vivait et agissait parmi les Français ». Saint-Paulien pensa immédiatement au fichier Tréand et, rappelant que le procès Ferdonnet a été bâclé, il ajoute : « On ne sait rien des sources de renseignements de Radio-Stuttgart. Il eût été très intéressant de les connaître. Peut-être n'a-t-on pas mis beaucoup d'application à les découvrir ou à les révéler. Mais, que Tréand ait été choisi pour mener ces négociations prouve l'importance qu'attachaient le parti communiste et le Komintern à ce que « *l'Humanité* » reparût à Paris. »

(11) « Le parti communiste français et la résistance » (*Plon*). Dans « Le partisan » (*Flammarion*), Auguste Lecœur attribue à Jacques Duclos l'article de « *l'Humanité* » du 13 juillet 1940 intitulé « Fraternité franco-allemande ».

Pour mieux convaincre les Allemands de l'avantage qu'ils tireraient d'une réparation de *l'Humanité*, les demandeurs leur prouvent ce qu'ils sont capables de faire en publiant, de façon semi-clandestine, des numéros riches en proclamations ultra-engagées.

« Travailleurs français et soldats allemands, il est particulièrement réconfortant, en ces temps de malheur, de voir de nombreux Parisiens s'entretenir amicalement avec des soldats allemands, soit dans la rue, soit au bistrot du coin. Bravo, camarades, continuez, même si cela ne plaît pas à

LE CAMARADE N'ÉTAIT PAS AU PARFUM...

ON sait qu'en décembre 1940, au nom des députés communistes emprisonnés et sur directive expresse reçue du Secrétariat clandestin du Parti, François Billoux, lui-même emprisonné, écrit une lettre au maréchal Pétain, pour le prier d'être entendu comme TMOIN A CHARGE dans le procès que, devant la Cour suprême de Riom, le gouvernement de Vichy intentait aux « responsables de la défaite », les accusés Blum, Daladier et Reynaud. Lorsqu'en 1952 François Billoux fut désigné comme président du groupe parlementaire communiste, il fut accueilli, quand il monta à la Tribune de l'Assemblée Nationale, par des cris (jaillis en particulier des bancs socialistes) : « La lettre à Pétain ! La lettre à Pétain ! ». Tant et si bien que Billoux demanda à être relevé de ses nouvelles fonctions. Or, voici ce qu'écrivit Lecœur :

« Les membres du bureau politique prenaient leurs repas en commun au siège du comité central. A table, Gaston Monmousseau demanda pourquoi « l'on ne se battait pas contre ces mensonges au lieu de céder ». Lorsque Frachon lui dit que cette lettre avait bien été écrite et expédiée à Pétain, Monmousseau devint cramoisi. Lui qui, pourtant, n'était pas le dernier venu, ignorait tout de cette lettre. Il ne demanda aucune explication... »

Il n'est pas concevable que, dans un monde aussi « surinformé » que le nôtre, une telle sous-information n'ait, sinon une fonction, du moins un sens...

Annie Kriegel « *Les communistes français* » (Seuil)

certain bourgeois aussi stupides que malfaisants » (4 juillet).

« Apprenons à nous connaître et, quand on dit aux soldats allemands que les députés communistes ont été jetés en prison pour avoir défendu la paix, on travaille pour la fraternisation franco-allemande » (13 juillet).

« Nous avons eu l'occasion d'entendre une conversation entre un travailleur parisien et un soldat allemand. L'ouvrier parisien disait : « Nous sommes les ennemis des capitalistes français, et les amis de tous les peuples... Quand les impérialistes français occupèrent la Ruhr, les travailleurs français, derrière le parti communiste, combattirent l'occupation » (27 juillet).

Dans ses souvenirs (12), Otto Abetz évoque les multiples visites que lui firent à ce moment-là « de très hautes personnalités du parti communiste français, sollicitant de lui une intervention pour faire libérer les parlementaires communistes emprisonnés par Daladier et pour obtenir une heureuse conclusion de l'affaire de *l'Humanité* ». Mais,

(12) « Histoire d'une politique franco-allemande » (Stock).

A BAS LA GUERRE IMPERIALISTE!

L'horrible guerre impérialiste s'élargit tous les jours, entraînant avec elle de nouveaux pays et de nouveaux peuples dans le carnage. Le monde capitaliste est à feu et à sang. Dans les deux camps rivaux, les ruines, les cadavres s'amoncellent. On ne parle que des nuits terribles de Londres, Coventry, Berlin, Belgrade. La Yougoslavie est dépeçée. Quel pays maintenant va être la proie de l'Allemagne, de l'Italie ou de l'Angleterre? Les Etats-Unis ont un pied dans la guerre.

Pendant que les impérialistes se livrent un combat à mort, l'Union Soviétique de LENINE et de STALINE pratique une politique intelligente de paix, de neutralité qui la maintient hors du conflit. L'Union Soviétique forte de ses 193 millions d'habitants, forte de son invincible Armée Rouge, forte de son économie socialiste en pleine croissance, forte de son agriculture socialiste la plus mécanisée du monde, forte de l'unité de ses peuples fraternellement unis en pleine égalité de droits, augmente chaque jour sa puissance politique, économique et militaire prête à faire face à toute tentative d'agression des impérialistes.

La politique de paix des Soviets correspond aux désirs du peuple français. C'est pourquoi la France doit être amie de l'Union Soviétique.

A BAS LE REGIME CAPITALISTE, GENERATEUR DE MISERE
ET DE GUERRE !

VIVE L'U.R.S.S. ! VIVE STALINE !

Mai 41 : pas un communiste pour la « sale guerre ». Trois mois plus tard (à d.) on retourne sa veste : la patrie soviétique est en danger ! Dès lors, la guerre « impérialiste » devient la guerre « libératrice ».

fidèle à la consigne de discrétion absolue qu'il s'était fixée dans son procès comme dans ses écrits, l'ancien ambassadeur ne cite aucun nom. Dommage ! Il ajoute quand même un détail pittoresque : d'après l'un de ses informateurs, la Wehrmacht aurait été reçue avec le drapeau rouge dans la banlieue d'une ville industrielle !

Lorsque tout espoir dut être abandonné de faire reparaître le quotidien communiste, le parti eut, cependant, une petite consolation : Abetz demanda à l'écrivain suisse Georges Oltramare de créer un succédané de l'*Humanité*, sous le titre *La France au travail*. Le nouveau journal s'installa rue Montmartre, dans les locaux de l'*Humanité* (13). Il faut croire que les futurs héros de « l'action militaire dès juin 40 » n'en voulurent pas à ce coucou, puisqu'ils ne l'attaquèrent jamais dans les numéros de l'*Humanité* clandestine, qui allait continuer de répandre la bonne parole de Moscou.

Hiver 40 - Printemps 41 : l'ennemi, c'est Vichy

Cette abondante littérature, complétée par d'innombrables tracts et factums (A. Rossi a pu intituler l'un de ses ouvrages « La guerre des papillons ») reste, bien sûr, fidèle aux mots d'ordre pacifistes imposés par le Komintern, mais exploite plus particulièrement les difficultés croissantes auxquelles les Français ont à faire face dans leur vie quotidienne, du fait de la guerre et des restrictions. Thème en or, qui permet aux communistes de se déchaîner contre

(13) Jugé par contumace, Georges Oltramare fut condamné à mort par la Cour de Justice de la Seine, le 12 janvier 1950, et incarcéré pendant plusieurs années en Suisse. Mort en 1960, il a laissé un livre : « Les souvenirs nous vengent ».

Radio Moscou nous dit.
Français!

AIDEZ L'ARMEE ROUGE A VAINCRE

La victoire de l'Armée Rouge
libérera la France.

DRESSEZ-VOUS COMME UN SEUL HOMME
CONTRE L'OCCUPANT.

Pour aider l'Armée Rouge,

Hâtez la Défaite d'Hitler
Hâtez l'heure de votre libération
Français

Ne servez pas d'instrument entre
les mains de l'opresseur fasciste.
SABOTEZ DANS LES USINES.

DETRUISEZ LE MATERIEL DESTINE
A L'ARMEE ALLEMANDE.

FAITES DERAILLER LES CONVOIS
MILITAIRES ALLEMANDS.

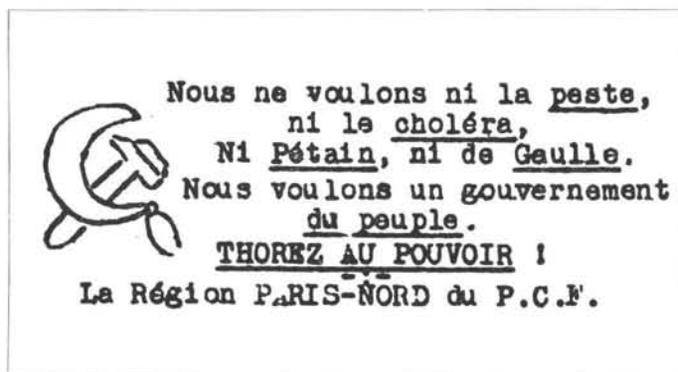
Français, écoutez Radio Moscou

le maréchal Pétain et ses ministres... et d'exiger l'instauration des Soviets en France.

Les appels au peuple... et aux ménagères se succèdent à une cadence accélérée : « A bas les cartes d'alimentation ! Pour que tout ça change, à bas le gouvernement de Vichy ! Vive Thorez ! ». « Formez vos comités de ménagères ! A bas les affameurs de Vichy ! ». « Le peuple a

LA VÉRITÉ SUR LA GRÈVE DE MAI 1941

LE P.C.F. s'est efforcé de créer une légende autour de la grève qui se produisit, chez les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, fin mai, début juin 1941. Il affirma notamment que c'était « à l'appel de Maurice Thorez, dirigeant de la Lutte libératrice », que les mineurs « prêts à l'action pour défendre la République, s'étaient dressés, à plus de 100.000, contre l'occupant exécré et les traîtres à sa solde » (« l'Humanité » 1er novembre 1947). En réalité, il ne s'agit nullement d'une grève politique. L'hiver 1940-41 avait été très dur, les conditions de travail des mineurs étaient extrêmement pénibles et les difficultés d'approvisionnement considérables. Les revendications présentées par les mineurs, suivant l'exemple de leurs camarades belges, furent uniquement d'ordre économique, « pour l'augmentation des salaires et l'obtention d'un meilleur ravitaillement ». Toutes les feuilles tirées à la ronéo, les tracts et autres publications clandestines qui circulèrent alors le prouvent et, quand le Comité central du parti adressa son « fraternel salut » aux grévistes, il souligna : « Ce n'est pas dans la victoire d'un impérialisme sur un autre que réside notre salut commun. C'est à nous, peuple de France, à nous sauver par notre union, et par notre lutte commune » (« l'Humanité » du 20 juin 1941... deux jours donc avant le déclenchement des hostilités entre l'Allemagne et l'U.R.S.S.).



Il n'a fallu qu'un an pour faire du « cholera » le chef incontesté de la Résistance française.

faim. Pour le ravitaillement, qu'on prenne les stocks énormes accumulés chez les riches ! ». « Mères de famille, réclamez que les gros industriels partagent les produits des fermes qu'ils possèdent tous ! ». « Le rationnement ne peut permettre à un homme de vivre que couché, a dit le ministre Achard (14). Puisqu'il le constate et qu'il ne fait rien, sinon de diminuer la ration de pain, c'est la démonstration de l'incapacité du gouvernement de Vichy. Qu'il s'en aille et vite ! Vive le parti communiste ! ». « Contre les affameurs et pour le commerce libre (sic), il faut mettre à la porte la mafia de Vichy. Place à un gouvernement du peuple ! Thorez au pouvoir ! » Etc., etc.

« L'antisoviétisme malfaisant des Daladier-Blum-Reynaud persiste chez les forbans de Vichy » (15), alors que toutes les misères dont souffre le peuple trouveraient leur solution dans la signature d'un pacte commercial avec la Russie soviétique. « La famine gagne toute l'Europe. L'U.R.S.S. seule a tout en abondance. Qu'attend Vichy pour signer un traité commercial avec l'U.R.S.S. sur la base de l'échange, parce que c'est le seul pays socialiste du monde ? Ce traité, tout en donnant du travail aux ouvriers français, sauverait des milliers de vies » (16).

Si l'U.R.S.S. est capable de « ravitailler les deux tiers de l'Europe et de donner du pain à tous les Français », si elle dispose de « trop de blé », si « vin, lait, charbon, tout y est à volonté », c'est parce que le socialisme est générateur d'abondance et aussi parce que Staline a su maintenir son pays dans la paix. Imitons le grand exemple de ce « géant de la pensée et de l'action révolutionnaires », de ce « continuateur génial de Lénine », de ce « guide authentique de l'humanité en marche vers sa libération ». « La science, la démocratie et l'humanisme brillent, avec une pureté jamais atteinte, dans cette Union soviétique qui représente plus de la sixième partie du monde et compte, sur toute la terre, par centaines de millions, ses amis. Jamais encore, dans l'Histoire, l'avenir de l'humanité n'a été aussi concrètement inscrit dans son présent » (17).

Est-il besoin de souligner le son religieux que rendent de pareilles professions de foi ? De toute évidence, le parti communiste « français » n'est qu'une paroisse de l'Eglise dont Staline est dieu, et Thorez son prophète. En attendant que les portes du paradis socialiste s'ouvrent à notre peu-

(14) *Secrétaire d'Etat au Ravitaillement du 20 septembre 1940 au 17 juillet 1941.*

(15) « *L'Humanité* », 12 octobre 1940.

(16) *Tract des « Amis de l'Union Soviétique »*, juin 1941, Dijon.

(17) « *La pensée libre* », fin janvier 1941.



ple, une seule conclusion : « Tous unis pour, obliger Pétain et Darlan à signer avec l'Union soviétique ».

La soumission de ces fanatiques aux ukases du Kremlin est telle que, se prétendant — hier comme aujourd'hui — farouches défenseurs de l'« indépendance nationale », ils en arrivent à présenter les annexions territoriales opérées, en 1939 et 1940, par l'U.R.S.S. comme autant de « libérations ». Qu'il s'agisse de la Pologne orientale, de la Bessarabie, de la Bukovine, des pays baltes, « toutes ces initiatives (sic) du gouvernement soviétique ont délivré des populations opprimées... Les soldats rouges sont arrivés, non en conquérants, mais en libérateurs... Là où l'armée rouge entre, le peuple prend lui-même ses destinées en main ; la police barbare des ploutocrates est remplacée par les milices ouvrières. Les grandes propriétés sont restituées à la collectivité, les usines sont dirigées par les ouvriers » (18). A ces inestimables conquêtes émancipatrices s'ajoute enfin la possibilité de jouir du « bien précieux entre tous, la paix. Grâce à l'U.R.S.S., ces peuples ne connaissent pas et ne connaîtront pas les horreurs de la guerre où nous ont jetés nos méprisables dirigeants » (19).

Le discours prononcé par Molotov devant le Soviet suprême, le 1er août 1940, aurait pu gêner ces paladins de l'antifascisme inconditionnel que se flattent d'être nos communistes. Le ministre soviétique des Affaires étrangères s'était, en effet, hautement félicité de l'heureuse évolution des rapports germano-soviétiques dans l'esprit du pacte

(18) « *Cahiers du bolchévisme* », 3^e trimestre 1941.

(19) « *L'U.R.S.S. et la guerre* », août 1940.

d'août 1939, qui assurait à l'Allemagne une « certitude de calme à l'Est ». Rien, depuis lors, n'avait affaibli l'entente. Bien mieux, « l'importance de son existence et de son développement ultérieur » était plus évidente que jamais, n'en déplût à la presse anglaise et anglophile, qui agitait devant l'U.R.S.S. l'épouvantail d'un renforcement de la puissance allemande. Et Molotov d'affirmer : « A la base des relations amicales et de bon voisinage qui se sont établies entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne, se trouvent, non seulement des éléments fortuits de conjoncture, mais des intérêts d'Etat fondamentaux de l'Union soviétique comme de l'Allemagne ».

Le morceau était tout de même un peu dur à avaler pour des ... résistants ? Eh bien, pas du tout, la presse communiste en donna de larges extraits et le texte intégral en fut publié dans les *Cahiers du bolchévisme*, puis repris en brochure. Non sans une note d'hypocrisie bien dans la

LES VARIATIONS DE CACHIN

EN mai 1942, les Allemands faisaient apposer sur les murs de Paris des affiches reproduisant en fac-similé une déclaration manuscrite signée... Marcel Cachin : « On m'a demandé si j'approuvais les attentats individuels contre la vie des soldats de l'armée allemande. Je réponds que les attentats individuels se retournent contre le but que prétendent atteindre leurs auteurs. Je ne les ai jamais ni préconisés, ni suscités. J'en ai toujours détourné mes camarades ».

Dans son rapport présenté au Comité central du parti, aussitôt après la libération, Jacques Duclos, évoquant les attentats commis contre des officiers et soldats allemands, devait déclarer : « C'est alors que, dans nos rangs, certains éléments essayèrent de combattre théoriquement notre politique et parlèrent d' « actes individuels ». En vérité, ils reculèrent devant le combat ! » Marcel Cachin était présent... et applaudit le camarade Duclos.

Il est vrai qu'abjurant ses funestes erreurs, le premier en date des sénateurs communistes avait écrit, dans un numéro de « l'Humanité » clandestine, en 1943, le morceau de bravoure que voici :

« Organisons l'effrayante bataille de la patrie ! » nous crie la voix de Victor Hugo. « O francs-tireurs, allez, traversez les halliers, passez les torrents, profitez de l'ombre et du crépuscule, arpentez dans les ravins, glissez-vous, rampez, ajustez, tirez, exterminatez l'ennemi ! » Pour moi, ma place est marquée au milieu de mes compagnons de lutte. Elle est marquée toujours dans le parti communiste qu'aucun emprisonnement, aucun chantage, aucune menace n'a jamais pu me faire renier... Ses militants se sont levés avant le jour pour lutter contre le fascisme. Aujourd'hui plus que jamais, ils veulent se lier avec tous les patriotes français qui considèrent, comme le général de Gaulle, que la libération de la France est inséparable de l'insurrection nationale ».

manière du P.C. : le parti avait dû « éditer illégalement » cette brochure parce que l'ambassade d'Allemagne avait « refusé l'autorisation de la faire imprimer normalement » ! Ce qui, pour le moins, prouvait que les dirigeants du P.C. se tenaient en contact avec ladite ambassade...

Même remarque à propos du pacte conclu, en septembre 1940, entre l'Allemagne, l'Italie et le Japon. Du mo-

ment que l'un des articles stipule que « le présent arrangement ne porte, en aucune manière, atteinte au statut politique existant entre chacune des trois parties contractantes et la Russie soviétique », la signature d'un tel traité, qui, en d'autres temps, eût été dénoncée comme une intolérable agression de l'impérialisme fasciste est, au contraire, saluée comme « un signe des temps et une éloquente attestation du prestige, de l'autorité et de la force formidablement accrue du pays des soviets » (20).

Un féalisme aussi outrancier explique que si, dans leur littérature de propagande généreusement répandue, les communistes se permettent de stigmatiser l'odieuse collusion entre l'occupant et les « traîtres » vichyssois (collusion qui affame la France), jamais jusqu'en juin 1941, ils ne s'en prendront au III^e Reich, puissance belligérante, car il s'agit d'un allié de l'U.R.S.S. dans une « guerre impérialiste », dont les véritables responsables sont les capitalistes et les bellicistes de Londres et de Paris. Tandis que des isolés ou de petits groupes s'occupent de récupérer, çà et là, quelques armes en vue d'une reprise, qui semble alors très hypothétique, du combat antifasciste, les seules attaques auxquelles se livre le parti se limitent au terrain des « immortels principes ».

« La lutte s'en tient encore à une simple démystification », écrit Jacques Fauvet, peu suspect, pourtant, d'anticommunisme systématique. Démystification, nous hâterons-nous d'ajouter, qui consiste surtout à reprendre contre les « affreux réactionnaires » de Vichy — coupables, dès avant la guerre, d'avoir pactisé avec l'hitléro-fascisme — les vieux mythes qui avaient fleuri sous le Front populaire. « La mobilisation n'est décidément pas la guerre, écrit plus loin M. Fauvet, qui n'hésite pas à parler d'attentisme. Agressif dans le domaine idéologique, le parti reste pacifiste quant à ses objectifs politiques ».

Même lorsque les arrestations par les autorités françaises se font plus nombreuses, « le mot d'ordre reste toujours : abstention, d'abord ». Et quand l'Amérique s'apprête à entrer dans le conflit, les communistes flétrissent vigoureusement son bellicisme : « La puissance qui, de l'autre côté de l'Atlantique, se couvre d'une carapace d'acier, qui va mobiliser pour la guerre le travail de ses citoyens, dont les avions vont sillonner le ciel de l'Europe, quelle est-elle, que représente-t-elle ? Elle représente l'omnipotence des trusts, le pouvoir du capitalisme le plus évolué. C'est la dictature de quelques familles oligarchiques qui descend dans l'arène de la guerre ».

Juin 41 : patriotes pour Staline

Changement à vue en juin 1941. Les hostilités éclatent entre l'Allemagne et l'U.R.S.S., qui avaient signé, cinq mois plus tôt, un nouveau traité commercial (célébré comme un « triomphe » par *Russie d'aujourd'hui*, N^o spécial). Les interventions allemandes en Bulgarie, puis en Yougoslavie et en Grèce ont déjà porté un coup sérieux à l'harmonie germano-soviétique (mars-avril). L'équipée de Rudolf Hess inquiète Moscou, ainsi que la rupture par Hitler des nouvelles négociations économiques. Staline pressent que le pire pourrait arriver, et les premières instructions du Kremlin parviennent, dès le mois de mai,

(20) « l'Humanité », novembre 1940.

au parti communiste qui, sur-le-champ, amorce le virage. Non pas encore pour attaquer bille en tête le Reich hitlérien, car, jusqu'à la dernière minute, Staline essaiera d'éviter l'irréparable, multipliant les gestes de prévenance — sinon d'humilité — et les plus séduisantes promesses. Mais en préconisant la « formation d'un Front national de l'indépendance de la France », dans un appel lancé le 27 mai.

C'est que, du jour où l'Allemagne se jetterait sur l'U.R.S.S., la guerre perdrait immédiatement, pour le P.C., son caractère de « guerre impérialiste » pour devenir — ou même redevenir — une croisade des démocraties contre l'hydre fasciste. Et qu'en conséquence, la tactique exigerait de réaliser au plus vite une union sacrée entre les résistants de toute obédience. Union dont, naturellement, le parti s'emploierait à tirer le meilleur parti révolutionnaire possible.

Le tournant décisif est pris avec une telle ardeur et un tel mépris de la réalité historique la plus matériellement évidente que *l'Humanité* du 27 juin ose écrire... qu'aucun accord n'a jamais existé entre Moscou et Berlin : « Non, l'U.R.S.S. ne ravitaillait pas l'Allemagne en blé et en pétrole, puisque c'est pour avoir refusé ces richesses qu'elle subit aujourd'hui l'assaut hitlérien ». Un pareil cynisme n'a-t-il pas de quoi décourager le commentateur ? En un tournemain, le P.C. en est revenu avec ivresse à la « ronde de la paix (*euphémisme pour croisade antifasciste*) que proposaient les communistes pour éviter la guerre ». Elle s'est seulement transformée et consolidée en « ronde du monde contre l'hitlérisme » (21).

Dès lors, les rouges ultra-pacifistes jouent à fond la carte la plus belliqueusement tricolore. « Dans les circonstances actuelles, l'action des communistes ne se différencie en rien de celle des autres patriotes. » (22) A ce détail près qu'ils omettent de signaler : aujourd'hui comme hier, leur patriotisme à eux est un patriotisme soviétique.

Jusqu'ici, ils avaient soutenu que les intérêts de la France s'identifiaient à ceux de l'U.R.S.S., parce que celle-ci, grâce au pacte du 23 août 1939, s'était posée en championne n° 1 de la paix et n'aurait pas demandé mieux que de protéger la France et de la nourrir. Maintenant, la même identité demeure, mais parce que l'U.R.S.S. est devenue la principale ennemie de l'Allemagne hitlérienne et que « la libération de la France dépend de sa victoire ». Comme l'écrit A. Rossi, toute la propagande et l'agitation du parti reposent sur ce raisonnement-express... et *sui generis* : « L'axe de l'histoire de France passe par Moscou, puisque l'U.R.S.S. est désormais l'héritière, sur le plan mondial, de la mission libératrice de la Révolution française » (23).

Plus rien ne s'oppose, dans ces conditions, à ce que tous les républicains, tous les démocrates, tous les antifascistes — qu'ils soient de gauche ou de droite, chrétiens ou athées — rejoignent les communistes dans « un vaste Front national groupant tous les Français qui pensent français et veulent agir en Français, ce qui signifie concrètement aider l'U.R.S.S. à vaincre Hitler, la victoire du pays des Soviets étant la condition de la libération de la France. »

Le temps n'est plus où *l'Humanité* écrivait : « Le mou-

(21) « Hitler sera battu », tract 1^{er} juillet 1941.

(22) « Vie du Parti », 4^e trimestre 1941.

(23) « Physiologie du Parti communiste français » (Éditions Self). L'auteur cite, notamment, « *l'Humanité* » du 12 juillet 1941 : « 1789, la France donne la liberté au monde. 1941, l'U.R.S.S. défend cette liberté menacée par le fascisme ».

LA PATRIE EN DANGER

LA PATRIE EN DANGER!...
ENROLEMENT des VOLONTAIRES

1792

1943

POUR
SAUVER
LA
FRANCE

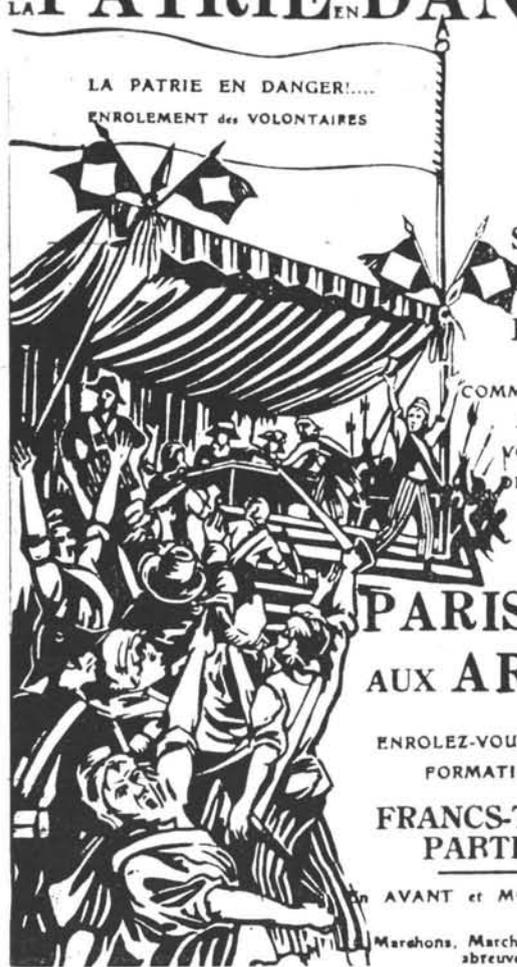
COMME NOS GRANDS
AIEUX LES
VOLONTAIRES
DE LA LEVÉE
EN
MASSE

PARISIENS
AUX ARMES!

ENROLEZ-VOUS DANS LES
FORMATIONS DE
FRANCS-TIREURS
PARTISANS

En AVANT et MORT aux BOCHES

Marchons, Marchons qu'un sang impur
abreuve nos sillons



La première affiche invitant à s'enrôler dans les F.T.P. Il a fallu attendre 1943 pour que passe le souffle de Valmy.

vement des de Gaulle et de Larminat, foncièrement réactionnaire et antidémocratique, ne vise à rien d'autre qu'à priver notre pays de toute liberté au cas d'une victoire anglaise ». Ou encore : « Quand les propagandistes anglais présentent le mouvement gaulliste comme un mouvement démocratique, ils mentent effrontément. Ce général à particule veut, non pas la liberté de notre pays, mais le triomphe des impérialistes auxquels il a lié son sort ». Et, cependant, l'encre de ce numéro n'est pas sèche depuis bien longtemps — il porte la date du... 1^{er} mai 1941. C'est en de pareilles circonstances qu'on se rend compte de la vitesse du vent de l'Histoire... lorsqu'il souffle de l'Est.

Les *Cahiers du bolchévisme* (2^e et 3^e trimestres 1941) tracent les grandes lignes du programme commun de résistance aux « hitléro-vichyssois », mais se gardent d'effaroucher les nouvelles recrues en insistant sur le côté politique de l'opération. Le P.C., vous vous en doutez, n'en perd pas de vue pour autant ce côté essentiel du problème. Ce qu'il veut, c'est instaurer un « gouvernement populaire », un « gouvernement de libération nationale qui, avec une main de fer et en s'appuyant sur le peuple, serait capable d'épurer la France de tous les éléments traîtres et capitulards » (24).

(24) « *L'Humanité* », numéro spécial de juillet 1941.

Ainsi, le plan communiste est clair : l'insurrection nationale, qui accompagnera et facilitera la libération nationale, devra se doubler d'une épuration qui liquidera tous les cadres politiques et administratifs faisant obstacle à la soviétisation du pays.

Les consignes d'action fournies au Front national portent la marque du parti communiste : freiner et saboter la production industrielle, multiplier les revendications, paralyser la mise en œuvre de la Charte du Travail, s'opposer à la livraison des produits agricoles, utiliser au maximum les difficultés de ravitaillement... « Pas un homme, pas un grain de blé, pas une heure de travail pour les assassins du peuple français, pillards de notre pays, bourreaux de nos prisonniers » (25). « Travailler, dans les conditions actuelles, ne veut pas dire produire et surtout produire du bon ouvrage. Travailler peut et doit signifier : produire avec conscience du matériel défectueux. Travailler doit être partout l'équivalent de saboter » (26). Etc.

Cette fois, la lutte contre l'occupant est vraiment engagée — sous toutes ses formes — et elle ira en s'intensifiant jusqu'au succès final. Nul ne peut contester la part prise dans la défaite des armées allemandes par les communistes, mais ce n'est pas une raison pour oublier que la victoire pour laquelle ils combattaient était la victoire de l'U.R.S.S., accompagnée d'une satellisation de la France.

Cette constatation n'enlève rien à la vaillance ni au courage devant la torture et la mort de tous ceux qui sont tombés dans cette guerre de l'ombre. Elle rétablit seulement les faits dans leur vérité et devrait empêcher tout esprit non prévenu de tomber dans le panneau que lui tend, avec obstination, le parti communiste, en entretenant la légende selon laquelle, dès le début des hostilités, Maurice Thorez, Jacques Duclos et leurs camarades du bureau politique auraient donné l'exemple du patriotisme le plus authentique et de la résistance la plus intraitable à l'opresseur nazi.

Août 44 : la légende des 75.000 fusillés

Si le but visé par les staliniens de France ne fut pas pleinement atteint à la Libération, les bénéfices qu'ils retirèrent de la victoire alliée n'en furent pas moins considérables.

La France, il est vrai, n'est pas devenue communiste. Un peu parce que de Gaulle, malgré toute la sympathie admirative qu'il n'avait cessé de témoigner à la « chère et puissante Russie », ne tenait quand même pas à se faire « anschusser » par ses alliés « objectifs ». Beaucoup parce que le Père des Peuples, après le partage du monde décidé entre lui et les chefs des démocraties anglo-saxonnes, ne désirait pas susciter un motif de discorde entre vainqueurs. D'autant plus que la soviétisation de la France n'était pas comprise dans le jeu habile et singulièrement payant qu'il menait alors.

Mais le seul fait qu'en 1944, les défaitistes de 1940 se trouvaient réintégrés dans la communauté nationale avec un brevet de super-patriotisme — à eux décerné par le Libérateur — constituait déjà un résultat capital pour la suite des opérations. Bien mieux, Thorez le déserteur revenait de Moscou, chargé d'honneurs et de gloire ; de Gaulle

lui confiait la vice-présidence du Conseil ; des portefeuilles-clés étaient attribués à des personnalités du parti ; dans les ministères et administrations, l'appareil communiste pouvait s'implanter solidement, en toute quiétude.

Non, le combat n'avait, certes, pas été inutile, et aujourd'hui encore nous pouvons mesurer, en d'innombrables occasions, l'importance des progrès réalisés à cette époque, sous couvert d'une résistance prétendument « patriotique », par les dirigeants d'un parti que Léon Blum pouvait bien qualifier de « nationaliste étranger », mais qui était devenu « comme les autres », et même « mieux que les autres ». Grâce à la compréhension — à la fois obligeante et obligée — d'un général formé à l'école maurassienne et fils respectueux de Notre Sainte Mère l'Eglise.

Restent les 75.000 fusillés, autour desquels le parti communiste a fait un tel battage qu'on serait tenté de voir là un indécent bulletin de victoire plus qu'un hommage fraternel aux camarades disparus, si l'on ne savait que ceux qui ont produit avec tant d'insistance un pareil chiffre étaient les premiers à ne pas y croire. Rien n'est plus sordide, au demeurant, que ces discussions sans fin, à coup de zéros, trop souvent dominées par la mauvaise foi et par l'exploitation des cadavres — vrais ou faux — dans un dessein de propagande malsaine.

Bornons-nous donc à signaler les différences ahurissantes qui séparent quelques-unes des principales estimations soumises à la postérité. *L'Humanité* du 11 octobre 1944 glorifie « les 75.000 fusillés anonymes (*sic*) du département de la Seine ». Dans celle du 26 octobre, Maurice Thorez déclare : « Nous célébrons avec ferveur la mémoire des 27 de Chateaubriand, des 23 de Nantes, des 75.000 de la région parisienne et des 100.000 tombés dans les autres départements ». Ce qui fait, en additionnant, 175.050 otages fusillés... et amène Paul Viret, ancien chef du mouvement de résistance « Libération de la Haute-Savoie » et chargé de mission du gouvernement provisoire, à s'élever contre cette « abominable mascarade arithmétique » (27). *L'Humanité* du 21 novembre 1945 revient au chiffre de 75.000, mais, cette fois, pour toute la France. Dans son réquisitoire contre le maréchal Pétain, le procureur Mornet parle de 150.000 otages fusillés. A Nuremberg, le procureur Dubost estime, lui, à 27.660 le nombre de ces mêmes otages. Otto Abetz, se référant à son procès, donne les précisions suivantes : 498 otages fusillés jusqu'au 1er juin 1942, et 254 entre cette date et l'évacuation de Paris. Soit un total de 752.

Inutile de poursuivre : disons simplement qu'il y en eut... trop (il y en a toujours trop), et que le « parti des fusillés », comme toutes les organisations ayant pris part à la résistance, pourrait se contenter de pleurer et d'honorer ses morts sans chercher à « en remettre ».

Disons aussi — et ce sera notre conclusion — qu'en dépit du lourd tribut payé par les militants et certains chefs du parti à la lutte contre l'occupant, les bonzes du carrefour Châteaudun, dont l'attitude jusqu'au 22 juin 1941 fut celle que nous avons décrite — documents à l'appui — étaient, de tous les « juges de la saison », les plus mal placés pour donner des leçons de patriotisme à tant de Français qui, eux, n'avaient jamais pactisé avec l'ennemi, et dont le seul crime avait été de tenir la bolchévisation de la France et de l'Europe pour le pire des malheurs qui pût accabler leur pays.

Hugues SAINT-CANNAT

(25) « *L'Humanité* », juillet 1941.

(26) « *L'Humanité* », numéro spécial d'août 1941.

(27) « *Les 75.000 fusillés communistes* », brochure (M.L.S., 62, rue Nationale, Paris, 13^e).



Défense et illustration de la cotriade

LE jour où les académiciens en habit vert préférèrent Jonnard (Célestin, je vous demande un peu!) à Maurras, André Bellesort débuta son cours de littérature ainsi :

— Messieurs, l'Académie Française vient d'élire M. Jonnard, je vais vous parler de Charles Maurras...

Pareillement je pourrais débiter cette chronique en disant : « Lecteurs, tout le monde parle de la bouillabaisse, je vais vous raconter la cotriade ! ».

A cela j'aurais plusieurs raisons.

« La bouillabaisse, a dit quelque part Simenon, est le mets qui a fait dire le plus de sottises ». Je ne voudrais pas en ajouter.

Et puis, surtout, je ne saurais la compter au nombre des merveilles de la cuisine française ! Pas même de la cuisine méditerranéenne !

La bouillabaisse est un amusement. Du folklore comme la farandole et le tutu-panpan. De la barque du pêcheur, où elle était aliment de l'occasion, elle a sauté

dans l'assiette du snob, tout comme un Alibert, de l'Alcazar de Marseille, est venu vendre sa salade alliée aux spectateurs parisiens.

*

Plat de pêcheur, aussi bien la bouillabaisse est de toutes les mers et de toutes les côtes. Cela est si vrai que le waterzoï flamand, non seulement lui ressemble en ses principes, mais dans son nom puisqu'il signifie « eau qui bout ». Le ttoro basque, la chaudière saintongaise, la marmite dieppoise et la cotriade bretonne sont des bouillabaisse aussi. Mais — que l'on me pardonne ce mot — des bouillabaisse civilisées, sans appel à ces éléments agressifs que sont l'ail, le safran, les aromates en excès. Question de latitude, oui. Et aussi question d'attitude devant la vie, devant l'appétit, devant « la nature des choses ».

J'ai choisi la cotriade, entre toutes ces bouillabaisse non méridionales, parce qu'elle est, justement, l'anti-bouillabaisse.

GORISSE

84, rue Nollet (17^e) - MAR. 43-05

Andouillette
Lapin à la moutarde
et les mercredis et samedis midi

LA TRADITION DU POT AU FEU
os à la moelle

Fermé samedi soir et dimanche

A L'ALLIANCE

CHEZ THÉRÈSE ALBAN

Ris de veau aux morilles - Poulet sauté
au vinaigre - Côte de veau sous la cendre
et le « Bouribou » (canard au sang).

18, r. Vivienne (M^o Bourse). CEN. 44-48

PMR : 30 F - Fer. Dim.

RÉSIDENCE JADIN

Hôtel particulier. Catégorie Luxe
WAG. 79-12 - Dîners et Soupers
12, rue Jadin - Parc Monceau

LES MEILLEURES
GRILLADES ET
TRIPERIES DE PARIS



SUR 100 MÈTRES Av. Jean-Jaurès

182 AU PETIT NORMAND.	BOT. 14-57
184 FERME de la VILLETTE.	NOR. 60-96
188 AU BŒUF COURONNE.	NOR. 89-52
190 CHEZ DAGORNO.	NOR. 02-29
192 AU COCHON D'OR.	BOT. 39-81
192 LA MER.	NOR. 23-13

A 10 minutes de l'Etoile
par le PÉRIPHÉRIQUE

Parking

Le Traiteur de Qualité

LES DEUX LIONS

Lunches, Banquets, Réceptions
Paris, Province

40, rue de l'Arcade, Paris 8^e
Téléphone. 265.37.09 & 265.42.80

LA CLOSERIE DES LILAS

"AU CARREFOUR DES IDÉES"

DÉJEUNERS - DINERS
SOUPERS en plein air "Ambiance musicale"

171, bd du Montparnasse
DAN. 70-50 - ODE. 21-68

(PARKING :
14, RUE CAMPAGNE-PREMIÈRE)

Champs Elysées Hôtel de
Ponthieu

CHAMBRES ET APPARTEMENTS A LA
JOURNÉE ET POUR SEJOURS
PETITS REPAS FINS RADIO - CONFORT
5, rue de Ponthieu - Paris-8^e
ELY. 70-36 Parking : 12, même rue

LE MOUSQUET

SES SOUFFLÉS
SES "MORCEAUX DU BOUCHER"
SES GIBIERS

"Au premier rang de la géographie gour-
mande de Paris"

Minute

22, r. Champ-de-Mars, Paris 7^e 468-52-69

FERMÉ LE DIMANCHE

Parce qu'elle est bretonne et, en quelque sorte, autonomiste. Or, tout Français, d'où qu'il soit, pour peu qu'il aime son terroir, doit être autonomiste breton. C'est sa deuxième patrie.

Parce que les poissons de Bretagne sont les rois des poissons. Une sorte de Neptune ultra et le nec plus ultra !

Parce que dans la marmite fleurant bon s'inscrivent, en filigranes, non seulement les récifs et les embruns, les silhouettes épaisses, solides et franches des pêcheurs en suroît, mais encore les ajoncs de la lande, les écrasants menhirs, les grâces inquiétantes des korrigans, le secret des Druides, la grande espérance celte et le soupir de Mélusine.

*

La cotriade, donc, est la bouillabaisse des pêcheurs bretons comme l'autre est celle des pêcheurs de Provence : un plat simple. Il est ridicule de mettre homard ou langouste dans la bouillabaisse

méridionale et pourtant, dans la cotriade dont je veux parler, il entre du homard.

Je me trouve ici quelque peu de mauvaise foi mais la mauvaise foi est le sel de la vie.

Je me dis d'ailleurs que le homard, dans ce cas, représente la récompense de l'effort ; que dans les mains rudes, crevassées du gars breton ce bijou, de luxe qu'est le homard bleu n'est pas ridicule.

Et qu'enfin, cette cotriade, je la mange à Paris.

Et ce détail est d'importance : en effet, la bouillabaisse, à Paris, est ridicule. La cotriade, non point. La bouillabaisse est déguisée. Son bel accent de soleil choque notre ouïe comme une faute de français et notre appétit comme une faute de goût. C'est une hâbleuse qui veut nous faire croire qu'elle est à l'aise dans son rôle d'hôtesse, mais elle le joue mal ! La cotriade, au contraire, saute directement du cotre dans l'univers grisaille et la nuit pari-

sienne. Dehors la pluie y prend un petit goût salé. Du vent s'engouffre par la porte ouverte avec une odeur de varech et de cidre :

— Kenavo, dit la servante de la vieille maison (ty coz) en breton.

— Bonjour, me dit Jacqueline Libois, la patronne d'un « Ty Coz » parisien fort connu des gourmets (35, rue St-Georges, tél. : 878-42-95).

Mais d'un même cœur, parce que du fond des âges les cuivres de l'âtre méditent cette soupe de poissons accueillante au voyageur. Et que, comme ailleurs on a gardé, en prévision de la visite, le jambon pendu au cellier, le confit dans son pot, les truffes dans leur graisse d'oie, on saute ici au vivier, au casier, récupérer le homard ramené du matin pour l'ajouter à la cotriade en honneur à l'invité.

Le homard est un ajouté. Un invité d'honneur.

Kenavo ! Ce bonjour sera un beau jour !

CHAMPAGNE

CHATEAU
DE BIGNY



LORIN FRÈRES

10-BIGNY - TÉLÉPHONE : 18

14 F la bouteille T.V.A. comprise, transport en sus
1 bouteille gratuite pour 24 bouteilles

“ Il est excellent, bouqueté et parfaitement charpenté ”

Ph. Couderc

DOMAINE DE
MONT-REDON



propriétaire-récoltant

à

CHATEAUNEUF-DU-PAPE (84)

... Respect de la **TRADITION** et offre
aux Gourmets, Hommes d'affaires, Touristes,
des vins plus en **HARMONIE** avec les
goûts du jour.

Expéditions directes en bouteille.

Chaque numéro du CRAPOUILLOT est tiré à près de 100 000 exemplaires. Quel que soit le soin apporté, un incident technique peut se produire en cours de fabrication et il est possible qu'un exemplaire présente une imperfection d'impression ou de reliure qui aurait échappé aux contrôles. Dans ce cas, il convient de retourner aussitôt l'exemplaire défectueux à notre service des ventes : 49, avenue Marceau, Paris 16^e. Il sera échangé par retour et les frais de port seront remboursés.

ABONNEZ-VOUS OU ABONNEZ L'UN DE VOS PARENTS OU AMIS

en retournant simple-
ment ce bon
à nos bureaux

LE CRAPOUILLOT

49, Av. Marceau
Paris 16^e
tél. : 553-65-09

L'ABONNEMENT D'UN AN
(5 NUMÉROS) 32 FRs.
ÉTRANGER : 35 FRs.

.....

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

Veuillez trouver ci-joint la somme de _____ Frs.
que je règle (1)

- par chèque bancaire
- par mandat-lettre
- par versement au CCP
SEPA Paris 25.391.74

(1) Mettre une croix dans le carré choisi.

N.-B. : Si vous préférez ne pas découper votre
exemplaire, il vous suffit de nous adresser une
carte de visite ou une feuille comportant vos
nom et adresse avec la mention "Crapouillot -
Abonnement", accompagnée de votre règle-
ment.



UNE BONNE SOLUTION POUR
CONSERVER VOS NUMÉROS DU

CRAPOUILLOT

*L'écrin reliure
de bibliothèque*

Au fur et à mesure des années, votre collection
du "Crapouillot" prendra de plus en plus de
valeur. Chaque numéro constitue une mine de
références auxquelles le lecteur soucieux d'in-
formations piquantes a toujours besoin de faire
appel. C'est dans ce but que nous avons mis au
point ces luxueux écrins-reliures où vous pour-
rez ranger vos exemplaires et les consulter aisé-
ment. Vendus au prix de 15 F, ils se présentent
comme des boîtes cartonnées richement rehaus-
sées d'un tissu qui leur donne l'apparence d'un
beau livre ayant sa place dans votre biblio-
thèque. Notre écrin-reliure existe en rouge grenat,
gris et vert jade.

POUR LE RECEVOIR IL VOUS SUFFIT
DE REMPLIR CE BON DE COMMANDE
ET DE LE RETOURNER A NOS BUREAUX :
49, AVENUE MARCEAU - PARIS 16^e

.....

NOM..... PRÉNOM.....
ADRESSE.....

désire recevoir..... Ecrin reliure
"Le Crapouillot" au prix de 15F que je règle (1)
 chèque bancaire mandat-lettre
 versement au CCP : SEPA Paris 25.391.74

(1) Mettre une croix dans le carré choisi.
N.B. Si vous préférez ne pas découper votre revue,
envoyez-nous simplement une carte de visite ou une
feuille comportant vos nom et adresse avec la mention
"ECRIN-RELIURE LE CRAPOUILLOT" accompagnée
de votre règlement.

JACQUES FAUVET

histoire du parti communiste français

TOME I

de la guerre à la guerre (1917-1939)

TOME II

vingt-cinq ans de drames (1939-1965)

COLLECTION

"LES GRANDES ETUDES CONTEMPORAINES"

CLAUDE ANGELI ET PAUL GILLET

debout, partisans!

les communistes dans la résistance
de la débâcle aux F.T.P.

COLLECTION

"GRANDS DOCUMENTS CONTEMPORAINS"

JACQUES DUCLOS

mémoires

TOME I

le chemin que j'ai choisi : de Verdun
au parti communiste (1896-1934)

TOME II

aux jours ensoleillés du front
populaire (1935-1939)

TOME III

dans la bataille clandestine

1^{er} volume : de la drôle de guerre à la
ruée vers Stalingrad (1940-1942)

2^e volume : de la victoire de Stalingrad
à la capitulation de Berlin (1943-1945)

COLLECTION

"LES GRANDES ETUDES CONTEMPORAINES"

fayard

**Vous !... qui CHERCHEZ, des
RELATIONS NOUVELLES**
dans tous les domaines
sur tous les sujets.

Nous vous OFFRONS
la possibilité de RENCONTRER, correspondre
avec des personnes (HOMMES, FEMMES,
COUPLES, FAMILLES) partageant les mêmes
idées que vous.

Toutes amitiés - Sorties - Vacances - Rela-
tions sentimentales - etc.

Puisque vous avez lu cette annonce, c'est
bien que vous recherchez ce que nous
mettons à votre portée. **ALORS ! N'HÉSI-
TEZ PLUS.** Envoyez le **BON** ci-dessous
en joignant 5 timbres à 0,40 F et **DEMAIN**
vos **SOUHAITS** seront **RÉALITÉS.**

CLUB L.A.N. B.P. 49
33 Bordeaux-Bourse

Nom Prénom

Adresse

Ville N° Dépt.

Bon pour documentation sans engagement. - Discrétion absolue. C 4-70

HARMONIE DU COUPLE

Comment retrouver votre vitalité ?



Monsieur, il ne tient qu'à vous de remédier à certaines défai-
llances qui vous préoccupent : un nouveau produit dynamiseur,
100 % naturel, à base de Ginseng, dénommé **VIRILON**, vous
permettra de retrouver rapidement cette vigueur de bon aloi,
actuellement atténuée, qui faisait jadis votre fierté.

**EFFICACITÉ TONIQUE ET
DYNAMISANTE DU GINSENG**

Ginseng est une racine d'origine
chinoise, monopole du Gouverne-
ment Coréen, communément uti-
lisée depuis des siècles par les
hommes de tous les pays d'Orient.

Gratuitement, pour accroître
votre vigueur d'homme et votre
force vitale, demandez aujour-
d'hui même le dossier **VIRILON**,
absolument gratuit qui vous docu-
mentera largement sur l'action
rajeunissante du Ginseng.

**AUX 4 COINS DU MONDE
DES UTILISATEURS SATISFAITS**

De R.G. à MARSEILLE : "Virilon m'a
permis d'accroître mon dynamisme, c'est
ainsi que j'ai pu reprendre la culture phy-
sique que j'avais arrêtée depuis deux ans."

Du Docteur M.D. à LYON : "Je puis vous
dire que j'ai obtenu des résultats vraiment
inespérés chez une personne atteinte d'une
sénilité très prononcée."

Du Docteur R.P. à CHATELINE
(Belgique) : "Je l'ai expérimenté person-
nellement et je vous assure que le résultat
est très bon."

de M. D.C. à CASABLANCA : Je tiens
à vous signaler que malgré mes 10 bles-
sures de guerre, j'ai
retrouvé la joie de vi-
vre grâce à Virilon."

**De A.M. à BRAZ-
ZAVILLE** : "J'ai
retrouvé, grâce à
Virilon, toute ma vi-
gueur et je constate
un rajeunissement
certain."



BON GRATUIT pour recevoir rapidement et discrètement dos-
sier Virilon (ne joignez pas de timbres).

NOM

ADRESSE

VIRILON (Serv. V C I 16) 11, RUE DU VERTBOIS - PARIS 3^e

*Pourquoi les historiens résolus à dire
toutes les vérités veulent-ils écrire dans*

MIROIR DE L'HISTOIRE?

Parce que **MH** leur assure la meilleure des diffusions

Parce que **MH** leur apporte une présentation moderne
et une illustration exceptionnelle

Parce que **MH** se voit réserver les travaux inédits
des grands historiens

Parce que **MH** exige la perfection

MIROIR DE L'HISTOIRE

présenté par
GUY-VICTOR
LABAT

dirigé par
JEAN-FRANÇOIS
CHIAPPE

Les livres
les plus sexy
de l'année!

CATALOGUE :
FILMS - PHOTOS - LIVRES
CONTRE 3 TIMBRES

TRÈFLE D'OR
133, Rue de Clignancourt
PARIS (18°)

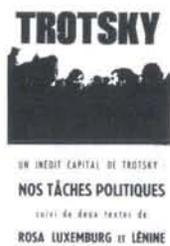
deux textes essentiels pour comprendre le communisme



VOLINE
LA REVOLUTION INCONNUE
RUSSIE 1917 - 1921

Les bolcheviks ont-ils trahi la Révolution à leur profit? C'est à cette question que répond Voline, acteur et témoin de ces événements. **La Révolution inconnue** apporte un témoignage capital, et de première main, sur cette époque, témoignage qui trop longtemps avait été mis sous le boisseau.

690 pages **59 F**



TROTSKY
NOS TACHES POLITIQUES

Cet ouvrage - écrit en 1904 - surprendra les adversaires traditionnels de Trotsky, et plus encore ses partisans appartenant aux diverses sectes trotskystes d'aujourd'hui. Des annexes groupent l'étude de Rosa Luxemburg sur "Les questions d'organisation de la Social-démocratie russe", ainsi que la réponse faite par Lénine à ces attaques.

256 pages **26 F**

publicoscope

BON DE COMMANDE (à découper ou à recopier)
à retourner à N.O.E. Diffusion, 10, rue du Regard, Paris 6°

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

SIGNATURE _____

Veillez m'adresser exemplaire (s) de la **Révolution Inconnue**
Veillez m'adresser exemplaire (s) de **Nos tâches politiques**
Ci-joint la somme de par chèque bancaire, mandat ou C.C.P. à l'ordre de N.O.E. Diffusion (C.C.P. 16971.80 Paris).

Pub. Diffusion Graphique

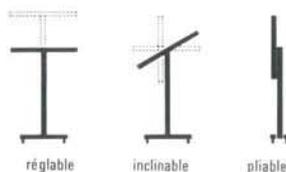
Pour servir l'apéritif
Very-table
c'est "very-tablement" mieux



Table de lit, table d'appoint, table de lecture, table de jeu, table dessert, table de travail **VERY-TABLE** c'est cent tables, c'est mille usages.

Encore mieux, **VERY-TABLE** se règle en hauteur, en inclinaison, **se plie complètement** et se range dans un minimum de place. **VERY-TABLE** existe en acier laqué bronze, chromée ou dorée à l'or fin, plateau en stratifié teck ou acajou.

Toujours mieux et inédits les accessoires de **VERY-TABLE** : (1) plateau porte-verre, (2) plateau-desserte, (3) panier porte-bouteilles, (4) panier porte-revues, etc..., etc...



réglable inclinable pliable

Very-table
c'est "very-tablement" mieux

En vente : grands magasins, bons revendeurs.
Pour recevoir notre documentation adressez-nous simplement le bon ci-joint.



la plus pratique des tables de lit

table de lecture très confortable



petit déjeuner ou dîner rapide
encore une utilisation **VERY-TABLE**

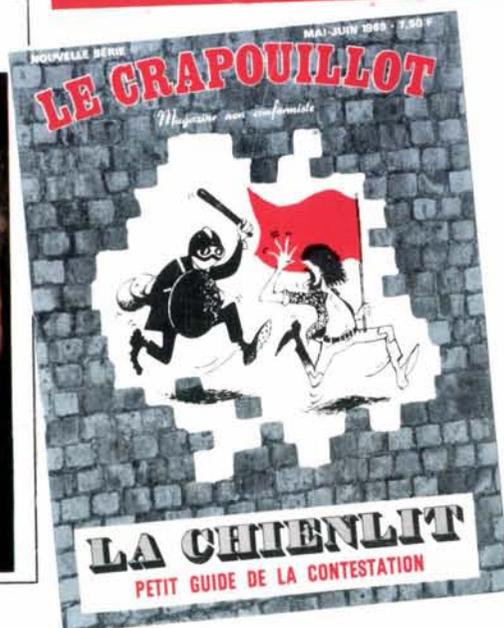
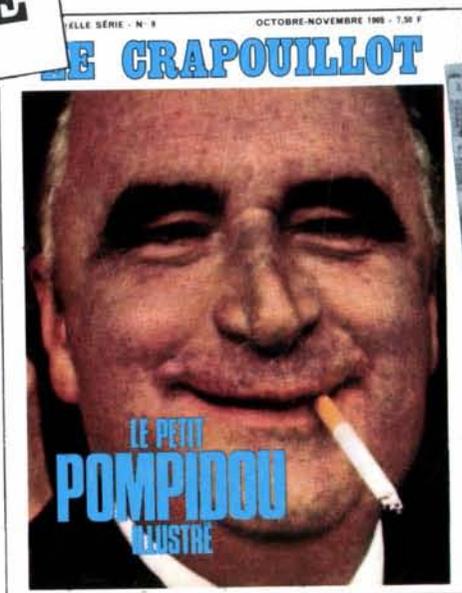
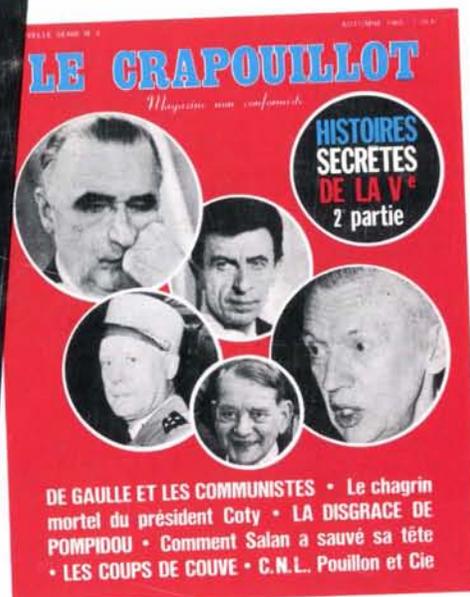
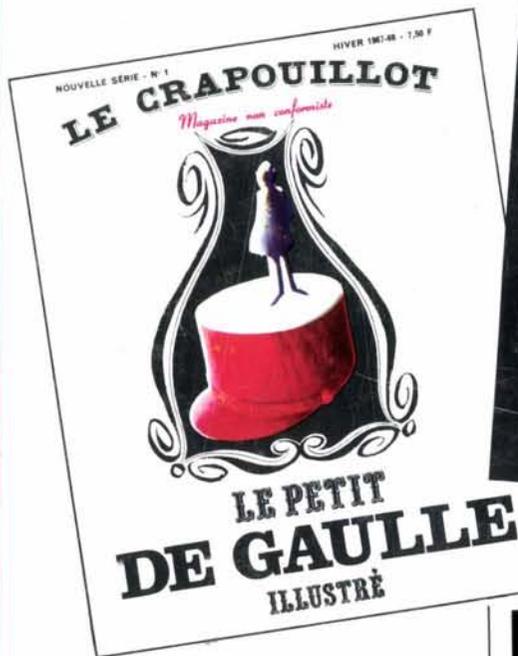
ETS JOUK - 14 RUE H. MARTIN, 93 LE PRÉ ST-GERVAIS

Veillez m'envoyer votre documentation **VERY-TABLE** - Tél. : 844.40.00

Nom _____

Adresse _____

C R



Pour
en
savoir
davantage...

LES GRANDS NUMÉROS POLITIQUES
DU

CRAPOUILLOT

Nouvelle
série

Commandez-les à votre marchand de journaux habituel ou directement aux
bureaux du journal : 49, avenue Marceau - Paris-XVI^e

Envoi franco, contre remboursement ou paiement par chèque bancaire, mandat-lettre, virement au C.C.P. Paris 25.391.74.